

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

F. 99 — 341

[C - 98/16345]

1^{er} DECEMBRE 1998. — Arrêté royal portant exécution de l'article 74, § 1, 6^o, de la loi du 28 juillet 1992 portant des dispositions fiscales et financières

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 28 juillet 1992 portant des dispositions fiscales et financières, notamment l'article 74, § 1, 6^o inséré par l'article 28 de la loi programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances du 9 novembre 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 23 novembre 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que les nouvelles missions du Fonds de Participation, insérées par l'article 28 de la loi programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante, entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1999;

Que, afin de pouvoir réaliser effectivement ces nouvelles missions à partir de cette date, les préparations nécessaires doivent immédiatement être prises en vue de la collaboration avec les établissements de crédit;

Qu'il est, à cette fin, impératif que le contenu du contrat-modèle et du règlement général, visés à l'article 1^{er} du présent arrêté, doivent être portés à la connaissance des institutions concernées sans plus attendre;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, de Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de Notre Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. En ce qui concerne les missions du Fonds de Participation, visées à l'article 74, § 1, 6^o, de la loi du 28 juillet 1992 portant des dispositions fiscales et financières :

— le contenu des conventions visées au dit article doit correspondre à la convention modèle, reprise à l'annexe I du présent arrêté;

— le contrôle financier, économique et technique doit se dérouler conformément au règlement général repris à l'annexe II du présent arrêté;

— l'intervention maximum du Fonds de Participation, visée à l'alinéa 2 de l'article précité est fixée à 1 500 000 francs.

Art. 2. L'article 28 de la loi programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante, ainsi que les dispositions du présent arrêté entrent en vigueur le 1^{er} janvier 1999.

Art. 3. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et Notre Ministre des Finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 1^{er} décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

N. 99 — 341

[C - 98/16345]

1 DECEMBER 1998. — Koninklijk besluit houdende uitvoering van artikel 74, § 1, 6^o, van de wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen, inzonderheid op artikel 74, § 1, 6^o ingevoegd bij artikel 28 van de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën van 9 november 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 23 november 1998;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd, op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen door de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de nieuwe opdrachten van het Participatiefonds, ingevoegd bij artikel 28 van de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap in werking treden op 1 januari 1999;

Dat, teneinde die opdrachten met ingang vanaf die datum effectief te kunnen realiseren, onmiddellijk de nodige voorbereidingen moeten worden getroffen in verband met de samenwerking met andere kredietinstellingen;

Dat daartoe vereist is dat de inhoud van de modelovereenkomst en van het algemeen reglement, bedoeld in artikel 1 van dit besluit, onverwijld ter kennis worden gebracht van de betrokken instellingen;

Op voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, Onze Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Onze Minister van Financiën,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Met betrekking tot de, in artikel 74, § 1, 6^o van de wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen bedoelde opdrachten van het Participatiefonds:

— dient de inhoud van de in dat artikel bedoelde overeenkomsten overeen te stemmen met de modelovereenkomst die is opgenomen in bijlage I bij dit besluit;

— dient de financiële, economische en technische controle te verlopen overeenkomstig het algemeen reglement dat is opgenomen in bijlage II bij dit besluit;

— wordt de maximale tussenkomst van het Participatiefonds bedoeld in het tweede lid van voornoemd artikel vastgelegd op 1 500 000 frank.

Art. 2. Artikel 28 van de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap, alsmede de bepalingen van dit besluit treden in werking op 1 januari 1999.

Art. 3. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, Onze Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Onze Minister van Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 1 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

Annexe I

Octroi de couvertures participatives sur prêts professionnels

CONVENTION

Entre le Fonds de Participation, constitué en établissement public par la loi du 28 juillet 1992 portant des dispositions fiscales et financières, ayant son siège à Bruxelles, Square du Bastion, 1A, représenté par ..., ci-après dénommé le Fonds,

Et..., ci-après dénommé L'Etablissement de Crédit,

Il est convenu ce qui suit :

Article 1^{er}. Afin de promouvoir l'accès au marché des prêts professionnels pour les P.M.E, le Fonds octroie une « couverture participative » pour les prêts (crédits classiques d'investissement) accordés par l'Etablissement de Crédit, dans les limites, aux conditions et suivant les modalités arrêtées par la présente convention.

Art. 2. Peuvent seules bénéficier de la couverture du Fonds pour les prêts professionnels qui leur sont accordés, les P.M.E. qui, au moment de la demande de prêt :

(1) répondent à la définition de la P.M.E. inscrite dans l'article 2, 1^o, de la loi programme pour la promotion de l'entreprise indépendante (*Moniteur belge* du 21 février 1998, p. 4889);

(2) n'exercent leur entreprise que depuis moins de cinq ans;

(3) ont leur siège administratif et leur siège d'exploitation principal en Belgique.

Si l'activité professionnelle pour laquelle le prêt est demandé est exercée par un travailleur indépendant au sens de l'article 3, § 1^{er}, de l'arrêté royal n° 38 organisant le statut social des travailleurs indépendants du 27 juillet 1967 (1), ce travailleur indépendant doit:

(1) exercer cette activité à titre principal;

(2) être assujetti au statut social des travailleurs indépendants depuis moins de cinq ans;

(3) si le Roi les a entre temps déterminées, justifier qu'il satisfait aux conditions en matière de formation permanente déterminées par arrêté royal, après avis du Conseil supérieur des classes moyennes, conformément à l'article 28, § 3, de la loi-programme pour la formation de l'entreprise indépendante du 10 février 1998, modifiant l'article 74 de la loi du 28 juillet 1992 portant des dispositions fiscales et financières;

Si l'activité est exercée par une société créée par un ou plusieurs travailleurs indépendants en vue de l'exercice de leur profession, il faut :

(1) que la majorité des associés ne soit assujetti au statut social des travailleurs indépendants que depuis moins de cinq ans;

(2) s'il y a lieu, que la majorité des associés justifie qu'elle satisfait à la condition énoncée au (3) de l'alinéa précédent.

Art. 3. La couverture du Fonds aux prêts professionnels accordés par l'Etablissement de Crédit aux P.M.E. qui satisfont aux conditions de l'article 2 est subordonnée aux conditions :

(1) que le prêt soit exclusivement destiné à l'entreprise et affecté à l'acquisition d'actifs corporels meubles ou immeubles;

(2) que le prêt accordé n'excède pas cinq millions de francs;

(3) que la durée du prêt n'excède pas quinze ans;

(4) que le taux d'intérêt ne soit pas supérieur au taux de référence (2) du Fonds au moment de l'octroi du prêt;

(5) que le remboursement du prêt s'effectue soit sous la forme de tranches constantes en capital, soit sous la forme de tranches constantes en capital et intérêts cumulés, une franchise d'un an pour le remboursement en capital pouvant toutefois être accordée par l'Etablissement de Crédit;

(6) que le montant cumulé des sûretés additionnelles réelles ou personnelles offertes par le demandeur du prêt et/ou des tiers ne couvre pas plus de 25 % du montant du prêt accordé.

Etant entendu que n'entrent pas en ligne de compte dans ce calcul les sûretés offertes liées directement à l'activité ou aux biens à financer : le gage sur le fonds de commerce, la subrogation dans les droits du vendeur de matériel impayé, l'hypothèque ou le mandat hypothécaire sur un bien immobilier dont le financement partiel ou total fait l'objet du prêt accordé;

Bijlage I

Toekenning van gedeelde risicodekkingen op beroepsleningen

OVEREENKOMST

Tussen het Participatiefonds, openbare instelling opgericht bij wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen, met maatschappelijke zetel in Brussel, Bolwerksquare, 1a, vertegenwoordigd door..., hierna het Fonds genaamd,

En..., hierna de Kredietinstelling genaamd,

Wordt het volgende overeengekomen:

Artikel 1. Teneinde de markt van de beroepsleningen vlotter toegankelijk te maken voor KMO's, kent het Fonds een "gedeelde risicodekking" toe op de door de Kredietinstelling verleende leningen (klassieke investeringskredieten), overeenkomstig de in deze overeenkomst vastgestelde limieten, voorwaarden en modaliteiten.

Art. 2. Om te kunnen genieten van de dekking van het Fonds voor de hun toegekende beroepsleningen, dienen de KMO's op het ogenblik van de leningsaanvraag uitdrukkelijk de volgende voorwaarden te vervullen:

(1) beantwoorden aan de definitie van KMO zoals bepaald in artikel 2, 1^o, van de programmawet tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap (*Belgisch Staatsblad* van 21 februari 1998, p. 4889);

(2) hun ondernemerschap sinds minder dan vijf jaar uitoefenen;

(3) hun administratieve en belangrijkste exploitatiezetel in België hebben.

Indien de beroepsactiviteit waarvoor de lening wordt aangevraagd, wordt uitgeoefend door een zelfstandige in de zin van artikel 3, § 1, van het koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen (1), moet die zelfstandige:

(1) die activiteit uitoefenen in hoofdberoep;

(2) sinds minder dan vijf jaar onderworpen zijn aan het sociaal statuut der zelfstandigen;

(3) indien de Koning ze ondertussen heeft vastgesteld, aantonen dat de zelfstandige beantwoordt aan de voorwaarden inzake permanente vorming zoals bepaald bij koninklijk besluit, na advies van de Hoge Raad voor de Middenstand, overeenkomstig artikel 28, § 3, van de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap, tot wijziging van artikel 74 van de wet van 28 juli 1992 houdende fiscale en financiële bepalingen.

Indien de activiteit wordt uitgeoefend door een vennootschap die is opgericht door één of meer zelfstandigen met het oog op de uitoefening van hun beroep, moeten de volgende voorwaarden vervuld zijn:

(1) de meerderheid van de vennoten mag slechts minder dan vijf jaar onderworpen zijn aan het sociaal statuut der zelfstandigen;

(2) in voorkomend geval dient de meerderheid van de vennoten aan te tonen dat zij beantwoordt aan de voorwaarde omschreven in (3) van het vorige lid.

Art. 3. De dekking van het Fonds voor de door de Kredietinstelling verleende beroepsleningen aan KMO's die voldoen aan de voorwaarden van artikel 2, is ondergeschikt aan de volgende voorwaarden :

(1) de lening mag uitsluitend bestemd zijn voor de onderneming en besteed worden voor de aanschaf van materiële vaste activa, roerend of onroerend;

(2) de toegekende lening mag niet meer dan vijf miljoen frank bedragen;

(3) de duur van de lening mag vijftien jaar niet overschrijden;

(4) de rentevoet mag niet hoger liggen dan de referentievoet (2) van het Fonds op het ogenblik van de toekenning van de lening;

(5) de terugbetaling van de lening moet gebeuren in de vorm van constante kapitaalschijven of in de vorm van gecumuleerde kapitaal- en intrestschijven, waarbij de Kredietinstelling evenwel een vrijstelling van één jaar mag verlenen voor de kapitaalsaflossing;

(6) het gecumuleerde bedrag van de aanvullende persoonlijke of zakelijke zekerheden die door de leningaanvrager en/of derden worden aangeboden, mag niet meer dan 25 % van het toegekende leningsbedrag dekken.

Hierbij mag in deze berekening geen rekening worden gehouden met de aangeboden zekerheden die rechtstreeks verbonden zijn met de activiteit of de goederen die moeten gefinancierd worden: het pand op het handelsfonds, de subrogatie in de rechten van de verkoper van onbetaald materiaal en de hypotheek of het hypothecaire mandaat op een onroerend goed waarvan de gedeeltelijke of volledige financiering het voorwerp uitmaakt van de toegekende lening;

(7) que le prêt accordé soit individualisé de telle sorte qu'il ne puisse constituer une avance consentie dans le cadre d'une ligne de crédit à durée indéterminée;

(8) que le demandeur du prêt ne bénéficie pas par ailleurs, à quel que titre que ce soit, d'une autre intervention du Fonds, sous forme de prêt(s) ou de couverture(s) participative(s) sur prêts professionnels;

(9) que le demandeur du prêt :

— soit en ordre en matière d'accès à la profession exercée;

— dispose des autorisations d'exploiter prescrites en raison de l'activité exercée;

— n'ait pas fait l'objet d'une condamnation antérieure pour faute professionnelle;

— n'ait pas fait l'objet de protêts dans les cinq dernières années;

— étaye son projet par un plan financier vérifié par un expert-comptable, un comptable ou un réviseur, le cas échéant moyennant usage du « pro deo comptable » organisé par la Loi, soit par un expert financier de l'Etablissement de Crédit, soit par les services spécifiques d'une organisation d'aide à la création de PME agréée;

— ne soit pas bénéficiaire de prêts et/ou crédits octroyés antérieurement par l'Etablissement de Crédit dont une ou plusieurs échéances en capital ou intérêt sont en retard de plus de 6 mois;

— ne se trouve pas sous le coup des articles 103 et 104 des lois sur les sociétés commerciales (accumulation de pertes reportées/insuffisance de fonds propres);

— ne présente pas de retard de paiement à l'ONSS supérieur à un trimestre de cotisations.

Art. 4. L'Etablissement de Crédit vérifie lui-même, sous sa responsabilité, sans intervention du FONDS et sans devoir lui en référer, nonobstant l'article 4 dernier alinéa, si les conditions d'octroi du prêt avec la couverture du Fonds visées à l'article 3 sont réunies. Quant à la condition (7) de l'article 3 ci-dessus, une déclaration écrite du demandeur de prêt sera suffisante.

Les décisions d'octroi de prêt, avec la couverture du Fonds, doivent être prises par l'Etablissement de Crédit conformément aux critères de la meilleure pratique professionnelle en la matière. Toute infraction aux conditions visées à l'article 3 et tout manquement grave à cette disposition auront pour conséquence de désengager le Fonds pour le(s) dossier(s) concerné(s).

Lorsqu'il octroie un prêt avec la couverture du Fonds, l'Etablissement de Crédit le lui notifie dans les cinq jours ouvrables après acceptation de la proposition de prêt par le bénéficiaire et lui adresse dans le même délai :

(1) une copie signée par le demandeur de prêt de l'acte par lequel le prêt a été accordé et de ses annexes, la lettre de crédit faisant mention de l'octroi de la couverture participative par le Fonds;

(2) la justification de la réunion dans le chef du demandeur de prêt des conditions requises pour bénéficier de la couverture du Fonds, au moyen de la fiche-décision dont le modèle est établi par le Fonds.

Art. 5. Si le Fonds constate qu'il n'est pas justifié à suffisance de la réunion de toutes et chacune des conditions auxquelles l'octroi de sa couverture est soumis, il le notifie à l'Etablissement de Crédit dans un délai de trente jours civils. Sans préjudice de l'application éventuelle des dispositions de l'article 12 ci-après, L'Etablissement de Crédit dispose alors d'un délai de trente jours civils pour fournir toutes données complémentaires utiles justifiant de la réunion des conditions requises.

Art. 6. L'Etablissement de Crédit décide seul et sous sa responsabilité, sans intervention du Fonds et sans devoir lui en référer préalablement, de la dénonciation éventuelle avant l'expiration du terme convenu, des prêts qui bénéficient de la couverture du Fonds qu'il a octroyés.

Lorsqu'il fait usage de cette faculté et dénonce un tel prêt, l'Etablissement de Crédit le notifie dans les 48 heures au Fonds et lui adresse une copie de la lettre de dénonciation.

Seuls les prêts dénoncés par l'Etablissement de Crédit avant l'échéance fixée dans la lettre de crédit pour le dernier remboursement en capital du prêt, et pour autant qu'un délai maximum de sept ans à dater

(7) de toegekende lening moet geïndividualiseerd worden, zodat zij geen voorschot kan vormen, toegekend in het kader van een kredietlijn op onbepaalde duur;

(8) de leningaanvrager mag overigens om geen enkele reden een andere financiële tegemoetkoming vanwege het Fonds genieten, in de vorm van lening(en) of gedeelde risicodekking(en) op beroepsleningen.

(9) de leningaanvrager:

— moet in orde zijn op het vlak van toegang tot het uitgeoefende beroep;

— moet beschikken over de exploitatievergunningen voor het uitgeoefende beroep;

— mag geen vroegere veroordeling hebben voor beroepsfout;

— mag de afgelopen vijf jaar geen protesten hebben;

— moet zijn project staven met een financieel plan dat werd geverifieerd door een accountant, erkend boekhouder of bedrijfsrevisor, desgevallend mits een beroep te doen op een door de wet georganiseerde "pro Deo" op het vlak van boekhouding, hetzij door een financieel expert van de Kredietinstelling, hetzij door de specifieke diensten van een hulporganisatie voor de oprichting van een erkende KMO;

— mag geen begunstigde zijn van leningen en/of kredieten die vroeger door de Kredietinstelling werden toegekend, met een achterstand van meer dan 6 maand voor één of meer kapitaals- of intrestvervaldagen;

— mag niet onder de dreiging staan van artikelen 103 en 104 van de wetten op de handelsvennootschappen (accumulatie van overgedragen verliezen/onvoldoende eigen middelen);

— mag geen nalatige betalingen hebben voor de bijdragen aan de RSZ van meer dan een kwartaal.

Art. 4. De Kredietinstelling gaat zelf op eigen verantwoordelijkheid na, zonder tussenkomst vanwege het Fonds en zonder het eerst op de hoogte te moeten brengen, niettegenstaande artikel 4, laatste lid, of de voorwaarden voor de toekenning van de lening met dekking van het Fonds als bedoeld in artikel 3 vervuld zijn. Wat voorwaarde (8) van voormeld artikel 3 betreft, volstaat een schriftelijke verklaring van de leningaanvrager.

De beslissingen inzake toekenning van de lening, met dekking van het Fonds, dienen te worden genomen door de Kredietinstelling overeenkomstig de criteria m.b.t. de beste professionele praktijk terzake. Elke inbreuk op de in artikel 3 bepaalde voorwaarden en elke ernstige overtreding op deze bepaling zullen ertoe leiden dat het Fonds ontslagen wordt van de verplichtingen m.b.t. het(de) betrokken dossier(s).

Indien zij een lening toekent met de dekking van het Fonds, brengt de Kredietinstelling het Fonds daarvan op de hoogte binnen de vijf werkdagen volgend op de aanvaarding van het leningvoorstel door de begunstigde en stuurt zij binnen dezelfde termijn de volgende stukken door:

(1) een door de leningaanvrager getekende kopie van de akte van leningstoekenning en de bijlagen erbij, de kredietbrief met vermelding van de toekenning van de gedeelde risicodekking door het Fonds;

(2) de rechtvaardiging die bevestigt dat de leningaanvrager beantwoordt aan de voorwaarden voor het verlenen van de dekking van het Fonds, d.m.v. de beslissingsfiche waarvan het typedocument zal worden opgesteld door het Fonds.

Art. 5. Indien het Fonds vaststelt dat onvoldoende is aangetoond dat elk van de voorwaarden voor de toekenning van zijn dekking is vervuld, brengt het dit binnen de dertig kalenderdagen ter kennis van de Kredietinstelling. Onverminderd de eventuele toepassing van de bepalingen van artikel 12 infra, beschikt de Kredietinstelling vervolgens over dertig kalenderdagen om alle bijkomende gegevens te verstrekken die kunnen bewijzen dat voldaan werd aan alle vereiste voorwaarden.

Art. 6. De Kredietinstelling beslist alleen en op eigen verantwoordelijkheid, zonder tussenkomst vanwege het Fonds en zonder het eerst op de hoogte te moeten brengen, over de mogelijke opzegging vóór het einde van de overeengekomen termijn, van de leningen die zij heeft toegekend en die de dekking van het Fonds genieten.

Indien zij gebruik heeft gemaakt van die mogelijkheid en een dergelijke lening opzegt, verwittigt de Kredietinstelling het Fonds binnen de 48 uur en stuurt zij het een kopie van de opzeggingsbrief.

Enkel voor de leningen die door de Kredietinstelling worden opgezegd vóór de in de kredietbrief vastgestelde vervaldag m.b.t. de laatste kapitaalsaflossing van de lening, en voor zover er geen

de la signature de la lettre de crédit ne soit pas écoulé, pourront faire l'objet d'un appel éventuel à la couverture du Fonds selon les dispositions de l'article 7 ci-après.

Art. 7. S'il dénonce le prêt ou lorsque celui-ci arrive à son terme, l'Etablissement de Crédit mettra tout en oeuvre, notamment :

(1) par l'appel aux sûretés personnelles et la réalisation des sûretés réelles auxquelles l'octroi de prêt était soumis;

(2) par la réalisation des actifs du demandeur du prêt;

(3) par la déclaration de créance à la faillite s'il échet, etc...,

en vue d'obtenir le remboursement du montant restant éventuellement dû.

Si après épuisement des voies d'exécution susceptibles d'être exercées contre le bénéficiaire du prêt et les garanties personnelles et réelles fournies, un solde impayé reste dû, le Fonds l'apurera à la décharge du bénéficiaire du prêt à concurrence de la moitié de ce qui reste dû en principal, le solde du débit de compte restant à charge de l'Etablissement de Crédit étant entendu que ce dernier s'interdit expressément d'en réclamer le paiement et/ou d'en poursuivre la récupération de quelque manière que ce soit à charge du bénéficiaire du prêt et/ou de ses garanties personnelles telles que les cautions.

Toute proposition de transaction avec le bénéficiaire du prêt devra avoir obtenu l'accord préalable du Fonds.

Le montant auquel le Fonds sera tenu en exécution de sa couverture participative ne pourra jamais excéder la somme d'un million cinq cent mille francs.

La déclaration de créance de l'Etablissement de Crédit à l'égard du Fonds, ainsi que le rapport relatif à la dénonciation du prêt et à la récupération effectuée par le premier cité des sommes dues par le bénéficiaire du prêt, sont établis selon un modèle-type déterminé par le Fonds.

Art. 8. Le montant global des prêts que l'Etablissement de Crédit pourra accorder avec la couverture du Fonds sera déterminé par ce dernier pour chaque année civile; il sera notifié à l'Etablissement de Crédit au plus tard le 31 octobre de chaque année pour l'année suivante.

Pour une première période de deux années civiles courant du 1^{er} janvier 1999 au 31 décembre 2000, ce montant global sera toutefois notifié par le Fonds avant le 31 décembre 1998.

Art. 9. Il sera dû au Fonds par le demandeur de prêt une prime unique.

Cette prime sera de 2 % du montant de la couverture accordée par le Fonds plafonné à un million cinq cent mille francs.

L'Etablissement de Crédit se charge de réclamer la prime à l'intéressé, de la percevoir au moment de l'octroi du crédit et d'en faire tenir le jour même le montant au Fonds.

Chaque paiement est effectué sur un compte bancaire ouvert au nom du FONDS, dont le numéro est communiqué par ce dernier à l'Etablissement de Crédit, et est accompagné d'une communication structurée dont les caractéristiques sont fixées par le Fonds.

Art. 10. La présente convention est soumise au Règlement général fixant les modalités du contrôle financier, économique et technique sur les établissements de crédit et sur les bénéficiaires des interventions du Fonds, établi en exécution de l'article 28, § 2, de la loi-programme pour la promotion de l'entreprise indépendante du 10 février 1998.

Les parties s'engagent expressément et irrévocablement à traiter de manière strictement confidentielle les données personnelles, financières et autres relatives aux clients, et de ne les transmettre en aucun cas à des tiers — hormis l'opérateur central du FONDS pour ses seuls besoins relatifs à la comptabilisation des couvertures et des paiements — sauf en cas d'obligation légale bien définie.

Art. 11. La présente convention est conclue pour une durée indéterminée, révocable en tout temps par les parties par lettre recommandée, moyennant préavis d'un mois courant à dater de l'envoi de la lettre de renonciation.

Les parties seront cependant tenues de continuer les opérations pour lesquelles une décision d'octroi de prêt par l'Etablissement de Crédit est intervenue avant l'expiration du préavis. Après celui-ci, les parties

maximumtermijn van zeven jaar vanaf de ondertekening van de kredietbrief voorbijgegaan is, kan eventueel een beroep gedaan worden op de dekking van het Fonds overeenkomstig de bepalingen van artikel 7 infra.

Art. 7. Indien de Kredietinstelling de lening opzegt, alsook bij afloop van de lening, zal zij alle nodige maatregelen nemen, in het bijzonder :

(1) door een beroep te doen op de persoonlijke zekerheden en de tegeldemaking van de zakelijke zekerheden waaraan de toekenning van de lening was onderworpen;

(2) door de realisatie van de activa van de leningaanvrager;

(3) In voorkomend geval, door de verklaring van schuldvordering bij faillissement, enz...

teneinde de terugbetaling van het eventuele schuldsaldo te bekomen.

Indien, na uitputting van de uitvoeringsmiddelen die kunnen worden ingeroepen tegen de begunstigde van de lening en de ingebrachte persoonlijke en zakelijke waarborgen, er een onbetaald schuldsaldo blijft, zal het Fonds dit aanzuiveren, ter ontlasting van de begunstigde van de lening ten belope van de helft van de nog verschuldigde hoofdsom, waarbij het overblijvende debetsaldo van de rekening ten laste van de Kredietinstelling blijft, met dien verstande dat die er uitdrukkelijk van afziet om de betaling ervan te eisen en/of de recuperatie ervan op enige manier voort te zetten, ongeacht of dit ten laste van de leningaanvrager is en/of van zijn persoonlijke waarborgen, zoals de borgen.

Elk dadingsvoorstel met de begunstigde van de lening moet eerst goedgekeurd worden door het Fonds.

Het bedrag dat het Fonds dient te betalen ingevolge zijn gedeelde risicodekking kan in geen geval één miljoen vijfhonderdduizend frank overschrijden.

De aangifte van schuldvordering van de Kredietinstelling ten aanzien van het Fonds, evenals het verslag m.b.t. de opzegging van de lening en de recuperatie door de Kredietinstelling van de door de begunstigde van de lening verschuldigde bedragen worden opgesteld op basis van een door het Fonds gerealiseerd typedocument.

Art. 8. Het totale bedrag van de leningen die de Kredietinstelling kan toekennen met de dekking van het Fonds, zal voor ieder kalenderjaar worden vastgesteld door het Fonds; dit bedrag zal ten laatste op 31 oktober van elk jaar worden meegedeeld aan de Kredietinstelling, met betrekking tot het daaropvolgende jaar.

Voor een eerste periode van twee kalenderjaren vanaf 1 januari 1999 tot 31 december 2000 zal dit totale bedrag evenwel door het Fonds worden meegedeeld vóór 31 december 1998.

Art. 9. De leningaanvrager is aan het Fonds een eenmalige premie verschuldigd.

Die premie zal 2 % bedragen van het bedrag van de door het Fonds toegekende dekking, met een plafond van één miljoen vijfhonderdduizend frank.

De Kredietinstelling zal de premie invorderen bij de betrokkene, ze innen op het ogenblik van de krediettoekenning en het bedrag dezelfde dag nog doorstorten aan het Fonds.

Elke betaling wordt uitgevoerd op een bankrekening die wordt geopend op naam van het Fonds, waarvan het nummer door dit laatste wordt meegedeeld aan de Kredietinstelling, en wordt voorzien van een gestructureerde mededeling waarvan de kenmerken worden vastgesteld door het Fonds.

Art. 10. Deze overeenkomst is onderworpen aan het Algemeen Reglement tot vaststelling van de modaliteiten inzake financiële, economische en technische controle van de kredietinstellingen en begunstigten van financiële tegemoetkomingen vanwege het Fonds, dat is opgesteld ingevolge artikel 28, § 2, van de programmwet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap.

De partijen verbinden er zich uitdrukkelijk en onherroepelijk toe om de persoonlijke, financiële en andere gegevens betreffende de cliënt op strikt vertrouwelijke wijze te behandelen, en ze in geen geval door te geven aan derden — met uitzondering van de centrale operateur van het Fonds die ze enkel zal gebruiken voor de boekhoudkundige verwerking van de dekkingen en betalingen — tenzij een wettelijke verplichting dit duidelijk anders bepaalt.

Art. 11. Deze overeenkomst wordt gesloten voor onbepaalde duur; zij kan op ieder ogenblik worden herroepen door de partijen bij aangetekende brief, mits voorafgaande kennisgeving van één maand vanaf de datum van verzending van de opzeggingsbrief.

De partijen verbinden er zich evenwel toe de verrichtingen voort te zetten waarvoor de Kredietinstelling een beslissing tot toekenning van de lening heeft genomen vóór het einde van de opzeggingstermijn. Na

continuent à remplir pour ces opérations les obligations de la présente convention, et notamment celles décrites aux articles 3 à 10.

Art. 12. En cas de manquement grave ou répété de L'Etablissement de Crédit à une ou plusieurs de ses obligations découlant du présent contrat, le Fonds pourra immédiatement mettre fin à la présente convention moyennant communication de sa décision par lettre recommandée.

Les parties seront cependant tenues de continuer les opérations pour lesquelles une décision d'octroi de prêt par l'Etablissement de Crédit est intervenue avant la notification de la décision du FONDS. Après celle-ci, les parties continuent à remplir pour ces opérations les obligations de la présente convention, et notamment celles décrites aux articles 3 à 11.

En cas de litige, les tribunaux de Bruxelles sont seuls compétents.

Fait à Bruxelles, en deux exemplaires originaux, chaque soussigné ayant reçu le sien, le.....

Le Fonds, L'Etablissement de Crédit,
Vu pour être annexé à Notre arrêté du 1^{er} décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises,
K. PINXTEN

Le Ministre des Finances,
J.-J. VISEUR

Notes

(1) "Le présent arrêté entend par travailleur indépendant toute personne physique qui exerce en Belgique une activité professionnelle en raison de laquelle elle n'est pas engagée dans les liens d'un contrat de louage d'ouvrage ou d'un statut."

(2) Par taux de référence, il y a lieu d'entendre "le prime rate des banques belges ("BEPR") applicable à des crédits de même durée, augmenté de 1 % l'an". Pour les prêts d'une durée supérieure à dix ans, l'application par l'Etablissement de Crédit d'un taux supérieur au taux de référence du Fonds devra préalablement être approuvée par ce dernier.

Annexe II

Règlement général fixant les modalités du contrôle financier, économique et technique sur les établissements de crédit et sur les bénéficiaires des interventions du Fonds

1. Les établissements de crédit ayant signé avec le Fonds de participation une convention relative à l'octroi de couvertures participatives sur prêts professionnels (Loi programme pour la promotion de l'entreprise indépendante du 10 février 1998) sont soumis au contrôle du Fonds de participation tant que toutes les opérations relatives aux prêts professionnels pour lesquels un octroi de couverture a été effectué ne sont pas définitivement clôturées.

2. Le contrôle est effectué par les experts du Fonds de participation selon les modalités suivantes :

— le Fonds de participation détermine le rythme des contrôles effectués; en principe, un contrôle annuel sera exercé dans chaque établissement de crédit concerné;

— toute visite de contrôle sera notifiée par écrit par le Fonds à l'Etablissement de crédit avec un préavis de 15 jours ouvrables;

— le contrôle sera effectué dans les locaux de l'Etablissement de crédit, au siège d'exploitation où les dossiers de prêts faisant l'objet de l'octroi d'une couverture du Fonds sont consultables;

— l'établissement de crédit veillera à faciliter la mission des experts du Fonds pendant toute la durée de celle-ci, notamment par la désignation d'une personne de contact, ainsi que par la mise à disposition d'un local adapté au travail de contrôle;

afloop van die termijn blijven de partijen voor die verrichtingen de verplichtingen van deze overeenkomst nakomen, meer in het bijzonder de verplichtingen die voortvloeien uit de artikelen 3 tot 10.

Art. 12. Bij ernstig of herhaald verzuim vanwege de Kredietinstelling van één of meer verplichtingen die voortvloeien uit dit contract, kan het Fonds deze overeenkomst onmiddellijk stopzetten mits kennisgeving van zijn beslissing bij aangetekende brief.

De partijen verbinden er zich evenwel toe de verrichtingen voort te zetten waarvoor de Kredietinstelling een beslissing tot toekenning van de lening heeft genomen vóór de kennisgeving van de beslissing van het Fonds. Na die kennisgeving blijven de partijen voor die verrichtingen de verplichtingen van deze overeenkomst nakomen, meer in het bijzonder de verplichtingen die voortvloeien uit de artikelen 3 tot 11.

Elk geschil valt onder de uitsluitende bevoegdheid van de rechtbanken van Brussel.

Opgemaakt in Brussel, in twee originele exemplaren, waarbij elke ondergetekende het zijne heeft ontvangen, op.....

Het Fonds, De Kredietinstelling,
Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit van 1 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,
K. PINXTEN

De Minister van Financiën,
J.-J. VISEUR

Nota's

(1) "Dit besluit, verstaat onder zelfstandige ieder natuurlijk persoon, die in België een beroepsbezigheid uitoefent uit hoofde waarvan hij niet door een arbeidsovereenkomst of door een statuut verbonden is."

(2) Onder referentierentevoet moet begrepen worden "de prime rate van de Belgische banken ("BEPR") van toepassing op kredieten met eenzelfde duur, verhoogd met 1 % per jaar". Voor de leningen met een duur hoger dan tien jaar moet de toepassing door de Kredietinstelling van een rentevoet die hoger is dan de referentierentevoet van het Fonds eerst door dit laatste goedgekeurd worden.

Bijlage II

Algemeen reglement tot vaststelling van de modaliteiten inzake financiële, economische en technische controle van de kredietinstellingen en begunstigen van financiële tegemoetkomingen van het Fonds

1. De kredietinstellingen die met het Participatiefonds een overeenkomst hebben ondertekend m.b.t. de toekenning van gedeelde risicodekkingen op beroepsleningen (programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap) zijn onderworpen aan de controle van het Participatiefonds zolang alle verrichtingen m.b.t. beroepsleningen waarvoor een dekking werd toegekend niet definitief zijn afgesloten.

2. De controle wordt uitgeoefend door de experts van het Participatiefonds op basis van de volgende modaliteiten:

— het Participatiefonds bepaalt het ritme van de uitgeoefende controles; in principe zal jaarlijks in elke betrokken kredietinstelling een controle worden uitgeoefend;

— elk controlebezoek zal door het Fonds schriftelijk 15 werkdagen op voorhand worden meegedeeld aan de kredietinstelling;

— de controle zal worden uitgeoefend in de kantoren van de kredietinstelling, in de exploitatiezetel waar de leningdossiers waarvoor een dekking werd toegekend door het Fonds kunnen ingekeken worden;

— de kredietinstelling zal alles in het werk stellen om de taak van de experts van het Fonds tijdens haar volledige duur te verlichten, in het bijzonder door een contactpersoon aan te duiden en een lokaal ter beschikking te stellen dat geschikt is voor het controlewerk;

— les experts du Fonds auront accès à l'ensemble des pièces du dossier de prêt ayant fait l'objet de l'intervention du Fonds; ils auront la possibilité d'interroger le gestionnaire du dossier (ou à défaut un autre représentant qualifié de l'établissement de crédit) à son propos.

3. Sans préjudice de l'application éventuelle des dispositions de la convention relative à l'octroi de couvertures participatives sur prêts professionnels, et notamment de son article 12, le Fonds adressera un rapport succinct d'évaluation à l'établissement de crédit dans les 30 jours civils suivant le contrôle, contenant ses remarques et/ou des recommandations ad hoc. Ensuite, l'établissement de crédit fera part de ses propositions et commentaires au Fonds dans les deux mois.

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 1^{er} décembre 1998.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,

Mme M. SMET

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises,

K. PINXTEN

Le Ministre des Finances,

J.-J. VISEUR

— de experts van het Fonds zullen toegang hebben tot alle stukken van het leningdossier waarvoor het Fonds een financiële tegemoetkoming heeft verleend; zij zullen in dit verband de mogelijkheid hebben de dossierbeheerder (of bij ontstentenis een andere geschikte vertegenwoordiger van de kredietinstelling) te ondervragen.

3. Onverminderd de eventuele toepassing van de bepalingen van de overeenkomst m.b.t. de toekenning van gedeelde risicodekkingen op beroepsleningen en meer in het bijzonder van haar artikel 12, zal het Fonds binnen de 30 kalenderdagen volgend op de controle een beknopt evaluatieverslag sturen met zijn opmerkingen en/of de ad-hocaanbevelingen. Vervolgens zal de kredietinstelling haar voorstellen en commentaren binnen de twee maanden aan het Fonds meedelen.

Gezien om gevoegd te worden bij ons besluit van 1 december 1998.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Mevr. M. SMET

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

K. PINXTEN

De Minister van Financiën,

J.-J. VISEUR

F. 99 — 342

[C - 99/16014]

10 JANVIER 1999. — Arrêté royal établissant la cotisation obligatoire à charge des armateurs de bateaux de pêche belges, en vue d'alimenter le Fonds des mousses en 1999

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 23 septembre 1931 sur le recrutement du personnel de la pêche maritime, notamment l'article 3, modifiée par les lois des 20 novembre 1974 et 13 août 1990 et par l'arrêté royal du 17 mars 1993;

Vu l'arrêté royal du 31 décembre 1975 réglant la composition et le fonctionnement du Fonds des mousses, notamment l'article 14 et l'article 15, modifié par les arrêtés royaux des 29 mai 1979, 30 juillet 1981 et 8 juillet 1992;

Vu l'arrêté royal du 29 mars 1996 composant le Conseil du Fonds des mousses, modifié par l'arrêté royal du 29 mai 1997;

Vu l'avis du Conseil du Fonds des mousses, donné à sa séance du 23 novembre 1998;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989, 6 avril 1995 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que la nécessité de prendre sans retard une mesure relative à la cotisation obligatoire à charge des armateurs résulte de l'obligation d'assurer la continuité du fonctionnement du Fonds des mousses en 1999;

N. 99 — 342

[C - 99/16014]

10 JANUARI 1999. — Koninklijk besluit houdende vaststelling van de verplichte bijdrage van de reders van Belgische vissersvaartuigen, tot spijzing van het Fonds voor Scheepsjongens in 1999

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 23 september 1931 betreffende de aanwerving van personeel ter zeevisserij, inzonderheid artikel 3, gewijzigd bij de wetten van 20 november 1974 en 13 augustus 1990 en bij het koninklijk besluit van 17 maart 1993;

Gelet op het koninklijk besluit van 31 december 1975 tot regeling van de samenstelling en werkwijze van het Fonds voor Scheepsjongens, inzonderheid op artikel 14 en artikel 15, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 29 mei 1979, 30 juli 1981 en 8 juli 1992;

Gelet op het koninklijk besluit van 29 maart 1996 houdende samenstelling van de Raad van het Fonds voor Scheepsjongens, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 29 mei 1997;

Gelet op het advies van de Raad van het Fonds voor Scheepsjongens, uitgebracht in zijn zitting van 23 november 1998;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989, 6 april 1995 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de noodzaak om onverwijld een maatregel inzake de verplichte bijdrage ten laste van de reders te nemen voortvloeit uit de verplichting om de continuïteit van de werking van het Fonds voor Scheepsjongens te verzekeren in 1999;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. La cotisation obligatoire à charge des armateurs de bateaux de pêche belges visés à l'article 1^{er} de la loi du 23 septembre 1931 sur le recrutement du personnel de la pêche maritime, cotisation prévue à l'article 3 de la loi précitée, est fixée pour l'exercice 1999 à 0,12 % de la somme réalisée en brut à la vente des produits de la pêche dans les ports belges et étrangers.

Art. 2. La conversion en monnaie belge de la somme réalisée en brut à la vente des produits de la pêche dans les ports étrangers, s'effectue sur base des cours moyens officiels du marché réglementé, en vigueur aux dates respectives de vente.

Art. 3. Les cotisations visées à l'article 1^{er} doivent être versées ou virées au compte postal n° 000-1749118-14 du "Fonds voor Scheepsjongens", Vrijhavenstraat 5, 8400 Oostende.

Art. 4. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1999.

Art. 5. Notre Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 janvier 1999.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre de l'Agriculture
et des Petites et Moyennes Entreprises,

K. PINXTEN

Op de voordracht van Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De verplichte bijdrage ten laste van de reders van Belgische vissersvaartuigen, die bedoeld worden in artikel 1 van de wet van 23 september 1931 betreffende de aanwerving van personeel ter zeevisserij, bijdrage voorzien bij artikel 3 van voormelde wet, wordt voor het werkingsjaar 1999 vastgesteld op 0,12 % van de bruto-besomming van de vangsten in 1999 verkocht in Belgische en in buitenlandse havens.

Art. 2. Voor het omzetten, in Belgische munt, van de bruto-besommingen van de vangsten verkocht in buitenlandse havens, wordt als basis genomen de op de respectievelijke verkoopdata geldende officiële middenkoers op de gereglementeerde wisselmarkt.

Art. 3. De in artikel 1 bedoelde bijdragen dienen gestort of overgeschreven te worden op postrekening nr. 000-1749118-14 van het "Fonds voor Scheepsjongens", Vrijhavenstraat 5, 8400 Oostende.

Art. 4. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1999.

Art. 5. Onze Minister van Landbouw en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 10 januari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Landbouw
en de Kleine en Middelgrote Ondernemingen,

K. PINXTEN

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

F. 99 — 343

[C - 98/13060]

11 JANVIER 1999. — Arrêté royal rendant obligatoire la convention collective de travail n° 43*octies* du 23 novembre 1998, conclue au sein du Conseil national du Travail, modifiant la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988 portant modification et coordination des conventions collectives de travail n° 21 du 15 mai 1975 et n° 23 du 25 juillet 1975 relatives à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen, telle que modifiée et complétée par les conventions collectives de travail n° 43*bis* du 16 mai 1989, n° 43*ter* du 19 décembre 1989, n° 43*quater* du 26 mars 1991, n° 43*quinquies* du 13 juillet 1993, n° 43*sexies* du 5 octobre 1993 et n° 43*septies* du 2 juillet 1996 (1)

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires, notamment les articles 18 et 28;

Vu la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988 portant modification et coordination des conventions collectives de travail n° 21 du 15 mai 1975 et n° 23 du 25 juillet 1975 relatives à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen, telle que modifiée par les conventions collectives de travail n° 43*sexies* du 5 octobre 1993 et 43*septies* du 2 juillet 1996, conclues au Conseil national du travail et rendues respectivement obligatoires par les arrêtés royaux des 29 juillet 1988, 9 septembre 1975, 7 mars 1994 et 4 juillet 1996;

Vu la demande du Conseil national du Travail;

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

N. 99 — 343

[C - 98/13060]

11 JANUARI 1999. — Koninklijk besluit waarbij algemeen verbindend wordt verklaard de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43*octies* van 23 november 1998 gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988 houdende wijziging en coördinatie van de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 21 van 15 mei 1975 en nr. 23 van 25 juli 1975 betreffende de waarborg van een gemiddeld minimum maandinkomen, gewijzigd en aangevuld door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 43*bis* van 16 mei 1989, nr. 43*ter* van 19 december 1989, nr. 43*quater* van 26 maart 1991, nr. 43*quinquies* van 13 juli 1993, nr. 43*sexies* van 5 oktober 1993 en nr. 43*septies* van 2 juli 1996 (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités, inzonderheid op de artikelen 18 en 28;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988 houdende wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 21 van 15 mei 1975 en nr. 23 van 25 juli 1975 betreffende de waarborg van een gemiddeld minimum maandinkomen, gewijzigd en aangevuld door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 43*sexies* van 5 oktober 1993 en nr. 43*septies* van 2 juli 1996, gesloten in de Nationale Arbeidsraad en algemeen verbindend verklaard door de koninklijke besluiten van respectievelijk 29 juli 1988, 9 september 1975, 7 maart 1994 en 4 juli 1996;

Gelet op het verzoek van de Nationale Arbeidsraad;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Est rendue obligatoire la convention collective de travail n° 43octies, reprise en annexe, conclue le 23 novembre 1998 au sein du Conseil national du Travail, modifiant la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988 portant modification et coordination des conventions collectives de travail n° 21 du 15 mai 1975 et n° 23 du 25 juillet 1975 relatives à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen, telle que modifiée et complétée par les conventions collectives de travail n° 43bis du 16 mai 1989, n° 43ter du 19 décembre 1989, n° 43quater du 26 mars 1991, n° 43quinquies du 13 juillet 1993, n° 43sexies du 5 octobre 1993 et 43septies du 2 juillet 1996.

Art. 2. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 janvier 1999.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,

Mme M. SMET

Notes

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 5 décembre 1968, *Moniteur belge* du 15 janvier 1969.

Arrêté royal du 9 septembre 1975, *Moniteur belge* du 8 octobre 1975.

Arrêté royal du 29 juillet 1988, *Moniteur belge* du 26 août 1988.

Arrêté royal du 7 mars 1994, *Moniteur belge* du 26 avril 1994.

Arrêté royal du 4 juillet 1996, *Moniteur belge* du 28 août 1996.

Annexe

Conseil national du Travail

Convention collective de travail n° 43octies du 23 novembre 1998, conclue au sein du Conseil national du Travail, modifiant la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988 portant modification et coordination des conventions collectives de travail n° 21 du 15 mai 1975 et n° 23 du 25 juillet 1975 relatives à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen, telle que modifiée et complétée par les conventions collectives de travail n° 43bis du 16 mai 1989, n° 43ter du 19 décembre 1989, n° 43quater du 26 mars 1991, n° 43quinquies du 13 juillet 1993, n° 43sexies du 5 octobre 1993 et 43septies du 2 juillet 1996

Enregistrée le 11 décembre 1998 sous le n° 49605/CO/300.

Vu la loi du 5 décembre 1968 sur les conventions collectives de travail et les commissions paritaires;

Vu la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988 portant modification et coordination des conventions collectives de travail n° 21 du 15 mai 1975 et n° 23 du 25 juillet 1975 relatives à la garantie d'un revenu minimum mensuel moyen, telle que modifiée et complétée par les conventions collectives de travail n° 43bis du 16 mai 1989, n° 43ter du 19 décembre 1989, n° 43quater du 26 mars 1991, n° 43quinquies du 13 juillet 1993, n° 43sexies du 5 octobre 1993 et n° 43septies du 2 juillet 1996;

Vu la convention collective de travail conclue le 21 octobre 1998 au sein de la commission paritaire pour les ateliers protégés (Commission paritaire n° 327) dont les articles 4 et 6 concernent l'application du revenu minimum mensuel garanti.

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Algemeen verbindend wordt verklaard de als bijlage overgenomen collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43octies van 23 november 1998 gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988 houdende wijziging en coördinatie van de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 21 van 15 mei 1975 en nr. 23 van 25 juli 1975 betreffende de waarborg van een gemiddeld minimum maandinkomen, gewijzigd en aangevuld door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 43bis van 16 mei 1989, nr. 43ter van 19 december 1989, nr. 43quater van 26 maart 1991, nr. 43quinquies van 13 juli 1993, nr. 43sexies van 5 oktober 1993 en nr. 43septies van 2 juli 1996.

Art. 2. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 januari 1999.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Mevr. M. SMET

Nota's

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 5 december 1968, *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1969.

Koninklijk besluit van 9 september 1975, *Belgisch Staatsblad* van 8 oktober 1975.

Koninklijk besluit van 29 juillet 1988, *Belgisch Staatsblad* van 26 augustus 1988.

Koninklijk besluit van 7 maart 1994, *Belgisch Staatsblad* van 26 april 1994.

Koninklijk besluit van 4 juli 1996, *Belgisch Staatsblad* van 28 augustus 1996.

Bijlage

Nationale Arbeidsraad

Collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43octies van 23 november 1998 gesloten in de Nationale Arbeidsraad, tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988 houdende wijziging en coördinatie van de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 21 van 15 mei 1975 en nr. 23 van 25 juli 1975 betreffende de waarborg van een gemiddeld minimum maandinkomen, gewijzigd en aangevuld door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 43bis van 16 mei 1989, nr. 43ter van 19 december 1989, nr. 43quater van 26 maart 1991, nr. 43quinquies van 13 juli 1993, nr. 43sexies van 5 oktober 1993 en nr. 43septies van 2 juli 1996

Geregistreerd op 11 december 1998 onder het nr. 49605/CO/300.

Gelet op de wet van 5 december 1968 betreffende de collectieve arbeidsovereenkomsten en de paritaire comités;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988 houdende wijziging en coördinatie van de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 21 van 15 mei 1975 en nr. 23 van 25 juli 1975 betreffende de waarborg van een gemiddeld minimum maandinkomen, gewijzigd en aangevuld door de collectieve arbeidsovereenkomsten nr. 43bis van 16 mei 1989, nr. 43ter van 19 december 1989, nr. 43quater van 26 maart 1991, nr. 43quinquies van 13 juli 1993, nr. 43sexies van 5 oktober 1993 en nr. 43septies van 2 juli 1996;

Gelet op de op 21 oktober 1998 in het paritair comité voor de beschutte werkplaatsen (nr. 327) gesloten collectieve arbeidsovereenkomst, waarvan de artikelen 4 en 6 betrekking hebben op de toepassing van het gewaarborgd gemiddeld minimum maandinkomen;

Considérant qu'il y a lieu de prolonger jusqu'au 31 décembre 1998, l'effet de l'article 3bis que la convention collective de travail n° 43septies du 2 juillet 1996 a inséré dans la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988 précitée.

Considérant l'avis n° 1 247 qu'a émis le Conseil le 23 novembre 1998.

Les organisations interprofessionnelles d'employeurs et de travailleurs suivantes :

- la Fédération des Entreprises de Belgique;
 - les organisations nationales des Classes moyennes, agréées conformément aux lois relatives à l'organisation des Classes moyennes coordonnées le 28 mai 1979;
 - "De Belgische Boerenbond";
 - la Fédération nationale des Unions professionnelles agricoles;
 - l'Alliance agricole belge;
 - la Confédération des Syndicats chrétiens de Belgique;
 - la Fédération générale du Travail de Belgique;
 - la Centrale générale des Syndicats libéraux de Belgique;
- ont conclu, le 23 novembre 1998, au sein du Conseil national du Travail la convention collective de travail suivante.

Article 1^{er}. L'article 3bis de la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988 précitée tel que l'y a inséré l'article 2 de la convention collective de travail n° 43septies du 2 juillet 1996, cesse de sortir ses effets le 31 décembre 1998.

Art. 2. La présente convention produit ses effets le 30 juin 1998.

Vu pour être annexé à l'arrêté royal du 11 janvier 1999.

La Ministre de l'Emploi et du Travail,
Mme M. SMET

Conseil national du Travail

Avis n° 1247 du 23 novembre 1998

Revenu minimum mensuel moyen garanti (cct n° 43)
ateliers protégés

I. RETROACTES

Le Conseil rappelle qu'il a déjà eu l'occasion dans un passé récent de conclure deux conventions collectives de travail venant modifier la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988 en ce qui concerne les travailleurs handicapés occupés en ateliers protégés.

Il s'agit des conventions collectives de travail n° 43sexies et septies respectivement des 5 octobre 1993 et 2 juillet 1996.

Le Conseil tient à repreciser les conditions dans lesquelles ces instruments ont été adoptés.

A. Quant à la convention collective de travail n° 43sexies du 5 octobre 1993

1. C'est une disposition de la loi-programme du 22 décembre 1989, qui a institué la commission paritaire pour les travailleurs occupés en ateliers protégés, la Commission paritaire n° 327

Il était alors prévu que cette commission devait adresser au Conseil national du Travail un avis quant à l'applicabilité totale ou partielle aux travailleurs handicapés occupés en ateliers protégés, notamment de la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988 précitée.

Le Conseil national du Travail pouvait alors conclure une convention collective de travail appropriée et ce, suite aux différentes prolongations de délai intervenues, avant le 1^{er} août 1993.

2. Dans l'avis de la commission paritaire en question, il était prévu de modaliser le champ d'application de la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988 de manière telle que la commission paritaire puisse prendre, dans un délai de 3 ans, les mesures en vue de garantir l'octroi du revenu minimum mensuel moyen garanti aux travailleurs handicapés concernés.

L'avis de cette commission étant parvenu au Conseil le 13 juillet 1993, les travaux n'ont pu en toute connaissance de cause débiter qu'après la réunion du Bureau exécutif du début du mois de septembre suivant.

Et le 5 octobre 1993, la convention collective de travail n° 43sexies était conclue au sein du Conseil national du Travail disposant que jusqu'au 28 juin 1996, la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988 ne s'appliquait pas aux travailleurs handicapés occupés en ateliers protégés.

Overwegende dat de werking van artikel 3bis, dat door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43septies van 2 juli 1996 in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988 werd ingevoegd, verlengd dient te worden tot 31 december 1998;

Gelet op advies nr. 1 247 dat de Raad op 23 november 1998 heeft uitgebracht.

Hebben de navolgende interprofessionele organisaties van werkgevers en van werknemers :

- het Verbond van Belgische Ondernemingen,
 - de nationale middenstandsorganisaties erkend overeenkomstig de wetten betreffende de organisatie van de Middenstand, gecoördineerd op 28 mei 1979,
 - de Belgische Boerenbond,
 - "la Fédération nationale des Unions professionnelles agricoles",
 - "l'Alliance agricole belge",
 - het Algemeen Christelijk Vakverbond van België,
 - het Algemeen Belgisch Vakverbond,
 - de Algemene Centrale der Liberale Vakbonden van België ;
- op 23 november 1998 in de Nationale Arbeidsraad de volgende collectieve arbeidsovereenkomst gesloten.

Artikel 1. Artikel 3bis van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988, zoals het werd ingevoegd door artikel 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43septies van 2 juli 1996, treedt buiten werking op 31 december 1998.

Art. 2. Deze arbeidsovereenkomst treedt in werking met ingang van 30 juni 1998.

Gezien om te worden gevoegd bij het koninklijk besluit van 11 januari 1999.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
Mevr. M. SMET

Nationale Arbeidsraad

Advies nr. 1247 van 23 november 1998.

Gewaarborgd gemiddeld minimum maandinkomen (cao nr. 43)
beschutte werkplaatsen

I. RETROACTA

De Raad brengt in herinnering dat hij in een recent verleden reeds twee collectieve arbeidsovereenkomsten heeft gesloten tot wijziging van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988 voor de in beschutte werkplaatsen tewerkgestelde personen met een handicap.

Het betreft de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43sexies van 5 oktober 1993 en de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43septies van 2 juli 1996.

De Raad wenst eraan te herinneren in welke omstandigheden die teksten tot stand zijn gekomen.

A. De collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43sexies van 5 oktober 1993

1. Een bepaling van de programmawet van 22 december 1989 heeft geleid tot de oprichting van het paritair comité voor de in de beschutte werkplaatsen tewerkgestelde werknemers (paritair comité nr. 327).

Er werd toen bepaald dat dit comité bij de Nationale Arbeidsraad advies moest uitbrengen over de vraag of met name de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988 geheel of gedeeltelijk van toepassing is op de in beschutte werkplaatsen tewerkgestelde personen met een handicap.

De Nationale Arbeidsraad kon dan een passende collectieve arbeidsovereenkomst sluiten; na verschillende termijnverlengingen moest dat gebeuren vóór 1 augustus 1993.

2. In het advies van het paritair comité was bepaald dat het toepassingsgebied van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988 zodanig moest worden aangepast dat het paritair comité binnen een termijn van 3 jaar de nodige maatregelen zou kunnen nemen om de toekenning van het gemiddeld minimum maandinkomen te waarborgen aan de betrokken werknemers met een handicap.

Daar het advies van dat comité op 13 juli 1993 bij de Raad is toegekomen, konden de werkzaamheden maar met kennis van zaken worden aangevat na de vergadering van het Dagelijks Bestuur begin september.

Uiteindelijk werd op 5 oktober 1993 de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43sexies gesloten waarin is bepaald dat de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988 tot 28 juni 1996 niet van toepassing was op de in beschutte werkplaatsen tewerkgestelde personen met een handicap.

B. Quant à la convention collective de travail n° 43septies du 2 juillet 1996

Le 3 juin 1996, une déclaration commune est approuvée par la Commission paritaire n° 327 qui débouche le 28 juin 1996, sur la conclusion d'une convention collective de travail fondée sur le calendrier suivant :

- la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988 précitée, n'est pas applicable aux travailleurs handicapés occupés en ateliers protégés et ce, jusqu'au 31 décembre 1996 (articles 1^{er} et 3, alinéa 1^{er});

- à partir du 1^{er} janvier 1997, ces travailleurs handicapés pourront prétendre à un revenu minimum mensuel moyen égal à 80 % du montant garanti par cette convention collective de travail n° 43 (articles 2 et 3, alinéa 2);

Il est toutefois prévu que la date du 1^{er} janvier 1997 peut être avancée par décision de la commission paritaire (article 3, alinéa 2).

- à dater du 30 juin 1998, ces dispositions cessent de s'appliquer et la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988, sort ses pleins et entiers effets à l'égard des travailleurs handicapés occupés en ateliers protégés (article 3, alinéa 2).

Le 2 juillet 1996, la convention collective de travail n° 43septies est conclue au sein du Conseil national du Travail; elle donne effet à la convention collective de travail conclue au sein de la Commission paritaire n° 327 selon les modalités que celle-ci organise.

II. AVIS CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL

A. Contenu de la démarche actuelle du Conseil

Le Conseil constate que le 22 octobre 1998, le Président de la Commission paritaire n° 327 lui a adressé le texte d'une convention collective de travail conclue le 21 octobre 1998, dont l'article 4 est libellé comme suit :

« Tenant compte de la décision du Conseil des Ministres du Gouvernement fédéral en sa séance du 3 juillet 1998 et des engagements des gouvernements régionaux et/ou communautaires respectifs pour que l'instauration de la convention collective de travail n° 43 du Conseil national du Travail soit réalisable dans le secteur, les parties s'engagent pour le 31 décembre 1998 à négocier les modalités d'application avec les pouvoirs subsidiaires concernés (entre autres classification, statuts hybrides C 112 - mutualistes, adéquation entre le taux du R.M.M.G. et le taux d'application des réductions "bas salaires", activation des allocations - allocation de remplacement de revenu et incidence sur certaines allocations pour personnes handicapées - compensation de la restauration d'une tension salariale, péréquation, modalités de paiement, transfert du Maribel social 1 du fédéral vers les régions). »

En conséquence, l'article 6 de cette même convention stipule au titre des dispositions transitoires que :

« Les parties s'engagent à introduire auprès du Conseil national du Travail une demande de prolongation de la dérogation relative au R.M.M.G. pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 1998. »

Il en résulte, pour le Conseil national du Travail, qu'il se devrait de prendre une mesure conventionnelle de telle manière que la convention collective de travail n° 43 qui est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 1998 pour ce qui concerne les travailleurs handicapés occupés en ateliers protégés, ne soit pas encore applicable à ces travailleurs avant le 31 décembre de cette année.

B. Position du Conseil

Le Conseil indique qu'il a conclu à la même date où il rend le présent avis, une convention collective de travail qui reporte au 1^{er} janvier 1999 l'effectivité de l'octroi du revenu minimum mensuel moyen garanti aux travailleurs handicapés occupés en ateliers protégés tel que le garantit la convention collective de travail n° 43 du 2 mai 1988.

Ce faisant, il relève que le temps qui aura été imparti à la commission paritaire pour prendre les dispositions utiles aura été porté de 3 ans initialement à plus de 5 ans aujourd'hui.

Le Conseil entend que le nouveau délai qu'il accorde et ce, pour la dernière fois, soit mis à profit pour que :

- les pouvoirs publics compétents tant au plan fédéral que communautaire et/ou régional, assument les responsabilités qui respectivement leur incombent dans ce dossier notamment en termes de subsidiarité;

- les interlocuteurs sociaux négocient dans cette mesure et avec les autorités subsidiaires les modalités d'application du revenu minimum mensuel moyen garanti aux travailleurs handicapés occupés en ateliers protégés.

B. De collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43septies van 2 juli 1996

Op 3 juni 1996 heeft het paritair comité nr. 327 een gemeenschappelijke verklaring goedgekeurd die heeft geleid tot een op 28 juni 1996 gesloten collectieve arbeidsovereenkomst die in het volgende tijdschema voorziet :

- de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988 is niet van toepassing op de in beschutte werkplaatsen tewerkgestelde personen met een handicap, en dit tot 31 december 1996 (artikelen 1 en 3, alinea 1);

- vanaf 1 januari 1997 kunnen die personen aanspraak maken op een gemiddeld minimum maandinkomen dat gelijk is aan 80 % van het door de CAO nr. 43 gewaarborgde bedrag (artikelen 2 en 3, alinea 2);

het paritair comité kan evenwel een vroegere datum dan 1 januari 1997 vaststellen (artikel 3, alinea 2);

- vanaf 30 juni 1998 houden die bepalingen op van kracht te zijn en is de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1988 volledig van toepassing op de in beschutte werkplaatsen tewerkgestelde personen met een handicap (artikel 3, alinea 2).

Op 2 juli 1996 wordt in de Nationale Arbeidsraad de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43septies gesloten, welke tekst uitvoering geeft aan de in het paritair comité nr. 327 gesloten collectieve arbeidsovereenkomst volgens de daarin vastgestelde regels.

II. ADVIES VAN DE NATIONALE ARBEIDSRAAD

A. Inhoud van de huidige demarche van de Raad

De Raad constateert dat de voorzitter van het paritair comité nr. 327 hem op 22 oktober 1998 de tekst heeft toegestuurd van een op 21 oktober 1998 gesloten collectieve arbeidsovereenkomst waarvan artikel 4 als volgt luidt :

« Rekening houdend met de beslissing van de Ministerraad van de federale Regering op de vergadering van 3 juli 1998 en met de verbintenissen van de gewest- en/of gemeenschapsregeringen opdat de invoering van collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van de Nationale Arbeidsraad haalbaar zou zijn in de sector, verbinden de partijen zich ertoe tegen 31 december 1998 te onderhandelen over de toepassingsmodaliteiten met de betrokken subsidiërende overheden (onder andere classificatie, gemengde statuten C 112 - progressief tewerkgesteld, gelijkheid tussen het bedrag van het G.G.M.M.I. en het bedrag dat van toepassing is voor de vermindering "lage lonen", activering van de uitkeringen - vervangingsuitkering en invloed op bepaalde uitkeringen voor gehandicapten - compensatie van het opnieuw invoeren van een loonspanning, perekwatie, betalingsmodaliteiten, overheveling van de Sociale Maribel 1 van de federale overheid naar de gewesten). »

Bij wijze van overgangsbepaling is in artikel 6 van diezelfde overeenkomst dan ook het volgende bepaald :

« De partijen verbinden zich ertoe bij de Nationale Arbeidsraad een aanvraag in te dienen tot verlenging van de afwijking betreffende het G.G.M.M.I. voor de periode van 1 juli tot 31 december 1998. »

Hieruit vloeit voort dat de Nationale Arbeidsraad een CAO-maatregel dient vast te stellen zodat de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 die op 1 juli 1998 in werking is getreden voor de in beschutte werkplaatsen tewerkgestelde personen met een handicap, nog niet op die werknemers van toepassing zou zijn tot 31 december van dit jaar.

B. Standpunt van de Raad

De Raad wijst erop op dat hij dezelfde dag waarop hij dit advies uitbrengt, een collectieve arbeidsovereenkomst heeft gesloten; de toekenning van het gemiddeld minimum maandinkomen aan de in beschutte werkplaatsen tewerkgestelde personen met een handicap - zoals een en ander door de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 43 van 2 mei 1998 wordt gewaarborgd - wordt door de overeenkomst uitgesteld tot 1 januari 1999.

Hij merkt op dat het paritair comité op die manier meer dan 5 jaar - en niet de oorspronkelijk vastgestelde termijn van 3 jaar - zal hebben gehad om de passende maatregelen te nemen.

De Raad drukt de wens uit dat de nieuwe termijn, die hij voor de laatste keer toekent, op nuttige wijze wordt gebruikt opdat :

- de bevoegde overheden zowel op federaal als op gemeenschaps- en/of gewestniveau in dit dossier hun respectieve verantwoordelijkheden op zich nemen, met name wat de subsidiëring betreft;

- de sociale gesprekspartners met de subsidiërende instanties onderhandelen over de toepassingsregels inzake de toekenning van het gewaarborgd gemiddeld minimum maandinkomen aan de in beschutte werkplaatsen tewerkgestelde personen met een handicap.

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 99 — 344

[99/35030]

19 DECEMBER 1998. — Decreet houdende instemming met de volgende internationale akten : 1. Overeenkomst tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie en de Republiek Estland inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen en Protocol, ondertekend in Brussel op 24 januari 1996; 2. Overeenkomst tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie en de Republiek Letland inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend in Brussel op 27 maart 1996; 3. Overeenkomst tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie en de Republiek Litouwen inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend in Brussel op 15 oktober 1997 (1)

Het Vlaams Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Dit decreet regelt een gewestaangelegenheid.

Art. 2. De volgende internationale akten zullen volkomen uitwerking hebben, wat het Vlaamse Gewest betreft :

1. overeenkomst tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie en de Republiek Estland inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen en protocol, ondertekend in Brussel op 24 januari 1996;
2. overeenkomst tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie en de Republiek Letland inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend in Brussel op 27 maart 1996;
3. overeenkomst tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie en de Republiek Litouwen inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend in Brussel op 15 oktober 1997.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 december 1998.

De minister-president van de Vlaamse regering,
Vlaams minister van Buitenlands Beleid, Europese Aangelegenheden, Wetenschap en Technologie,
L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening,
S. STEVAERT

De Vlaamse minister van Leefmilieu en Tewerkstelling,
Th. KELCHTERMANS

De Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid,
Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER

De Vlaamse minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Stedelijk Beleid en Huisvesting,
L. PEETERS

De Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken,
E. BALDEWIJNS

De Vlaamse minister van Cultuur, Gezin en Welzijn,
L. MARTENS

De Vlaamse minister van Economie, KMO, Landbouw en Media,
E. VAN ROMPUY

De Vlaamse minister van Brusselse Aangelegenheden en Gelijkekansenbeleid,
Mevr. B. GROUWELS

Nota

(1) *Zitting 1998-1999.*

Stukken. — Ontwerp van decreet : 1138, nr. 1. — Verslag : 1138, nr. 2.

Handelingen. — Bespreking en aanneming. Vergaderingen van 14 en 15 december 1998.

TRADUCTION

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 99 — 344

[99/35030]

19 DECEMBRE 1998. — Décret portant approbation des actes internationaux suivants : 1. Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République d'Estonie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, et le Protocole, signés à Bruxelles le 24 janvier 1996; 2. Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République de Lettonie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, et le Protocole, signés à Bruxelles le 27 mars 1996; 3. Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République de Lituanie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, et le Protocole, signés à Bruxelles le 15 octobre 1997 (1)

Le Parlement flamand a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle une matière régionale.

Art. 2. Les actes internationaux suivants sortiront leur plein et entier effet, en ce qui concerne la Région flamande :

1. L'accord concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République d'Estonie, et le Protocole, signés à Bruxelles le 24 janvier 1996;

2. Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République de Lettonie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, et le Protocole, signés à Bruxelles le 27 mars 1996;

3. Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République de Lituanie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, et le Protocole, signés à Bruxelles le 15 octobre 1997.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 décembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Travaux publics, des Transports et de l'Aménagement du Territoire,
S. STEVAERT

Le Ministre flamand de l'Environnement et de l'Emploi,
Th. KELCHTERMANS

Le Ministre flamand des Finances, du Budget, et de la Politique de Santé,
Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

Le Ministre flamand des Affaires intérieures, de la Politique urbaine et du Logement,
L. PEETERS

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,
E. BALDEWIJNS

Le Ministre flamand de la Culture, de la Famille et de l'Aide sociale,
L. MARTENS

Le Ministre flamand de l'Economie, des PME, de l'Agriculture et des Médias,
E. VAN ROMPUY

Le Ministre flamand des Affaires bruxelloises et de l'Egalité des Chances,
Mme B. GROUWELS

—————
Note

(1) *Session 1998-1999.*

Documents. — Projet de décret : 1138, n° 1. — Rapport : 1138, n° 2.

Annales. — Discussion et adoption. Séances des 14 et 15 décembre 1998.

N. 99 — 345

[C - 99/35089]

**8 DECEMBER 1998. — Besluit van de Vlaamse regering
betreffende de financiering van de studiecentra open hoger onderwijs in 1998**

De Vlaamse regering,

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991, inzonderheid op de artikelen 55 tot 58;

Gelet op het decreet van 19 december 1997 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1998, inzonderheid op de artikelen 13 en 65;

Gelet op het decreet van 7 juli 1998 houdende aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1998, inzonderheid op het artikel 53;

Gelet op het besluit van de Vlaamse regering van 16 november 1994 tot regeling van de begrotingscontrole, zoals gewijzigd;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor begroting, gegeven op 23 november 1998;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Ten laste van de kredieten ingeschreven op basisallocatie 33.10, programma 33.3 coördinatie hoger onderwijsbeleid, van de algemene uitgavenbegroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1998 worden aan de hierna vermelde studiecentra open universiteit volgende subsidies toegekend :

studiecentrum	forfaitaire subsidie	variabele subsidie	totale subsidie
Antwerpen	500.000	5.409.000	5.909.000
Brussel	500.000	244.800	744.800
Diepenbeek	500.000	2.113.200	2.613.200
Gent	500.000	6.935.400	7.435.400
Kortrijk	500.000	1.866.600	2.366.600
Leuven	500.000	1.431.000	1.931.000

Deze subsidies omvatten een forfaitair gedeelte van 0,5 miljoen frank en een variabel gedeelte naar rato van het aantal eenheidsmodules van de Nederlandse Open Universiteit verstrekt door elk studiecentrum tijdens de periode oktober 1997 - september 1998.

Art. 2. De in artikel 1 bedoelde subsidies zijn een bijdrage in de kosten van begeleiding en examens van studenten die in Vlaanderen een inschrijving hebben genomen voor een cursus van de Open Universiteit Nederland.

Art. 3. Ten laste van de in artikel 1 vermelde kredieten wordt aan het studiecentrum Gent een supplementaire subsidie van 500.000 frank toegekend als tussenkomst van de Vlaamse Gemeenschap in de kosten voor de coördinatie van de studiecentra in de Vlaamse Gemeenschap.

Art. 4. De studiecentra leggen jaarlijks een activiteitenverslag en een financieel verslag voor over het gebruik van de toegekende subsidies.

Art. 5. Betreffende de aanwending van de subsidie kunnen gemachtigde ambtenaren van het ministerie van de Vlaamse Gemeenschap en/of Rekenhof steeds de verantwoordingsstukken ter plaatse controleren.

Art. 6. De verleende subsidies of een gedeelte ervan zullen teruggevorderd worden indien vastgesteld wordt dat de toekenningsvoorwaarden niet werden nageleefd of dat zij voor andere doeleinden werden aangewend.

Art. 7. De Vlaamse minister, bevoegd voor het onderwijs, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 december 1998.

De minister-president van de Vlaamse regering,

L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Onderwijs en Ambtenarenzaken,

E. BALDEWIJNS

TRADUCTION

F. 99 — 345

[C - 99/35089]

**8 DECEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement flamand
relatif au financement en 1998 des Centres d'étude de l'enseignement supérieur ouvert**

Le Gouvernement flamand,

Vu les lois sur la Comptabilité de l'Etat, coordonnées le 17 juillet 1991, notamment les articles 55 à 58;

Vu le décret du 19 décembre 1997 contenant le budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1998, notamment les articles 13 et 65;

Vu le décret du 7 juillet 1998 ajustant le budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1998, notamment l'article 53;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 16 novembre 1994 portant organisation du contrôle budgétaire, tel que modifié;

Vu l'accord du Ministre flamand compétent pour le budget, donné le 23 novembre 1998;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique;

Après en avoir délibéré,

Arrête :

Article 1^{er}. A charge des crédits inscrits à l'allocation de base 33.10, programme 33.3 coordination de la politique de l'enseignement supérieur, du budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1998, les subventions suivantes sont allouées aux centres d'étude de l'université ouverte :

Centre d'étude	subvention forfaitaire	subvention variable	subvention totale
Antwerpen	500.000	5.409.000	5.909.000
Brussel	500.000	244.800	744.800
Diepenbeek	500.000	2.113.200	2.613.200
Gent	500.000	6.935.400	7.435.400
Kortrijk	500.000	1.866.600	2.366.600
Leuven	500.000	1.431.000	1.931.000

Ces subventions comprennent une partie forfaitaire de 0,5 million de francs et une partie variable au prorata du nombre de modules de la «Nederlandse Open Universiteit» organisés par chaque centre d'étude pendant la période d'octobre 1997 à septembre 1998.

Art. 2. Les subventions visées à l'article 1^{er} interviennent dans les frais d'encadrement et d'examen d'étudiants qui se sont inscrits en Flandre à un cours de l'«Open Universiteit Nederland».

Art. 3. A charge des crédits visés à l'article 1^{er}, il est octroyé une subvention supplémentaire de 500.000 BEF au centre d'étude de Gent en tant qu'intervention de la Communauté flamande dans les coûts occasionnés par la coordination des centres d'étude en Communauté flamande.

Art. 4. Les centres d'étude déposent annuellement un rapport d'activité et un rapport financier sur l'affectation des subventions allouées.

Art. 5. Pour ce qui concerne l'affectation de la subvention, il est loisible aux fonctionnaires délégués du Ministère de la Communauté flamande et/ou de la Cour des Comptes de contrôler sur les lieux les pièces justificatives.

Art. 6. Les subventions octroyées ou une partie de celles-ci seront répétées s'il est constaté que les modalités d'octroi n'ont pas été respectées ou qu'elles ont été affectées à d'autres fins.

Art. 7. Le Ministre flamand compétent pour l'enseignement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 décembre 1998

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand de l'Enseignement et de la Fonction publique,
E. BALDEWIJNS

N. 99 — 346

[99/35082]

**19 DECMEBER 1998. — Besluit van de Vlaamse regering
tot herverdeling van basisallocaties van de begroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1998**

De Vlaamse regering,

Gelet op de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 17 juli 1991;

Gelet op de wet van 19 juli 1996;

Gelet op het decreet van 19 december 1997 houdende de algemene uitgavenbegroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1998;

Gelet op het decreet van 7 juli 1998 houdende aanpassing van de algemene uitgavenbegroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1998;

Op voordracht van de diverse bevoegde Vlaamse ministers;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid;

Besluit :

Artikel 1. Binnen de perken van de kredieten geopend voor de diverse programma's hierna vermeld, worden de onder bijlage I vermelde herverdelingen van basisallocaties doorgevoerd.

Art. 2. In de tabel I van het besluit van de Vlaamse regering van 1 december 1998 tot herverdeling van basisallocaties van de begroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1998, voor wat betreft het programma 35.20, dient de basisallocatie 44.40 gelezen te worden als 44.30.

Art. 3. Een afschrift van dit besluit wordt ter kennisgeving toegestuurd aan het Rekenhof, het Vlaams Parlement en het Ministerie van de Vlaamse Gemeenschap.

Art. 4. De leden van de Vlaamse regering zijn, ieder wat hen betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 december 1998.

De minister-president van de Vlaamse regering,

L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid,

Mevr. DEMEESTER-DE MEYER

Bijlage I

Herverdeling van basisallocaties

Kredieten lopend jaar

(in miljoen frank)

OA	PR	B.A.	NGK in meer	NGK in min	GVK in meer	GVK in min	GOK in meer	GOK in min	VRK in meer	VRK in min		
24	10	12.03	90,0	90,0								
		12.20										
64	10	14.06			23,1		23,1					
		31.06									23,1	23,1
42	20	33.62				6,5		6,5				
		12.20									6,5	6,5
		33.59									0,9	
		33.51									0,9	
45	40	33.47	205,0	205,0								
		41.05										

Brussel, 19 december 1998.

De minister-president van de Vlaamse regering,

L. VAN DEN BRANDE

De Vlaamse minister van Financiën, Begroting en Gezondheidsbeleid

Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER

TRADUCTION

F. 99 — 346

[C - 99/35082]

**19 DECEMBRE 1998. — Arrêté du Gouvernement flamand relatif à la redistribution
des allocations de base du budget de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1998**

Le Gouvernement flamand,

Vu les lois sur la Comptabilité de l'Etat, coordonnées par l'arrêté royal du 17 juillet 1991;

Vu la loi du 19 juillet 1996;

Vu le décret du 19 décembre 1997 contenant le budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1998;

Vu le décret du 7 juillet 1998 ajustant le budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1998;

Sur la proposition des différents Ministres flamands compétents en la matière;

Sur la proposition du Ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé,

Arrête :

Article 1^{er}. La redistribution des allocations de base mentionnée à l'annexe Ière est effectuée dans les limites des crédits ouverts pour les différents programmes mentionnés ci-après.

Art. 2. Dans le tableau I de l'arrêté du Gouvernement flamand du 1^{er} décembre 1998 relatif à la redistribution des allocations de base du budget de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1998, en ce qui concerne le programme 35.20, l'allocation de base 44.40 doit être lue comme 44.30.

Art. 3. Une copie du présent arrêté est transmise, à titre d'information, à la Cour des Comptes, au Parlement flamand et au Ministère de la Communauté flamande.

Art. 4. Les membres du Gouvernement flamand sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 19 décembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé,

Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

Annexe Ire

Redistribution des allocations de base
crédits année en cours

(en millions de francs)

DO	PR	AB	CND en plus	CND en moins	CED en plus	CED en moins	COD en plus	COD en moins	CV en plus	CV en moins		
24	10	12.03	90,0	90,0								
		12.20										
64	10	14.06			23,1		23,1					
		31.06									23,1	23,1
42	20	33.62						6,5				
		12.20									6,5	6,5
		33.59									0,9	
		33.51									0,9	
45	40	33.47	205,0	205,0								
		41.05										

Bruxelles, le 19 décembre 1998.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,

L. VAN DEN BRANDE

Le Ministre flamand des Finances, du Budget et de la Politique de Santé,

Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 99 — 347

[C - 99/27071]

**28 JANVIER 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon
relatif à l'organisation de certains concours de recrutement**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi du 8 août 1988;

Vu le décret du 22 janvier 1988 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne, notamment l'article 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 décembre 1995 relatif aux concours organisés pour le recrutement et l'accession à un niveau supérieur des fonctionnaires de la Région, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 1997;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu l'accord du Ministre du Budget;

Vu le protocole n° 289 du Comité de secteur n° XVI, établi le 19 janvier 1999;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 4 juillet 1989 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant l'obligation pour la Région et les organismes d'intérêt public dont le personnel est soumis au statut des fonctionnaires de la Région de se conformer à l'arrêté royal fixant les principes généraux;

Considérant la nécessité de combler au plus tôt les retards importants accumulés dans les programmes de recrutement statutaire;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux services du Gouvernement et aux organismes d'intérêt public visés à l'article 1^{er} du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne.

Art. 2. Le secrétaire permanent au recrutement organise à chaque niveau, dans le courant de l'année 1999, un concours pour le recrutement dans les services du Gouvernement et dans les organismes d'intérêt public visés à l'article 1^{er}.

Art. 3. Par dérogation aux dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 décembre 1995 relatif aux concours organisés pour le recrutement et l'accession à un niveau supérieur des fonctionnaires de la Région, les concours visés à l'article 1^{er} comprennent, en fonction des niveaux :

1° une première épreuve portant pour moitié sur les institutions régionales et pour moitié sur des connaissances générales;

2° une deuxième épreuve consistant en un test d'aptitudes.

Une épreuve complémentaire peut être organisée pour des qualifications ou des métiers particuliers, pour tous les niveaux.

Le Ministre de la Fonction publique fixe le minimum de points requis pour chaque épreuve.

La deuxième épreuve est éliminatoire.

L'épreuve complémentaire est également éliminatoire pour l'épreuve concernée.

Les lauréats sont classés sur la base des points obtenus à la première épreuve.

Est désigné pour un emploi le lauréat le mieux classé qui répond aux exigences de qualifications et de capacités de cet emploi.

Art. 4. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 5. Le Ministre de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 janvier 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,

R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

B. ANSELME

ÜBERSETZUNG
MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 99 — 347

[C — 99/27071]

**28. JANUAR 1999 — Erlaß der Wallonischen Regierung
über die Organisierung bestimmter Anwerbungsprüfungen im Wettbewerbsverfahren**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87, § 3, abgeändert durch das Sondergesetz vom 8. August 1988;

Aufgrund des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, insbesondere des Artikels 2;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Dezember 1995 bezüglich der Prüfungen im Wettbewerbsverfahren, die für die Beamten der Region zwecks deren Anwerbung und des Aufstiegs in eine höhere Stufe organisiert werden, abgeändert durch den Erlaß der Wallonischen Regierung vom 16. Januar 1997;

Aufgrund des Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des Protokolls Nr. 289 des Sektorenausschusses Nr. XVI vom 19. Januar 1999;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3, § 1 abgeändert durch die Gesetze vom 4. Juli 1989 und vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, daß die Region und die Einrichtungen öffentlichen Interesses, deren Personalmitglieder dem Statut der Beamten der Region unterliegen, verpflichtet sind, die Bestimmungen des Königlichen Erlasses zur Festlegung der allgemeinen Grundsätze zu beachten;

In Erwägung der Notwendigkeit, den großen zeitlichen Rückstand, der bei der Durchführung der Programme zur Anwerbung von Statutpersonalmitgliedern entstanden ist, wettzumachen;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

Beschließt:

Artikel 1 - Der vorliegende Erlaß ist anwendbar auf die Dienststellen der Regierung und die in Artikel 1 des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, angeführten Einrichtungen öffentlichen Interesses.

Art. 2 - Der Ständige Anwerbungssekretär organisiert im Laufe des Jahres 1999 in jeder Stufe eine Prüfung im Wettbewerbsverfahren für die Anwerbung in den Dienststellen der Regierung und den in Artikel 1 angeführten Einrichtungen öffentlichen Interesses.

Art. 3 - In Abweichung der Bestimmungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. Dezember 1995 bezüglich der Prüfungen im Wettbewerbsverfahren, die für die Beamten der Region zwecks deren Anwerbung und des Aufstiegs in eine höhere Stufe organisiert werden, umfassen die in Artikel 1 angeführten Prüfungen, je nach der Stufe:

1° eine erste Prüfung, die zur einen Hälfte die Kenntnis der regionalen Einrichtungen betrifft und zur anderen Hälfte die Allgemeinbildung;

2° eine zweite Prüfung, in der die Fähigkeiten überprüft werden.

Für alle Stufen kann in bestimmten Berufssparten oder für bestimmte Qualifikationen eine zusätzliche Prüfung organisiert werden.

Der Minister des Öffentlichen Dienstes legt die Anzahl der Punkte fest, die in jeder Prüfung mindestens zu erreichen sind.

Bei der zweiten Prüfung handelt es sich um eine den Ausschluß bedingende Prüfung. Die zusätzliche Prüfung ist ebenfalls eine den Ausschluß bedingende Prüfung für das betreffende Fach.

Die erfolgreichen Prüfungsteilnehmer werden auf der Grundlage der bei der ersten Prüfung erzielten Punkte eingestuft.

Der am höchsten eingestufte erfolgreiche Prüfungsteilnehmer, der die für eine betreffende Stelle erforderlichen Qualifikationen und Fähigkeiten besitzt, wird für diese Stelle bezeichnet.

Art. 4 - Der vorliegende Erlaß tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 5 - Der Minister des Öffentlichen Dienstes wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 28. Januar 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

B. ANSELME

VERTALING
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 99 — 347

[C - 99/27071]

**28 JANUARI 1999. — Besluit van de Waalse Regering
betreffende de organisatie van bepaalde vergelijkende wervingsexamens**

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren, inzonderheid op artikel 2;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 december 1995 betreffende de organisatie van vergelijkende wervingsexamens en van vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau voor de ambtenaren van het Gewest, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 januari 1997;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting;

Gelet op het protocol nr. 289 van het Sectorcomité nr. XVI, opgemaakt op 19 januari 1999;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 4 juli 1989 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het Gewest en de instellingen van openbaar nut waarvan het personeel valt onder het statuut van de ambtenaren van het Gewest, zich moeten schikken naar het koninklijk besluit waarbij de algemene beginselen worden vastgesteld;

Overwegende dat de groeiende achterstand bij de organisatie van statutaire wervingsprogramma's zo spoedig mogelijk moet worden ingehaald;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de Regeringsdiensten en op de instellingen van openbaar nut die bedoeld zijn in artikel 1 van het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren.

Art. 2. De vaste wervingssecretaris organiseert in de loop van 1999 op elk niveau een vergelijkend wervingsexamen voor de in artikel 1 bedoelde Regeringsdiensten en instellingen van openbaar nut.

Art. 3. In afwijking van de bepalingen van het besluit van de Waalse Regering van 21 december 1995 betreffende de organisatie van vergelijkende wervingsexamens en van vergelijkende examens voor overgang naar het hogere niveau voor de ambtenaren van het Gewest, bestaan de in artikel 1 bedoelde examens naar gelang het niveau uit :

1° een eerste proef betreffende, voor de helft, de gewestelijke instellingen en, voor de andere helft, de algemene kennis;

2° een tweede proef, die tot doel heeft de vaardigheden te evalueren.

Voor alle niveaus mag een bijkomend mondeling of praktisch examen worden georganiseerd voor bijzondere beroepen.

De Minister van Ambtenarenzaken stelt het minimumaantal punten vast dat vereist is voor elke proef.

De tweede proef is uitschakelend.

De aanvullende proef is eveneens uitschakelend voor de betreffende proef.

De laureaten worden gerangschikt op grond van de punten die ze hebben behaald bij de eerste proef.

De laureaten met de beste rangschikking die voldoet aan de noodzakelijke bekwaamheids- en bevoegdheidsvereisten, wordt aangewezen voor de betrekking.

Art. 4. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 5. De Minister van Ambtenarenzaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 januari 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

B. ANSELME

28 JANVIER 1999. — Arrêté du Gouvernement wallon attribuant une allocation de foyer ou une allocation de résidence aux agents des Services du Gouvernement wallon et aux agents de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par les lois spéciales des 8 août 1988 et 16 juillet 1993;

Vu le décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 11 février 1998;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 26 février 1998;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 17 juin 1998;

Vu le protocole n° 267 du Comité de secteur n° XVI, en date du 18 mai 1998;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux agents des services du Gouvernement wallon, ainsi qu'aux agents des organismes d'intérêt public visés à l'article 1^{er} du décret du 22 janvier 1998 relatif au statut du personnel de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne.

Art. 2. § 1^{er}. Une allocation de foyer est attribuée :

1° aux agents mariés, non séparés de corps, à moins qu'elle ne soit attribuée à leur conjoint;

2° aux agents qui cohabitent maritalement, à moins qu'elle ne soit attribuée à l'autre membre du ménage;

3° aux autres agents des deux sexes ayant la charge d'un ou de plusieurs enfants bénéficiaires d'allocations familiales, sauf s'ils cohabitent avec un agent qui bénéficie d'une allocation de foyer.

§ 2. Au cas où les deux conjoints ou cohabitants sont soumis au statut des agents des services du Gouvernement wallon, l'allocation de foyer est attribuée à celui des deux qui bénéficie du traitement le moins élevé.

La détermination du traitement le moins élevé se fonde sur une comparaison des traitements exprimés en base annuelle brute non indexée, intégrant les anciennetés pécuniaires respectives et correspondant à des prestations complètes.

Dans le cas où l'un des conjoints ou cohabitants ou les deux conjoints ou cohabitants bénéficient de la rétribution garantie, abstraction faite de l'allocation de foyer à attribuer éventuellement, l'allocation de foyer est attribuée à celui qui bénéficie du traitement le plus élevé si ce dernier y a droit conformément aux dispositions de l'article 3 du présent arrêté.

A montants annuels égaux, les conjoints ou cohabitants peuvent, de commun accord, désigner celui des deux qui sera bénéficiaire de l'allocation de foyer.

La liquidation de l'allocation de foyer est subordonnée à une déclaration sur l'honneur rédigée par l'agent selon le modèle annexé au présent arrêté et transmise en trois exemplaires au service chargé de la gestion du personnel.

Les dispositions du présent paragraphe sont également applicables aux agents qui cohabitent et qui remplissent les conditions visées au § 1^{er}, 3°.

§ 3. Une allocation de résidence est attribuée aux agents qui n'obtiennent pas l'allocation de foyer.

§ 4. Les agents en disponibilité ne bénéficient ni de l'allocation de foyer, ni de l'allocation de résidence.

Art. 3. Le montant annuel de l'allocation de foyer ou de l'allocation de résidence est fixé comme suit :

1° traitements n'excédant pas 643.035 francs :

allocation de foyer : 29.040 francs;

allocation de résidence : 14.520 francs;

2° traitements excédant 643.035 francs sans toutefois dépasser 732.080 francs :

allocation de foyer : 14.520 francs;

allocation de résidence : 7.260 francs.

La rémunération de l'agent dont le traitement dépasse 643.035 francs ne peut être inférieure à celle qu'il obtiendrait si son traitement était de ce montant. S'il échet, la différence lui est attribuée sous forme d'allocation partielle de foyer ou d'allocation partielle de résidence.

La rémunération de l'agent dont le traitement dépasse 732.080 francs ne peut être inférieure à celle qu'il obtiendrait si son traitement était de ce montant. S'il échet, la différence lui est attribuée sous forme d'allocation partielle de foyer ou d'allocation partielle de résidence.

Par rémunération, il faut entendre le traitement augmenté de l'allocation complète ou partielle de foyer ou de l'allocation complète ou partielle de résidence, diminuée de la retenue pour la constitution de la pension de survie.

Art. 4. Le régime de mobilité applicable aux traitements s'applique également à l'allocation de foyer, à l'allocation de résidence et aux seuils de traitements fixés pour leur attribution.

Ils sont rattachés à l'indice-pivot 138,01 au 1^{er} janvier 1990.

Art. 5. L'allocation de foyer ou l'allocation de résidence est attribuée aux agents exerçant des fonctions à prestations incomplètes au prorata de leurs prestations.

Elle n'est pas attribuée du chef de fonctions accessoires.

Art. 6. L'allocation de foyer ou l'allocation de résidence est payée en même temps que le traitement du mois auquel elle se rapporte. Elle est payée dans la même mesure et d'après les mêmes modalités que le traitement si celui-ci n'est pas dû pour le mois entier.

Lorsqu'au cours d'un mois survient un fait qui modifie le droit à l'allocation de foyer ou à l'allocation de résidence tel qu'il est défini à l'article 2, le régime le plus favorable est appliqué pour le mois entier.

Art. 7. L'arrêté royal du 30 janvier 1967 attribuant une allocation de foyer ou une allocation de résidence au personnel des ministères, modifié par les arrêtés royaux des 29 juin 1973, 10 septembre 1981, 14 décembre 1981, 13 décembre 1989 et 5 mars 1993 est abrogé.

Art. 8. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} décembre 1997.

Art. 9. Chaque Ministre, membre du Gouvernement wallon, chacun en ce qui le concerne, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 janvier 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON
Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

Annexe

Allocation de foyer - Désignation du/de la bénéficiaire

Rubrique	Agent qui introduit la demande
1	Le/la soussigné(e) :
2	Nom et prénoms :
3	Lieu et date de naissance :
4	Ministère ou organisme :
5	Adresse administrative :
6	Grade :
7	Position administrative : Activité/Non activité/Disponibilité/Contractuel Temps plein - temps partiel (pourcentage)
8	Numéro matricule ULIS :
9	Traitement annuel brut non indexé :

Rubrique	Conjoint ou personne cohabitante
10	Nom et prénoms :
11	Lieu et date de naissance :
12	Adresse personnelle : Si le conjoint ou le cohabitant travaille dans le secteur public, compléter les rubriques suivantes :
13	Ministère ou autre service public :
14	Adresse administrative :
15	Grade :
16	Position administrative : Activité/Non activité/Disponibilité/Contractuel Temps plein - temps partiel (pourcentage)
17	Numéro matricule ULIS ou SCDF :
18	Traitement annuel brut non indexé :
	Si le conjoint ou le cohabitant ne travaille pas dans le secteur public, cocher la case correspondante : <input type="checkbox"/> Secteur privé <input type="checkbox"/> Indépendant <input type="checkbox"/> Chômage <input type="checkbox"/> Autre :

Déclare sur l'honneur :

19 - que les conjoints ou les cohabitants au cas où ils bénéficient d'un traitement égal, ont décidé de commun accord que l'agent visé à la rubrique 1 sera le/la bénéficiaire de l'allocation de foyer;

20 - que les renseignements précités sont sincères et exacts;

21 - qu'il/elle communiquera immédiatement toute modification aux rubriques 12, 13, 15, 18 et 19 de même que tout changement à l'état civil au moyen d'une nouvelle déclaration établie selon le même modèle.

Fait à....., le.....

Signature de l'agent introduisant la demande,

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 janvier 1999 attribuant une allocation de foyer ou une allocation de résidence aux agents des services du Gouvernement wallon et aux agents de certains organismes d'intérêt public relevant de la Région wallonne.

Namur, le 28 janvier 1999.

Le Ministre-Président du Gouvernement wallon,
chargé de l'Economie, du Commerce extérieur, des P.M.E., du Tourisme et du Patrimoine,
R. COLLIGNON

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,
B. ANSELME

ÜBERSETZUNG

D. 99 — 348

[C - 99/27072]

28. JANUAR 1999 — Erlaß der Wallonischen Regierung zur Gewährung einer Haushaltszulage oder einer Wohnsitzzulage an die Bediensteten der Dienststellen der Wallonischen Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 87, § 3, abgeändert durch die Sondergesetze vom 8. August 1988 und vom 16. Juli 1993;

Aufgrund des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen;

Aufgrund des am 11. Februar 1998 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 26. Februar 1998 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des am 17. Juni 1998 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Protokolls Nr. 267 des Sektorenausschusses Nr.XVI vom 18. Mai 1998;

Aufgrund des Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,

Beschließt:

Artikel 1 - Der vorliegende Erlaß findet Anwendung auf die Bediensteten der Dienststellen der Wallonischen Regierung sowie auf die Bediensteten der Einrichtungen öffentlichen Interesses, sowie sie in Artikel 1 des Dekrets vom 22. Januar 1998 über das Statut des Personals bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, erwähnt sind.

Art. 2 - § 1. Eine Haushaltszulage wird folgenden Personen gewährt:

1° den verheirateten, nicht von Bett und Tisch getrennten Bediensteten, außer wenn diese Zulage ihrem Ehepartner gewährt wird;

2° den Bediensteten, die eine eheähnliche Lebensgemeinschaft führen, außer wenn diese Zulage dem anderen Haushaltsmitglied gewährt wird;

3° den anderen Bediensteten beiderlei Geschlechts, die für ein bzw. mehrere Kinder sorgen, für die Kindergeld gewährt wird, außer wenn sie mit einem Bediensteten zusammenwohnen, der eine Haushaltszulage erhält.

§ 2. Wenn die beiden Ehepartner oder zusammenlebenden Personen dem Statut der Bediensteten der Dienststellen der Wallonischen Region unterstehen, wird die Haushaltszulage dem Bediensteten, der das niedrigste Gehalt empfängt, gewährt.

Die Festlegung des niedrigsten Gehalts beruht sich auf einem Vergleich der Gehälter auf einer nicht indexierten Bruttojahresgrundlage, wobei die jeweiligen Dienstalterstufen für Vollzeitleistungen zu berücksichtigen sind.

Wenn einer der beiden Ehepartner bzw. eine der beiden zusammenlebenden Personen oder die beiden Ehepartner bzw. zusammenlebenden Personen garantierte Entlohnung beziehen - abgesehen von der gegebenenfalls zu gewährenden Haushaltszulage -, wird die Haushaltszulage der Person gewährt, die das höchste Gehalt empfängt, wenn diese gemäß den Bestimmungen von Artikel 3 des vorliegenden Erlasses darauf Anspruch hat.

Wenn die Jahresbeträge gleich sind, sind die Ehepartner oder zusammenlebenden Personen berechtigt, einstimmig die Person zu bezeichnen, die die Haushaltszulage empfangen wird.

Die Auszahlung der Haushaltszulage ist an eine Erklärung auf Ehrenwort geknüpft, die nach dem dem vorliegenden Erlaß beigefügten Muster vom Bediensteten aufgestellt und der mit der Personalverwaltung beauftragten Dienststelle in dreifacher Ausfertigung übermittelt wird.

Die Bestimmungen dieses Paragraphen finden ebenfalls Anwendung auf die Bediensteten, die zusammenleben und die die im § 1, 3° erwähnten Bedingungen erfüllen.

§ 3. Eine Wohnsitzzulage wird den Bediensteten gewährt, die die Haushaltszulage nicht bekommen.

§ 4. Die zur Disposition gestellten Bediensteten bekommen weder die Haushaltszulage noch die Wohnsitzzulage.

Art. 3 - Der Jahresbetrag der Haushaltszulage oder der Wohnsitzzulage wird wie folgt festgelegt:

1° Gehälter, die 643.035 BEF nicht überschreiten:

Haushaltszulage: 29.040 BEF;

Wohnsitzzulage: 14.520 BEF;

2° Gehälter, die 643.035 BEF überschreiten, ohne jedoch höher als 732.080 BEF zu sein:

Haushaltszulage: 14.520 BEF;

Wohnsitzzulage: 7.260 BEF.

Die Entlohnung des Bediensteten, dessen Gehalt 643.035 BEF überschreitet, darf nicht niedriger als die Entlohnung sein, die er erhalten würde, wenn sein Gehalt diesem Betrag gleich wäre. Der Unterschied wird ihm gegebenenfalls als teilweise Haushalts- oder Wohnsitzzulage gewährt.

Die Entlohnung des Bediensteten, dessen Gehalt 732.080 BEF überschreitet, darf nicht niedriger als die Entlohnung sein, die er erhalten würde, wenn sein Gehalt diesem Betrag gleich wäre. Der Unterschied wird ihm gegebenenfalls als teilweise Haushalts- oder Wohnsitzzulage gewährt.

Unter Entlohnung versteht man das Gehalt, das um die ganze oder teilweise Haushaltszulage bzw. die ganze oder teilweise Wohnsitzzulage erhöht wird, unter Abzug des für die Bildung der Überlebensrente vorgesehenen Betrags.

Art. 4 - Die für die Gehälter geltende Mobilitätsregelung findet ebenfalls Anwendung auf die Haushaltszulage, die Wohnsitzzulage und die für deren Gewährung festgelegten Gehaltsschwellen.

Sie sind an den Leitindex 138,01 vom 1. Januar 1990 gebunden.

Art. 5 - Die Haushaltszulage oder die Wohnsitzzulage wird den Bediensteten, die unvollständige Dienstleistungen ausüben, im Verhältnis zu ihren Dienstleistungen gewährt.

Sie wird nicht aufgrund von Nebenämtern gewährt.

Art. 6 - Die Haushaltszulage oder die Wohnsitzzulage wird gleichzeitig mit dem Gehalt des Monats, auf den sie sich bezieht, ausgezahlt. Sie wird im gleichen Verhältnis und nach denselben Modalitäten wie das Gehalt ausgezahlt, wenn dieses nicht für den ganzen Monat zu zahlen ist.

Wenn im Laufe eines Monats ein Ereignis vorkommt, durch das der in Artikel 2 bestimmte Anspruch auf die Haushaltszulage oder die Wohnsitzzulage abgeändert wird, wird das günstigste System für den ganzen Monat angewandt.

Art. 7 - Der Königliche Erlaß vom 30. Januar 1967 zur Gewährung einer Haushaltszulage oder einer Wohnsitzzulage an das Personal der Ministerien, abgeändert durch die Königlichen Erlasse vom 29. Juni 1973, vom 10. September 1981, vom 14. Dezember 1981, vom 13. Dezember 1989, vom 5. März 1993, wird aufgehoben.

Art. 8 - Der vorliegende Erlaß wird am 1. Dezember 1997 wirksam.

Art. 9 - Jeder Minister, Mitglied der Wallonischen Regierung, wird in seinem jeweiligen Zuständigkeitsbereich mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 28. Januar 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,

R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

—

Anlage

Haushaltszulage - Bezeichnung des/der Bezugsberechtigten

Rubrik	Bediensteter, der den Antrag einreicht
1	Der/Die Unterzeichnete:
2	Name und Vornamen:
3	Geburtsort und -datum:
4	Ministerium oder Einrichtung:
5	Amtssitz:
6	Dienstgrad:
7	Administrativer Stand (im Dienst/nicht im Dienst/zur Disposition gestellt/Vertragsangestellte(r)/Vollzeitbeschäftigt/Teilzeitbeschäftigt (Prozent)
8	ULIS-Kennnummer
9	Nicht indexiertes Bruttojahresgehalt:

Rubrik	Ehepartner oder zusammenlebende Person
10	Name und Vornamen:
11	Geburtsort und -datum:

Rubrik	Ehepartner oder zusammenlebende Person
12	Persönliche Anschrift: Wenn der Ehepartner oder die zusammenlebende Person im öffentlichen Sektor arbeitet, sind die folgenden Rubriken auszufüllen:
13	Ministerium oder andere öffentliche Dienststelle:
14	Amtssitz:
15	Dienstgrad:
16	Administrativer Stand (im Dienst/nicht im Dienst/ zur Disposition gestellt/Vertragsangestellte(r) . Vollzeitbeschäftigt/Teilzeitbeschäftigt (Prozent):
17	ULIS oder SCDF-Kennnummer:
18	Nicht indexiertes Bruttojahresgehalt: Wenn der Ehepartner oder die zusammenlebende Person nicht im öffentlichen Sektor arbeitet, ist das entsprechende Feld anzukreuzen: <input type="checkbox"/> Privatsektor <input type="checkbox"/> Selbstständige(r) <input type="checkbox"/> Arbeitslose(r) <input type="checkbox"/> Sonstige:

erklärt hiermit auf Ehrenwort:

19 - daß die Ehepartner oder die zusammenlebenden Personen, wenn sie ein gleiches Gehalt bekommen, einstimmig beschlossen haben, daß die Haushaltszulage der in der Rubrik 1 angeführten Person zu zahlen ist;

20 - daß die vorgenannten Auskünfte ehrlich und richtig sind;

21 - daß er/sie jede Abänderung der Rubriken 12, 13, 15, 18 und 19 sowie jede Abänderung des Zivilstands mittels einer neuen gemäß demselben Muster aufgestellten Erklärung sofort mitteilen wird.

Ausgefertigt in....., am.....

Unterschrift des Bediensteten, der den Antrag einreicht,

Gesehen, um dem Erlaß der Wallonischen Regierung vom 28. Januar 1999 zur Gewährung einer Haushaltszulage oder einer Wohnsitzzulage an die Bediensteten der Dienststellen der Wallonischen Regierung und bestimmter Einrichtungen öffentlichen Interesses, die der Wallonischen Region unterstehen, beigelegt zu werden.

Namur, den 28. Januar 1999

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, dem Außenhandel, den K.M.B., dem Tourismus und dem Erbe,
R. COLLIGNON

Der Minister der Inneren Angelegenheiten und des Öffentlichen Dienstes,
B. ANSELME

VERTALING

N. 99 — 348

[C - 99/27072]

28 JANUARI 1999. — Besluit van de Waalse Regering tot toekenning van een haard- of standplaatstoelage aan de personeelsleden van de diensten van de Waalse Regering en aan die van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, § 3, gewijzigd bij de bijzondere wetten van 8 augustus 1988 en 16 juli 1993;

Gelet op het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 11 februari 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 26 februari 1998;

Gelet op het akkoord van de Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 17 juni 1998;

Gelet op het protocol nr. 267 van het Sectorcomité nr. XVI, opgemaakt op 18 mei 1998;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de personeelsleden van de diensten van de Waalse Regering, alsook op de personeelsleden van instellingen van openbaar nut vermeld in artikel 1 van het decreet van 22 januari 1998 betreffende het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren.

Art. 2. § 1. Er wordt een haardtoelage toegekend :

1. aan de gehuwde personeelsleden die niet van tafel en bed gescheiden zijn, tenzij hun echtgeno(o)t(e) er reeds één geniet;

2. aan de personeelsleden die als echtgenoten samenwonen, tenzij het andere lid van het gezin er reeds één geniet;

3. aan de andere personeelsleden van beider kunnen die één of meer kinderen ten laste hebben voor wie een kinderbijslag wordt toegekend, behalve als zij samenwonen met een personeelslid dat er reeds één geniet.

§ 2. Als beide echtgenoten of samenwoners het statuut van personeelslid van de diensten van de Waalse Regering hebben, wordt de haardoelage verleend aan degene die de laagste wedde heeft.

De laagste wedde wordt bepaald na vergelijking tussen de niet-geïndexeerde jaarlijkse bruto-wedden, met inachtneming van de geldelijke anciënniteiten en op grond van volledige dienstverstrekingen.

Wanneer één van de echtgenoten of beiden de gewaarborgde bezoldiging genieten zonder de eventueel toe te kennen haardoelage, wordt de haardoelage verleend aan degene die de hoogste wedde heeft indien hij/zij er recht op heeft overeenkomstig de bepalingen van artikel 3 van dit besluit.

Bij gelijke jaarlijkse bedragen kunnen de echtgenoten of samenwoners in onderlinge overeenstemming bepalen wie van beiden de haardoelage zal genieten.

De haardoelage wordt uitbetaald op vertoon van een verklaring op erewoord die het personeelslid overeenkomstig het bij dit besluit gaande formulier moet opmaken en in drie exemplaren overmaken aan de dienst van het personeelsbeheer.

De bepalingen van deze paragraaf zijn eveneens toepasselijk op samenwonende personeelsleden die voldoen aan de voorwaarden bedoeld in § 1, 3^o van dit besluit.

§ 3. De personeelsleden die geen haardoelage genieten, krijgen een standplaatstoelage.

§ 4. De in disponibiliteit gestelde personeelsleden genieten noch de haardoelage, noch de standplaatstoelage.

Art. 3. Het jaarlijkse bedrag van de haardoelage of van de standplaatstoelage wordt vastgesteld als volgt :

1. wedden boven 643.035 BEF :

haardoelage : 29.040 BEF;

standplaatstoelage : 14.520 BEF;

2. wedden tussen 643.035 BEF en 732.080 BEF :

haardoelage : 14.520 BEF;

standplaatstoelage : 7.260 BEF.

De bezoldiging van een personeelslid wiens wedde hoger is dan 643.035 BEF, mag niet kleiner zijn dan die welke het zou verkrijgen als zijn wedde gelijk was aan dat bedrag. In voorkomend geval wordt het verschil hem toegekend in de vorm van een gedeeltelijke haardoelage of van een gedeeltelijke standplaatstoelage.

De bezoldiging van het personeelslid wiens wedde hoger is dan 732.080 BEF, mag niet kleiner zijn dan die welke het zou verkrijgen als zijn wedde gelijk was aan dit bedrag. In voorkomend geval wordt het verschil hem toegekend in de vorm van een gedeeltelijke haardoelage of van een gedeeltelijke standplaatstoelage.

Onder bezoldiging moet worden verstaan de wedde verhoogd met de volledige of gedeeltelijke haardoelage of standplaatstoelage, na aftrek van de gestorte bedragen voor het overlevingspensioen.

Art. 4. De mobiliteitsregeling die voor de wedden geldt, is ook van toepassing op de haardoelage, de standplaatstoelage en de basiswedden vastgesteld voor de toekenning ervan.

Ze zijn gekoppeld aan het spilindexcijfer 138,01 op 1 januari 1990.

Art. 5. De haardoelage of de standplaatstoelage wordt toegekend aan de personeelsleden met onvolledige dienstverstrekingen, naar rata van die verstrekingen.

Zij wordt niet toegekend voor bijkomende functies.

Art. 6. De haardoelage of de standplaatstoelage wordt gelijktijdig uitbetaald met de wedde van de maand waarop zij betrekking heeft. Zij wordt uitbetaald in dezelfde mate en volgens dezelfde regeling als de wedde die voor een onvolledige maand verschuldigd is.

Wanneer het recht op de haard- of standplaatstoelage, zoals bepaald in artikel 2, om de een of andere reden gewijzigd wordt in de loop van een maand, wordt het voordeligste stelsel voor de volle maand toegepast.

Art. 7. Opgeheven wordt het koninklijk besluit van 30 januari 1967 houdende toekenning van een haardoelage of een standplaatstoelage aan het personeel der ministeries, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 29 juni 1973, 10 september 1981, 14 december 1981, 13 december 1989 en 5 maart 1993. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 december 1997.

Art. 8. De Ministers die lid zijn van de Waalse Regering, zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 januari 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,
R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,
B. ANSELME

—

Bijlage

Haardoelage - Begunstigde

Rubriek	Aanvrager
1	De ondergetekende :
2	Naam en voornamen :

Rubriek	Aanvrager
3	Geboorteplaats en -datum :
4	Ministerie of instelling :
5	Administratief adres :
6	Graad :
7	Administratieve stand : Activiteit/non activiteit/Disponibiliteit/Contractueel/Volgtijdse/deeltijdse baan (percentage)
8	Stamnummer ULIS :
9	Niet-geïndexeerde jaarlijkse bruto-wedde :

Rubriek	Echtgeno(o)t(e) of samenwoner
10	Naam en voornamen :
11	Geboorteplaats en -datum :
12	Persoonlijk adres : Als de echtgeno(o)t(e) of de samenwoner in de openbare sector werkt, gelieve de onderstaande rubrieken in te vullen :
13	Ministerie of andere openbare dienst :
14	Administratief adres :
15	Graad :
16	Administratieve stand : Activiteit/non activiteit/Disponibiliteit/Contractueel/ Volgtijdse/deeltijdse baan (percentage) :
17	Stamnummer ULIS of SCDF :
18	Niet-geïndexeerde jaarlijkse bruto-wedde : Als de echtgeno(o)t(e) of de samenwoner niet in de openbare sector werkt, gelieve de gepaste rubriek aan te stippen : <input type="checkbox"/> particuliere sector <input type="checkbox"/> zelfstandige <input type="checkbox"/> werkloos <input type="checkbox"/> andere

Verklaart op erewoord :

19 - dat de echtgenoten of de samenwoners in onderlinge overeenstemming beslist hebben dat de haardtoelage, in geval van gelijke wedden, moet worden toegekend aan het personeelslid wiens naam in rubriek 1 voorkomt;

20 - dat de bovenvermelde gegevens echt en juist zijn;

21 - dat hij/zij iedere wijziging in de rubrieken 12, 13, 15, 18 en 19, en in de burgerlijke stand onmiddellijk zal aangeven aan de hand van hetzelfde formulier.

Gedaan te.....19..

Handtekening van het personeelslid dat de aanvraag indient,

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 januari 1999 tot toekenning van een haard- of standplaatstoelage aan de personeelsleden van de diensten van de Waalse Regering en aan die van sommige instellingen van openbaar nut die onder het Waalse Gewest ressorteren.

Namen, 28 januari 1999.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, Buitenlandse Handel, KMO's, Toerisme en Patrimonium,

R. COLLIGNON

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

B. ANSELME

AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

SERVICES DU PREMIER MINISTRE
ET MINISTERE DES CLASSES MOYENNES
ET DE L'AGRICULTURE

[98/21500]

Transfert

Par arrêté royal du 14 décembre 1998, les membres du personnel suivants du Ministère des Classes moyennes et de l'Agriculture sont transférés, à partir du 1^{er} janvier 1999, au Gouvernement wallon :

Patrick Vandersmissen, ingénieur agronome;
Jeanne Reiser, assistant administratif;
Claudine Thiange, assistant administratif;
Marcel Dalewijn, assistant administratif;
Jean-Pol Rock, assistant administratif;
Pierre Spileers, commis.

DIENSTEN VAN DE EERSTE MINISTER
EN MINISTERIE VAN MIDDENSTAND
EN LANDBOUW

[98/21500]

Overdracht

Bij koninklijk besluit van 14 december 1998 worden de volgende personeelsleden van het Ministerie van Middenstand en Landbouw, vanaf 1 januari 1999, naar de Waalse Regering overgedragen :

Patrick Vandersmissen, landbouwkundig ingenieur;
Jeanne Reiser, bestuursassistent;
Claudine Thiange, bestuursassistent;
Marcel Dalewijn, bestuursassistent;
Jean-Pol Rock, bestuursassistent;
Pierre Spileers, klerk.

MINISTERE DE LA JUSTICE

[99/09150]

Police judiciaire

Par arrêté royal du 26 janvier 1999, il est mis fin d'office à partir du 5 janvier 1999, aux fonctions de M. Foulon, F., commissaire judiciaire divisionnaire près le parquet du tribunal de première instance à Dinant.

Il est admis à faire valoir ses droits à la pension et est autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[99/09150]

Gerechtelijke politie

Bij koninklijk besluit van 26 januari 1999 wordt, met ingang van 5 januari 1999, ambtshalve een einde gesteld aan de functies van de heer Foulon, F., gerechtelijk afdelingscommissaris bij het parket bij de rechtbank van eerste aanleg te Dinant.

Het is hem vergund zijn pensioenaanspraak te doen gelden en hij is gemachtigd de titel van zijn ambt eershalve te voeren.

Administration de la Sûreté de l'Etat
Personnel. — Désignation

[99/09146]

Par arrêté royal du 7 décembre 1998, M. Delvoye, L., commissaire divisionnaire, est désigné comme directeur des opérations de l'Administration de la Sûreté de l'Etat pour un terme de trois ans, à partir du 1^{er} juillet 1998.

Bestuur van de Veiligheid van de Staat
Personeel. — Aanwijzing

[99/09146]

Bij koninklijk besluit van 7 december 1998 wordt de heer Delvoye, L., afdelingscommissaris, aangewezen als directeur van de operaties van het Bestuur van de Veiligheid van de Staat voor een termijn van drie jaar, met ingang van 1 juli 1998.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

[98/00811]

Promotions

Par arrêté ministériel du 8 décembre 1998, MM. De Kock, Frans et Van Der Eecken, Edwin, ingénieurs industriels, sont promus au grade d'ingénieur industriel dans l'échelle de traitement 10C, au Ministère de l'Intérieur, à partir du 1^{er} novembre 1998.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, il peut être fait appel endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, 1040 Bruxelles.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[98/00811]

Bevorderingen

Bij ministerieel besluit van 8 december 1998 zijn de heren De Kock, Frans en Van Der Eecken, Edwin, industriële-ingenieurs, met ingang van 1 november 1998 bevorderd tot de graad van industrieel ingenieur in de weddeschaal 10C, bij het Ministerie van Binnenlandse Zaken.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapstraat 33, 1040 Brussel, te worden toegezonden.

Par arrêtés ministériels du 11 janvier 1999, MM. Verset, Yvan; Mullie, Marc, et Van Thournout, Frank, conseillers adjoints, sont promus au grade de conseiller adjoint dans l'échelle de traitement 10 C, à partir du 1^{er} juillet 1997.

Bij ministeriële besluiten van 11 januari 1999 zijn de heren Verset, Yvan; Mullie, Marc, en Van Thournout, Frank, adjunct-adviseurs, m.i.v. 1 juli 1997 bevorderd tot de graad van adjunct-adviseur in de weddeschaal 10 C.

Par arrêté ministériel du 11 janvier 1999, Mme Toussaint, Anne-Marie, conseiller adjoint, est promue au grade de conseiller adjoint dans l'échelle de traitement 10 C, à partir du 1^{er} septembre 1998.

Bij ministerieel besluit van 11 januari 1999 is Mevr. Toussaint, Anne-Marie, adjunct-adviseur, m.i.v. 1 september 1998 bevorderd tot de graad van adjunct-adviseur in de weddeschaal 10 C.

Par arrêtés ministériels du 11 janvier 1999, MM. Glorie, Jérôme; Paulus, Etienne, et Smeets, Benny, conseillers adjoints, sont promus au grade de conseiller adjoint dans l'échelle de traitement 10 C, à partir du 1^{er} novembre 1998.

Par arrêtés ministériels du 11 janvier 1999, Mme Bernaerts, Monique, et M. De Steur, Jan, conseillers adjoints, sont promus au grade de conseiller adjoint dans l'échelle de traitement 10 C, à partir du 1^{er} décembre 1998.

Par arrêté ministériel du 11 janvier 1999, MM. De Block, Franky, en Wittewrongel, Marnix, conseillers adjoints, sont promus au grade de conseiller adjoint dans l'échelle de traitement 10 C, à partir du 1^{er} avril 1998.

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, il peut être fait appel endéans les soixante jours après cette publication. La requête doit être envoyée sous pli recommandé à la poste, au Conseil d'Etat, rue de la Science 33, 1040 Bruxelles.

[98/00822]

Personnel. — Démission. — Nomination

Par arrêté royal du 21 décembre 1998, démission honorable de ses fonctions de conseiller avec rang de chef de cabinet adjoint du Ministre de l'Intérieur est accordée à M. Schuermans, Frank, à partir du 14 décembre 1998 au soir.

Par arrêté royal du 21 décembre 1998, M. Schuermans, Frank, est nommé en qualité de chef de cabinet adjoint du Vice-Premier Ministre, à partir du 15 décembre 1998.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

[98/00782]

Comités de concertation de base. — Modifications. — Création

Comité de concertation de base (208). — Modification

Par arrêté ministériel du 17 novembre 1998 a été modifié l'arrêté ministériel du 25 septembre 1987 portant création d'un comité de concertation de base (208) pour les agents de l'Etat du gouvernement provincial de Flandre occidentale.

Comités de concertation de base (210-215). — Modification

Par arrêté ministériel du 17 novembre 1998 a été modifié l'arrêté ministériel du 8 janvier 1987 portant création des comités de concertation de base (210 à 214) dans les unités permanentes et à la grand-garde de la Direction générale de la Protection civile du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique.

Comité de concertation de base (224). — Création

Par arrêté ministériel du 17 novembre 1998 a été créé un comité de concertation de base (224) au centre pour Illégaux à Vottem du Ministère de l'Intérieur.

Bij ministeriële besluiten van 11 januari 1999 zijn de heren Glorie, Jérôme; Paulus, Etienne, en Smeets, Benny, adjunct-adviseurs, m.i.v. 1 november 1998 bevorderd tot de graad van adjunct-adviseur in de weddeschaal 10 C.

Bij ministeriële besluiten van 11 januari 1999 zijn Mevr. Bernaerts, Monique, en De Steur, Jan, adjunct-adviseurs, m.i.v. 1 december 1998 bevorderd tot de graad van adjunct-adviseur in de weddeschaal 10 C.

Bij ministerieel besluit van 11 januari 1999 zijn de heren De Block, Franky, en Wittewrongel, Marnix, adjunct-adviseurs, m.i.v. 1 april 1998 bevorderd tot de graad van adjunct-adviseur in de weddeschaal 10 C.

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan beroep worden ingediend binnen de zestig dagen na deze bekendmaking. Het verzoekschrift hiertoe dient bij ter post aangetekende brief aan de Raad van State, Wetenschapstraat 33, 1040 Brussel, te worden toegezonden.

[98/00822]

Personeel. — Ontslag. — Benoeming

Bij koninklijk besluit van 21 december 1998 wordt, met ingang van 14 december 1998 's avonds, aan de heer Schuermans, Frank, eervol ontslag verleend uit zijn functies van adviseur, met rang van adjunct-kabinetschef van de Minister van Binnenlandse Zaken.

Bij koninklijk besluit van 21 december 1998 wordt de heer Schuermans, Frank, benoemd tot adjunct-kabinetschef van de Vice-Eerste Minister, met ingang van 15 december 1998.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

[98/00782]

Basisoverlegcomités. — Wijzigingen. — Oprichting

Basisoverlegcomité (208). — Wijziging

Bij ministerieel besluit van 17 november 1998 wordt het ministerieel besluit van 25 september 1987 houdende oprichting van een basisoverlegcomité (208) voor de rijksambtenaren van het provinciaal gouvernement van West-Vlaanderen gewijzigd.

Basisoverlegcomités (210-215). — Wijziging

Bij ministerieel besluit van 17 november 1998 wordt het ministerieel besluit van 8 januari 1987 houdende oprichting van de basisoverlegcomités (210 tot 214) in de permanente eenheden en de grote wacht van de Algemene Directie van de Civiele Bescherming van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt gewijzigd.

Basisoverlegcomité (224). — Oprichting

Bij ministerieel besluit van 17 november 1998 wordt een basisoverlegcomité (224) in het centrum van Illegalen te Vottem van het Ministerie van Binnenlandse Zaken opgericht.

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

[98/07281]

Forces armées. — Distinctions honorifiques. — Ordres nationaux

Par arrêté royal n° 2066 du 26 novembre 1998 :

La Médaille du volontaire de guerre est accordée, à titre posthume, à la personne ci-après désignée en raison de ses activités patriotiques pendant la guerre 1940-1945 : De Nauw, H.-J.

La Médaille du volontaire de guerre avec barrette en bronze portant le millésime « 1940-1945 » est octroyée aux personnes désignées ci-après, qui ont contracté un engagement volontaire dans les Forces Armées belges pour la durée de la guerre, au cours de la campagne 1940-1945 :

Chevalier, J.J.M.;
 Chotteau, J.P.L.;
 Coucheir, F.;
 Degline, H.H.;
 Dehairs, H.A.A.;
 De Letter, A.J.O.;
 De Smet, A.V.M.;
 Dewart, F.G.J.;
 Dreesen, J.G.;
 Ducoeur, R.M.V.;
 Dunon, R.X.;
 Erculisse, E.J.C.;
 Gallez, M.A.;
 Gilmont, A.D.G.;
 Hoefkens, F.C.;
 Joly, M.;
 Lefever, V.M.A.;
 Muller, M.;
 Otto, J.E.J.;
 Pieters, J.E.;
 Piqueur, G.A.;
 Rifflart, G.D.G.;
 Sartori, J.E.E.;
 Smet, C.M.;
 Smets, A.G.V.;
 Speltjens, M.J.B.;
 Stillaert, A.F.J.;
 Tramasure, M.L.A.;
 Vansteenkiste, G.;
 Vermeulen, M.C.;
 Wilkin, J.J.A.;
 Wolter Hofmans, M.J.

La Médaille du volontaire de guerre combattant avec barrette en argent portant le millésime « 1940-1945 » est octroyée aux personnes désignées ci-après, qui ont contracté un engagement volontaire dans les Forces Armées belges pour la durée de la guerre, au cours de la campagne 1940-1945 :

Allard, G.;
 Baertsoen, M.E.;
 Brissinck, F.J.G.;
 Capelle, A.E.E.;
 Ceulemans, F.;
 Charlier, R.;
 Cogghe, R.A.;
 Cornet, R.R.J.;
 Coucheir, F.;
 Defawe, J.;
 De Letter, A.J.O.;
 Delfosse, J.M.M.;
 de Mey, L.G.E.;
 Denaeghel, M.M.;
 de Villenfagne de Vogelsanck, L.M.J.;
 D'Hooge, J.M.;
 Dreesbeke, C.J.;
 Dumont, M.D.A.;
 Dunon, R.X.;
 Erculisse, E.J.C.;
 Gabriel, G.E.H.;

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

[98/07281]

Krijgsmacht. — Eervolle onderscheidingen. — Nationale Orden

Bij koninklijk besluit nr. 2066 van 26 november 1998 :

Wordt de Medaille van oorlogsvrijwilliger postuum toegekend aan de hiernavermelde persoon om reden van zijn vaderlandslievende activiteiten tijdens de oorlog 1940-1945 : De Nauw, H.-J.

Wordt de Medaille van oorlogsvrijwilliger met bronzen staafje met inschrift van het jaartal « 1940-1945 » aan de hiernavermelde personen verleend, die een vrijwillige dienstverbintenis hebben aangegaan bij de Belgische Strijdkrachten voor de duur van de oorlog, gedurende de veldtocht 1940-1945 :

Chevalier, J.J.M.;
 Chotteau, J.P.L.;
 Coucheir, F.;
 Degline, H.H.;
 Dehairs, H.A.A.;
 De Letter, A.J.O.;
 De Smet, A.V.M.;
 Dewart, F.G.J.;
 Dreesen, J.G.;
 Ducoeur, R.M.V.;
 Dunon, R.X.;
 Erculisse, E.J.C.;
 Gallez, M.A.;
 Gilmont, A.D.G.;
 Hoefkens, F.C.;
 Joly, M.;
 Lefever, V.M.A.;
 Muller, M.;
 Otto, J.E.J.;
 Pieters, J.E.;
 Piqueur, G.A.;
 Rifflart, G.D.G.;
 Sartori, J.E.E.;
 Smet, C.M.;
 Smets, A.G.V.;
 Speltjens, M.J.B.;
 Stillaert, A.F.J.;
 Tramasure, M.L.A.;
 Vansteenkiste, G.;
 Vermeulen, M.C.;
 Wilkin, J.J.A.;
 Wolter Hofmans, M.J.

Wordt de Medaille van de oorlogsvrijwilliger-strijder met zilveren staafje met inschrift van het jaartal « 1940-1945 » aan de hiernavermelde personen verleend, die een vrijwillige dienstverbintenis hebben aangegaan bij de Belgische Strijdkrachten voor de duur van de oorlog, gedurende de veldtocht 1940-1945 :

Allard, G.;
 Baertsoen, M.E.;
 Brissinck, F.J.G.;
 Capelle, A.E.E.;
 Ceulemans, F.;
 Charlier, R.;
 Cogghe, R.A.;
 Cornet, R.R.J.;
 Coucheir, F.;
 Defawe, J.;
 De Letter, A.J.O.;
 Delfosse, J.M.M.;
 de Mey, L.G.E.;
 Denaeghel, M.M.;
 de Villenfagne de Vogelsanck, L.M.J.;
 D'Hooge, J.M.;
 Dreesbeke, C.J.;
 Dumont, M.D.A.;
 Dunon, R.X.;
 Erculisse, E.J.C.;
 Gabriel, G.E.H.;

Gillain, N.G.;
 Goedert, M.M.;
 Grossen, M.L.Y.;
 Hennico, F.C.;
 Heylen, G.A.;
 Hoefkens, F.C.;
 Ignace, F.A.G.;
 Joly, M.;
 Lefever, V.M.A.;
 Leloup, H.F.;
 Lochs, J.M.E.;
 Mahieu, G.H.;
 Maillet, G.A.;
 Matton, A.L.M.;
 Maurissen, W.W.;
 Meeus, L.E.;
 Meinguet, F.L.J.;
 Moeyaert, J.A.;
 Moeyaert, R.F.;
 Muller, M.;
 Pieters, J.E.;
 Pletsers, E.C.M.;
 Raman, R.C.;
 Stercq, R.F.;
 Storms, F.;
 Van Craen, A.;
 Vandenberghé, C.A.D.;
 Vankerckhoven, L.V.;
 Vansteenkiste, G.;
 Van Vliet, B.J.B.;
 Vereecken, R.A.;
 Vermaut, J.A.A.;
 Veroft, J.;
 Walkiers, J.B.H.;
 Wilkin, J.J.A.;
 Wolter Hofmans, M.J.

Par arrêté royal n° 2067 du 26 novembre 1998, la Médaille du volontaire de guerre combattant avec barrette en argent portant le millésime « 1940-1945 » est accordée aux personnes désignées ci-après en raison de leurs activités patriotiques pendant la guerre 1940-1945 :

Anssens, V.J.;
 Audrit, F.J.;
 Baert, A.G.R.;
 Bellemans, J.;
 Bonneure, R.A.;
 Bouckaert, A.G.J.;
 Chotteau, J.P.L.;
 Corthouts, G.J.M.;
 Crabbe, G.C.;
 Crespin, A.A.;
 Cuypers, A.L.;
 Daeninck, A.O.G.;
 Degeest, L.F.;
 De Lange, P.H.;
 Delbecq, E.;
 De Leeuw, J.B.J.;
 Delsaut, W.S.H.;
 Destrait, V.;
 Devel, R.L.E.;
 Devillez, W.;
 Dewulf, R.G.;
 D'Hondt, A.J.;
 Docquier, A.H.M.;
 Dom, A.J.;
 D'Opère, A.M.J.;
 Dossaer, A.G.R.;

Gillain, N.G.;
 Goedert, M.M.;
 Grossen, M.L.Y.;
 Hennico, F.C.;
 Heylen, G.A.;
 Hoefkens, F.C.;
 Ignace, F.A.G.;
 Joly, M.;
 Lefever, V.M.A.;
 Leloup, H.F.;
 Lochs, J.M.E.;
 Mahieu, G.H.;
 Maillet, G.A.;
 Matton, A.L.M.;
 Maurissen, W.W.;
 Meeus, L.E.;
 Meinguet, F.L.J.;
 Moeyaert, J.A.;
 Moeyaert, R.F.;
 Muller, M.;
 Pieters, J.E.;
 Pletsers, E.C.M.;
 Raman, R.C.;
 Stercq, R.F.;
 Storms, F.;
 Van Craen, A.;
 Vandenberghé, C.A.D.;
 Vankerckhoven, L.V.;
 Vansteenkiste, G.;
 Van Vliet, B.J.B.;
 Vereecken, R.A.;
 Vermaut, J.A.A.;
 Veroft, J.;
 Walkiers, J.B.H.;
 Wilkin, J.J.A.;
 Wolter Hofmans, M.J.

Bij koninklijk besluit nr. 2067 van 26 november 1998 wordt de Medaille van de oorlogsvrijwilliger-strijder met zilveren staafje met inschrift van het jaartal « 1940-1945 » aan de hiernavermelde personen toegekend om reden van hun vaderlandslievende activiteiten tijdens de oorlog 1940-1945 :

Anssens, V.J.;
 Audrit, F.J.;
 Baert, A.G.R.;
 Bellemans, J.;
 Bonneure, R.A.;
 Bouckaert, A.G.J.;
 Chotteau, J.P.L.;
 Corthouts, G.J.M.;
 Crabbe, G.C.;
 Crespin, A.A.;
 Cuypers, A.L.;
 Daeninck, A.O.G.;
 Degeest, L.F.;
 De Lange, P.H.;
 Delbecq, E.;
 De Leeuw, J.B.J.;
 Delsaut, W.S.H.;
 Destrait, V.;
 Devel, R.L.E.;
 Devillez, W.;
 Dewulf, R.G.;
 D'Hondt, A.J.;
 Docquier, A.H.M.;
 Dom, A.J.;
 D'Opère, A.M.J.;
 Dossaer, A.G.R.;

Duprez, G.V.F.;
 Eykens, M.E.;
 Fassotte, P.;
 Gailliaert, E.;
 Gallez, M.A.;
 Gigot, M.J.G.;
 Giry, J.M.P.;
 Houart, M.E.J.;
 Isbecque, W.H.C.;
 Jochmans, G.P.;
 Kempenaers, L.J.;
 Legrain, J.M.J.;
 Liket, J.A.;
 Lochy, P.J.B.;
 Maes, M.C.;
 Malotiaux, F.M.;
 Marchal, M.A.G.;
 Merlaen, E.A.;
 Michels, F.J.;
 Moortgat, C.M.M.;
 Munster, H.C.;
 Neirinck, E.A.;
 Nitelet, M.L.;
 Ombelets, J.H.L.;
 Otto, J.E.J.;
 Pans, M.L.;
 Puttemans, H.;
 Puyneers, H.A.;
 Rivière, L.E.;
 Ruyschaert, R.;
 Ruyters, P.H.;
 Saint, R.J.G.;
 Scheepmans, F.G.;
 Simon, J.M.G.;
 Smet, C.M.;
 Smets, A.G.V.;
 Speltjens, M.J.B.;
 Springael, P.;
 Stappers, J.L.;
 Surinx, P.;
 Stillaert, A.F.J.;
 Tack, W.S.;
 Trommelmans, J.W.L.;
 Van Audenaerde, W.F.;
 Van Daele, G.M.;
 Vandenbroeck, A.E.;
 Van De Perre, M.;
 Vandersteen, J.R.;
 Vandevelde, A.;
 Vankaster, L.J.;
 Van Lievendael, W.P.A.;
 Vanschepdael, E.C.;
 Veeckman, G.C.;
 Verpeylen, C.A.R.;
 Willems, R.E.A.;
 Wouters, A.J.

Duprez, G.V.F.;
 Eykens, M.E.;
 Fassotte, P.;
 Gailliaert, E.;
 Gallez, M.A.;
 Gigot, M.J.G.;
 Giry, J.M.P.;
 Houart, M.E.J.;
 Isbecque, W.H.C.;
 Jochmans, G.P.;
 Kempenaers, L.J.;
 Legrain, J.M.J.;
 Liket, J.A.;
 Lochy, P.J.B.;
 Maes, M.C.;
 Malotiaux, F.M.;
 Marchal, M.A.G.;
 Merlaen, E.A.;
 Michels, F.J.;
 Moortgat, C.M.M.;
 Munster, H.C.;
 Neirinck, E.A.;
 Nitelet, M.L.;
 Ombelets, J.H.L.;
 Otto, J.E.J.;
 Pans, M.L.;
 Puttemans, H.;
 Puyneers, H.A.;
 Rivière, L.E.;
 Ruyschaert, R.;
 Ruyters, P.H.;
 Saint, R.J.G.;
 Scheepmans, F.G.;
 Simon, J.M.G.;
 Smet, C.M.;
 Smets, A.G.V.;
 Speltjens, M.J.B.;
 Springael, P.;
 Stappers, J.L.;
 Surinx, P.;
 Stillaert, A.F.J.;
 Tack, W.S.;
 Trommelmans, J.W.L.;
 Van Audenaerde, W.F.;
 Van Daele, G.M.;
 Vandenbroeck, A.E.;
 Van De Perre, M.;
 Vandersteen, J.R.;
 Vandevelde, A.;
 Vankaster, L.J.;
 Van Lievendael, W.P.A.;
 Vanschepdael, E.C.;
 Veeckman, G.C.;
 Verpeylen, C.A.R.;
 Willems, R.E.A.;
 Wouters, A.J.

Par arrêté royal n° 2068 du 26 novembre 1998, la Croix de Guerre 1940 avec lion en bronze, est décernée aux anciens militaires, membres du Corps de Volontaires pour la Corée :

Chrétien, G.E.J.;
 Cuvelier, J.M.M.;
 Decuyper, R.J.G.;
 De Maertelaere, J.E.;
 Discart, T.J.

Bij koninklijk besluit nr. 2068 van 26 november 1998 wordt het Oorlogskruis 1940 met bronzen leeuw, verleend aan de oud-militairen, leden van het Vrijwilligerskorps voor Korea :

Chrétien, G.E.J.;
 Cuvelier, J.M.M.;
 Decuyper, R.J.G.;
 De Maertelaere, J.E.;
 Discart, T.J.

[98/07275]

Forces armées. — Commissions

Par arrêté royal n° 2057 du 26 novembre 1998 :

Force terrestre

Les élèves de la 136ème promotion « toutes armes » de l'Ecole royale militaire, dont les noms suivent, sont commissionnés au grade de sous-lieutenant le 26 septembre 1998 : Annys, S.; De Rosen de Borgharen, A.

Force aérienne

L'élève de la 136ème promotion « toutes armes » de l'Ecole royale militaire, dont le nom suit, est commissionné au grade de sous-lieutenant le 26 septembre 1998 : Paelinck, L.

Marine

L'élève de la 136ème promotion « toutes armes » de l'Ecole royale militaire, dont le nom suit, est commissionné au grade d'enseigne de vaisseau de deuxième classe le 26 septembre 1998 : Kockx, E.

[98/07273]

Forces armées. — Commissions au grade de sous-lieutenant candidat officier de carrière

Par arrêté royal n° 2051 du 26 novembre 1998 :

Force terrestre

L'adjudant commissionné candidat officier de carrière du recrutement spécial Eerdekens, S., est commissionné au grade de sous-lieutenant candidat officier de carrière le 28 septembre 1998.

Par arrêté royal n° 2058 du 26 novembre 1998 :

Service médical

Les candidats officiers de carrière Soetaert, S., et Christiaens, K., sont commissionnés au grade de sous-lieutenant candidat officier de carrière le 26 septembre 1998 et sont admis dans le corps des médecins.

[98/07279]

Forces armées. — Admissions d'officiers de complément dans le cadre des officiers de carrière

Par arrêté royal n° 2061 du 26 novembre 1998 :

Force terrestre

Les officiers de complément dont les noms suivent, sont admis le 1er novembre 1998 comme officier de carrière dans les corps ci-après :

Corps de l'infanterie

Les lieutenants de complément :
Defraigne, N.; Vael, S.

Corps des troupes blindées

Le lieutenant de complément Lambert, Y.

Corps des troupes de transmission

Les lieutenants de complément :
Lambrecht, P.; Genson, B.

Corps de la logistique

Les lieutenants de complément :
Vanoverveld, M.; Creyf, G.

Corps de l'administration

Le lieutenant d'administration de complément Nelissen, J.

Marine

Les officiers de complément dont les noms suivent, sont admis le 1er novembre 1998 comme officier de carrière dans les corps ci-après :

Corps des officiers de pont

Les lieutenants de vaisseau de complément :
Van den Broecke, D.; De Poorter, P.

[98/07275]

Krijgsmacht. — Aanstellingen

Bij koninklijk besluit nr. 2057 van 26 november 1998 :

Landmacht

Worden de leerlingen van de 136ste promotie « alle wapens » aan de Koninklijke Militaire School, van wie de namen volgen, op 26 september 1998 aangesteld in de graad van onderluitenant : Annys, S.; De Rosen de Borgharen, A.

Luchtmacht

Wordt de leerling van de 136ste promotie « alle wapens » aan de Koninklijke Militaire School, van wie de naam volgt, op 26 september 1998 aangesteld in de graad van onderluitenant : Paelinck, L.

Marine

Wordt de leerling van de 136ste promotie « alle wapens » aan de Koninklijke Militaire School, van wie de naam volgt, op 26 september 1998 aangesteld in de graad van vaandrig-ter-zee tweede klasse : Kockx, E.

[98/07273]

Krijgsmacht. — Aanstellingen in de graad van onderluitenant kandidaat-beroepsofficier

Bij koninklijk besluit nr. 2051 van 26 november 1998 :

Landmacht

Wordt aangestelde adjudant kandidaat-beroepsofficier van de bijzondere werving Eerdekens, S., op 28 september 1998 aangesteld in de graad van onderluitenant kandidaat-beroepsofficier.

Bij koninklijk besluit nr. 2058 van 26 november 1998 :

Medische dienst

Worden de kandidaat-beroepsofficieren Soetaert, S., en Christiaens, K., op 26 september 1998 aangesteld in de graad van onderluitenant kandidaat-beroepsofficier en zijn opgenomen in het korps van de geneesheren.

[98/07279]

Krijgsmacht. — Opnemingen van aanvullingsofficieren in het kader van de beroepsofficieren

Bij koninklijk besluit nr. 2061 van 26 november 1998 :

Landmacht

Worden de aanvullingsofficieren van wie de namen volgen, op 1 november 1998, als beroepsofficier opgenomen in de hierna vermelde korpsen :

Korps van de infanterie

De aanvullingsluitnants :
Defraigne, N.; Vael, S.

Korps van de pantsertroepen

Aanvullingsluitenant Lambert, Y.

Korps van de transmissietroepen

De aanvullingsluitnants :
Lambrecht, P.; Genson, B.

Korps van de logistiek

De aanvullingsluitnants :
Vanoverveld, M.; Creyf, G.

Korps van de administratie

Aanvullingsluitenant van administratie Nelissen, J.

Marine

Worden de aanvullingsofficieren van wie de namen volgen, op 1 november 1998, als beroepsofficier opgenomen in de hierna vermelde korpsen :

Korps van de dekofficieren

De aanvullingsluitnants-ter-zee :
Van den Broeck, D.; De Poorter, P.

Corps des officiers des services

Le lieutenant de vaisseau de complément Claeys, J.

Service médical

Les officiers de complément dont les noms suivent, sont admis le 1^{er} novembre 1998 comme officier de carrière dans les corps ci-après :

Corps des médecins

Les médecins capitaines de complément :
Schautteet, Th.; Van Hoof, E.

Corps des dentistes

Les dentistes capitaines de complément :
Cesteley, D.; Paillet, P.

Corps des pharmaciens

Le pharmacien capitaine de complément Vangeel, S.

Corps des troupes du service médical

Le capitaine de complément Laurent, S.

Korps van de officieren van de diensten

Aanvullingsluitenant-ter-zee Claeys, J.

Medische dienst

Worden de aanvullingsofficieren van wie de namen volgen, op 1 november 1998, als beroepsofficier opgenomen in de hierna vermelde korpsen :

Korps van de geneesheren

De aanvullingsgeneesheren-kapiteins :
Schautteet, Th.; Van Hoof, E.

Korps van de tandartsen

De aanvullingstandartsen-kapiteins :
Cesteley D.; Paillet, P.

Korps van de apothekers

Aanvullingsapotheker-kapitein Vangeel, S.

Korps van de troepen van de medische dienst

Aanvullingskapitein Laurent, S.

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[98/12999]

Commission administrative nationale visée à l'article 7 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage. — Renouvellement de mandats

Par arrêté royal du 2 décembre 1998, pour une période de six ans, à partir du 19 janvier 1999, est renouvelé le mandat d'un membre suppléant de la Commission administrative nationale visée à l'article 7 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage repris ci-dessous :

Dans la Chambre francophone :
Comme représentant du Ministre de l'Emploi et du Travail :

M. Hugues Vlemincq, boulevard de l'Empereur 7, 1000 Bruxelles.

Par arrêté royal du 2 décembre 1998, pour une période de six ans, à partir du 26 mars 1999, est renouvelé le mandat d'un membre effectif de la Commission administrative nationale visée à l'article 7 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage repris ci-dessous :

Dans la Chambre néerlandophone :
Comme représentant du Ministre de l'Emploi et du Travail :

M. Dirk Opsomer, Korte Meer 33, 9000 Gand.

Par arrêté royal du 2 décembre 1998, pour une période de six ans, à partir du 26 mars 1999, est renouvelé le mandat d'un membre suppléant de la Commission administrative nationale visée à l'article 7 de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage repris ci-dessous :

Dans la Chambre francophone :
Comme représentant du Ministre de l'Emploi et du Travail :

M. Philippe Voue, rue Lelièvre 6, 5000 Namur.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[98/12999]

Nationale Administratieve Commissie voorzien bij artikel 7 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering. — Hernieuwing van mandaten

Bij koninklijk besluit van 2 december 1998 wordt met ingang van 19 januari 1999, voor een periode van zes jaar hernieuwd, het hieronder vermelde mandaat van een plaatsvervangend lid van de Nationale Administratieve Commissie bedoeld in artikel 7 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering :

In de Franstalige Kamer :
Als vertegenwoordiger van de Minister van Tewerkstelling en Arbeid :

De heer Hugues Vlemincq, Keizerslaan 7, 1000 Brussel.

Bij koninklijk besluit van 2 december 1998 wordt met ingang van 26 maart 1999, voor een periode van zes jaar hernieuwd, het hieronder vermelde mandaat van een effectief lid van de Nationale Administratieve Commissie bedoeld in artikel 7 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering :

In de Nederlandstalige Kamer :
Als vertegenwoordiger van de Minister van Tewerkstelling en Arbeid :

De heer Dirk Opsomer, Korte Meer 33, 9000 Gent.

Bij koninklijk besluit van 2 december 1998 wordt met ingang van 26 maart 1999, voor een periode van zes jaar hernieuwd, het hieronder vermelde mandaat van een plaatsvervangend lid van de Nationale Administratieve Commissie bedoeld in artikel 7 van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering :

In de Franstalige Kamer :
Als vertegenwoordiger van de Minister van Tewerkstelling en Arbeid :

De heer Philippe Voue, rue Lelièvre 6, 5000 Namen.

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[99/29003]

**7 DECEMBRE 1998. — Arrêté dressant la liste des établissements éligibles
au programme d'urgence pour l'année 1999**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire, organisé ou subventionné par la Communauté française tel que modifié par le décret du 4 février 1997;

Vu le décret du 24 juin 1996 relatif au programme d'urgence pour les bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, organisés ou subventionnés par la Communauté française;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 4 novembre 1996 portant exécution de l'article 6 du décret du 24 juin 1996 relatif au programme d'urgence pour les bâtiments scolaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, organisés ou subventionnés par la Communauté française;

Vu l'arrêté du 17 juillet 1995 du Gouvernement de la Communauté française fixant la répartition des compétences entre les Ministres du Gouvernement de la Communauté française, tel que modifié;

Vu l'arrêté du 18 juillet 1995 du Gouvernement de la Communauté française portant règlement de son fonctionnement;

Vu la délibération du Gouvernement de la Communauté française du 7 décembre 1998;

Arrête :

Article 1^{er}. Les écoles dont la liste est annexée au présent arrêté sont éligibles au programme d'urgence des bâtiments scolaires pour l'année 1999.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 3. Le Ministre ayant la tutelle sur les fonds des bâtiments scolaires est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 7 décembre 1998.

Par le Gouvernement de la Communauté française :
Le Ministre du Budget, des Finances et de la Fonction publique,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Annexe à l'arrêté du 7 décembre 1998

Liste des écoles éligibles au programme d'urgence pour l'année 1999

Enseignement libre subventionné confessionnel

Fondamental ordinaire et spécialisé

Etablissement	Localité	Adresse
Ecole libre d'Acoz	Acoz	rue des Ecoles 10
Sainte-Ode et Don Bosco	Amay	rue de la Cloche 41a
Sainte-Begge I	Andenne	rue Bertrand 80
Sainte-Begge II	Andenne	rue du Chalet 3
Ecole Sainte-Thérèse	Anderlues	rue des Bruyères 57
Ecole Saint-Médard	Anderlues	route de Mons 12
Ecole fondamentale libre subventionnée	Andrimont	rue de Henri-Chap. 24

Etablissement	Localité	Adresse
Saint-Martin	Antheit	thier de Messe 4
Saint-Maximin	Anthines	rue du Centre 22
Ecole libre d'Antoing	Antoing	avenue de l'Europe 25
Ecole Sainte-Elisabeth	Archennes	rue des Moulins 14
Institut Notre-Dame	Arlon	rue Netzer 21
Ecole Saint-François III	Arsimont	rue des Ecoles 16
Ecole libre	Athus	rue de la Station 6/14
Ecole Sainte-Bernadette	Auderghem	square du Sacré-Cœur 2A
E.M.L.S.	Aulnois	rue Basse 19
Saint-Joseph	Awans	rue C. Warnant 23
Ecole Abri Notre-Dame	Ayeneux	rue de Hotton 9
E.F.L.S.	Aywaille	avenue F. Cornesse 63
Ecole du Mardasson	Bastogne	chemin des Maies 29
Saint-Servais	Beaumont	rue Tonglet 5
C. Notre-Dame de Bon Secours	Binche	rue de Merbes 25
Ecole fondamentale libres filles	Binche	avenue du Burllet 108
Sainte-Begge IV	Bonneville	rue Sur Bruyère 108
Ecole Mont-Chevreuil	Bouffioulx	rue des Potiats 31
Saint-Jacques	Braine-l'Alleud	rue Pierre Falmand 14
Ecole Saint-Remy	Braine-le-Château	rue de Tubize 11
Ecole Notre-Dame	Braives	place du Carcan 13
E.F.L.S. Garçons	Bruxelles	rue de Molenbeek 122
Ecole Chanterelle	Bruxelles	rue Blaes 120
Ecole Sainte-Anne	Bruxelles	rue Louis Hap 143
Institut Assomption	Bruxelles	avenue des Archiducs 52
Institut Régina Pacis	Bruxelles	avenue des Magnolias 4
Institut des Ursulines	Bruxelles	avenue du Sippelberg 10
Montjoie	Bruxelles	avenue Montjoie 93-97
Notre-Dame de Lourdes	Bruxelles	avenue N.-D. de Lourdes 30bis
S.P.E.S.	Bruxelles	rue des Secours 39
Saint-Joseph	Bruxelles	rue du Bon Pasteur 3
Sainte-Famille d'Helmet	Bruxelles	rue Chaumontel 5
Sainte-Marie	Bruxelles	rue Philomène 39
Sainte-Marie	Bruxelles	rue Sergent De Bruyne 5

Etablissement	Localité	Adresse
Sainte-Ursule	Bruxelles	rue de Molenbeek 175
Institut Saint-Joseph	Carlsbourg	avenue Tagnon 1
Ecole Sainte-Thérèse	Carnières	rue Dufonteny 11
Institut Notre-Dame	Charleroi	rue de Marcinelle 41
Institut Saint-Joseph	Châtelet	place J. Guyot 1-2
Sainte-Thérèse	Châtelet	rue de Fleurus 95
Ecole Sainte-Marie	Châtelineau	rue Lloyd George 10
SS Albert-Laurent	Chênée (+ Angleur)	rue du Centenaire 71
Ecole Notre-Dame	Cheratte	rue de l'Eglise 31
Notre-Dame et Saint-Jos	Cheratte	rue Pierre Andrien 6
Ecole Saint-Joseph	Chièvres	rue du Château 22
Ecole Comblain/Pulseur	Comblain-au-Pont	rue des Grottes 29
I.N.D.	Comines	rue de Warneton 1
Ecole libre de Corbion	Corbion	rue du Tambour 4
Ecole Saint-Martin	Cortil-Wodon	rue Saint-Martin
Saint-Dominique	Crisnée	rue M. Massonet 13
Saint-Joseph	Dampremy	Baudy 4A
Saint-Fiacre	Dison	rue de Husquet 26
Ecole Saint-Charles	Dottignies	place de la Résistance 8
Ecole libre Saint-Rémy	Ecaussinnes	rue de l'Eglise 22-24
Sacré-Cœur Saint-Géry	Ecaussinnes	rue Anselme Mary 13
Ecole Notre-Dame Méhagne	Embourg	rue des Coquelicots
Ecole Jean XXIII	Embourg	rue Basse Méhagne 4
Institut Albert I ^{er}	Enghien	place du Vieux Marché 17
Ecole Sainte-Thérèse	Erquelinnes	rue Sainte-Thérèse 47
E.L.M.S.	Farciennes	rue Amion 14
Institu Saint-Joseph	Flémalle	chaussée de Ramioul 182
E.L.M.S.	Flénu	avenue du Champs de Bataille
Institut Champagnat	Florenville	Fâche Sainte-Anne 1
Ecole fondamentale	Fontaine-l'Evêque	rue de l'Enseignement 7
E.L.F.S.	Forchies	Justin Lombard 34
Saint-Martin	Frasnes-les-Anvaing	Grand-PLace 17
Ecole du Sacré-Cœur	Ganshoren	rue L. Delhove 65
Ecole Saint-Jean	Genappe	rue de Bruxelles 9
Sacré-Cœur	Gilly	chaussée de Châtelet 71

Etablissement	Localité	Adresse
Sacré-Cœur	Givry (Quévy)	rue des Juifs 20
Institut Saint-Joseph	Gosselies	place Bertaux 8
Providence	Gosselies	chaussée de Nivelles 71
Ecole Sainte-Thérèse	Gouvy	route d'Houffalize 28
Saint-Benoît	Habay-la-Neuve	avenue de la Gare 68
Saint-Joseph	Haine-Saint-Paul	rue de la Montagne 30 <i>b</i>
E.L.S.	Ham-sur-Sambre	rue Albert I ^{er} 2
Ecole libre d'Heppignies	Heppignies	rue A. Oleffe 41
Saint-Joseph	Hermée	rue Vieux Majeur 2 <i>a</i>
Ecole fondamentale libre	Herstal	rue Basse Préalée 115
Ecole maternelle Notre-Dame	Heusy	avenue J. Tasté 38
Ecole Saint-Joseph	Hornu	rue du Parc 2
Ecole Sainte-Marie	Houdeng-Aimeries	rue J. Louthe 11
Sacré-Cœur	Huy	rue Sous-les-Roches 2
E.P.L.M.S.	Ittre	rue de la Montagne 4
E.P.L.S.M.	Ivoz-Ramet	chaussée de Ramioul 182
Institut Saint-Ferdinand	Jemappes	avenue Foch 824
Notre-Dame	Jemappes	rue Dr Liénard 4
Sainte-Marguerite Laurent	Jemelle	place Sainte-Marguerite 3
Saint-Frédégand	Jemeppe-sur-Sambre	rue des Nobles 2 <i>a</i>
Collège Saint-Pierre	Jette	boulevard de Smet de Nayer 229
Ecole fondamentale libre subventionnée	Jodoigne	rue Sergent Sortet 23
Ecole libre par. Filles	Jupille	rue Charlemagne 80
Ecole libre par. Garçons	Jupille	rue Charlemagne 84
Ecole de Kain centre	Kain	rue Dropsy 2
Ecole libre primaire	La Hamaide (Ellez)	Place 2
E.F.L.S.	La Hastre	place Albert I ^{er} 7
Ecole Saint-Antoine garçons	La Louvière	place R. Pêtre 13
Ecole Saint-Antoine filles	La Louvière	rue Faignart 28
Le Piolet (spécial)	La Louvière	rue Franco-Belge 55
Institut Christ-Roi	Laeken	avenue Wannecouter 113
Institut Saint-Lambert	Laeken	avenue Stev. Delan. 101

Etablissement	Localité	Adresse
Maria Assumpta	Laeken	rue P. Janson 57
Ecole Saint-Henri	Le Bizet	rue de l'Eglise 21
Centre éducatif Saint-Pierre	Leuze-en-Hainaut	Tour Saint-Pierre 11
Saint-Pierre	Leval	avenue Croix Rouge 27
Ecole maternelle Sainte-Véronique	Liège	rue Louvrex 96
Ecole Saint-André	Liège	rue de la Loi 48
Saint-Ambroise	Liège	rue Richard Heintz 16
Saint-Sébastien	Liège	cour Saint-Gilles 27-29
Saint-Sépulcre	Liège	rue du G. Bertrand 3
Sainte-Véronique	Liège	rue Rennequin S. 25
Ecole libre	Ligny	rue Haute 8
Ecole du Gai Savoir	Limal	place Albert I ^{er} 2
E.F.L.M.S.	Lobbès	rue des Ecoles 27
Ecole libre de Lonzée	Lonzée	rue de l'Eglise 131a
Ecole libre de Loupoigne	Loupoigne	chaussée de la Waronche 8
Collège du Biéreau	Louvain-la-Neuve	rue du Collège 2
Saint-Charles	Luingne	rue Curiale 7
Ma Petite Ecole	Malèves	rue de l'Eglise 1
Ecole fondamentale libre (4 imp)	Marchienne-au-Pont	rue du Cimetière 34
Ecole du Bois-Marcelle	Marcinelle	rue de Nalinnes 632
Sacré-Cœur	Marcinelle	avenue Mascaux 545
Ecole libre	Martelange	Grand-Rue 33
Ecole libre	Maulde	rue de l'Eglise 1
Ecole Notre-Dame	Meux	rue du Village 20
Institut Imelda	Molenbeek	chaussée de Ninove 132
Externat Saint-Joseph	Mons	rue des Clers 34
Notre-Dame de Messines	Mons	avenue Général de Gaulle 45
Ecole Saint-Paul	Mont-sur-Marchienne	rue C. Desy 1
Ecole La Providence	Mont-sur-Marchienne	avenue Pastur 135
Notre-Dame Hayeffes	Mont-Saint-Guibert	rue des Hayeffes 31
Ecole Saint-Pierre	Montignies-sur Sambre	rue de la Seuwe 2
Ecole Saint-Valentin	Montignies-sur-Sambre	rue du Calvaire 29
Ecole fondamentale libre	Musson	place Goffinet 5
Ecole de Salzinnes	Namur	rue Sainte-Julienne 3
Ecole Notre-Dame	Namur	chaussée de Charleroi 14
Ecole Notre-Dame	Namur	rue Juppin 7
Institut Saint-Louis	Namur	rue Pépin 7
Ecole des Trois Vallées	Nismes	rue Saint-Roch 4
Institut de l'Enfant Jésus	Nivelles	rue de Sotriamont 1
Institut du Sacré-Cœur	Nivelles	rue Saint-Jean 2
Saint-Charles	Nodebais	rue de l'Etang 7
Saint-Louis	Olne	rue du Village 29
Saint-Feuillen	Omezée	rue d'Omezée 22
Ecole Saint-Pie X	Ottignies	avenue Saint-Pie X 5
Ecole Saint-André	Oupeye	rue du Roi Albert 193
C.S.L.M.F.	Pâturages	rue d'Orléans 12
Ecole fondamentale libre subventionné	Pepinster	rue Neuve 135
Ecole Saint-Charles	Péruwelz	Grand-Place 8
Sacré-Cœur	Petit Rechain	rue Moinerie 33
Centre scolaire et culturel	Profonsart	rue de Grandsart 13
Notre-Dame de la Tourelle	Queue-du-Bois	rue Vandervelde 71-77

Etablissement	Localité	Adresse
Ecole libre mixte	Ransart	rue P. Pastur 53
Sainte-Agnès	Rixensart	rue des Ecoles 26
Institut Saint-Joseph	Rochefort	rue Sauvenière 7
Saint-Michel	Roux	rue des Alliés 9
Ecole verte	Rumillies	rue de la Solitude 47
Saint-Augustin	Schaerbeek	rue de la Ruche 28
Institut Saint-Louis	Sclessin	place Ferrer 11
Ecole Sainte-Thérèse	Seraing	rue de la Fontaine 244
Ecole fondamentale I	Silly	rue du Marais 16
Saint-Laurent	Sombreffe	chaussée de Chastre 8
Ecole catholique	Soumagne	rue de l'Egalité 76
Saint-Joseph	Soumagne	rue Pierre Curie 24
Saint-Jean-Baptiste	Saint-Gilles	rue Moris 19
Sainte-Marie	Saint-Gilles	T. Verhaegen 110
Sainte-Marie	Saint-Gilles	rue E. Fléron 9
Sacré-Cœur	Tertre	rue de l'Eglise 14
La Petite Ecole	Tihange	rue du Centre 11
Ecole du Sacré-Cœur	Tournai	rue du 24 Août 4
Saint-Joseph	Tournai	chaussée de Lille 32
Sainte-Gertrude	Tubize	rue de Mons 74
Les Blés d'Or	Uccle	Dieweg 57
Collège Notre-Dame de Bes	Vellereille-Les-B.	rue Grégoire Jurion 10
Ecole libre de Vézon	Vézon	rue des Prisonniers 36
Ecole libre (+ Gerouv.)	Villers-la-Loue	rue de Gréhire 25
Saint-Martin	Villers-le-Bouillet	rue Neuve 8
E.L.M.S.	Villers-Perwin	rue Haute 9
Les Sources	Virton	rue Croix-le-Maire 16
Sacré-Cœur	Visé	rue de la Trairie 27
E.L.S.P.G.	Voroux-Liers	rue du Pairoux 2
Ecole Sainte-Materne	Walcourt	rue Notre-Dame 8
Ecole fondamentale libre subventionnée	Wanfercée-Baulet	rue de la Cloisière 48
Ecole libre	Waremmé	avenue G. Joachim 44
Institut Saint-Henri	Warneton	faubourg de Lille 43
Ecole fondamentale	Wasmes	rue des Alliés 5
C.S. de Berlaymont	Waterloo	drève d'Argenteuil 10
E.L.F. Waterloo centre	Waterloo	place Albert I ^{er}
Les Marronniers	Wauthier-Braine	chaussée de Tubize 159
Ecole libre de Wellin	Wellin	rue du Tribois 74b
Saint-Charles	Wez-Velvain	rue du Chauchoir 33
Chappelle-aux-Champs	Woluwe	La Vecquée 4056
E.F.M.L.S.	Woluwe-Sainnt-Pierre	avenue Parmentier 21
Ecole libre	Yvoir	Rachet des Combes 21

Secondaire ordinaire et spécialisé

Etablissement	Localité	Adresse
Institut Sœur de Notre-Dame	Anderlecht	rue de Veeweyde 40
Institut de la Providence	Anderlecht	rue Haberman 27
Institut Cardijn-Lorraine	Arlon	rue de Neufchâteau 69
Institut Notre-Dame 1°D	Beauraing	rue de Givet 18
Institut Notre-Dame 2°-3°D	Beauraing	rue de Givet 18
Collège Notre-Dame de Bon Secours	Binche	rue de Merbes 25
Aumoniers du Travail	Boussu	rue de Caraman 13
Institut Saint-Joseph secondaire	Bruxelles	rue Félix Hap 14
Institut Sainte-Famille Helmet	Bruxelles	rue Chaumontel 5
Maria Assumpta	Bruxelles	avenue Wannecouter 115
S.P.E.S.	Bruxelles	rue des Secours 39
Sainte-Ursule	Bruxelles	rue de Molenbeek 175
Collège d'Alzon	Bure	rue de Han 1
Institut Saint-Joseph	Carlsbourg	avenue Tagnon 1
Aumoniers du Travail professionnel	Charleroi	Grand-Rue 185
Aumoniers du Travail technique	Charleroi	Grand-Rue 185
Institut Notre-Dame	Charleroi	rue de Marcinelle 41
Institut Sainte-Marie	Châtelet	rue Neuve 26
INstitut Sainte-Marie	Couvin	faubourg de la Ville 3
Institut Cousot	Dinant	place Roi Albert 11
Institut Clairval (spéc.)	Durbuy	rue des Récollets 3
Arts et Métiers	Erquelinnes	rue Eglise Sainte-Thérèse 47
Institut Métiers Const. (spéc.)	Erquelinnes	rue de Maubeuge 170
Institut Enfant-Jésus	Etterbeek	rue Général Leman 74
Institut SS Pierre & Paul	Florennes	rue des Ecoles 19
Sainte-Marie	Fontaine-l'Evêque	rue de l'Enseignement 1
Collège du Sacré-Cœur	Ganshoren	rue L. Delhove 65
Institut Saint-Guibert	Gembloux	place de l'Orneau 21
Collège Notre-Dame	Gemmenich	rue de Moresnet 157
Saint-François de Salle	Gilly	chaussée de Châtelet 46
Sainte-Anne	Gosselies	rue Circulaire 5
Saint-Benoît	Habay-la-Neuve	avenue de la Gare 68
Ecole Les Rocailles	Houdeng-Aimeries	rue Salvotte
Institut Sainte-Marie	Huy	rue Vankeerberghen 10
Institut Saint-Ferdinand	Jemappes	avenue Foch 824
Collège Saint-Pierre	Jette	rue J.B. Verbeyst 25
Saint-Joseph - Notre-Dame	Jumet	rue Strimelle 1
Les Colibris (spéc.)	Kain	Place 10
Institut des Ursulines	Koekelberg	boulevard Léopold II 268
Institut Alix Le Clerc	La Hulpe	chaussée de Bruxelles 1
Ecole d'Enseignement spécial Trieux	Leers-Nord	rue du Cornet
Centre éducatif Saint-Pierre	Leuze-en-Hainaut	Tour Saint-Pierre 11
C.S. Saint-Louis	Liège	rue Magis 20
Institut Marie-José	Liège	rue de Pitteurs 25
Institut Imelda	Molenbeek	chaussée de Ninove 132
Centre scolaire Don Bosco	Mons	rue de Mons 2
Institut Saint-Luc	Mons	avenue Reine Astrid 9
Le Tremplin(spéc.)	Mouscron	rue de la Bouverie 25
Sainte-Marie	Mouscron	rue Léopold 61

Etablissement	Localité	Adresse
I.A.T.A.	Namur	rue de la Montagne 43A
Institut Sainte-Ursule	Namur	rue de Bruxelles 76-78
Institut Saint-Louis	Namur	rue Pépin 7
Institut du Sacré-Cœur	Nivelles	rue Saint-Jean 2
Institut Saint-Vincent (spéc.)	Obourg	rue de France 39
Institut Saint-Charles	Péruwelz	rue de Blaton 31
Enseignement spécial Notre-Dame	Philippeville	rue des Récollets 1
Institut Sainte-Marie	Seraing	rue Cockerill 148
Institut Saint-Joseph	Saint-Ghislain	rue de l'Enseignement 10
Institut Saint-Luc	Saint-Gilles	rue d'Irlande 57
Saint-Jean-Baptiste	Saint-Gilles	rue Moris 19
Institut Notre-Dame	Saint-Hubert	rue Saint-Gilles 39
Institut Saint-Joseph	Saint-Hubert	rue des Neuf Courtils 21
Saint-Vincent de P. Ste M.	Saint-Josse-ten-Node	chaussée d'Anvers 28
C.E.S.J.B.	Tamines	rue du Collège 27
Institut Don Bosco	Tournai	boulevard Léopold 63
Institut des Sacrés-Cœurs	Tubize	rue de Mons 74
Collège Saint-Pierre	Uccle	avenue Coghen 213
Collège Notre-Dame de Bes	Vellereille-les-B.	rue Grégoire Jurion 10
Institut Notre-Dame	Verviers	avenue Jean Tasté 38
Instituts des Arts et Métiers	Virton (Latour)	rue de Pierrard 112
Saint-Louis	Waremme	rue du Prince Régent 30
C.S. de Berlaymont	Waterloo	drève d'Argenteuil 10
Institut Don Bosco	Woluwe-Saint-Pierre	avenue du Val d'Or 90d

Enseignement libre subventionné non-confessionnel
Fondamental et secondaire ordinaires et spécialisés

Etablissement	Localité	Adresse
Ecole Nos Enfants	Forest	rue Meyerbeer 15
Heureux Abri - Hamon	Momignies	route de Beauwelz 13
L'Ecole Plein Air	Uccle	Dieweg 65

Enseignement de la Communauté française
Fondamental ordinaire

Etablissement	Localité	Adresse
A.R. Lucienne Tellier	Anvaing	chemin du Carnois 32a Oscar Soudant 2
A.R. Arlon	Arlon	rue de Sesselich 83
A.R. Athus	Athus	rue du Centre 29-31 implantation de la frontière Home Lorrain, rue Jaurès Dolberg, rue des Cerisiers
E.P.A.	Auvelais	rue Félix 5 rue du Cimetière rue des Sartinets
A.R. Bastogne-Houffalize	Bastogne	avenue de la Gare 12 implantation d'Houffalize : route de Libramont
A.R. Beaumont	Beaumont	rue Germain Michiels 3 rue de la Déportation 3
A.R. Binche	Binche	place des Droits de l'Homme
E.F.A.C.F. Barvaux-Bomal	Bomal	rue du Nofiot 1
A.R. Bouillon-Paliseul	Bouillon	rue du Collège 35 implantation de Paliseul : rue de la Station 63

Etablissement	Localité	Adresse
A.R. « Riva Bella »	Braine-l'Alleud	square Riva Bella rue au Gué chaussée d'alsemberg 154a clos du Genévrier 1 avenue Allard
A.R. Auderghem	Bruxelles	avenue du Parc de Woluwe 25
A.R. Gatti de Gamond	Bruxelles	rue du Canon 9
A.R. Charleroi-Vauban	Charleroi	rue Tumelaire 12
A.R. Pierre Paulus	Châtelet	rue des Gaux 100
A.R. Jules Delot	Ciney	implantation d'Havelange : rue Bellaire 8
E.P.C.F. Ciplet-Burdinne	Ciplet-Burdinne	implantation de Burdinne : rue Onu à la Fontaine implantation de Ciplet : rue de Void
A.R. Fernand Jacquemin	Comines	chaussée de Warneton 26 rue du Progrès
A.R. Florennes	Doische	rue Martin Sandron 141
E.P.A.C.F. Eben-Emael	Eben-Emael	rue Haute 15
E.P.A.	Eghezée	chaussée de Louvain 86 rue des Ecoles
A.R. Enghien	Enghien	rue Montgomery 73
E.P. Etalle	Etalle	rue Thermezart 16
A.R. Jean Absil	Etterbeek	avenue Hansen-Soulie 27
I.T. Madeleine Jacquemotte	Evere	avenue C. Permeke 2 implantation d'Ixelles : rue de la Croix 40
E.P.A.	Falisolle	rue de la Logette 4
E.P.A.	Florenville	rue du Miroir 7
A.R. Jette	Forest	avenue de Levis Mirepoix 100
A.R. Ganshoren	Ganshoren	rue A. De Cock 1 rue Marie de Hongrie 60
E.P.A.	Gentignes	place de Gentignes 14
A.R. Montegnée - Grâce-Hollogne	Grâce-Hollogne	rue Vinàve
E.P.A.C.F. Halanzy	Halanzy	rue Mathieu 48
E.P.A.	Hastière	place Emile Binet 1
E.P.A.	Herseaux	rue des Frontaliers 42 rue du Zaïre
I.T.C.F. Chiny-Izel	Izel	rue de l'Institut 47 implantation de Pin : rue de l'Auwy
E.P.A.C.F. Jemappes	Jemappes	rue des Représentants 44 avenue du Roi Albert 654 rue du Couvent 1 rue Croisette 77
A.R. Baudouin I ^{er}	Jemeppe-sur-Sambre	route de Saint-Gérard 56A (Lesves)
A.R. Jodoigne	Jodoigne	rue de Piétrain
A.R. Koekelberg	Koekelberg	rue Omer Lepreux 15 avenue de Berchem-Sainte-Agathe 34
A.R. La Louvière	La Louvière	rue de Bouvy 15 + 38 rue du Pensionnat 20 (Houdeng- Aimeries)
A.R. La Roche	La Roche	rue des Evêts 4
A.R. Bruxelles II	Laeken	rue Marie-Christine 37
A.R. Marcel Tricot	Laeken	rue Marie-Christine 83
E.P.A. Libin	Libin	rue du Curé 13

Etablissement	Localité	Adresse
I.T.C.F. Libramont centre Ardenne	Libramont	rue de la Fontaine implantation de Saint-Hubert : place du Fays 13
E.P.A.C.F. Limbourg	Limbourg	rue G. Maisier 56 rue Wilson 42
A.R. Durbuy-Manhay	Manhay	rue des Fossés 7 implantation de Bomal : rue du Nofiot 1
A.R. Durbuy-Manhay	Manhay	rue Pré des Fosses 7
E.P.A.C.F. Marbehan-Habay	Marbehan	rue des Prés 1 implantation de Habay-la-Neuve : rue de la Courtière
A.R. « Emile Fonck »	Marche	avenue de la Toison d'Or
A.R. Marche	Marche	rue de la Toison d'Or 71
E.P.A. Habay-Martelange	Martelange	rue de la Poste 10
E.P.A.C.F. Mazée	Mazée	place du Bucq
E.P.A.C.F. Messancy	Messancy	Grand-Rue 108
A.R. Serge Creuz	Molenbeek-Saint-Jean	avenue de Sippelberg 2 chaussée de Gand
A.R. Mons	Mons	rue de l'Athénée 4
E.P.A. Mons-Tournai	Mons	boulevard Albert-Elisabeth 2 boulevard Léopold 6 (Tournai)
A.R. Mouscron	Mouscron	rue du Beau Chêne 36
E.P.A.	Moustier-sur-Sambre	rue de la Station rue Chaumont 33 (Ham-sur-Sambre)
E.F.A.C.F. Musson	Musson	place Abbé Goffinet 22
E.P.A.C.F. Musson	Musson	place Abbé Goffinet 22
A.R. Jambes	Namur	rue de Géronsart 150 rue de Hulster 7 rue Danhaive implantation de Saint-Servais : plateau d'Hastedon
A.R. Neufchâteau-Bertrix	Neufchâteau	place de l'Hôtel de Ville 1 implantation de Bertrix : rue du 65 Gibet 48-50
A.R. Nil-Saint-Vincent	Nil-Saint-Vincent	rue Warichet 1
A.R. Nivelles	Nivelles	avenue du Centenaire 34 rue Bléval 4 « Tumerelle » : faubourg de Namur 17
A.R. Paul Delvaux	Ottignes	avenue des Villas 15 chaussée de la Croix 80b avenue des Combattants 41
A.R. Ouffet	Ouffet	rue Mognée 21
L.C.F. Charles Plisnier	Pecq	rue de Lannoy 53 implantation Dottignies : rue Couturelle 22a implantation Templeuve : rue de Tournai - parc du Château
A.R. Philippeville	Philippeville	rue de Samart 2B
E.P.A. Ploegsteert	rue d'Armentières 157	
A.R. Visé Roclenge	rue L. Piron	
A.R. Saint-Georges-sur-Meuse	Saint-Georges-sur-Meuse	rue Eloi Fouarge 31 rue Reine Astrid
A.R. Saint-Ghislain	Saint-Ghislain	rue du Château 18
A.R. Victor Horta	Saint-Gilles	rue de la Rhétorique 16 rue du Lycée 8
E.P.A.C.F. Saint-Mard	Saint-Mard	rue du Temple 2
A.R. Alfred Verwée	Schaerbeek	rue Verwée 12 rue Royale Sainte-Marie 168

Etablissement	Localité	Adresse
E.P.A.C.F. Sibret	Sibret	virée du Renard 6
A.R. Soignies	Soignies	boulevard Roosevelt 27
E.P.A.C.F. Sombreffe	Sombreffe	chaussée de Nivelles
A.R. Soumagne	Soumagne	rue des Prairies rue des Combattants 111
E.P.A.C.F.	Spy	rue Haute
E.P.A. Tamines	rue des Alloux 8	
A.R. Tournai « Campin »	Tournai	rue du Château 18
E.P. Tubize « centre »	Tubize	rue Ferrer 15 rue Neuve Cour 5 rue de l'Archonfosse 1 avenue de Scandiano
E.P. Tubize « Renard »	Tubize	rue de Stimbert 8 rue des Frères Taymans 181
E.P.A.C.F. Tubize-Renard	Tubize	rue Stimbert 8
A.R. Uccle I	Uccle	avenue Houzeau 87 avenue Stroobants 72
A.R. Thil Lorrain	Verviers	rue Thil Lorrain 1-3
A.R. Vielsalm	Vielsalm	rue de l'Hôtelde Ville implantation de Gouvy
A.R. Virton	Virton	faubourg d'Arival 50
A.R. Visé	Visé	rue du Gollet 2 avenue des Combattants 10
A.R. Waterloo	Waterloo	rue de la Station 118-120 et 138 rue des Mésanges
A.R. Watermeal-Boitsfort	Watermael-Boitsfort	rue de la Bergerette
A.R. Maurice Carême	Wavre	avenue H. Lepage 4-6 « centre » : rue Sambon 3 avenue des Déportés 57
A.R. Woluwe-Saint-Lambert	Woluwe-Saint-Lambert	rue du Bémel 122

Secondaire ordinaire

Etablissement	Localité	Adresse
A.R. Alleur	Alleur	rue Georges Truffaut 37
A.R. Jean Tousseul	Andenne	rue Adeline Henin 4
I.T. Chomé-Wyns	Anderlecht	rue Chomé-Wyns 5 rue des Goujons 28-36
A.R. Arlon	Arlon	rue de Sesselich 83 implantation de Habay : rue de la Courtière 19
I.T.C.F. Etienne Lenoir	Arlon	chemin de Weyler 2
A.R. Athus	Aubange	rue Neuve 32
A.R. Aywaille	Aywaille	avenue François Cornesse 48
E.F.A.C.F. Barvaux-Bomal	Barvaux	route de Marche 6
A.R. Bastogne-Houffalize	Bastogne	avenue de la Gare 12 implantation Reine Fabiola : route de Libramont
A.R. Bastogne-Houffalize	Bastogne	route d'Houffalize 3 Bois d'Hazy 30 avenue Mathieu 46-47 Bertogne : rue de Viomont 7bis
A.R. Beauraing	Beauraing	rue de Dinant 23
E.P.E.S.C.F. Croix Blanche Bastogne	Bertrix	rue de la Virée 2
A.R. Binche	Binche	place des Droits de l'Homme
A.R. Bouillon-Paliseul	Bouillon	rue du Collège 35 implantation de Paliseul : rue de la Station 63

Etablissement	Localité	Adresse
A.R. Riva-Bella	Braine-l'Alleud	place Riva-Bella implantation du Centre : rue du Serment 12
A.R. Braine-le-Comte	Braine-le-Comte	rue de Mons 87 chemin de Feluy
A.R. Auderghem	Bruxelles	avenue du Parc de Woluwe 25
A.R. de Bruxelles II	Bruxelles	rue Marie-Christine 37
A.R. Gatti de Gamond	Bruxelles	rue du Marais 68
A.R. Jules Bordet	Bruxelles	rue du Chêne 17
A.R. Marcel Tricot	Bruxelles	rue Marie-Christine 83
A.R. Ernest Solvay	Charleroi	boulevard Emile Devreux 27
A.R. Vauban	Charleroi	rue Emile Tumelaire 12
A.R. Pierre Paulus	Châtelet	rue des Gaux 100
A.R. Chênée	Chênée	rue Bourdon 32
A.R. Chimay	Chimay	rue de Noailles 3
A.R. Chimay	Chimay	avenue des Sports 17
I.T. G. et G. Gilson	Chiny	rue de l'Institut 47
A.R. Jules Delot	Ciney	square Omer Bertrand 1 implantation de Havelange : rue Bellaire
A.R. Jean Rey	Couvin	La Croisette 1
A.R. Adolphe Sax	Dinant	rue Saint-Pierre 90
A.R. Dour	Dour	rue de l'Athénée 23
I.T. Erquelines	Erquelines	rue du Port
A.R. Esneux	Esneux	rue Lavaux
E.F.A.C.F. Ethe	Ethe-Belmont	rue Belle-Vue 6
A.R. Jean Absil	Etterbeek	avenue Hansen Soulie 27 avenue du Onze Novembre 57
I.T. Madeleine Jacquemotte	Evere	avenue Constant Permeke 2 avenue des Anciens Combattants 202
A.R. Jourdan	Fleurus	rue Pastur rue du Centre rue de la Mine rue de l'Observation
A.R. Florennes	Florennes	rue des Ecoles 21 implantation de Doische : rue Martin Sandron 141
A.R. Andrée Thomas	Forest	avenue Reine Marie-Henriette 47
E.F.A.C.F. Forrières	Forrières	rue de la Ramée 19
A.R. Ganshoren	Ganshoren	rue Auguste De Cock 1
A.R. Gembloux	Gembloux	rue Docq 26
I.T.H. Gembloux	Gembloux	rue Verlaine 5
A.R. Gilly	Gilly	rue du Calvaire 20
A.R. Montegnée-Grâce-Hollogne	Grâce-Hollogne	rue Vinève
E.P.A.C.F. Marbehan-Habay	Habay-la-Neuve	rue de la Courtière
A.R. Hannut	Hannut	rue de Tirlemont 22
E.E.S.P.S.C.F. Saint-Mard	Heinsch	rue du Vivat 10
A.R. Herstal	Herstal	rue J.L. Sauveur rue D. Janson
E.F.A.C.F. Hotton	Hotton	avenue de la Gare 42
A.R. Huy	Huy	quai d'Arona 5
I.T. Ath-Irchonwelz R. Joffroy	Irchonwelz	chaussée de Valenciennes 48
I.T.C.F. Chiny-Izel	Izel	rue de l'Institut 47
A.R. Jette	Jette	avenue de Levis Mirepoix 100
A.R. Jodoigne	Jodoigne	chaussée de Hannut 61

Etablissement	Localité	Adresse
A.R. Jumet	Jumet	rue Gendebien 1
A.R. Charlemagne	Jupille-sur-Meuse	rue de Bois de Breux implantation de Fléron : rue Ch. Deliège 11
A.R. Koekelberg	Koekelberg	rue Omer Lepreux 15 avenue de Berchem-Sainte-Agathe 34
A.R. La Louvière	La Louvière	rue de Bouvy 11-17
A.R. La Roche	La Roche	Immeuble Brasseur rue des Evêts 4
A.R. Lessines	Lessines	rue Watterman 27
A.R. Lessines	Lessines	chemin d'Ollignies 6
I.T.C.F. Libramont centre Ardenne	Libramont	avenue Herbofin implantation de Saint-Hubert : avenue P. Poncelet route d'Hatrival
A.R. Charles Rogier	Liège	rue des Clarisses 13
A.R. Fragnée	Liège	rue des Rivageois 2 implantation d'Angleur : rue d'Ougrée 65
A.R. Durbuy-Manhay	Manhay	rue des Fossés 7 implantation de Bomal : rue du Nofiot 1
E.F.A.C.F. Marbehan-Habay	Marbehan	rue des Prés 1
A.R. « Emile Fonck »	Marche	Rempart des Jésuites 12a implantation de Waha-Marloie : rue de la Fontaine 4
A.R. Marche	Marche	rue de la Toison d'Or 71
A.R. Marchienne-au-Pont	Marchienne-au-Pont	rue des Remparts 35
A.R. Jules Destrée	Marcinelle	rue des Haies 76
A.R. Serge Creuz	Molenbeek-Saint-Jean	avenue du Sippelberg 2 rue Mommaerts 4 chaussée de Merchtem
A.R. Jean D'Avesnes	Mons	avenue du Gouverneur Emile Cornez 1 implantation de Jemappes : rue des Représentants 44
I.T. Morlanwelz	Morlanwelz	rue de Warocqué 46
I.T. Mouscron	Mouscron	place de la Justice
A.R. Jambes	Namur	rue de Géronsart 150 implantation de Saint-Servais : plateau d'Hastedon 2
I.T.C.A.	Namur	chaussée de Nivelles 204
I.T.C.F. Namur « Henri Maus »	Namur	place del'Ecole des Cadets 4
A.R. Neufchâteau	Neufchâteau	avenue de la Victoire 30 implantation de Bertrix : rue du Gibet 50
A.R. Neufchâteau-Bertrix	Neufchâteau	rue J. Poncelet
A.R. Nivelles	Nivelles	avenue du Centenaire 34
A.R. Paul Delvaux	Ottignies-Louvain-la-Neuve	avenue des Villas 15
A.R. Pepinster	Pepinster	rue des Jardins 4
A.R. Péruwelz	Péruwelz	rue des Français 31
A.R. Pont-à-Celles	Pont-à-Celles	rue de l'Eglise 107b
A.R. Quiévrain	Quiévrain	rue Debast 26
I.T. Rance	Rance	rue Pauline Hubert 40
A.R. Rixensart	Rixensart	rue Albert Croy 14
A.R. Robert Gruslin	Rocheftort	implantation de Jemelle : Domaine de Harzir
L.C.F. Saint-Ghislain	Saint-Ghislain	rue du Sas 75

Etablissement	Localité	Adresse
A.R. Victor Horta	Saint-Gilles	rue de la Rhétorique 16 Forest : rue du Feu 75-77 rue Decoster 67
I.T.C.F. Libramont centre Ardenne	Saint-Hubert	avenue P. Poncelet 9
E.F.A.C.F. Saint-Mard	Saint-Mard	Immeuble Julien
A.R. Tamines	Sambreville	avenue Président Roosevelt 57
A.R. Alfred Verwée	Schaerbeek	rue Verwée 12 rue Masui 190 et 204
A.R. Pont de Seraing	Seraing	rue de l'Industrie 127 implantation Le Beau Site : avenue du Centenaire 250, Ougrée
A.R. Seraing Air Pur	Seraing	rue des Nations Unies 1
A.R. Soumagne	Soumagne	rue des Prairies
A.R. Thuin	Thuin	drève des Alliés 11
I.T.M.A. Tournai	Tournai	rue Cottrel 14-24-28
A.R. Uccle I	Uccle	avenue Houzeau 87
A.R. Uccle II	Uccle	avenue des Tilleuls 24
A.R. Thil Lorrain	Verviers	rue Thil Lorrain
A.R. Verviers II - Dison	Verviers	rue des Wallons 57 implantation de Dison : avenue Jardin Ecole I
A.R. Vielsalm	Vielsalm	Rencheux 13 rue des Grands Champs
A.R. Virton	Virton	faubourg d'Arival 50
A.V. Virton	Virton	avenue Bouvier 5 faubourg d'Arival 39
I.E.S.S.C.F. Waha-Marloie	Waha-Marloie	rue de Mionvaux 35
A.R. Waimes	Waimes	rue des Hêtres 2a
A.R. Waterloo	Waterloo	rue de la Station 118
A.R. Watermael-Boitsfort	Watermael-Boitsfort	rue de la Bergerette
A.R. Maurice Carême	Wavre	avenue Henri Lepage 4-6
E.F.A.C.F. Wellin	Wellin	rue de la Station 36a
A.R. Woluwe-Saint-Lambert	Woluwe-Saint-Lambert	rue de l'Athénée royal 75-77

Secondaire ordinaire et spécialisé

Etablissement	Localité	Adresse
E.E.S.P. Amay	Amay	rue Velbruck 22
E.E.S.S. Amay	Amay	rue d'Ampsin 1
E.E.S.P. Andenne	Andenne	chaussée de Ciney
E.E.S.P.S. Auderghem	Auderghem	avenue Schaller 89
E.E.S.P. Auvelais	Auvelais	rue du Bosquet
E.E.S.P. Bastogne	Bastogne	rue de la Chapelle 135
E.E.S.P. Belœil	Belœil	rue des Viviers-aux-Bois 46
I.M.P. Saive	Blégny	rue des Champs
E.E.S.P. Braine-l'Alleud	Braine-l'Alleud	chaussée de Tubize
I.E.S.P. Braine-le-Comte	Braine-le-Comte	avenue de la Houssière 100
E.E.S.P.S. Châtelet	Châtelet	rue de la Gissière
I.M.P. Comblain-au-Pont	Comblain-au-Pont	rue des Grottes 29
E.E.S.P. Court-Saint-Etienne	Court-Saint-Etienne	rue Defalque
I.M.P. Mariembourg	Couvin	rue Saint-André 7
E.E.S.P. Dinant	Dinant	route de Beauraing 4
E.E.S.P. Dison	Dison	rue 'T Serclaes
E.E.S.P.S. Flémalle	Flémalle	plateau des Trixhes

Etablissement	Localité	Adresse
I.E.S.S. Frasnes-lez-Buissenal	Frasnes-lez-Anvaing	place de la Liberté route de Lessines rue Marais Delpierre 3
E.E.S.P. Ganshoren	Ganshoren	avenue de Brouckère 29
E.E.S.P. Gembloux	Gembloux	rue de Mazy
E.E.S.P.S. Hannut	Hannut	rue de Huy 28
E.E.S.P.S. Milmort	Herstal	rue de Fexhe
E.E.S.P. Kain	Kain	rue de Breuze
E.E.S.S. Le Trèfle	Kain	rue de l'Yser 37
E.E.S.P. La Louvière	La Louvière	avenue Max Buset
E.E.S.P. Lessines	Lessines	chemin de Papignies
E.E.S.P.S. Grivegnée	Liège	rue Nicolas Spiroux 62
E.E.S.P.S. Marche	Marche	rue de Mionvaux
E.E.S.P. L'Arbre Vert	Mons	chaussée du Rœulx 122
E.E.S.P. Mouscron	Mouscron	rue de la Royenne 44 rue de la Coquinie
E.E.S.P.S. Jambes	Namur	rue de Sedent 28
E.E.S.P.S. Nivelles	Nivelles	chemin du Malgras 4
E.E.S.S. Philippeville	Philippeville	rue de la Calamine
E.E.S.P.S. Quaregnon	Quaregnon	rue du Plat 345 rieu du Cœur
E.E.S.P. Momalle	Remicourt	rue de la Station
E.E.S.S. Verviers	Verviers	rue des Wallons
E.E.S.P.S. Vielsalm	Vielsalm	Rencheux 22
E.E.S.P.S. Virton	Virton	rue E. Jacques 13 chemin Morel 71
E.E.S.P. Visé	Visé	rue de Berneau 16

Enseignement officiel subventionné
Secondaire ordinaire et spécialisé

Etablissement	Localité	Adresse
Ecole communale	Amay	rue Al Bâche 8
Ecole communale Paul Verlaine	Arville	rue Wacomont 28
Ecole communale Maillen	Assesse	rue Bassinay 3
Ecole communale	Bouillon	rue des Bastions 4-6-8
Ecole communale	Bovesse	place Severin 4
Ecole communale Allée Verte	Bruxelles	rue Masui 73
Ecole communale Cobaux	Charleroi	boulevard P. Janson 61 rue de la Science 39
Ecole communale	Comines-Warneton	rue romaine 22
Ecole communale	Dalhem	rue Lieutenant Pirard 5
Ecole communale de LImont	Donceel	rue de l'Eglise
Ecole communale de Marcq	Enghien	rue du Village 2
Ecole communale Néchin	Estaimpuis	rue de l'Ancienne Douane 1
Ecole communale de Fagnolle	Fagnolle	rue du Bailli 12
Ecole communale de Celles	Faimés	rue A. Braas 9
Ecole communale Vieux Campinaire	Fleurus	chaussée de Gilly 107
Ecole communale de Boussu-lez-Walcourt	Froidchapelle	chaussée de Beaumont 87
Ecole communale Patignies	Gedinne	rue de l'Ecole
Ecole communale Grand Manil	Gembloux	rue Verlaine 2
Ecole communale	Grandglise	rue du Marais
Ecole du Centre	Hensies	rue des Ecoles 5
Ecole communale	Herstal	place Jacques Brel 1

Etablissement	Localité	Adresse
Ecole communale de Fronville	Hotton	rue du Ban 15
Ecole communale de Houffalize	Houffalize	rue de Schaerbeek 2
Ecole communale Prouvy	Jamoigne	Voie d'Orval 5
Ecole communale	Jemappe-Flénu	rue Defrise
Ecole communale A. Swartenbroeks	Koekelberg	rue des Tisserands 24
Ecole communale maternelle	Lasne	Val Gobier
Ecole fondamentale de Lesterny	rue du Point d'Arrêt 20	
Ecole communale	Liège	rue Bonne Nouvelle 16
Ecole communale	Ligny	rue Haute
Ecole communale	Loupoigne	rue du Centre
Ecole communale Marchovelette	Marchovelette	rue de Cognelée 2
Ecole communale	Meix-Devant-Virton	implantation de Robelmont
Ecole communale Vieux Château	Mellet	rue Helsen 69b
Ecole communale Dottignies	Mouscron	rue des Ecoles 64
Ecole communale de Villers-le-Temple	Nandrin	rue Pierco
Ecole communale de Rotheux	Neupré	rue Duchêne 4
Ecole communale Saint-Hadelin	Olne	Faweux 6
Ecole communale des Trixhes II	Ougrée	rue de l'Enseignement 162
Ecole communale des Trixhes I	Ougrée	rue de l'Enseignement 166
Ecole communale des Trixhes III	Ougrée	rue Roi Albert 102
Ecole communale maternelle Viesvilles	Pont-à-Celles	rue des Lanciers
Ecole communale Baisieux	Quiévrain	rue d'Angre 152
Ecole communale de Momalle	Remicourt	place M. Hicter 9
Ecole communale	Rendeux	rue de la Roche 22
Ecole communale	Sart-Labuissière	rue Chevesnes 39
Ecole maternelle de Senzeilles	Senzeilles	rue Houpière
Ecole fondamentale Henri Frick	Saint-Josse	rue Braemt 17
Ecole communale	Vaux-sous-Chèvremont	rue de la Station 4
Ecole communale	Vellereille-lez-Brayeux	rue Grégoire Jurion
Ecole primaire du Centre	Waimès	rue des Ecoles 4
Ecole communale de Wiers	Wiers	rue Champ Delmée 3

Secondaire ordinaire et spécialisé

Etablissement	Localité	Adresse
I.T.M. M. Renard	Anderlecht	rue G. Moreau 107 rue Walcourt 1
Institut Redouté Peiffer	Anderlecht	avenue Marius Renard 1
Institut Gryzon	Anderlecht	avenue E. Gryzon 1
I.P.E.S.	Ath	rue Paul Pastur 11
Institut Charles Deliège	Binche	rue des Archers 12
Académie royale des Beaux-Arts	Bruxelles	rue du Midi 144
Athénée Adolphe Max	Bruxelles	boulevard Clovis 40
Athénée Léon Lepage	Bruxelles	rue des Riches Claires 30
Institut De Mot-Couvreur	Bruxelles	place du Nouveau Marché-aux-Grains 24
Institut des Arts et Métiers	Bruxelles	boulevard de l'Abattoir 50
Institut Diderot	Bruxelles	implantations : rue des Capucins 58 rue Haute 10 rue Blaes 47
Lycée E. Jacqmain	Bruxelles	rue Béliard 135a
C.E.C.S. La Garenne	Charleroi	rue de Lodelinsart 200
Université du Travail	Charleroi	boulevard Roullier 1

Etablissement	Localité	Adresse
E.T.P.A.	Ciney	domaine Saint-Quentin
E.P.P. Lycée provincial Albert Libiez	Colfontaine	rue Général Leman 4b
I.T.P. Court-Saint-Etienne	Court-Saint-Etienne	parc de Wisterzée
I.P.E.S. de Hesbaye	Crisnée	implantation de Crisnée
I.C.E.T.	Cuesmes	rue de l'Auflette 85
C.E.S. Ernest Richard	Etterbeek	place Saint-Pierre 5
I.P.E.T. - Institut provincial d'Enseignement secondaire paramédical « La Samaritaine »	Farciennes	rue du Puits communale 114
C.E.C.S. Gilly	Gilly	place Destrée
C.E.C.S. Gosselies	Gosselies	rue Saint-Roch
Ecole polytechnique d'Herstal	Herstal	rue de l'Ecole technique 34
Institut provincial d'Herstal	Herstal	rue du Grand Puits 66
L.T.P. Richard Stievenart	Hornu	route de Valenciennes 58
I.C.E.S. Léon Hurez	Houdeng-Goegnies	section rue Renard
I.C.E.T.	Houdeng-Goegnies	chaussée Houtart 316
I.T.R. Cartigny	Ixelles	place de la Petite Suisse 4
Institut provincial de Seraing	Jemeppe-sur-Meuse	quai des Carmes 43
Athénée provincial du Centre	La Louvière	boulevard du Tivoli 2b
Ecole communale Fidèle Mengal	La Louvière	rue de Bouvy 127b
I.N.P.C.	La Louvière	rue Milcamps 13b
Lycée technique provincial M. Herlemont	La Louvière	rue Paul Pastur 1
Athénée provincial	Leuze	
Académie royale des Beaux-Art	Liège	rue des Anglais 21
Athénée Maghin	Liège	En Hors-Château 69 rue Maghin 22 rue Lairesse 101
Athénée Maurice Destenay	Liège	boulevard Saucy 16 annexe « Léonie de Waha » boulevard d'Avroy 6
I.C.A.D.I.	Liège	rue de Fragnée 76 rue de Rotterdam 23-25 rue Jonfosse 76 rue Pouplin 27 rue Waleffe 5
I.C.E. Horticole	Liège	rue de l'Espérance 2 boulevard Sainte-Beuve 31A rue de l'Arbre Courte-Joie
I.C.E.S. « Hazinelle »	Liège	rue Hazinelle 2
I.C.E.T. « Léon Mignon »	Liège	rue Sainte-Marguerite 114 rue Léon Mignon 2 rue Agimont 9 à 15 place Hocheporte
I.C.E.T. Hôtellerie	Liège	rue Hors Château 5 et 13 rue Maghin 52-54 rue Basse Wez 83
Institut des techniques de l'Industrie et de l'Automobile	Liège	quai du Condroz 15
Institut royal pour Handicapés de l'Ouïe et de la Vue	Liège	rue Monulphe 78
C.E.C.S. - Henri Dunant	Marchienne-au-Pont	rue Vandervelde 28
Institut Médico-pédagogique	Marchienne-au-Pont	rue de Beaumont 266
Ecole hôtelière	Marcinelle	rue des Forgerons 106
I.P.E.S.S. Micheroux	Micheroux	rue Paul d'Andrimont
I.P.E.S.	Mons	rue du Champ de Mars 15
I.P.E.S.P.	Mons	boulevard Kennedy 2a
I.P.E.S.P. Samaritaine	Montignies-sur-Sambre	rue de la Samaritaine 14
Athénée provincial mixte Warocqué	Morlanwelz	implantation La Hestre

Etablissement	Localité	Adresse
Lycée provincial d'Enseignement technique du Hainaut	Saint-Ghislain	avenue de l'Enseignement 45
C.E.S. Pierre Paulus	Saint-Gilles	rue de la Croix de Pierre 73
Lycée communal	Saint-Josse	rue de Liedekerke 66
Institut Frans Fischer	Schaerbeek	rue Général Eenens 66
I.P.E.S.	Seilles	rue F. Jassogne 2A implantation de Gesves : rue Haras 16
Ecole polytechnique de Seraing	Seraing	rue Colard Trouillet 48
Lycée Technique et Commercial provincial	Soignies	implantation d'Ecaussines
Lycée Technique et Commercial provincial	Soignies	rue de la Station 55
I.E.S.P.P.	Tournai	boulevard du Roi Albert
I.E.S.P.P. - fusion 1 ^{er} degré	Tournai	chaussée de Lille
I.P.E.S.	Tournai	implantation horticulture
I.P.E.S. - fusion I.P.E.T.P.	Tournai	rue Sainte-Catherine
I.P.E.S. Wavre	Wavre	quai aux Huitres 31

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C - 99/29003]

7 DECEMBER 1998. — Besluit tot vaststelling van de lijst van de inrichtingen die in aanmerking komen voor het noodprogramma voor het jaar 1999

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd niet-universitair onderwijs, zoals gewijzigd bij het decreet van 4 februari 1997;

Gelet op het decreet van 24 juni 1996 betreffende het noodprogramma voor de schoolgebouwen van het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd basis- en secundair onderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 4 november 1996 ter uitvoering van artikel 6 van het decreet van 24 juni 1996 betreffende het noodprogramma voor de schoolgebouwen van het door de Franse Gemeenschap ingericht of gesubsidieerd basis- en secundair onderwijs;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 juli 1995 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juli 1995 houdende regeling van haar werking;

Gelet op de beraadslaging van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 december 1998,

Besluit :

Artikel 1. De scholen waarvan de lijst bij dit besluit gevoegd is, komen in aanmerking voor het noodprogramma voor de schoolgebouwen voor het jaar 1999.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 3. De Minister bevoegd voor het toezicht op het Fonds voor schoolgebouwen, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 7 december 1998.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap, :
De Minister van Begroting, Financiën en Ambtenarenzaken,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Bijlage bij het besluit van 7 december 1998

Lijst van de scholen die in aanmerking komen voor het noodprogramma 1999

Confessionneel gesubsidieerd vrij onderwijs
Gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs

Inrichting	Plaats	Adres
Ecole libre d'Acoz	ACOZ	rue des Ecoles, 10
Ste Ode et Don Bosco	AMAY	rue de la Cloche, 41 a
Ste Begge I	ANDENNE	rue Bertrand, 80
Ste Begge II	ANDENNE	rue du Châlet, 3

Inrichting	Plaats	Adres
Ecole Ste Thérèse	ANDERLUES	rue des Bruyères, 57
Ecole St-Médard	ANDERLUES	route de Mons, 12
Ecole fond.libre Subv.	ANDRIMONT	rue de Henri-Chap., 24
St. Martin	ANTHET	thier de Messe, 4
St. Maximin	ANTHINES	rue du Centre, 22
Ecole libre d'Antoing	ANTOING	avenue de l'Europe, 25
Ecole Ste Elisabeth	ARCHENNES	rue des Moulins, 14
Institut Notre-Dame	ARLON	rue Netzer, 21
Ecole St François III	ARSIMONT	rue des Ecoles, 16
Ecole libre	ATHUS	rue de la Station, 6/14
Ecole Ste Bernadette	AUDERGHEM	square du Sacré Coeur, 2A
EMLS	AULNOIS	rue Basse, 19
St. Joseph	AWANS	rue C. Warnant, 23
Ec. Abri Notre-Dame	AYENEUX	rue de Hotton, 9
E.F.L.S.	AYWAILLE	avenue F. Cornesse, 63
Ecole du Mardasson	BASTOGNE	chemin des Maies, 29
St. Servais	BEAUMONT	rue Tonglet, 5
C. ND de Bon secours	BINCHE	rue de Merbes, 25
Ecole fondamentale libre filles	BINCHE	avenue du Burlet, 12
Ste Begge IV	BONNEVILLE	rue Sur Bruyère, 108
Ecole Mont-Chevreuil	BOUFFIOULX	rue des Potiats, 31
St. Jacques	BRAINE-L'ALLEUD	rue Pierre Falmand, 14
Ecole St-Remy	BRAINE-LE-CHATEAU	rue de Tubize, 11
Ecole Notre-Dame	BRAIVES	place du Carcan, 13
E.F.L.S. Garçons	BRUXELLES	rue de Molenbeek, 122
Ecole Chanterelle	BRUXELLES	rue Blaes, 120
Ecole Ste Anne	BRUXELLES	rue Louis Hap, 143
Inst. Assomption	BRUXELLES	av. des Archiducs, 52
Inst. Régina Pacis	BRUXELLES	avenue des Magnolias, 4
Institut des Ursulines	BRUXELLES	av. du Sippelberg, 10
Montjoie	BRUXELLES	avenue Montjoie, 93-97
ND de Lourdes	BRUXELLES	av. ND de Lourdes, 30 bis
SPES	BRUXELLES	rue des Secours, 39
St. Joseph	BRUXELLES	rue du Bon Pasteur, 3
Ste Famille d'Helmet	BRUXELLES	rue Chaumontel, 5
Ste Marie	BRUXELLES	rue Philomène, 39
Ste Marie	BRUXELLES	rue Serg. De Bruyne, 5
Ste Ursule	BRUXELLES	rue de Molenbeek, 175
Inst. St Josphe	CARLSBOURG	avenue Tagnon, 1
Ecole Ste-Thérèse	CARNIERES	rue Dufonteny, 11
Inst. Notre-Dame	CHARLEROI	rue de Marcinelle, 41
Institut Saint Joseph	CHATELET	place J. Guyot, 1/2
Ste Thérèse	CHATELET	rue de Fleurus, 95
Ecole Ste Marie	CHATELINEAU	rue Lloyd George, 10
SS Albert-Laurent	CHENEE (+ ANGLEUR)	rue du Centenaire, 71
Ecole Notre-Dame	CHERATTE	rue de l'Eglise, 31
Notre-Dame et St Jos	CHERATTE	rue Pierre Andrien, 6
Ecole St Joseph	CHIEVRES	rue du Château, 22
Ec. Comblain/Pulseur	COMBLAIN-AU-PONT	rue des Grottes, 29
IND	COMINES	rue de Warneton, 1
Ecole libre de Corbion	CORBION	rue du Tambour, 4
Ecole St Martin	CORTIL-WODON	rue St Martin
St Dominique	CRISNEE	rue M. Massonet, 13
St. Joseph	DAMPREMY	Baudy, 4A
St. Fiacre	DISON	rue de Husquet, 26
Ecole St Charles	DOTTIGNIES	pl. de la Résistance, 8

Inrichting	Plaats	Adres
Ecole libre St Rémy	ECAUSSINES	rue de l'Eglise, 22/24
Sac. Coeur St Géry	ECAUSSINES	rue Anselme Mary, 13
Ec. Notre Dame Méhagne	EMBOURG	rue des Coquelicots
Ecole Jean XXIII	EMBOURG	rue Basse Méhagne, 4
Institut Albert 1 ^{er}	ENGHIEN	place du Vieux marché, 17
Ecole Ste-Thérèse	ERQUELINNES	rue Ste-Thérèse, 47
E.L.M.S.	FARCIENNES	rue Amion, 14
Inst. St. Joseph	FLEMALLE	chee de Ramioul, 182
ELMS	FLENU	avenue du Champs de Bataille
Institut Champagnat	FLORENVILLE	Fâche Ste-Anne, 1
Ecole fondamentale	FONTAINE L'EVEQUE	rue de l'Enseignement, 7
ELFS	FORCHIES	Justin Lombard, 34
St Martin	FRASNES-LEZ-ANVAING	Grand'Place, 17
Ecole du Sacré Coeur	GANSHOREN	rue L. Delhove, 65
Ecole St Jean	GENAPPE	rue de Bruxelles, 9
Sacré-Coeur	GILLY	ch. de Châtelet, 71
Sacré-Coeur	GIVRY (QUEVY)	rue des Juifs, 20
Inst. St-Joseph	GOSSELIES	Place Bertaux, 8
Providence	GOSSELIES	chaussée de Nivelles, 71
Ecole Ste Thérèse	GOUVY	route d'Houffalize, 28
St Benoit	HABAY-LA-NEUVE	avenue de la Gare, 68
St Joseph	HAINES-ST-PAUL	rue de la Montage, 30b
ELS	HAM S/SAMBRE	rue Albert 1 ^{er} , 2
Ec. libre d'Heppignies	HEPPIGNIES	rue A. Oleffe, 41
St-Joseph	HERMEE	rue Vieux Majeur, 2a
Ecole fondamentale libre	HERSTAL	rue Basse Préalles, 115
Ecole maternelle Notre-Dame	HEUSY	Av. J. Tasté, 38
Ecole St-Joseph	HORNU	rue du Parc, 2
Ecole Ste-Marie	HOUDENG-AIMERIES	rue J. Louthe, 11
Sacré-Coeur	HUY	rue Sous-les-Roches, 2
EPLMS	ITTRE	rue de la Montagne, 4
EPLSM	IVOZ-RAMET	chee de Ramioul, 182
Institut St Ferdinand	JEMAPPES	avenue Foch, 824
Notre-Dame	JEMAPPES	rue Dr. Liénard, 4
St Marguerite Laurent	JEMELLE	pl. Ste Marguerite, 3
St Frédegand	JEMEPPE S/SAMBRE	rue des Nobles, 2a
Collège St Pierre	JETTE	blvd de Smet de N, 229
Ecole fond. libre subventionnée	JODOIGNE	rue Sergent Sortet, 23
Ecole libre par. Filles	JUPILLE	rue Charlemagne, 80
Ecole libre par. Garçons	JUPILLE	rue Charlemagne, 84
Ecole de Kain centre	KAIN	rue Dropsy, 2
Ecole libre primaire	LA HAMAIDE (ELLEZ)	Place, 2
E.F.L.S.	LA HESTRE	place Albert I, 7
Ecole St Antoine garçons	LA LOUVIERE	pl. R Pêtre, 13
Ecole St-Antoine filles	LA LOUVIERE	rue Faignart, 28
Le Piolet (spécial)	LA LOUVIERE	rue Franco-Belge, 55
Institut Christ-Roi	LAEKEN	avenue Wannecouter, 113
Institut St Lambert	LAEKEN	avenue Stev. Delan., 101
Maria Assumpta	LAEKEN	rue P. Janson, 57
Ecole St Henri	LE BIZET	rue de l'Eglise, 21
Centre éd. St Pierre	LEUZE-EN-HAINAUT	Tour St-Pierre, 11
St. Pierre	LEVAL	avenue Croix Rouge, 27
Ec. mater. Ste Véronique	LIEGE	rue Louvrex, 96
Ecole St André	LIEGE	rue de la Loi, 48
St Ambroise	LIEGE	rue Richard Heintz, 16
St. Sébastien	LIEGE	cour St. Gilles, 27-29

Inrichting	Plaats	Adres
St. Sépulcre	LIEGE	rue du G. Bertrand, 3
Ste Véronique	LIEGE	rue Rennequin S.. 25
Ecole libre	LIGNY	rue Haute, 8
Ecole du Gai savoir	LIMAL	place Albert 1 ^{er} , 2
E.F.L.M.S.	LOBBES	rue des Ecoles, 27
Ecole libre de Lonzée	LONZEE	rue de l'Eglise, 131a
Ecole libre de Loupoigne	LOUPOIGNE	chee de la Waronche, 8
Collège du Biéreau	LOUVAIN-LA-NEUVE	rue du Collège, 2
St-Charles	LUINGNE	rue Curiale, 7
Ma petite école	MALEVES	rue de l'Eglise, 1
Ecole fondamentale libre (4 imp)	MARCHIENNE-AU-PONT	rue du Cimetière, 34
Ecole du Bois-Marcelle	MARCINELLE	rue de Nalinnes, 632
Sacré-Coeur	MARCINELLE	avenue Mascaux, 545
Ecole libre	MARTELANGE	Grand rue, 33
Ecole libre	MAULDE	rue de l'Eglise, 1
Ecole Notre-Dame	MEUX	rue du Village, 20
Inst Imelda	MOLENBEEK	chaussée de Ninove, 132
Externat St Joseph	MONS	rue des Clers, 34
Notre-Dame de Messines	MONS	avenue Général de Gaulle, 45
Ecole St-Paul	MONT S/MARCHIENNE	rue C; Desy, 1
Ecole La Providence	MONT/MAR	avenue Pastur, 135
ND Hayeffes	MONT-ST-GUIBERT	rue des Hayeffes, 31
Ecole St Pierre	MOTIGNIES S/SAMBRE	rue de la Seuwe, 2
Ecole St Valentin	MOTIGNIES S/SAMBRE	rue du Calvaire, 29
Ecole fond. libre	MUSSON	place Goffinet, 5
Ecole de Salzinnes	NAMUR	rue S. Julienne, 3
Ecole Notre-Dame	NAMUR	chee de Charleroi, 14
Ecole Notre-Dame	NAMUR	rue Juppín, 7
Institut St-Louis	NAMUR	rue Pépin, 7
Ec. des trois Vallées	NISMES	rue St Roch, 4
Inst. de l'Enfant Jésus	NIVELLES	rue de Sotriamont, 1
Inst. du Sacré-Coeur	NIVELLES	rue St Jean, 2
St Charles	NODEBAIS	rue de l'Étang, 7
St Louis	OLNE	rue du Village, 29
St Feuillen	OMEZEE	rue d'Omezée, 22
Ecole St. Pie X	OTTIGNIES	avenue St. Pie X, 5
Ecole St-André	OUPEYE	rue du Roi Albert, 193
CSLMF	PATURAGES	rue d'Orléans, 12
Ecole fond. libre subventionné	PEPINSTER	rue Neuve, 135
Ecole St Charles	PERUWELZ	Grand Place, 8
Sacré-Coeur	PETIT RECHAIN	rue Moinerie, 33
Centre scol et cult	PROFONDSART	rue de Grandsart, 13
ND de la Tourelle	QUEUE-DU-BOIS	rue Vandervelde, 71-77
Ecole libre mixte	RANSART	rue P. Pastur, 53
Ste-Agnès	RIXENSART	rue des Ecoles, 26
Institut St-Joseph	ROCHEFORT	rue Sauvenière, 7
St Michel	ROUX	rue des Alliés, 9
Ecole verte	RUMILLIES	rue de la Solitude, 47
St. Augustin	SCHAERBEEK	rue de la Ruche, 28
Institut St Louis	SCLESSIN	place Ferrer, 11
Ecole Ste Thérèse	SERAING	rue de la Fontaine, 244
Ecole fondamentale I	SILLY	rue du Marais, 16
St Laurent	SOMBREFFE	chee de Chastre, 8
Ecole catholique	SOUMAGNE	rue de l'Egalité, 76
St Joseph	SOUMAGNE	rue Pierre Curie, 24
St Jean Baptiste	ST GILLES	rue Moris, 19

Inrichting	Plaats	Adres
Ste Marie	ST-GILLES	T. Verhaegen, 110
Ste Marie	ST-GILLES	rue E. Fléron, 9
Sacré-Coeur	TERTRE	rue de l'Eglise, 14
La petite école	TIHANGE	rue du Centre, 11
Ecole du Sacré-Coeur	TOURNAI	rue du 24 Août, 4
St Joseph	TOURNAI	chee de Lille, 32
Ste-Gertrude	TUBIZE	rue de Mons, 74
Les Blés d'or	UCCLE	Dieweg, 57
coll. Notre D. de BES	VELLEREILLE-LES-B.	rue Grégoire Jurion, 10
Ecole libre de Vézon	VEZON	rue des Prisonniers, 36
Ecole libre (+Gerouv.)	VILLERS-LA-LOUE	rue de Gréhire, 25
St Martin	VILLERS-LE-BOUILLET	rue Neuve, 8
ELMS	VILLERS-PERWIN	rue Haute, 9
Les Sources	VIRTON	rue Croix-le-Maire, 16
Sacré Coeur	WISE	rue de la Trairie, 27
ELSPG	VOROUX-LIERS	rue du Pairoux, 2
Ecole Ste Materne	WALCOURT	rue notre Dame, 8
Ec. fond.l. subv.	WANFERCEE-BAULET	rue de la Closière, 48
Ecole libre	WAREMME	av. G. Joachim, 44
Inst St Henri	WARNETON	Faubourg de Lille, 43
Ecole fondamentale	WASMES	rue des Alliés, 5
C.S. de Berlaymont	WATERLOO	drève d'Argenteuil, 10
ELF Waterloo Centre	WATERLOO	place Albert 1 ^{er}
Les Marronniers	WAUTHIER-BRAINE	chee de Tubize, 159
Ecole libre de Wellin	WELLIN	rue du Tribois, 74b
St Charles	WEZ-VELV.	rue du Chauchoir, 33
Chappelle-aux-Champs	WOLUWE	La Vecquée, 4056
EFMLS	WOLUWE-ST-PIERRE	avenue Parmentier, 21
Ecole libre	YVOIR	Tachet des Combes, 21

Gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs

Inrichting	Plaats	Adres
I. Sr de Notre-Dame	ANDERLECHT	rue de Veeweyde, 40
Inst de la Providence	ANDERLECHT	rue Haberman, 27
Ins Cardijn-Lorraine	ARLON	rue de Neufchateau, 69
Institut Notre-Dame 1 ^o D	BEAURAING	rue de Givet, 18
Institut Notre-Dame 2 ^o -3 ^o D	BEAURAING	rue de Givet, 18
C. ND de Bon secours	BINCHE	rue de Merbes, 25
Aumoniers du Travail	BOUSSU	rue de Caraman, 13
Inst. St Joseph sec	BRUXELLES	rue Félix Hap, 14
Inst. Ste Famille Helmet	BRUXELLES	rue Chaumontel, 5
Maria Assumpta	BRUXELLES	av. Wannecouter, 115
SPES	BRUXELLES	rue des Secours, 39
St Ursule	BRUXELLES	rue de Molenbeek, 175
Collège d'Alzon	BURE	rue de Han, 1
Inst. St Joseph	CARLSBOURG	avenue Tagnon, 1
Aumoniers du Travail Prof.	CHARLEROI	Grand-rue, 185
Aumoniers du Travail Technique	CHARLEROI	Grand-rue, 185
Inst Notre-Dame	CHARLEROI	rue de Marcinelle, 41
Institut Ste Marie	CHATELET	rue neuve, 26
Institut Ste Marie	COUVIN	Faubourg de la Ville, 3
Institut Cousot	DINANT	place Roi Albert, 11
Institut Clairval spéc	DURBUY	rue des Récollets, 3

Inrichting	Plaats	Adres
Arts et métiers	ERQUELINNES	rue Eglise Ste Thérèse, 47
Insitut Métiers Const (spéc.)	ERQUELINNES	rue de Maubeuge, 170
Inst. Enfant-jésus	ETTERBEEK	rue Général Leman, 74
Institut SS Pierre & Paul	FLORENNES	rue des Ecoles, 19
Ste Marie	FONTAINE L'EVEQUE	rue de l'Enseignement, 1
Collège du Sacré-Coeur	GANSHOREN	rue L. Delhove, 65
Inst St Guibert	GEMBLOUX	place de l'Orneau, 21
Collège Notre-Dame	GEMMENICH	rue de Moresnet, 157
St François de Salle	GILLY	chee de Châtelet, 46
Ste Anne	GOSSELIES	rue Circulaire, 5
St Benoît	HABAY-LA-NEUVE	avenue de la Gare, 68
Ecole Les Rocailles	HOUDENG-AIMERIES	rue Salvotte
Insitut Ste-Marie	HUY	rue Vankeerberghen, 10
Institut St Ferdinand	JEMAPPES	avenue Foch, 824
Collège St Pierre	JETTE	rue J.B. Verbeyst, 25
St Joseph - Notre Dame	JUMET	rue Strimelle, 1
Les Colibris (spe)	KAIN	Place, 10
Inst. des Ursulines	KOEKELBERG	blvd Léopold II, 268
Institut Alix Le Clerc	LA HULPE	chee de Bruxelles, 1
Ec. d'ens. spéc. Trieux	LEERS-NORD	rue du Cornet
Centre éd. St Pierre	LEUZE-EN-HAINAUT	Tour St Pierre, 11
C.S. St Louis	LIEGE	rue Magis, 20
Inst. Marie-José	LIEGE	rue de Pitteurs, 25
Inst Imelda	MOLENBEEK	chee de Ninove, 132
Centre scol Don Bosco	MONS	rue de Mons, 2
Inst. St Luc	MONS	avenue Reine Astrid, 9
Le Tremplin (spe)	MOUSCRON	rue de la Bouverie, 25
Ste Marie	MOUSCRON	rue Léopold, 61
IATA	NAMUR	rue de la Montagne, 43 A
Inst. St Ursule	NAMUR	rue de Bruxelles, 76-78
Institut St-Louis	NAMUR	rue Pépin, 7
Inst. du Sacré-Coeur	NIVELLES	rue St-Jean, 2
Institut St-Vicent (spe)	OBOURG	rue de France, 39
Institut St-Charles	PERUWELZ	rue de Blaton, 31
Ens spécial ND	PHILIPPEVILLE	rue des récollets, 1
Inst Ste Marie	SERAING	rue Cockerill, 148
Institut St-Joseph	ST-GHISLAIN	rue de l'Enseignement, 10
Institut St Luc	ST-GILLES	rue d'Irlande, 57
St Jean-Baptiste	ST-GILLES	rue Moris, 19
Institut Notre-Dame	ST-HUBERT	rue St Gilles, 39
Institut St-Joseph	ST-HUBERT	rue des 9 Courtils, 21
St. Vincent de P. Ste M.	ST-JOSSE-TEN-NODE	chaussée d'Anvers, 28
CESJB	TAMINES	rue du Collège, 27
Institut Don Bosco	TOURNAI	blvd Léopold, 63
Institut des Sacrés-Coeurs	TUBIZE	rue de Mons, 74
Collège St Pierre	UCCLE	av. Coghen, 213
Coll. Notre-Dame de BES	VELLEREILLE-LES-B.	rue Grégoire Jurion, 10
Institut Notre-Dame	VERVIERS	avenue Jean Tasté, 38
Institut des Arts et Métiers	VIRTON (LATOIR)	rue de Pierrard, 112
St Louis	WAREMME	rue du prince Régent, 30
C.S. de Berlaymont	WATERLOO	drève d'Argenteuil, 10

Inrichting	Plaats	Adres
Institut Don Bosco	WOLUWE ST-PIERRE	avenue du Val d'Or, 90d
Niet-confessioneel gesubsidieerd vrij onderwijs <i>Gewoon en gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs</i>		
Inrichting	Plaats	Adres
Ecole Nos Enfants	FOREST	rue Meyerbeer, 15
Heureux Abri - HAMOM	MOMIGNIES	route de Beauwelz, 13
l'Ecole Plein Air	UCCLE	dieweg, 65
ONDERWIJS VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP <i>Gewoon basisonderwijs</i>		
Inrichting	Plaats	Adres
A.R. Lucienne Tellier	ANVAING	chemin du Carnois, 32a rue Oscar Soudant, 2
A.R. Arlon	ARLON	Rue de Sesselich, 83
A.R. Athus	ATHUS	Rue du Centre, 29/31 implantation de la Frontière : Home Lorrain rue Jaurès Dolberg rue des Cerisiers
E.P.A.	AUVELAIS	rue Willy Félix, 5 rue du Cimetière rue des Sartinets
A.R. Bastogne-Houffalize	BASTOGNE	Avenue de la Gare, 12 implantation d'Houffalize : route de Libramont
A.R. Beaumont	BEAUMONT	rue Germain Michiels, 3 rue de la Déportation, 3
A.R. Binche	BINCHE	place des droits de l'Homme
E.F.A.C.F. Barvaux-Bomal	BOMAL	Rue du Nofiot, 1
A.R. Bouillon-Paliseul	BOUILLON	rue du Collège, 35 implantation de Paliseul : rue de la Station, 63
A.R. « Riva Bella »	BRAINE L'ALLEUD	square Riva Bella rue au Gué chssée d'Alsemberg 154a clos du Genévrier, 1 av. Allard
A.R. Auderghem	BRUXELLES	avenue du Parc de Woluwé, 25
A.R. Gatti de Gamond	BRUXELLES	rue du Canon, 9
A.R. Charleroi-Vauban	CHARLEROI	rue Tumelaire, 12
A.R. Pierre Paulus	CHATELET	rue des Gaux, 100
A.R. Jules Delot	CINEY	implantation d'Havelange : rue Bellaire, 8
E.P.C.F. Cipllet Burdinne	CIPILET-BURDINNE	Implantation de Burdinne : rue Onu à la Fontaine implantation de Cipllet : rue de Void
A.R. Fernand Jacquemin	COMINES	chaussée de Warneton, 26 rue du Progrès
A.R. Florennes	DOISCHE	rue Martin Sandron, 141
E.P.A.C.F. Eben-Emael	EBEN-EMAEL	rue Haute, 15
E.P.A.	EGHEZEE	chaussée de Louvain, 86 rue des Ecoles
A.R. Enghien	ENGHIEN	rue Montgomery, 73
E.P. Etalle	ETALLE	rue Thermezart, 16
A.R. Jean Absil	ETTERBEEK	av. Hansen-Soulie, 27

Inrichting	Plaats	Adres
I.T. Madeleine Jacquemotte	EVERE	avenue C. Permeke, 2 implantation d'Ixelles : rue de la Croix, 40
E.P.A.	FALISOLLE	rue de la Logette, 4
E.P.A.	FLORENVILLE	rue du Miroir, 7
A.R. Jette	FOREST	avenue de Levis Mirepoix, 100
A.R. Ganshoren	GANSHOREN	rue A. De Cock, 1 rue Marie de Hongrie, 60
E.P.A.	GENTINNES	place de Gentinnes, 14
A.R. Montegnée - Grace-Hollogne	GRACE-HOLLOGNE	rue Vinâve
E.P.A.C.F. Halanzy	HALANZY	rue Mathieu, 48
E.P.A.	HASTIERE	place Emile Binet, 1
E.P.A.	HERSEAUX	rue des Frontaliers, 42 rue du Zaïre
I.T.C.F. Chiny-Izel	IZEL	rue de l'Institut, 47 implantation de Pin : rue de l'Auwy
E.P.A.C.F. Jemappes	JEMAPPES	rue des Représentants, 44 avenue du Roi Albert, 654 rue du Couvent, 1 rue Croisette, 77
A.R. Beaudoin 1 ^{er}	JEMEPPE-SUR-SAMBRE	route de Saint-Gérard, 56A (LESVES)
A.R. Jodoigne	JODOIGNE	rue de Piétrain
A.R. Koekelberg	KOEKELBERG	rue Omer Lepreux, 15 avenue de Berchem Ste-Agathe, 34
A.R. La Louvière	LA LOUVIERE	rue de Bouvy, 15 + 38 rue du Pensionnat, 20 (HOUDENG-AIMERIES)
A.R. La Roche	LA ROCHE	Rue des Evêts, 4
A.R. Bruxelles II	LAEKEN	rue Marie-Christine, 37
A.R. Marcel Tricot	LAEKEN	rue Marie-Christine, 83
E.P.A. Libin	LIBIN	rue du Curé, 13
I.T.C.F. Libramont centre ardenne	LIBRAMONT	rue de la Fontaine implantation de St-Hubert : place du Fays, 13
E.P.A.C.F. Limbourg	LIMBOURG	rue G. Maisier, 56 rue Wilson, 42
A.R. Durbuy-Manhay	MANHAY	rue des Fossés, 7 - implantation de Bomal : rue du Nofiot, 1
A.R. Durbuy-Manhay	MANHAY	Rue Pré des Fosses, 7
E.P.A.C.F. Marbehan-Habay	MARBEHAN	rue des Prés, 1 implantation de HabayLa-Neuve : rue de la Courtière
A.R. « Emile Fonck »	MARCHE	Avenue de la Toison d'Or
A.R. Marche	MARCHE	rue de la Toison d'Or, 71
E.P.A. Habay-Martelange	MARTELANGE	rue de la Poste, 10
E.P.A.C.F. Mazée	MAZEE	place du Bucq
E.P.A.C.F. Messancy	MESSANCY	Grand-rue, 108
A.R. Serge Creuz	MOLENBEEK SAINT-JEAN	avenue de Sippelberg, 2 chaussée de Gand
A.R. Mons	MONS	rue de l'Athénée, 4
E.P.A. Mons-Tournai	MONS	boulevard Albert-Elisabeth, 2 boulevard Léopold, 6 (TOURNAI)
A.R. Mouscron	MOUSCRON	rue du Beau Chêne, 36
E.P.A.	MOUSTIER-SUR-SAMBRE	rue de la Station rue Chaumont, 33 (HAM-SUR-SAMBRE)

Inrichting	Plaats	Adres
E.F.A.C.F. Musson	MUSSON	Place Abbé Goffinet, 22
E.P.A.C.F. Musson	MUSSON	place Abbé Goffinet, 22
A.R. Jambes	NAMUR	rue de Geronsart, 150 rue de Hulster, 7 rue Danhaive implantation de St-Servais : plateau d'Hastedon
A.R. Neufchâteau-Bertrix	NEUFCHATEAU	Place de l'Hotel de Ville, 1 implantation de Bertrix : rue du 65 Gibet, 48/50
A.R. Nil-St-Vincent	NIL-ST-VINCENT	rue Warichet, 1
A.R. Nivelles	NIVELLES	av. du Centenaire, 34 rue Bléval, 4 « Tumerelle » : Faubourg de Namur, 17
A.R. Paul Delvaux	OTTIGNIES	av. des Villas, 15 ch. de la Croix, 80b av. des Combattants, 41
A.R. Ouffet	OUFFET	rue Mognée, 21
L.C.F. Charles Plisnier	PECQ	rue de Lannoy, 53 implantation Dottignies : rue Couturelle, 22a implantation Templeuve : rue de Tournai Parc du Château
A.R. Philippeville	PHILIPPEVILLE	rue de Samart, 2B
E.P.A.	PLOEGSTEERT	rue d'Armentières, 157
A.R. Visé	ROCLENGE	rue L. Piron
A.R. Saint-Georges-sur-Meuse	SAINT-GEORGES-SUR-MEUSE	rue Eloi Fouarge, 31 rue Reine Astrid
A.R. Saint-Ghislain	SAINT-GHISLAIN	rue du Château, 18
A.R. Victor Horta	SAINT-GILLES	rue de la Rhétorique, 16 rue du Lycée, 8
E.P.A.C.F. St-Mard	SAINT-MARD	rue du Temple, 2
A.R. Alfred Verwée	SCHAERBEEK	rue Verwée, 12 rue Royale Sainte-Marie, 168
E.P.A.C.F. Sibret	SIBRET	virée du Renard, 6
A.R. Soignies	SOIGNIES	boulevard Roosevelt, 27
E.P.A.C.F. Sombreffe	SOMBREFFE	chaussée de Nivelles
A.R. Soumagne	SOUMAGNE	rue des Prairies rue des Combattants, 111
E.P.A.C.F.	SPY	rue Haute
E.P.A.	TAMINES	rue des Alloux, 8
A.R. Tournai « Campin »	TOURNAI	Rue du Château, 18
E.P. Tubize « centre »	TUBIZE	rue Ferrer, 15 rue Neuve Cour, 5 rue de l'Archonfosse, 1 av. de Scandiano
E.P. Tubize « Renards »	TUBIZE	rue de Stimbert, 8 rue des Frères Taymans, 181
E.P.A.C.F. Tubize-Renard	TUBIZE	rue de Stimbert, 8
A.R. Uccle I	UCCLE	avenue Houzeau, 87 avenue Stroobants, 72
A.R. Thil Lorrain	VERVIERS	rue Thil Lorrain, 1-3
A.R. Vielsalm	VIELSALM	Rue de l'Hotel de Ville implantation de Gouvy
A.R. Virton	VIRTON	faubourg d'Arival, 50
A.R. Visé	WISE	rue du Gollet, 2 avenue des Combattants, 10

Inrichting	Plaats	Adres
A.R. Waterloo	WATERLOO	rue de la Station, 118-120 et 138 rue des Mésanges
A.R. Watermael-Boitsfort	WATERMAEL-BOITSFORT	rue de la Bergerette
A.R. Maurice Carême	WAVRE	av. H. Lepage, 4-6 «centre» : rue Sambon, 3 av. des Déportés, 57
A.R. Woluwé-St-Lambert	WOLUWE-ST-LAMBERT	rue du Bémel, 122
<i>Gewoon secundair onderwijs</i>		
Inrichting	Plaats	Adres
A.R. Alleur	ALLEUR	rue Georges Truffaut, 37.
A.R. Jean Tousseul	ANDENNE	rue Adeline Henin, 4
I.T. Chomé-Wyns	ANDERLECHT	rue Chomé-Wyns, 5 rue des Goujons, 28-36
A.R. Arlon	ARLON	rue de Sesselich, 83 implantation de Habay : rue de la Courtière, 19
I.T.C.F. Etienne Lenoir	ARLON	chemin de Weyler, 2
A.R. Athus	AUBANGE	rue Neuve, 32.
A.R. Aywaille	AYWAILLE	avenue François Cornesse, 48.
E.F.A.C.F. Barvaux-Bomal	BARVAUX	route de Marche, 6
A.R. Bastogne - Houffalize	BASTOGNE	avenue de la Gare, 12 implantation Reine Fabiola : route de Libramont
A.R. Bastogne-Houffalize	BASTOGNE	route d'Houffalize, 3 Bois d'Hazy, 30 avenue Mathieu, 46/47 Bertogne : rue de Viomont, 7bis
A.R. Beauraing	BEAURAING	rue de Dinant, 23
E.P.E.S.C.F. Croix blanche Bastogne	BERTRIX	rue de la Virée, 2
A.R. Binche	BINCHE	place des Droits de l'Homme.
A.R. Bouillon-Paliseul	BOUILLON	rue du Collège, 35 implantation de Paliseul : rue de la Station, 63
A.R. Riva-Bella	BRAINE L'ALLEUD	Place Riva-Bella implantation du Centre : rue du Serment, 12
A.R. Braine-le-Comte	BRAINE-LE-COMTE	rue de Mons, 87 Chemin de Feluy
A.R. Auderghem	BRUXELLES	avenue du Parc de Woluwe, 25
A.R. de Bruxelles II	BRUXELLES	rue Marie-Christine, 37
A.R. Gatti de Gamond	BRUXELLES	rue du Marais, 68
A.R. Jules Bordet	BRUXELLES	rue du Chêne, 17.
A.R. Marcel Tricot	BRUXELLES	rue Marie-Christine, 83.
A.R. Ernest Solvay	CHARLEROI	boulevard Emile Devreux, 27.
A.R. Vauban	CHARLEROI	rue Emile Tumelaire, 12.
A.R. Pierre Paulus	CHATELET	rue des Gaux, 100
A.R. Chênée	CHENEE	rue Bourdon, 32.
A.R. Chimay	CHIMAY	rue de Noailles, 3
A.R. Chimay	CHIMAY	avenue des Sports, 17
I.T. G.et.G. Gilson	CHINY	rue de l'Institut, 47.
A.R. Jules Delot	CINEY	square Omer Bertrand, 1 implantation de Havelange : rue Bellaire
A.R. Jean Rey	COUVIN	La Croisette, 1.
A.R. Adolphe Sax	DINANT	rue Saint-Pierre, 90.

Inrichting	Plaats	Adres
A.R. Dour	DOUR	rue de l'Athénée, 23
I.T. Erquelines	ERQUELINNES	rue du Port
A.R. Esneux	ESNEUX	rue Lavaux
E.F.A.C.F. Ethe	ETHE-BELMONT	rue Belle-Vue, 6
A.R. Jean Absil	ETTERBEEK	avenue Hansen Soulie, 27 avenue du Onze-Novembre, 57
I.T. Madeleine Jacquemotte	EVERE	avenue Constant Permeke, 2 av.des Anciens combattants, 202
A.R. Jourdan	FLEURUS	rue Pastur rue du Centre rue de la Mine rue de l'Observatoire
A.R. Florennes	FLORENNES	rue des Ecoles, 21 implantation de Doische : rue Martin Sandron, 141
A.R. Andrée Thomas	FOREST	avenue Reine Marie-Henriette, 47.
E.F.A.C.F. Forrières	FORRIERES	rue de la Ramée, 19
A.R. Ganshoren	GANSHOREN	rue Auguste De Cock, 1.
A.R. Gembloux	GEMBLOUX	rue Docq, 26
I.T.H. Gembloux	GEMBLOUX	rue Verlaine, 5
A.R. Gilly	GILLY	rue du Calvaire, 20
A.R. Montegnée - Grace-Hollogne	GRACE-HOLLOGNE	rue Vinàve
E.P.A.C.F. Marbehan-Habay	HABAY-LA-NEUVE	rue de la Courtière
A.R. Hannut	HANNUT	rue de Tirlemont, 22.
E.E.S.P.S.C.F. Saint-Mard	HEINSCH	rue du Vivat, 10
A.R. Herstal	HERSTAL	rue J.L. Sauveur rue D. Janson
E.F.A.C.F. Hotton	HOTTON	avenue de la Gare, 42
A.R. Huy	HUY	quai d'Arona, 5.
I.T. Ath-Irchonwelz R. Joffroy	IRCHONWELZ	chaussée de Valenciennes, 48
I.T.C.F. Chiny-Izel	IZEL	rue de l'Institut, 47
A.R. Jette	JETTE	av. de Levis Mirepoix, 100
A.R. Jodoigne	JODOIGNE	ch. de Hannut, 61
A.R. Jumet	JUMET	rue Gendebien, 1
A.R. Charlemagne	JUPILLE-SUR-MEUSE	rue de Bois de Breux implantation de Fleron : rue Ch. Delième, 11
A.R. Koekelberg	KOEKELBERG	rue Omer Lepreux, 15 av. de Berchem Ste-Agathe, 34
A.R. La Louvière	LA LOUVIERE	rue de Bouvy, 11-17
A.R. La Roche	LA ROCHE	Immeuble Brasseur rue des Evêts, 4
A.R. Lessines	LESSINES	rue Watterman, 27
A.R. Lessines	LESSINES	chemin d'Ollignies, 6
I.T.C.F. Libramont centre ardenne	LIBRAMONT	avenue Herbofin implantations de St-Hubert : av. P. Poncelet route d'Hatrival
A.R. Charles Rogier	LIEGE	rue des Clarisses, 13
A.R. Fragnée	LIEGE	rue des Rivageois, 2 implantation d'Angleur : rue d'Ougrée, 65
A.R. Durbuy-Manhay	MANHAY	rue des Fossés, 7 implantation de Bomal : rue du Nofiot, 1
E.F.A.C.F. Marbehan-Habay	MARBEHAN	rue des Prés, 1

Inrichting	Plaats	Adres
A.R. « Emile Fonck »	MARCHE	Rempart des Jésuites, 12a implantation de Waha-Marloie : rue de la Fontaine, 4
A.R. Marche	MARCHE	rue de la Toison d'Or, 71
A.R. Marchienne-Au-Pont	MARCHIENNE-AU-PONT	rue des Remparts, 35
A.R. Jules Destrée	MARCINELLE	rue des Haies, 76
A.R. Serge Creuz	MOLENBEEK ST-JEAN	avenue du Sippelberg, 2 rue Mommaerts, 4 chaussée de Merchtem
A.R. Jean d'Avesnes	MONS	avenue du Gouverneur Emile Cornez, 1 implantation de Jemappes : rue des Représentants, 44
I.T. Morlanwelz	MORLANWELZ	rue de Warocqué, 46
I.T. Mouscron	MOUSCRON	place de la Justice
A.R. Jambes	NAMUR	rue de Geronsart, 150 implantation de Saint-Servais : Plateau d'Hastedon, 2
I.T.C.A.	NAMUR	chaussée de Nivelles, 204
I.T.C.F. Namur « Henri Maus »	NAMUR	place de l'Ecole des Cadets, 4
A.R. Neufchateau	NEUFCHATEAU	avenue de la Victoire, 30 implantation de Bertix : rue du Gibet, 50.
A.R. Neufchateau-Bertrix	NEUFCHATEAU	rue J. Poncelet
A.R. Nivelles	NIVELLES	avenue du Centenaire, 34.
A.R. Paul Delvaux	OTTIGNIES-LLN	av. des Villas, 15
A.R. Pepinster	PEPINSTER	rue des Jardins, 4.
A.R. Péruwelz	PERUWELZ	rue des Français, 31
A.R. Pont-A-Celles	PONT-A-CELLES	rue de l'Eglise, 107b.
A.R. Quiévrain	QUIEVRAIN	rue Debast, 26.
I.T. Rance	RANCE	rue Pauline Hubert, 40
A.R. Rixensart	RIXENSART	rue Albert Croy, 14.
A.R. Robert Gruslin	ROCHEFORT	implantation de Jemelle : Domaine de Harzir
L.C.F. Saint-Ghislain	SAINT-GHISLAIN	rue du Sas, 75
A.R. Victo Horta	SAINT-GILLES	rue de la Rhétorique, 16 Forest : rue du Feu, 75-77 rue Decoster, 67
I.T.C.F. Libramont centre Ardenne	SAINT-HUBERT	avenue P. Poncelet, 9
E.F.A.C.F. Saint-Mard	SAINT-MARD	Immeuble Julien
A.R. Tamines	SAMBREVILLE	avenue Président Roosevelt, 57
A.R. Alfred Verwée	SCHAERBEEK	rue Verwée, 12 rue Masui, 190 et 204
A.R. Pont de Seraing	SERAING	rue de l'Industrie, 127 implantation Le Beau Site : avenue du Centenaire, 250 Ougrée
A.R. Seraing Air Pur	SERAING	rue des Nations Unies, 1
A.R. Soumagne	SOUMAGNE	rue des prairies
A.R. Thuin	THUIN	drève des Alliés, 11.
I.T.M.A. Tournai	TOURNAI	rue Cottrel, 14-24-28
A.R. Uccle I	UCCLE	avenue Houzeau, 87.
A.R. Uccle II	UCCLE	av. des Tilleuls, 24
A.R. Thil Lorrain	VERVIERS	rue Thil Lorrain
A.R. Verviers II - Dison	VERVIERS	rue des Wallons, 57 implantation de Dison : av. Jardin Ecole I
A.R. Vielsalm	VIELSALM	rencheux, 13 rue des Grands Champs

Inrichting	Plaats	Adres
A.R. Virton	VIRTON	faubourg d'Arival, 50
A.R. Virton	VIRTON	avenue Bouvier, 5 Faubourg d'Arival, 39
I.E.S.S.C.F. Waha-Marloie	WAHA-MARLOIE	rue de Mionvaux, 35
A.R. Waimes	WAIMES	rue des Hetres, 2a.
A.R. Waterloo	WATERLOO	rue de la Station, 118.
A.R. Watermael-Boitsfort	WATERMAEL-BOITSFORT	rue de la Bergerette
A.R. Maurice Carême	WAVRE	avenue Henri Lepage, 4-6
E.F.A.C.F. Wellin	WELLIN	rue de la Station, 36a
A.R. Woluwe St Lambert	WOLUWE ST LAMBERT	rue de l'Athénée royal, 75-77.

Gespecialiseerd basis- en secundair onderwijs

Inrichting	Plaats	Adres
E.E.S.P. Amay	AMAY	rue Velbruck, 22
E.E.S.S. Amay	AMAY	rue d'Ampsin, 1
E.E.S.P. Andenne	ANDENNE	chaussée de Ciney
E.E.S.P.S. Auderghem	AUDERGHEM	avenue Schaller, 89
E.E.S.P. Auvelais	AUVELAIS	rue du Bosquet
E.E.S.P. Bastogne	BASTOGNE	rue de la Chapelle, 135
E.E.S.P. Beloeil	BELOEIL	rue des Viviers aux Bois, 46
I.M.P. Saive	BLEGNY	rue des Champs
E.E.S.P. Braine l'Alleud	BRAINE L'ALLEUD	chaussée de Tubize
I.E.S.P. Braine-le-Comte	BRAINE-LE-COMTE	avenue de la Houssière, 100
E.E.S.P.S. Chatelet	CHATELET	rue de la Gissière
I.M.P. Comblain-Au-Pont	COMBLAIN-AU-PONT	rue des Grottes, 29
E.E.S.P. Court St-Etienne	COURT ST-ETIENNE	rue Defalque
I.M.P. Mariembourg	COUVIN	rue St-André, 7
E.E.S.P. Dinant	DINANT	route de Beauraing, 4
E.E.S.P. Dison	DISON	rue "T Serclaes
E.E.S.P.S. Flemalle	FLEMALLE	Plateau des Trixhes
I.E.S.S. Frasnes-Lez-Buissenal	FRASNES-LEZ-ANVAING	place de la Liberté route de Lessines rue Marais Delpierre, 3
E.E.S.P. Ganshoren	GANSHOREN	avenue de Brouckère, 29
E.E.S.P. Gembloux	GEMBOUX	rue de Mazy
E.E.S.P.S. Hannut	HANNUT	rue de Huy, 28
E.E.S.P.S. Milmort	HERSTAL	rue de Fexhe
E.E.S.P. Kain	KAIN	rue de Breuze
E.E.S.S. Le Trèfle	KAIN	rue de l'Yser, 37
E.E.S.P. La Louvière	LA LOUVIERE	avenue Max Buset
E.E.SP. Lessines	LESSINES	chemin de Papignies
E.E.S.P.S. Grivegnée	LIEGE	rue Nicolas Spiroux, 62
E.E.S.P.S. Marche	MARCHE	rue de Mionvaux
E.E.S.P. l'Arbre vert	MONS	chaussée du Roeulx, 122
E.E.S.P. Mouscron	MOUSCRON	rue de la Royenne, 44 rue de la Coquinie
E.E.S.P.S. Jambes	NAMUR	rue de Sedent, 28
E.E.S.P.S. Nivelles	NIVELLES	chemin du Malgras, 4
E.E.S.S. Philippeville	PHILIPPEVILLE	rue de la Calamine
E.E.S.P.S. Quaregnon	QUAREGNON	rue du Plat Rie, 345 - Rieu du Coeur
E.E.S.P. Momalle	REMICOURT	rue de la Station
E.E.S.S. Verviers	VERVIERS	rue des Wallons

Inrichting	Plaats	Adres
E.E.S.P.S. Vielsalm	VIELSALM	Rencheux, 22
E.E.S.P.S. Virton	VIRTON	rue E. Jacques, 13 chemin Morel, 71
E.E.S.P. Visé	WISE	rue de Berneau, 16

GESUBSIDIEERD OFFICIEEL ONDERWIJS
Gewoon en gespecialiseerd basisonderwijs

Inrichting	Plaats	Adres
Ecole communale	AMAY	Rue Al Bâche, 8
Ecole communale Paul Verlaine	ARVILLE	Rue Wacomont, 28
Ecole communale Maillen	ASSESE	Rue Bassinay, 3
Ecole communale	BOUILLON	Rue des Bastions, 4-6-8
Ecole communale	BOVESSE	Place Severin, 4
Ecole communale Allée Verte	BRUXELLES	rue Masui, 73
Ecole communale Cobaux	CHARLEROI	Boulevard P. Janson, 61 rue de la Science, 39
Ecole communale	COMINES-WARNETON	Rue romaine, 22
Ecole communale	DALHEM	rue Lieutenant Pirard, 5
Ecole communale de Limont	DONCEEL	Rue de l'Eglise
Ecole communale de Marcq	ENGHIEN	rue du Village, 2
Ecole communale Néchin	ESTAIMPUIS	Rue de l'Ancienne Douane, 1
Ecole communale de Fagnolle	FAGNOLLE	rue du Bailli, 12
Ecole communale de Celles	FAIMES	Rue A. Braas, 9
Ecole communale Vieux-Campinaire	FLEURUS	Chaussée de Gilly, 107
Ecole communale de Boussu Lez Walcourt	FROIDCHAPELLE	chaussée de Beaumont, 87
Ecole communale Patignies	GEDINNE	Rue de l'Ecole
Ecole communale Grand Manil	GEMBLOUX	Rue Verlaine, 2
Ecole communale	GRANDGLISE	Rue du Marais
Ecole du Centre	HENSIES	rue des Ecoles, 5
Ecole communale	HERSTAL	Place Jacques Brel, 1
Ecole communale de Fronville	HOTTON	rue du Ban, 15
Ecole communale de Houffalize	HOUFFALIZE	rue de Schaerbeek, 2
Ecole communale Prouvy	JAMOIGNE	Voie d'Orval, 5
Ecole communale	JEMAPPE-FLENU	Rue Defrise
Ecole communale A. Swartenbroeks	KOEKELBERG	rue des Tisserands, 24
Ecole communale maternelle	LASNE	Val Gobier
Ecole fondamentale de Lesterny	LESTERNY	rue du Point d'Arrêt, 20
Ecole communale	LIEGE	Rue Bonne nouvelle, 16
Ecole communale	LIGNY	Rue Haute
Ecole communale	LOUPOIGNE	rue du Centre
Ecole communale Marchovelette	MARCHOVELETTE	Rue de Cognelée, 2
Ecole communale	MEIX DEVANT VIRTON	Implantation de Robelmont
Ecole communale Vieux-Château	MELLET	Rue Helsen, 69b
Ecole communale Dottignies	MOUSCRON	Rue des Ecoles, 64
Ecole communale de Villers-Le-Temple	NANDRIN	Rue Pierco
Ecole communale de Rotheux	NEUPRE	Rue Duchêne, 4
Ecole communale St Hadelin	OLNE	Faweux, 6
Ecole communale des Trixhes II	OUGREE	Rue de l'Enseignement, 162
Ecole communale des Trixhes I	OUGREE	Rue de l'Enseignement, 166
Ecole communale des Trixhes III	OURGREE	rue Roi Albert, 102

Inrichting	Plaats	Adres
Ecole communale Mat. Viesvilles	PONT-A-CELLES	Rue des Lanciers
Ecole communale Baisieux	QUIEVRAIN	Rue d'Angre, 152
Ecole communale de Momalle	REMICOURT	Place M. Hicter, 9
Ecole communale	RENDEUX	Rue de la Roche, 22
Ecole communale	SARS-LA-BUISSIERE	rue Chevesnes, 39
Ecole maternelle de Senzeilles	SENZEILLES	rue Houpière
Ecole fondamentale Henri Frick	ST-JOSSE	rue Braemt, 17
Ecole communale	VAUX-SOUS-CHEVREMONT	rue de la Station, 4
Ecole communale	VELLEREILLE-LEZ-BRAYEUX	Rue Grégoire Jurion
Ecole primaire du Centre	WAIMES	rue des Ecoles, 4
Ecole communale de Wiers	WIERS	rue Champ Delmée, 3

Gewoon en gespecialiseerd secundair onderwijs

Inrichting	Plaats	Adres
I.T. M. Renard	ANDERLECHT	rue G. Moreau, 107 rue Walcourt, 1
Insitut Redouté Peiffer	ANDERLECHT	avenue Marius Renard, 1
Institut Emile Gryzon	ANDERLECHT	avenue E.Gryzon, 1
I.P.E.S.	ATH	rue Paul Pastur, 11
Institut Charles Deliege	BINCHE	rue des Archers, 12
Académie Royale des Beaux-Arts	BRUXELLES	rue du Midi, 144
Athénée Adolphe Max	BRUXELLES	boulevard Clovis, 40
Athénée Léon Lepage	BRUXELLES	rue des Riches Claires, 30
Institut De Mot-Couvreur	BRUXELLES	place du Nouveau Marché aux Grains, 24
Institut des Arts et Métiers	BRUXELLES	boulevard de l'Abattoir, 50
Institut Diderot	BRUXELLES	Implantations : rue des Capucins, 58 rue Haute, 10 rue Blaes, 47
Lycée E. Jacqmain	BRUXELLES	rue Béliard, 1 35a
C.E.C.S. La Garenne	CHARLEROI	rue de Lodelinsart, 200
Université du Travail	CHARLEROI	boulevard Roullier, 1
E.T.P.A.	CINEY	domaine Saint-Quentin
E.P.P. Lycée Provincial Albert Libiez	COLFONTAINE	rue Général Leman, 4b
I.T.P. Court-Saint-Etienne	COURT-SAINT-ETIENNE	parc de Wisterzée
I.P.E.S. de Hesbaye	CRISNEE	implantation de Crisnée
I.C.E.T.	CUESMES	rue de l'Auflette, 85
C.E.S. Ernest Richard	ETTERBEEK	place St Pierre, 5
I.P.E.T. - Institut Provincial d'Enseignement secondaire para-médical « La Samaritaine »	FARCIENNES	rue du Puits communal, 114
C.E.C.S. Gilly	GILLY	place Destrée
C.E.C.S. Gosselies	GOSSELIES	rue Saint-Roch
Ecole polytechnique d'Herstal	HERSTAL	rue de l'Ecole technique, 34
Institut provincial d'Herstal	HERSTAL	rue du Grand Puits, 66
L.T.P. Richard Stievenart	HORNU	route de Valenciennes, 58
I.C.E.S. Léon Hurez	HOUDENG-GOEGNIES	section rue Renard
I.C.E.T.	HOUDENG-GOEGNIES	chaussée Houtart, 316
I.T. R. Cartigny	IXELLES	place de la Petite Suisse, 4
Institut Provincial de Seraing	JEMEPPE-SUR-MEUSE	quai des Carmes, 43
Athénée provincial du Centre	LA LOUVIERE	boulevard du Tivoli, 2b
Ecole communale Fidèle Mengal	LA LOUVIERE	rue de Bouvy, 127b

Inrichting	Plaats	Adres
I.N.P.C.	LA LOUVIERE	rue Milcamps, 13b
Lycée Technique Provincial M. Herlemont	LA LOUVIERE	rue Paul Pastur, 1
Athénée provincial	LEUZE	
Académie royale des Beaux-Arts	LIEGE	rue des Anglais, 21
Athénée Maghin	LIEGE	En Hors-Château, 69 rue Maghin, 22 rue Lairesse, 101
Athénée Maurice Destenay	LIEGE	blvd Saucy, 16 annexe «Léonie de Waha» blvd d'Avroy, 6
I.C.A.D.I.	LIEGE	rue de Fragnée, 76 rue de Rotterdam, 23/25 rue Jonfosse, 76 rue Pouplin, 27 rue Waleffe, 5
I.C.E. Horticole	LIEGE	rue de l'Espérance, 2 blvd Sainte-Beuve, 31A rue de l'Arbre Courte-Joie
I.C.E.S. « Hazinelle »	LIEGE	rue Hazinelle, 2
I.C.E.T. « Léon Mignon »	LIEGE	rue Sainte-Marguerite, 114 rue Léon Mignon, 2 rue Agimont 9 à 15 place Hocheporte
I.C.E.T. Hôtellerie	LIEGE	rue Hors Château, 5 et 13 rue Maghin, 52-54 rue Basse-Wez, 83
Institut des Techniques de l'Industrie et de l'Automobile	LIEGE	quai du Condroz, 15
Institut royal pour Handicapés de l'Ouïe et de la Vue	LIEGE	rue Monulphe, 78
C.E.C.S. - Henri Dunant	MARCHIENNE-AU-PONT	rue Vandervelde, 28
Institut Médico-pédagogique	MARCHIENNE-AU-PONT	rue de Beaumont, 266
Ecole Hotelière	MARCINELLE	rue des Forgerons, 106
I.P.E.S.S. Micheroux	MICHEROUX	rue Paul d'Andrimont
I.P.E.S.	MONS	rue du Champ de Mars, 15
I.P.E.S.P.	MONS	boulevard Kennedy, 2a
IPESP Samaritaine	MONTIGNIES S/SAMBRE	rue de la Samaritaine, 14
Athénée Provincial Mixte Warocqué	MORLANWELZ	implantation La Hestre
Lycée Provincial d'Enseignement Technique du Hainaut	SAINT-GHISLAIN	avenue de l'Enseignement, 45
C.E.S. Pierre Paulus	SAINT-GILLES	rue de la Croix de Pierre, 73
Lycée communal	SAINT-JOSSE	rue de Liedekerke, 66
Institut Frans Fischer	SCHAERBEEK	rue Général Eenens, 66
I.P.E.S.	SEILLES	rue F. Jassogne, 2A implantation de Gesves : rue Haras, 16
Ecole polytechnique de Seraing	SERAING	rue Colard Trouillet, 48
Lycée Technique et Commercial Provincial	SOIGNIES	implantation d'Ecaussines
Lycée Technique et Commercial Provincial	SOIGNIES	rue de la station, 55
I.E.S.P.P.	TOURNAI	boulevard du Roi Albert
I.E.S.P.P. - fusion 1 ^{er} degré	TOURNAI	chaussée de Lille
I.P.E.S.	TOURNAI	implantation horticulture
I.P.E.S. - fusion I.P.E.T.P.	TOURNAI	rue Ste Catherine
I.P.E.S. Wavre	WAVRE	quai aux Huitres, 31

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**MINISTERE DE LA REGION WALLONNE**

[C - 99/27070]

Pouvoirs locaux

Un arrêté ministériel du 8 janvier 1999 approuve la modification de l'article 47 des statuts telle qu'adoptée par les associés de l'Intercommunale hospitalière-Famenne-Ardenne-Condruz, en séance de l'assemblée générale ordinaire du 25 juin 1998.

PROVINCE DE LIEGE. — Un arrêté ministériel du 20 janvier 1999 approuve :

- le règlement fixant les conditions et modalités d'octroi d'une allocation mensuelle forfaitaire compensatoire aux agents provinciaux affectés à la conduite des véhicules de la députation permanente et des directions générales, à l'exception de son article 2, dernier alinéa;

- le règlement fixant les conditions et modalités d'octroi d'une allocation mensuelle forfaitaire compensatoire aux membres du personnel affectés aux secrétariats des membres de la députation permanente, à l'exception de son article 2, alinéa 1^{er}, 1^{er} tiret et dernier alinéa.

PROVINCE DE LIEGE. — Un arrêté ministériel du 20 janvier 1999 n'approuve pas la résolution du 26 novembre 1998 par laquelle le conseil provincial de Liège modifie son règlement portant sur l'interruption de la carrière professionnelle.

PROVINCE DE LIEGE. — Un arrêté ministériel du 20 janvier 1999 approuve la résolution du 26 novembre 1998 par laquelle le conseil provincial de Liège modifie le règlement organique et d'ordre intérieur et le statut pécuniaire du personnel provincial non enseignant de l'Accueil - Centre hospitalier spécialisé de la province de Liège à Lierneux.

PROVINCE DE LIEGE. — Un arrêté ministériel du 20 janvier 1999 approuve la résolution du 26 novembre 1998 par laquelle le conseil provincial de Liège décide d'octroyer, pour l'année 1998, une allocation de fin d'année à certaines catégories du personnel provincial.

PROVINCE DE LUXEMBOURG. — Un arrêté ministériel du 21 janvier 1999 approuve la résolution du 17 décembre 1998 par laquelle le conseil provincial du Luxembourg décide d'octroyer une allocation de fin d'année 1998 au personnel non enseignant.

BEAURAING. — Un arrêté ministériel du 12 janvier 1999 déclare recevable mais non fondé le recours introduit par la commune de Beauraing le 25 novembre 1998 à l'encontre de la décision de la députation permanente de Namur du 15 octobre 1998 qui annule la délibération du conseil communal de Beauraing du 28 mai 1998 approuvant la convention signée par la ville de Beauraing avec MM. André Barbier et Joseph Frankart, dans le cadre de la convention de cession de bail arrêtée le 3 avril 1990 par le collège échevinal et approuvée par le conseil communal le 31 mai 1990, aux termes de laquelle :

- M. Barbier marque son accord pour céder son bail, sur les lots n^{os} 6 et 7, à partir du 1^{er} novembre 1997, à M. Frankart prénommé;

- M. Frankart accepte la cession ci-avant, renonce au lot n° 5 tout en conservant en location un terrain sis à Martouzin;

- la convention signée le 3 avril 1990 et ratifiée par le conseil communal le 31 mai 1990 reprendrait effet si la convention précitée était remise en cause.

En conséquence, le recours est rejeté.

SAINT-GHISLAIN. — Un arrêté ministériel du 25 janvier 1999 annule la délibération du 7 décembre 1998 par laquelle le collège des bourgmestre et échevins de Saint-Ghislain attribue à l'Association momentanée Socogetra/Danheux et Maroye le marché de travaux relatif à l'amélioration et l'égouttage de la rue O. Lhoir au montant de FB 69 947 400.

AVIS OFFICIELS — OFFICIELE BERICHTEN

CONSEIL D'ETAT

[99/21034]

Avis prescrit par l'article 7 de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat

Diverses parties requérantes ont introduit le 24 décembre 1998 une demande de suspension de l'exécution de l'arrêté du Ministre de l'Agriculture du 21 octobre 1998 relatif à des mesures spéciales d'identification et d'enregistrement de certaines catégories de chiens (*Moniteur belge* du 29 octobre 1998).

Ces affaires sont inscrites au rôle sous les numéros G/A 81.728/IX-1599 et G/A 81.729/IX-1583.

Parties requérantes :

- A.S.B.L. Société royale de Saint-Hubert
- A.S.B.L. American Staffordshire Terrier Club Belgium
- A.S.B.L. Belgian Staffordshire Bull Terrier Branch
- Luc Aernouts
- Gilbert De Meyer
- Sandra Van Steelandt
- Jean Loeckx
- Bruno Stoffelen
- André Vandermijnsbruggen
- A.S.B.L. Club belge Rottweiler
- A.S.B.L. Belgian Rhodesian Ridgeback Club
- Odette Rosiers-Pauwels.

Pour le greffier en chef :

G. De Sloover,
secrétaire en chef.

RAAD VAN STATE

[99/21034]

Bericht voorgeschreven bij artikel 7 van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State

Diverse verzoekende partijen hebben op 24 december 1998 een vordering tot schorsing van de tenuitvoerlegging ingesteld van het besluit van 21 oktober 1998 van de Minister van Landbouw houdende bijzondere maatregelen voor de identificatie en de registratie van bepaalde categorieën van honden (*Belgisch Staatsblad* van 29 oktober 1998).

Deze zaken zijn ingeschreven onder rolnummers G/A 81.728/IX-1599 en G/A 81.729/IX-1583.

Verzoekende partijen :

- V.Z.W. Koninklijke Maatschappij Sint-Hubertus
- V.Z.W. American Staffordshire Terrier Club Belgium
- V.Z.W. Belgian Staffordshire Bull Terrier Branch
- Aernouts, Luc
- De Meyer, Gilbert
- Van Steelandt, Sandra
- Loeckx, Jean
- Stoffelen, Bruno
- Vandermijnsbruggen, André
- V.Z.W. Belgische Rottweilerklub
- V.Z.W. Belgian Rhodesian Ridgeback Club
- Rosiers-Pauwels, Odette.

Voor de hoofdgriffier :

G. De Sloover,
hoofdsecretaris.

STAATSRAT

[99/21034]

Bekanntmachung, vorgeschrieben durch Artikel 7 des königlichen Erlasses vom 5. Dezember 1991 zur Festlegung des Verfahrens der einstweiligen Entscheidung vor dem Staatsrat

Verschiedene klagende Parteien haben am 24. Dezember 1998 einen Antrag auf Aussetzung der Ausführung des Erlasses des Ministers der Landwirtschaft vom 21. Oktober 1998 zur Festlegung besonderer Maßnahmen für die Identifizierung und die Registrierung gewisser kategorien von Hunden (*Belgisches Staatsblatt* vom 29. Oktober 1998) eingereicht.

Diese Sachen wurden unter den Nummern G/A. 81.728/IX-1599 und G/A 81.729/IX-1583 ins Geschäftsverzeichnis eingetragen.

Klagende Parteien :

- VoE Koninklijke Maatschappij Sint-Hubertus/Société royale de Saint-Hubert
- VoE American Staffordshire Terrier Club Belgium
- VoE Belgian Staffordshire Bull Terrier Branch
- Luc Aernouts
- Gilbert De Meyer
- Sandra Van Steelandt
- Jean Loeckx
- Bruno Stoffelen
- André Vandermijnsbruggen
- VoE Belgische Rottweilerklub/Club belge Rottweiler
- VoE Belgian Rhodesian Ridgeback Club
- Odette Rosiers-Pauwels.

Für den Hauptkanzler:

G. De Sloover,
Hauptsekretär.

**SECRETARIAT PERMANENT
DE RECRUTEMENT DU PERSONNEL DE L'ETAT**

[98/08396]

Constitution d'une réserve de recrutement d'infirmiers (infirmières) breveté(e)s, d'expression néerlandaise, pour l'Hôpital psychiatrique public à Rekem (ANV98020). — Résultats

Classement des lauréats du concours d'admission au stage :

1. Bauwens, Dominiek, Halen
2. Mulleners, Jo-An, Borgloon
3. Verheyen, Ingrid, Maasmechelen
4. Bongaers, Tom, Neerpelt
5. Gelens, Ria, Geel
6. Dassen, Cornelia, Maasmechelen
7. Steyvers, Nadine, Neeroeteren
8. Liesens, Hilde, Riemst
9. Verhesen, Gerda, Geel
10. Hendriks, Peter, Overpelt
11. Royen, Cindy, Vliermaal-Kortessem

12. Vanhaeren, Mac, Retie
13. Cuenen, Anja, Bilzen
14. Bleyen, Luc, Overpelt
15. Lijnen, Ann, Meeuwen-Gruitrode
16. Wirix, Frank, Munsterbilzen
17. Rouffa, Ann, Lanaken
18. Gebruers, Astrid, Genk
19. Strugarek, Jenny, Maasmechelen
20. Van Baelen, Els, Mol
21. Bollen, Jurgem, Hoeselt

**VAST SECRETARIAAT
VOOR WERVING VAN HET RIJKSPERSONEEL**

[98/08398]

Samenstelling van een wervingsreserve van Nederlandstalige gebrevetteerde verplegers (verpleegsters) voor het Openbaar Psychiatrisch Ziekenhuis te Rekem (ANV98020). — Uitslagen

Rangschikking van de geslaagde kandidaten van het vergelijkend examen voor toelating tot de stage :

22. Martens, Godelieve, Bilzen
23. Skritzki, Sabine, Maasmechelen
24. Biesmans, Stefan, Maasmechelen
25. De Jong, Jenny, Maasmechelen
26. Kortleven, Davy, Maasmechelen
27. Theunis, Donna, Lommel
28. Verheyden, Stijn, Koersel-Beringen
29. Crommen, Mieke, Hoeselt
30. Franssen, Nathalie, Dilsen-Elen
31. Pelssers, Brenda, Maasmechelen

MINISTERE DE LA JUSTICE

[99/09152]

Ordre judiciaire. — Places vacantes

— juge de complément pour le ressort de la cour d'appel de Bruxelles : 1.

La première désignation de ce juge de complément sera le tribunal de première instance de Bruxelles;

— juge au tribunal de commerce de Malines : 1.

En application de l'article 100 du Code judiciaire ce juge sera nommé simultanément aux tribunaux de commerce d'Anvers et de Turnhout.

Cette place remplace celle publiée au *Moniteur belge* du 25 août 1998;

— juge consulaire au tribunal de commerce de Nivelles : 1.

Cette place remplace une des deux places publiées au *Moniteur belge* du 23 décembre 1998;

— juge suppléant au tribunal de police de Nivelles : 1.

Cette place remplace celle publiée au *Moniteur belge* du 29 septembre 1998.

Les candidatures à une nomination dans l'Ordre judiciaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste au Ministre de la Justice, Direction générale de l'Organisation judiciaire, Service du Personnel, 3/P/O.J. I, boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge* (article 287 du Code judiciaire).

Une lettre séparée doit être adressée pour chaque candidature.

[99/09151]

Notariat. — Place vacante

— notaire à la résidence d'Anderlecht : 1.

Les candidatures à une nomination de notaire doivent être adressées par lettre recommandée à la poste à M. le Ministre de la Justice, Direction générale de l'Organisation judiciaire, Service du Personnel, 3/P/O.J. I, boulevard de Waterloo 115, 1000 Bruxelles, dans un délai d'un mois à partir de la publication de la vacance au *Moniteur belge*.

Une lettre séparée doit être adressée pour chaque candidature.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

[99/09152]

Rechterlijke Orde. — Vacante betrekkingen

— toegevoegd rechter voor het rechtsgebied van het hof van beroep te Brussel : 1.

De eerste aanwijzing van deze toegevoegde rechter zal de rechtbank van eerste aanleg te Brussel zijn;

— rechter in de rechtbank van koophandel te Mechelen : 1.

Met toepassing van artikel 100 van het Gerechtelijk Wetboek zal deze rechter gelijktijdig benoemd worden in de rechtbanken van koophandel te Antwerpen en te Turnhout.

Deze plaats vervangt deze gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 25 augustus 1998;

— rechter in handelszaken in de rechtbank van koophandel te Nijvel : 1.

Deze plaats vervangt één van de twee plaatsen gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 23 december 1998;

— plaatsvervangend rechter in de politierechtbank te Nijvel : 1.

Deze plaats vervangt deze gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* van 29 september 1998.

De candidaturen voor een benoeming in de Rechterlijke Orde moeten bij een ter post aangetekend schrijven worden gericht aan de heer Minister van Justitie, Directoraat-Generaal, Rechterlijke Organisatie, Dienst Personeelszaken, 3/P/P.O. I, Waterloolaan 115, 1000 Brussel, binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad* (artikel 287 van het Gerechtelijk Wetboek).

Voor elke kandidatuurstelling dient een afzonderlijk schrijven te worden gericht.

[99/09151]

Notariaat. — Vacante betrekking

— notaris ter standplaats Anderlecht : 1.

De candidaturen voor een benoeming tot notaris moeten bij een ter post aangetekend schrijven worden gericht aan de heer Minister van Justitie, Directoraat-Generaal, Rechterlijke Organisatie, Dienst Personeelszaken, 3/P/R.O. I, Waterloolaan 115, 1000 Brussel, binnen een termijn van één maand na de bekendmaking van de vacature in het *Belgisch Staatsblad*.

Voor elke kandidatuur dient een afzonderlijk schrijven te worden gericht.

MINISTERE DES FINANCES

Administration de la trésorerie

MINISTERIE VAN FINANCIEN

Administratie der thesaurie

[99/03051]

[99/03051]

CODE

400

EMPRUNT A LOTS 1921émis par la Fédération
des Coopératives pour Dommages de Guerre**LOTENLENING 1921**uitgegeven door het Verbond
der Samenwerkende Vennootschappen voor Oorlogsschade*Liste officielle du tirage n° 241 (quarante et unième année)
du 15 janvier 1999**Officiële lijst van de loting n° 241 (eenenveertigste jaar)
van 15 januari 1999*

OBLIGATIONS A AMORTIR

AF TE LOSSEN OBLIGATIES

Un groupe à rembourser par lot ou au pair
à partir du 10 janvier 2000Een groep terug te betalen met lot of a pari
vanaf 10 januari 2000

Numéro de l'obligation sortie par lot :

Nummer van de met lot uitgekomen obligatie:

UN LOT DE } 1 000 000 { DE FRANCS
EEN LOT VAN } FRANKNuméro } 118 458
Nummer }

Les obligations faisant partie des groupes sortis, à savoir :

De obligaties behorende tot de uitgelote groepen, zegge :

118 451 à (tot) 118 460

et auxquelles il n'est pas attribué de lot, sont remboursables au pair.

en waaraan geen lot toegewezen is, zijn terugbetaalbaar a pari.

[99/03050]

[99/03050]

CODE

401

EMPRUNT A LOTS 1922émis par la Fédération
des Coopératives pour Dommages de Guerre**LOTENLENING 1922**uitgegeven door het Verbond
der Samenwerkende Vennootschappen voor Oorlogsschade*Liste officielle du tirage n° 394 (quarantième année)
du 8 janvier 1999**Officiële lijst van de loting n° 394 (veertigste jaar)
van 8 januari 1999*

OBLIGATIONS A AMORTIR

AF TE LOSSEN OBLIGATIES

Trois groupes à rembourser par lot ou à 1 250 francs
à partir du 1^{er} juin 1999Drie groepen terug te betalen met lot of tegen 1 250 frank
vanaf 1 juni 1999

Numéros des obligations sorties par lot :

Nummers van de met lot uitgekomen obligaties :

DEUX LOTS DE } 100 000 { FRANCS
TWEDE LOTEN VAN } FRANKNuméros } 148 141
Nummers } 637 410UN LOT DE } 250 000 { FRANCS
EEN LOT VAN } FRANKNuméro } 232 009
Nummer }

Les obligations faisant partie des groupes sortis, à savoir :

148 141 à (tot) 148 150

232 001 à (tot) 232 010

De obligaties behorende tot de uitgelote groepen, zegge :

637 401 à (tot) 637 410

et auxquelles il n'est pas attribué de lot, sont remboursables à 1 250 francs.

en waaraan geen lot toegewezen is, zijn terugbetaalbaar tegen 1 250 frank.

Liste récapitulative des obligations sorties aux tirages
de la quarantième année (n° 388 à 394) et
remboursables à partir du 1^{er} juin 1999.

4 081 à (tot) 4 090	148 141 à (tot) 148 150	342 601 à (tot) 342 610	495 531 à (tot) 495 540	606 281 à (tot) 606 290
10 951 " 10 960	224 121 " 224 130	357 381 " 357 390	512 361 " 512 370	636 281 " 636 290
104 681 " 104 690	232 001 " 232 010	430 631 " 430 640	514 561 " 514 570	637 401 " 637 410
131 881 " 131 890	253 401 " 253 410	451 151 " 451 160		

Verzamellijst der obligaties uitgekomen bij de lotingen
van het veertigste jaar (n° 388 tot 394) en
terugbetaalbaar vanaf 1 juni 1999.

[99/03049]

[99/03049]

CODE
402**EMPRUNT A LOTS 1923**émis par la Fédération
des Coopératives pour Dommages de Guerre

Liste officielle du tirage n° 512 (quarante-troisième année)
du 20 janvier 1999

OBLIGATIONS A AMORTIR

90 obligations de 1 050 francs chacune, à rembourser par lot
ou à 1 150 francs à partir du 15 juin 1999

Numéros des obligations sorties par lot :

SIX LOTS DE ZES LOTEN VAN	} 25 000	{ FRANCS FRANK
------------------------------	----------	-------------------

DEUX LOTS DE TWEELOTEN VAN	} 50 000	{ FRANCS FRANK
-------------------------------	----------	-------------------

UN LOT DE EEN LOT VAN	} 100 000	{ FRANCS FRANK
--------------------------	-----------	-------------------

LOTENLENING 1923uitgegeven door het Verbond
der Samenwerkende Vennootschappen voor Oorlogsschade

Officiële lijst van de loting n° 512 (drieënveertigste jaar)
van 20 januari 1999

AF TE LOSSEN OBLIGATIES

90 obligaties van 1 050 frank elk, terug te betalen met lot
of tegen 1 150 frank vanaf 15 juni 1999

Nummers van de met lot uitgekomen obligaties :

Numéros Nummers	}	10 756
		49 597
		422 207
		544 814
		703 680
		732 514

Numéros Nummers	}	250 982
		657 529

Numéro Nummer	}	601 021
------------------	---	---------

Les obligations faisant partie des groupes sortis, à savoir :

10 751 à (tot) 10 760
49 591 " 49 600250 981 à (tot) 250 990
422 201 " 422 210544 811 à (tot) 544 820
601 021 " 601 030657 521 à (tot) 657 530
703 671 " 703 680

732 511 à (tot) 732 520

et auxquelles il n'est pas attribué de lot, sont remboursables à 1 150 francs.

en waaraan geen lot toegewezen is, zijn terugbetaalbaar tegen 1 150 frank.

Liste récapitulative des obligations sorties aux tirages
de la quarante-troisième année (n° 505 à 512) et
remboursables à partir du 15 juin 1999.

10 751 à (tot) 10 760	134 671 à (tot) 134 680	272 251 à (tot) 272 260	483 341 à (tot) 483 350	606 641 à (tot) 606 650
34 611 " 34 620	142 471 " 142 480	313 651 " 313 660	504 441 " 504 450	607 541 " 607 550
39 941 " 39 950	148 191 " 148 200	324 461 " 324 470	524 371 " 524 380	617 571 " 617 580
45 971 " 45 980	151 921 " 151 930	342 561 " 342 570	544 811 " 544 820	647 741 " 647 750
49 591 " 49 600	161 891 " 161 900	357 031 " 357 040	558 381 " 558 390	653 621 " 653 630
75 151 " 75 160	163 651 " 163 660	422 201 " 422 210	576 271 " 576 280	657 521 " 657 530
76 471 " 76 480	177 481 " 177 490	430 751 " 430 760	576 981 " 576 990	693 911 " 693 920
78 391 " 78 400	186 301 " 186 310	432 651 " 432 660	588 921 " 588 930	698 781 " 698 790
87 941 " 87 950	237 011 " 237 020	438 721 " 438 730	592 701 " 592 710	703 671 " 703 680
101 791 " 101 800	250 981 " 250 990	445 071 " 445 080	597 661 " 597 670	732 511 " 732 520
127 781 " 127 790	260 221 " 260 230	467 061 " 467 070	601 021 " 601 030	

Verzamellijst der obligaties uitgekomen bij de lotingen
van het drieënveertigste jaar (n° 505 tot 512) en
terughetaalbaar vanaf 15 juni 1999.

[99/03052]

[99/03052]

CODE
375

EMPRUNT A LOTS 1932

Liste officielle du tirage n° 503 (quarante-deuxième année)
du 25 janvier 1999

OBLIGATIONS A AMORTIR

6 groupes, soit 60 obligations de 1 050 francs chacune,
à rembourser par lot à partir du 15 mars 1999

CINQ LOTS DE } 50 000 { FRANCS
VIJF LOTEN VAN } FRANK

UN LOT DE } 100 000 { FRANCS
EEN LOT VAN } FRANK

Liste des groupes d'obligations sortis par lot aux tirages
de la quarante-deuxième année (n° 493 à 503) et
remboursables à partir du 15 mars 1999.

2 131 à (tot) 2 140	174 431 à (tot) 174 440	293 631 à (tot) 293 640	362 541 à (tot) 362 550	480 711 à (tot) 480 720
14 681 " 14 690	184 101 " 184 110	294 081 " 294 090	362 931 " 362 940	487 571 " 487 580
16 261 " 16 270	184 551 " 184 560	306 701 " 306 710	389 431 " 389 440	494 861 " 494 870
43 091 " 43 100	186 341 " 186 350	311 481 " 311 490	397 571 " 397 580	496 171 " 496 180
45 411 " 45 420	199 281 " 199 290	311 731 " 311 740	408 411 " 408 420	499 521 " 499 530
85 061 " 85 070	200 341 " 200 350	316 211 " 316 220	412 401 " 412 410	505 731 " 505 740
88 101 " 88 110	205 561 " 205 570	316 671 " 316 680	412 691 " 412 700	507 741 " 507 750
97 541 " 97 550	229 581 " 229 590	316 721 " 316 730	439 341 " 439 350	510 071 " 510 080
99 571 " 99 580	255 931 " 255 940	341 981 " 341 990	439 391 " 439 400	531 261 " 531 270
101 741 " 101 750	256 321 " 256 330	347 991 " 348 000	441 441 " 441 450	536 211 " 536 220
105 111 " 105 120	264 941 " 264 950	351 221 " 351 230	445 991 " 446 000	537 681 " 537 690
110 781 " 110 790	270 381 " 270 390	351 681 " 351 690	471 031 " 471 040	540 561 " 540 570
116 361 " 116 370	282 971 " 282 980	354 891 " 354 900	471 411 " 471 420	541 181 " 541 190
167 741 " 167 750				

LOTENLENING 1932

Officiële lijst van de loting n° 503 (tweeënveertigste jaar)
van 25 januari 1999

AF TE LOSSEN OBLIGATIES

6 groepen, zegge 60 obligaties van 1 050 frank elk,
terug te betalen met lot vanaf 15 maart 1999

GROUPES } 2 131 à (tot) 2 140
GROEPEN } 270 381 " 270 390
445 991 " 446 000
496 171 " 496 180
540 561 " 540 570

GROUPE } 351 681 à (tot) 351 690
GROEP }

Lijst van de groepen obligaties uitgekomen met lot bij de
lotingen van het tweeënveertigste jaar (n° 493 tot 503)
en terughetaalbaar vanaf 15 maart 1999.

[99/03048]

[99/03048]

CODE
376**EMPRUNT A LOTS 1933***Liste officielle du tirage n° 484 (quarante et unième année)
du 18 janvier 1999*

OBLIGATIONS A AMORTIR

9 groupes, soit 90 obligations de 1 050 francs chacune,
à rembourser par lot à partir du 1^{er} octobre 1999HUIT LOTS DE }
ACHT LOTEN VAN } 50 000 } FRANCS
FRANKUN LOT DE }
EEN LOT VAN } 100 000 } FRANCS
FRANK*Liste des groupes d'obligations sortis par lot aux
tirages de la quarante et unième année (n° 481 à 484)
et remboursables à partir du 1^{er} octobre 1999.*

23 511 à (tot)	23 520	105 571 à (tot)	105 580	237 411 à (tot)	237 420	528 161 à (tot)	528 170	748 411 à (tot)	748 420
37 471 "	37 480	109 391 "	109 400	262 901 "	262 910	531 621 "	531 630	763 041 "	763 050
43 761 "	43 770	130 911 "	130 920	279 861 "	279 870	577 191 "	577 200	796 781 "	796 790
44 691 "	44 700	121 221 "	121 230	313 781 "	313 790	606 471 "	606 480	802 681 "	802 690
53 191 "	53 200	144 681 "	144 690	394 521 "	394 530	650 141 "	650 150	815 841 "	815 850
67 571 "	67 580	158 951 "	158 960	422 031 "	422 040	667 001 "	667 010	835 591 "	835 600
72 651 "	72 660	161 581 "	161 590	504 381 "	504 390	698 491 "	698 500	835 691 "	835 700
77 401 "	77 410	222 761 "	222 770	504 431 "	504 440				

[99/03047]

[99/03047]

CODE
377**EMPRUNT A LOTS 1938***Liste officielle du tirage n° 496 (quarante-deuxième année)
du 20 janvier 1999*

OBLIGATIONS A AMORTIR

6 groupes, à rembourser par lot à partir du 15 octobre 1999

Les obligations faisant partie d'un groupe sorti ont droit chacune à
la moitié ou au dixième du lot échu à ce groupe selon que celui-ci
comprend des obligations de 5 000 francs ou des obligations de
1 000 francs.CINQ LOTS DE }
VIJF LOTEN VAN } 50 000 } FRANCS
FRANKUN LOT DE }
EEN LOT VAN } 100 000 } FRANCS
FRANK*Liste des groupes d'obligations sortis par lot aux
tirages de la quarante-deuxième année (n° 493 à 496)
et remboursables à partir du 15 octobre 1999.*

285 et (en)	286	21 027 et (en)	21 028	41 833 et (en)	41 834	77 891 à (tot)	77 900	295 271 à (tot)	295 280
4 741 "	4 742	21 797 "	21 798	43 765 "	43 766	167 251 "	167 260	325 441 "	325 450
9 117 "	9 118	26 907 "	26 908	46 511 à (tot)	46 520	242 251 "	242 260	376 071 "	376 080
12 527 "	12 528	28 947 "	28 948	57 001 "	57 010	289 791 "	289 800	431 321 "	431 330
13 223 "	13 224	31 993 "	31 994	62 951 "	62 960	290 181 "	290 190		

LOTENLENING 1933*Officiële lijst van de loting n° 484 (eenenveertigste jaar)
van 18 januari 1999*

AF TE LOSSEN OBLIGATIES

9 groepen, zegge 90 obligaties van 1 050 frank elk,
terug te betalen met lot vanaf 1 oktober 1999

44 691 à (tot)	44 700
109 391 "	109 400
130 911 "	130 920
222 761 "	222 770
422 031 "	422 040
528 161 "	528 170
796 781 "	796 790
835 691 "	835 700

GROUPE }
GROEPEN } 161 581 à (tot) 161 590*Lijst van de groepen obligaties uitgekomen met lot bij de
lotingen van het eenenveertigste jaar (nrs 481 tot 484)
en terugbetaalbaar vanaf 1 oktober 1999.***LOTENLENING 1938***Officiële lijst van de loting n° 496 (tweeenveertigste jaar)
van 20 januari 1999*

AF TE LOSSEN OBLIGATIES

6 groepen, terug te betalen met lot vanaf 15 oktober 1999

De obligaties die tot een uitgelote groep behoren, hebben ieder recht
op de helft of op het tiende van het lot dat aan de groep is toegekend,
naargelang deze obligaties van 5 000 frank of obligaties van 1 000
frank bevat.

12 527 et (en)	12 528
13 223 "	13 224
21 027 "	21 028
31 993 "	31 994
431 321 à (tot)	431 330

GROUPE }
GROEP } 4 741 et (en) 4 742*Lijst van de groepen obligaties uitgekomen met lot bij de
lotingen van het tweeenveertigste jaar (n° 493 tot 496)
en terugbetaalbaar vanaf 15 oktober 1999.*

SITUATION MENSUELLE DU TRESOR — MAANDELIJKSE SCHATKISTTOESTAND

Situation au 30 novembre 1998 — Toestand op 30 november 1998

(en millions)

(in miljoenen)

I. Exécution du budget au cours de l'année 1998
(sur base d'ordonnancement)I. Uitvoering van de begroting tijdens het jaar 1998
(op ordonnanceringsbasis)

	Budget 1997 - Begroting 1997	Budget 1998 - Begroting 1998	
A. RECETTES			A. ONTVANGSTEN
<i>Recettes courantes</i>			<i>Lopende ontvangsten</i>
Recettes fiscales	-	1 219 837	Fiscale ontvangsten
Recettes non fiscales	3 220	80 192	Niet-fiscale ontvangsten
Total	3 220	1 300 029	Totaal
<i>Recettes en capital</i>			<i>Kapitaalontvangsten</i>
Recettes fiscales	-	-	Fiscale ontvangsten
Recettes non fiscales	- 421	53 195	Niet-fiscale ontvangsten
Total	- 421	53 195	Totaal
Produits d'emprunts consolidés	-	624 886	Opbrengst van geconsolideerde leningen
Total général	2 799	1 978 110	Algemeen totaal
B. DEPENSES			B. UITGAVEN
Départements d'autorité	17 117	272 787	Autoriteitsdepartementen
Cellule sociale	1 605	519 539	Sociale cel
Cellule économique	1 245	150 926	Economische cel
Financement Union Européenne	36 910	0	Financiering Europese Unie
Dette sans amortissement	75 596	483 329	Schuld zonder aflossing
Dotations	20	11 840	Dotaties
Total	132 493	1 438 421	Totaal
Amortissements de la dette publique	96 260	660 959	Aflossingen van overheidsschuld
Total général	228 753	2 099 380	Algemeen totaal

II. Situation du trésor sur base de caisse

II. Schatkisttoestand op kasbasis

	Novembre 1998 — November 1998	11 mois 1998 — 11 maand 1998	
1. Recettes	75 876	1 313 161	1. Ontvangsten
2. Dépenses	95 976	1 521 525	2. Uitgaven
3. Résultat budgétaire (1 - 2)	-20 100	-208 364	3. Begrotingsresultaat (1 - 2)
4. Autres opérations (*)	-2 109	4 190	4. Andere verrichtingen (*)
5. Solde net à financer (3 + 4)	-22 209	-204 174	5. Netto te financieren saldo (3 + 4)
<i>Passage vers la variation de la dette</i>			<i>Overgang naar schuldvariatie</i>
6. Solde net à financer	22 209	204 174	6. Netto te financieren saldo
7. Prorata primes d'émission et d'échange	108	8 254	7. Prorata uitgifte- en omruilingspremies
8. Primes d'émission et d'échange	- 1 579	- 73 021	8. Uitgifte- en omruilingspremies
9. Différences de change (- = gain)	-4 161	- 6 486	9. Wisselverschillen (- = winst)
10. Régularisation intérêts	465	16 622	10. Regularisatie intresten
11. Placements	-10 557	- 40 583	11. Beleggingen
12. Reprise dettes	0	0	12. Overneming schuld
13. Opérations avec le F.M.I.	- 507	- 12 348	13. Verrichtingen met het I.M.F.
14. Plus-values sur ventes or BNB	0	0	14. Meerwaarden op verkoop goud NBB
15. Variation nominale de la dette (6 à 14)	5 978	96 612	15. Nominale schuldvariatie (6 tot 14)
16. Amortissement de la dette	4 084	400 853	16. Delging schuld
17. Solde brut à financer (6 + 16)	26 293	605 027	17. Bruto te financieren saldo (6 + 16)

(*) Les « autres opérations » comprennent le solde des fonds de tiers et des opérations de trésorerie et les différences d'émission et d'amortissement.

(*) De « andere verrichtingen » omvatten het saldo van de derdengelden en van de thesaurieverrichtingen en de uitgifte- en delgingsverschillen

Situation nominale de la dette publique à fin novembre 1998

Nominale stand van de schuld per eind november 1998

18. Consolidée	7 977 851	18 Geconsolideerde
19. Flottante	1 924 649 (**)	19. Vlottende
20. Total (18 + 19)	9 902 500	20. Totaal (18 + 19)

(**) Y compris les opérations de gestion du Trésor : 1927 millions.

(**) Inclusief de beheersverrichtingen van de Schatkist : 1927 miljoen.

**III. Situation des opérations de recettes
du 1^{er} janvier au 30 novembre 1998
(sur base de caisse)**
**III. Toestand van de ontvangstverrichtingen
van 1 januari tot 30 november 1998
(op kasbasis)**

	Recettes — Ontvangsten	Evaluations — Ramingen	
A. Voies et Moyens			A. Rijksmiddelen
<i>Recettes fiscales courantes</i>			<i>Lopende fiscale ontvangsten</i>
<i>Contributions directes</i>			<i>Directe belastingen</i>
Taxe de circulation	34 906	40 400	Verkeersbelasting
Taxe de mise en circulation	7 912	7 900	Belasting op de inverkeerstelling
Eurovignette	3 084	3 500	Eurovignet
Taxe assimilée au droit d'accise	7 652	8 200	Met accijnsrecht gelijkgest. belasting
Précompte mobilier	92 883	105 600	Roerende voorheffing
Versements anticipés	304 463	310 000	Voorafbetalingen
Impôt des non-résidents (par rôle)	4 932	3 300	Belasting niet-verblijfhouders (kohier)
Impôt des sociétés (par rôle)	2 062	5 000	Vennootschapsbelasting (kohier)
Impôt des personnes physiques (par rôle)	- 42 528	- 22 830	Personenbelasting (kohier)
Précompte professionnel	430 457	494 993	Bedrijfsvoorheffing
Produits divers	847	900	Diverse opbrengsten
Total	846 670	956 963	Totaal
<i>Douanes et Accises</i>			<i>Douane en Accijnzen</i>
Droits d'accises et de consommation	204 834	213 360	Accijnsrechten
Droits de licence	346	320	Vergunningsrecht
Produits divers	218	230	Diverse ontvangsten
Total	205 398	213 910	Totaal
<i>T.V.A. et Enregistrement</i>			<i>BTW en Registratie</i>
T.V.A. et droits de timbre	104 823	139 553	BTW en zegelrechten
Droits d'enregistrement	46 056	46 399	Registratierechten
Droits de greffe	1 459	1 590	Griffierechten
Droits d'hypothèque	1 559	1 810	Hypotheekrechten
Amendes en matière d'impôt	2 662	3 150	Boeten inzake belastingen
Taxe sur les centres de coordination	915	1 000	Taks op de coördinatiecentra
Taxes sur les ASBL	1 373	1 362	Taks op de VZW's
Organismes de placement collectif	2 684	2 656	Collectieve beleggingsinstellingen
Amendes de condamnation	6 017	6 963	Boeten van veroordelingen
Amendes de condamnation (Fonds)	210	225	Boeten van veroordelingen (Fonds)
Droits et amendes	11	15	Rechten en boeten
Total	167 769	204 723	Totaal
Total des recettes fiscales courantes	1 219 837	1 375 596	Totaal lopende fiscale ontvangsten
<i>Recettes non fiscales courantes</i>	82 550	112 480	<i>Lopende niet-fiscale ontvangsten</i>
Total des recettes courantes	1 302 387	1 488 076	Totaal van de lopende ontvangsten
<i>Recettes fiscales en capital</i>	0	0	<i>Fiscale kapitaalontvangsten</i>
<i>Recettes non fiscales en capital</i>	10 774	27 210	<i>Niet-fiscale kapitaalontvangsten</i>
Total des recettes en capital	10 774	27 210	Totaal van de kapitaalontvangsten
Total Voies et Moyens	1 313 161	1 515 286	Totaal Rijksmiddelen
	Recettes — Ontvangsten		
B. Droits cédés à l'Union Européenne			B. Aan de Europese Unie afgestane rechten
Droits d'entrée	44 972		Invoerrechten
T.V.A.	35 608		BTW
Total	80 580		Totaal

C. Affectation à la sécurité sociale

66.37 T.V.A.

66.38 CSSS : partie FEF

Total affectation sécurité sociale

116 453
6 176
122 629

C. Toewijzing aan de sociale zekerheid

66.37 BTW

66.38 BBSZ : deel FFE

Totaal bijdrage sociale zekerheid

D. Affectation au Secrétariat Permanent de Recrutement

66.40 Droits d'inscription

18

D. Toewijzing aan het Vast Wervingssecretariaat

66.40 Inschrijvingsrechten

E. Financement Régions et Communautés**E. Financiering Gewesten en Gemeenschappen**

	Comm. fl. — Vl. Gem.	Rég. wall. — Waals. Gew.	Comm. fr. — Fr. Gem.	Rég. brux. — Br. Gew.	Comm. germ. — Duitse Gem.	Total — Totaal	
Impôts régionaux							Gewestbelastingen
Taxe ouverture débits de boissons	318	150	—	62	—	530	Openingstaks slijterijen
Taxe jeux automatiques	1 159	294	—	169	—	1 622	Belasting automatische ontspanningstoestellen
Taxe jeux et paris	866	664	—	260	—	1 790	Belasting spelen en weddenschappen
Précompte immobilier	3 494	644	—	461	—	4 599	Onroerende voorheffing
Droits d'enregistrement	12 503	4 927	—	3 324	—	20 754	Registratierechten
Droits de succession	16 426	7 839	—	6 373	—	30 638	Successierechten
Total	34 766	14 518	0	10 649	0	59 933	Totaal
Moyens attribués							Toegewezen middelen
Impôts personnes physiques (Rég.)	189 838	111 472	—	29 845	—	331 155	Personenbelasting (Gewest)
Impôts personnes physiques (Comm.)	88 001	—	51 284	—	—	139 285	Personenbelasting (Gemeenschap)
T.V.A. (Comm.)	190 332	—	140 995	—	—	331 327	BTW (Gemeenschap)
Total	468 171	111 472	192 279	29 845	0	801 767	Totaal
Total Régions et Communautés	502 937	125 990	192 279	40 494	0	861 700	Totaal Gewesten en Gemeenschappen

TOTAL RECETTES (A + B + C + D + E)**2 378 088****TOTAAL ONTVANGSTEN (A + B + C + D + E)****Additionnels et taxes**

Communes

Provinces

Agglomérations

Total

133 521
18 803
3 668
155 992

Opcentiemen en taksen

Gemeenten

Provincies

Agglomeraties

Totaal

[99/03061]

**Administration de la T.V.A., de l'enregistrement et des domaines
(Aliénation d'immeubles domaniaux)***Publications faites en exécution de la loi du 31 mai 1923*

La Région wallonne se propose de vendre de gré à gré :

Commune d'Andenne — 11e division : Seilles

Excédent de la route 921, cadastrée section B, sans numéro, de 29 ca.

Joignant Juniku, Ahmed; Sacré, René; Sacré-Matagne, Gustave, et le M.E.T.

Zone d'habitat. Le bien est libre d'occupation.

Prix : F 33 000, outre les frais.

(12,5 % du prix pour enregistrement + F 8 000 provision pour timbres fiscaux et transcription hypothécaire).

Les réclamations et les offres supérieures éventuelles doivent être adressées dans le mois du présent avis au Comité d'Acquisition à Namur, avenue de Stassart 10 (tél. 081/72 76 90).

La Région wallonne se propose de vendre de gré à gré :

Commune de Couvin — 13e division : Frasnes

Parcelle de terrain, cadastrée section D, numéro 374 L, d'une contenance de 3 a 40 ca (rue du Monument), joignant Lanthier-Bauclef et le M.E.T.

Le bien est situé en zone d'habitat et libre d'occupation.

Prix : F 121 000, outre les frais.

(12,5 % du prix pour enregistrement + F 8 000 provision pour timbres fiscaux et transcription hypothécaire).

Les réclamations et les offres supérieures éventuelles doivent être adressées dans le mois du présent avis au Comité d'Acquisition à Namur, avenue de Stassart 10 (tél. 081/72 76 90).

[99/03061]

**Administratie van de BTW, registratie en domeinen
(Vervreemding van onroerende domeingooderen)***Bekendmakingen gedaan ter uitvoering van de wet van 31 mei 1923*

Het Waalse Gewest is voornemens uit de hand te verkopen :

Gemeente Andenne — 11e divisie : Seilles

Overschot van de weg 921, gekadaastreerd Sectie B, zonder nummer, groot 29 ca.

Palende Juniku, Ahmed; Sacre, René; Sacré-Matagne, Gustaaf, en het Ministerie van Uitrusting en Vervoer.

Het goed is in het woongebied gelegen en is vrij van gebruik.

Prijs : F 33 000, buiten de kosten.

(12,5 % registratie + F 8 000 voorraad voor zegels en overschrijving).

Eventuele bezwaren of hogere aanbiedingen dienen binnen een maand van onderhavig bericht overgemaakt aan het Aankoopcomité te Namen, avenue de Stassart 10 (tel. 081/72 76 90).

Het Waalse Gewest is voornemens uit de hand te verkopen :

Gemeente Couvin — 13e divisie : Frasnes

Perceel grond, gekadaastreerd sectie D, nummer 374 L, groot 3 a 40 ca (Monumentstraat), grenzende aan Lanthier-Bauclef en het Ministerie van Uitrusting en Vervoer.

Het goed is in het woongebied gelegen en is vrij van gebruik.

Prijs : F 121 000, buiten de kosten.

(12,5 % registratie + F 8 000 voorraad voor zegels en overschrijving).

Eventuele bezwaren of hogere aanbiedingen dienen binnen een maand van onderhavig bericht overgemaakt aan het Aankoopcomité te Namen, avenue de Stassart 10 (tel. 081/72 76 90).

MINISTERE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL

[C - 99/12063]

Dépôt de conventions collectives de travail

Les conventions collectives de travail désignées ci-après ont été déposées au greffe du Service des relations collectives de travail du Ministère de l'Emploi et du Travail.

On peut se faire délivrer des copies de ces conventions moyennant le paiement d'une redevance de 40 BEF par page.

La redevance peut être payée en EUR par virement en divisant le total obtenu en BEF par le taux de conversion 40,3399.

Adresse : rue Belliard 51, à 1040 Bruxelles, local B456.

Téléphone : 02/233.41.48 et 41.49 de 9 à 12 heures.

CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL

Convention collective de travail conclue le 15/12/1998, déposée le 17/12/1998 et enregistrée le 26/01/1999.

- objet : cct n° 17 *vicies* semel, en exécution de la cct n°17, instituant un régime d'indemnité complémentaire pour certains travailleurs âgés licenciés

- exécution de la convention numéro 003107 du 19/12/1974

- durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée

- force obligatoire demandée : oui

- numéro d'enregistrement : 49882/CO/3000000.

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID

[C - 99/12063]

Neerlegging van collectieve arbeidsovereenkomsten

De hierna vermelde collectieve arbeidsovereenkomsten werden neergelegd ter griffie van de Dienst van de collectieve arbeidsbetrekkingen van het Ministerie van Tewerkstelling en Arbeid.

Er kunnen afschriften van deze overeenkomsten worden verkregen mits betaling van een retributie van 40 BEF per bladzijde.

De retributie kan in EUR per overschrijving betaald worden door het bedrag in BEF te delen door de omrekeningskoers 40,3399.

Adres : Belliardstraat 51, te 1040 Brussel, lokaal B456.

Telefoon : 02/233.41.48 en 41.49 van 9 tot 12 uur.

NATIONALE ARBEIDSRAAD

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 15/12/1998, neergelegd op 17/12/1998 en geregistreerd op 26/01/1999.

- onderwerp : cao nr. 17 *vicies* semel, tot uitvoering van cao nr. 17, tot invoering van een regeling van aanvullende vergoeding ten gunste van sommige bejaarde werknemers

- uitvoering van overeenkomst nummer 003107 van 19/12/1974

- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur

- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja

- registratienummer : 49882/CO/3000000.

CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL

Convention collective de travail conclue le 15/12/1998, déposée le 18/12/1998 et enregistrée le 26/01/1999.

- objet : cct n°46*nonies*, exécutant la cct n°46, relative aux mesures d'encadrement du travail en équipes comportant des prestations de nuit ainsi que d'autres formes de travail comportant des prestations de nuit
- exécution de la convention numéro 025097 du 23/03/1990
- durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49883/CO/3000000.

CONSEIL NATIONAL DU TRAVAIL

Convention collective de travail conclue le 15/12/1998, déposée le 18/12/1998 et enregistrée le 26/01/1999.

- objet : cct n°70, déterminant les règles de conversion et d'arrondi en euro à appliquer aux montants autres que ceux visés par la cct n°69
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2001, avec clause de dénonciation
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49884/CO/3000000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES SERVICES DES AIDES FAMILIALES ET DES AIDES SENIORS

Convention collective de travail conclue le 30/06/1998, déposée le 15/12/1998 et enregistrée le 26/01/1999.

- objet : institution d'un FSE dans le cadre du Maribel Social
- durée de validité : à partir du 01/07/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49855/CO/3180000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES SERVICES DES AIDES FAMILIALES ET DES AIDES SENIORS

Convention collective de travail conclue le 30/06/1998, déposée le 15/12/1998 et enregistrée le 26/01/1999.

- champ d'application :
 - sous-secteur des services subsidiés par la Région wallonne
 - sous-secteur des services subsidiés par les Commissions communautaires commune et française de la Région de Bruxelles-Capitale
 - sous-secteur des services subsidiés par la Communauté germanophone
- objet : institution d'un fonds de sécurité d'existence et fixation de ses statuts
- remplacement de la convention numéro 024435 du 25/05/1989
- durée de validité : à partir du 01/07/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49856/CO/3180000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES SERVICES DES AIDES FAMILIALES ET DES AIDES SENIORS

Convention collective de travail conclue le 30/06/1998, déposée le 15/12/1998 et enregistrée le 26/01/1999.

- champ d'application :
 - sous-secteur des services subsidiés par la Région wallonne
 - sous-secteur des services subsidiés par la Communauté germanophone
 - sous-secteur des services subsidiés par les Commissions communautaires commune et française de la Région de Bruxelles-Capitale
- objet : fixation du montant et des modalités d'octroi et de liquidation d'un avantage social complémentaire à charge du Fonds social.....
- remplacement de la convention numéro 027890 du 07/06/1991
- durée de validité : à partir du 01/07/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49857/CO/3180000.

NATIONALE ARBEIDSRAAD

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 15/12/1998, neergelegd op 18/12/1998 en geregistreerd op 26/01/1999.

- onderwerp : cao nr. 46*nonies*, tot uitvoering van de cao nr. 46, betreffende de begeleidingsmaatregelen voor ploegenarbeid met nachtprestaties alsook voor andere vormen van arbeid met nachtprestaties
- uitvoering van overeenkomst nummer 025097 van 23/03/1990
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49883/CO/3000000.

NATIONALE ARBEIDSRAAD

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 15/12/1998, neergelegd op 18/12/1998 en geregistreerd op 26/01/1999.

- onderwerp : cao nr. 70, tot vaststelling van de regels inzake omrekening en afronding in euro van de andere bedragen dan die welke zijn bedoeld in cao nr. 69
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2001, met opzeggingsbeding
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49884/CO/3000000.

PARITAIR COMITE VOOR DE DIENSTEN VOOR GEZINS- EN BEJAARDENHULP

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/06/1998, neergelegd op 15/12/1998 en geregistreerd op 26/01/1999.

- onderwerp : oprichting van een FBZ in het kader van de Sociale Maribel
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/07/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49855/CO/3180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE DIENSTEN VOOR GEZINS- EN BEJAARDENHULP

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/06/1998, neergelegd op 15/12/1998 en geregistreerd op 26/01/1999.

- toepassingsgebied :
 - subsector diensten gesubsidieerd door het Waals Gewest
 - subsector diensten gesubsidieerd door de Franse en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissies van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
 - subsector diensten gesubsidieerd door de Duitse Gemeenschap
- onderwerp : oprichting van een fonds voor bestaanzekerheid en vaststelling van zijn statuten
- vervanging van overeenkomst nummer 024435 van 25/05/1989
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/07/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49856/CO/3180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE DIENSTEN VOOR GEZINS- EN BEJAARDENHULP

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 30/06/1998, neergelegd op 15/12/1998 en geregistreerd op 26/01/1999.

- toepassingsgebied :
 - subsector diensten gesubsidieerd door het Waals Gewest
 - subsector diensten gesubsidieerd door de Duitse Gemeenschap
 - subsector diensten gesubsidieerd door de Franse en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissies van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest
- onderwerp : vaststelling v.h. bedrag en de modaliteiten van toekenning en vereffening van een bijkomend sociaal voordeel ten laste van het sociaal fonds.....
- vervanging van overeenkomst nummer 027890 van 07/06/1991
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/07/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49857/CO/3180000.

COMMISSION PARITAIRE POUR EMPLOYES DES FABRICATIONS METALLIQUES

Convention collective de travail conclue le 14/12/1998, déposée le 16/12/1998 et enregistrée le 26/01/1999.

- objet : l'encadrement sectoriel du droit à l'interruption de carrière professionnelle
- durée de validité : du 01/01/1999 au 30/06/1999
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49858/CO/2090000.

COMMISSION PARITAIRE DES CONSTRUCTIONS METALLIQUE, MECANIQUE ET ELECTRIQUE

Convention collective de travail conclus les 01/09/1998 et 16/11/1998, déposée le 16/12/1998 et enregistrée le 26/01/1999.

- champ d'application :
 - Secteur des entreprises industrielles ou artisanales de la transformation des métaux - Limbourg
- hors du champ d'application :
 - Secteur des entreprises de montage des ponts et charpentes
- objet : jour de carence
- exécution de la convention numéro 044221 du 13/05/1997
- durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49859/CO/1110000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 15/12/1998, déposée le 16/12/1998 et enregistrée le 26/01/1999.

- champ d'application :
 - Sous-secteur des boulangeries industrielles et artisanales, pâtisserie artisanale, glaciers et confiseurs artisanaux et des salons de consommation annexés à une pâtisserie artisanale
- objet : modification de la classification professionnelle et des salaires horaires des ouvriers
- modification de la convention numéro 046940 du 12/11/1997
- durée de validité : du 01/01/1997 au 31/12/1997
- force obligatoire demandée : non
- numéro d'enregistrement : 49860/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE ALIMENTAIRE

Convention collective de travail conclue le 15/12/1998, déposée le 16/12/1998 et enregistrée le 26/01/1999.

- champ d'application :
 - Sous-secteur des boulangeries industrielles et artisanales, pâtisserie artisanale, glaciers et confiseurs artisanaux et des salons de consommation annexés à une pâtisserie artisanale
- objet : modification de la classification professionnelle et des salaires horaires des ouvriers
- modification de la convention numéro 046940 du 12/11/1997
- durée de validité : du 01/01/1998 au 31/12/1998, avec clause de reconduction
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49861/CO/1180000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LE COMMERCE DE COMBUSTIBLES

Convention collective de travail conclue le 14/12/1998, déposée le 17/12/1998 et enregistrée le 26/01/1999.

- hors du champ d'application :
 - entreprises ressortissant à la Sous-commission paritaire pour le commerce de combustibles de la Flandre orientale
- objet : liaison des rémunérations à l'indice des prix à la consommation
- modification de la convention numéro 004351 du 21/12/1976
- durée de validité : à partir du 01/01/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49862/CO/1270000.

PARITAIR COMITE VOOR DE BEDIENDEN DER METAALFABRIKATENNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 14/12/1998, neergelegd op 16/12/1998 en geregistreerd op 26/01/1999.

- onderwerp : de sectorale omkadering voor het recht op beroepsloopbaanonderbreking
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 30/06/1999
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49858/CO/2090000.

PARITAIR COMITE VOOR DE METAAL-, MACHINE- EN ELEKTRISCHE BOUW

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 01/09/1998 en 16/11/1998, neergelegd op 16/12/1998 en geregistreerd op 26/01/1999.

- toepassingsgebied :
 - Sector voor industriële of ambachtelijke metaalverwerkingsondernemingen - Limburg
- niet van toepassing op :
 - Sector voor de ondernemingen welke bruggen en gebinten monteren
- onderwerp : carensdag
- uitvoering van overeenkomst nummer 044221 van 13/05/1997
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49859/CO/1110000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 15/12/1998, neergelegd op 16/12/1998 en geregistreerd op 26/01/1999.

- toepassingsgebied :
 - Subsector voor industriële bakkerij, kleinbakkerij, kleinbakerij, ambachtelijke roomijfsabrikanten en suikerbakkers, consumptiesalons bij een kleinbakerijbakkerij
- onderwerp : wijziging van de beroepsclassificatie en de lonen van de arbeiders
- wijziging van overeenkomst nummer 046940 van 12/11/1997
- geldigheidsduur : van 01/01/1997 tot 31/12/1997
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : nee
- registratienummer : 49860/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE VOEDINGSNIJVERHEID

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 15/12/1998, neergelegd op 16/12/1998 en geregistreerd op 26/01/1999.

- toepassingsgebied :
 - Subsector voor industriële bakkerij, kleinbakkerij, kleinbakerij, ambachtelijke roomijfsabrikanten en suikerbakkers, consumptiesalons bij een kleinbakerijbakkerij
- onderwerp : wijziging van de beroepsclassificatie en de lonen van de arbeiders
- wijziging van overeenkomst nummer 046940 van 12/11/1997
- geldigheidsduur : van 01/01/1998 tot 31/12/1998, met verlengingsbeding
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49861/CO/1180000.

PARITAIR COMITE VOOR DE HANDEL IN BRANDSTOFFEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 14/12/1998, neergelegd op 17/12/1998 en geregistreerd op 26/01/1999.

- niet van toepassing op :
 - ondernemingen welke ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de handel in brandstoffen van Oost-Vlaanderen
- onderwerp : koppeling van de bezoldigingen aan het indexcijfer van de consumptieprijzen
- wijziging van overeenkomst nummer 004351 van 21/12/1976
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49862/CO/1270000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LE COMMERCE DE COMBUSTIBLES

Convention collective de travail conclue le 14/12/1998, déposée le 17/12/1998 et enregistrée le 26/01/1999.

- champ d'application :
 - Sous-commission paritaire pour le commerce de combustibles de la Flandre orientale
- objet : modification des statuts d'un fonds de sécurité d'existence
- remplacement de la convention numéro 046776 du 03/11/1997
- durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49863/CO/1270000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LE COMMERCE DE COMBUSTIBLES

Convention collective de travail conclue le 14/12/1998, déposée le 17/12/1998 et enregistrée le 26/01/1999.

- champ d'application :
 - Sous-commission paritaire pour le commerce de combustibles de la Flandre orientale
- objet : prépension
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/2000
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49864/CO/1270000.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DES CARRIERES DE GRAVIER ET DE SABLE EXPLOITEES A CIEL OUVERT DANS LES PROVINCES D'ANVERS, DE FLANDRE OCCIDENTALE, DE FLANDRE ORIENTALE ET DE LIMBOURG

Convention collective de travail conclue le 04/12/1998, déposée le 18/12/1998 et enregistrée le 26/01/1999.

- champ d'application :
 - exploitations de sable blanc exploitées à ciel ouvert dans les provinces d'Anvers, de Flandre orientale, de Flandre occidentale et de Limbourg
- objet : conditions de travail
- exécution de la convention numéro 044288 du 13/05/1997
- durée de validité : à partir du 01/12/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49865/CO/1020600.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DES CARRIERES DE GRAVIER ET DE SABLE EXPLOITEES A CIEL OUVERT DANS LES PROVINCES D'ANVERS, DE FLANDRE OCCIDENTALE, DE FLANDRE ORIENTALE ET DE LIMBOURG

Convention collective de travail conclue le 04/12/1998, déposée le 18/12/1998 et enregistrée le 26/01/1999.

- hors du champ d'application :
 - exploitations de sable blanc exploitées à ciel ouvert dans les provinces d'Anvers, de Flandre orientale, de Flandre occidentale et de Limbourg
- objet : conditions de travail
- exécution de la convention numéro 044289 du 21/04/1997
- durée de validité : à partir du 01/12/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49866/CO/1020600.

COMMISSION PARITAIRE DU TRANSPORT

Convention collective de travail conclue le 28/09/1998, déposée le 30/11/1998 et enregistrée le 26/01/1999.

- objet : prépension à 58 ans
- durée de validité : du 01/01/1998 au 31/12/1998
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49867/CO/1400000.

PARITAIR COMITE VOOR DE HANDEL IN BRANDSTOFFEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 14/12/1998, neergelegd op 17/12/1998 en geregistreerd op 26/01/1999.

- toepassingsgebied :
 - Paritair subcomité voor de handel in brandstoffen van Oost-Vlaanderen
- onderwerp : wijziging van de statuten van een fonds voor bestaanszekerheid
- vervanging van overeenkomst nummer 046776 van 03/11/1997
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49863/CO/1270000.

PARITAIR COMITE VOOR DE HANDEL IN BRANDSTOFFEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 14/12/1998, neergelegd op 17/12/1998 en geregistreerd op 26/01/1999.

- toepassingsgebied :
 - Paritair Subcomité voor de handel in brandstoffen van Oost-Vlaanderen
- onderwerp : brugpensioen
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/2000
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49864/CO/1270000.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR HET BEDRIJF DER GRINT- EN ZANDGROEVEN WELKE IN OPENLUCHT GEEXPLOITEERD WORDEN IN DE PROVINCIËS ANTWERPEN, WEST-VLAANDEREN, OOST-VLAANDEREN EN LIMBURG

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 04/12/1998, neergelegd op 18/12/1998 en geregistreerd op 26/01/1999.

- toepassingsgebied :
 - witzandexploitaties welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Antwerpen, West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen en Limburg
- onderwerp : arbeidsvoorwaarden
- uitvoering van overeenkomst nummer 044288 van 13/05/1997
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/12/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49865/CO/1020600.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR HET BEDRIJF DER GRINT- EN ZANDGROEVEN WELKE IN OPENLUCHT GEEXPLOITEERD WORDEN IN DE PROVINCIËS ANTWERPEN, WEST-VLAANDEREN, OOST-VLAANDEREN EN LIMBURG

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 04/12/1998, neergelegd op 18/12/1998 en geregistreerd op 26/01/1999.

- niet van toepassing op :
 - witzandexploitaties welke in openlucht geëxploiteerd worden in de provincies Antwerpen, West-Vlaanderen, Oost-Vlaanderen en Limburg
- onderwerp : arbeidsvoorwaarden
- uitvoering van overeenkomst nummer 044289 van 21/04/1997
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/12/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49866/CO/1020600.

PARITAIR COMITE VOOR HET VERVOER

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 28/09/1998, neergelegd op 30/11/1998 en geregistreerd op 26/01/1999.

- onderwerp : brugpensioen op 58 jaar
- geldigheidsduur : van 01/01/1998 tot 31/12/1998
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49867/CO/1400000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES ENTREPRISES DE NETTOYAGE ET DE DESINFECTION

Convention collective de travail conclue le 19/11/1998, déposée le 18/12/1998 et enregistrée le 26/01/1999.

- objet : le montant et modalités d'octroi et de liquidation des avantages complémentaire à charge du Fonds social
- modification de la convention numéro 034820 du 28/06/1993
- durée de validité : à partir du 19/11/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49868/CO/1210000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES ENTREPRISES DE TRAVAIL ADAPTE ET LES ATELIERS SOCIAUX

Convention collective de travail conclue le 11/12/1998, déposée le 18/12/1998 et enregistrée le 26/01/1999.

- objet : promotion de l'emploi
- modification de la convention numéro 043743 du 27/02/1997
- abrogation de la convention numéro 048988 du 26/05/1998
- abrogation de la convention numéro 048989 du 26/05/1998
- abrogation de la convention numéro 048990 du 26/05/1998
- abrogation de la convention numéro 048991 du 26/05/1998
- durée de validité : du 01/07/1998 au 31/12/1998
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49869/CO/3270000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES ENTREPRISES DE TRAVAIL ADAPTE ET LES ATELIERS SOCIAUX

Convention collective de travail conclue le 11/12/1998, déposée le 18/12/1998 et enregistrée le 26/01/1999.

- champ d'application :
 - les ateliers protégés qui sont agréés par le 'Vlaams Fonds voor de Sociale Integratie van Personen met een Handicap'
- objet : la diminution de la pression de travail
- exécution de la convention numéro 048987 du 25/06/1998
- durée de validité : à partir du 01/07/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49870/CO/3270000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES ENTREPRISES DE TRAVAIL ADAPTE ET LES ATELIERS SOCIAUX

Convention collective de travail conclue le 11/12/1998, déposée le 18/12/1998 et enregistrée le 26/01/1999.

- champ d'application :
 - les ateliers protégés qui sont agréés par le 'Vlaams Fonds voor de Integratie van Personen met een Handicap'
- objet : financement du Fonds de sécurité d'existence en vue de l'organisation de formation économique, sociale et technique, octroi d'une subvention syndicale annuelle et l'octroi d'indemnités et avantages supplémentaires
- exécution de la convention numéro 048987 du 25/06/1998
- durée de validité : à partir du 01/07/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49871/CO/3270000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES ENTREPRISES DE TRAVAIL ADAPTE ET LES ATELIERS SOCIAUX

Convention collective de travail conclue le 11/12/1998, déposée le 18/12/1998 et enregistrée le 26/01/1999.

- champ d'application :
 - les ateliers protégés qui sont agréés par le 'Vlaams Fonds voor de Integratie van Personen met een Handicap'
- objet : la restitution de la tension salariale entre certaines catégories de travailleurs occupés dans les ateliers protégés
- exécution de la convention numéro 048987 du 25/06/1998
- durée de validité : à partir du 01/07/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49872/CO/3270000.

PARITAIR COMITE VOOR DE SCHOONMAAK- EN ONTSMETTINGS- ONDERNEMINGEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 19/11/1998, neergelegd op 18/12/1998 en geregistreerd op 26/01/1999.

- onderwerp : het bedrag en toekennings- en uitkeringsmodaliteiten van de aanvullende voordelen ten laste van het Sociaal fonds
- wijziging van overeenkomst nummer 034820 van 28/06/1993
- geldigheidsduur : m.i.v. 19/11/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49868/CO/1210000.

PARITAIR COMITE VOOR DE BESCHUTTE WERKPLAATSEN EN DE SOCIALE WERKPLAATSEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 11/12/1998, neergelegd op 18/12/1998 en geregistreerd op 26/01/1999.

- onderwerp : bevordering van de tewerkstelling
- wijziging van overeenkomst nummer 043743 van 27/02/1997
- opheffing van overeenkomst nummer 048988 van 26/05/1998
- opheffing van overeenkomst nummer 048989 van 26/05/1998
- opheffing van overeenkomst nummer 048990 van 26/05/1998
- opheffing van overeenkomst nummer 048991 van 26/05/1998
- geldigheidsduur : van 01/07/1998 tot 31/12/1998
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49869/CO/3270000.

PARITAIR COMITE VOOR DE BESCHUTTE WERKPLAATSEN EN DE SOCIALE WERKPLAATSEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 11/12/1998, neergelegd op 18/12/1998 en geregistreerd op 26/01/1999.

- toepassingsgebied :
 - beschutte werkplaatsen die erkend zijn door het Vlaams Fonds voor de Sociale Integratie van Personen met een Handicap
- onderwerp : de verlaging van de werkdruk; oprichting van een dienst sociaal beleid
- uitvoering van overeenkomst nummer 048987 van 25/06/1998
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/07/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49870/CO/3270000.

PARITAIR COMITE VOOR DE BESCHUTTE WERKPLAATSEN EN DE SOCIALE WERKPLAATSEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 11/12/1998, neergelegd op 18/12/1998 en geregistreerd op 26/01/1999.

- toepassingsgebied :
 - beschutte werkplaatsen die erkend zijn door het Vlaams Fonds voor de Sociale Integratie van Personen met een Handicap
- onderwerp : financiering van het FBZ met het oog op de organisatie van economische, sociale en technische vorming, de toekenning van een jaarlijkse syndicale toelage en de toekenning van aanvullende vergoedingen en voordelen allerhande
- uitvoering van overeenkomst nummer 048987 van 25/06/1998
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/07/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49871/CO/3270000.

PARITAIR COMITE VOOR DE BESCHUTTE WERKPLAATSEN EN DE SOCIALE WERKPLAATSEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 11/12/1998, neergelegd op 18/12/1998 en geregistreerd op 26/01/1999.

- toepassingsgebied :
 - beschutte werkplaatsen die erkend zijn door het Vlaams Fonds voor de Sociale Integratie van Personen met een Handicap
- onderwerp : herstellen van de loonspanning tussen bepaalde categorieën van werknemers tewerkgesteld in beschutte werkplaatsen
- uitvoering van overeenkomst nummer 048987 van 25/06/1998
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/07/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49872/CO/3270000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES ENTREPRISES DE TRAVAIL ADAPTE ET LES ATELIERS SOCIAUX

Convention collective de travail conclue le 11/12/1998, déposée le 18/12/1998 et enregistrée le 26/01/1999.

- champ d'application :
 - les ateliers protégés qui sont agréés par le 'Vlaams Fonds voor de Integratie van Personen met een Handicap'
- objet : l'octroi d'une prime annuelle aux travailleurs ressortissant à la cct du 21/11/1997 relative à la classification de fonctions
- exécution de la convention numéro 048987 du 25/06/1998
- durée de validité : à partir du 01/07/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49873/CO/3270000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES ENTREPRISES DE TRAVAIL ADAPTE ET LES ATELIERS SOCIAUX

Convention collective de travail conclue le 11/12/1998, déposée le 18/12/1998 et enregistrée le 26/01/1999.

- champ d'application :
 - ateliers protégés qui sont agréés par le 'Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap'
- objet : institution d'un fonds de sécurité d'existence et fixation de ses statuts
- durée de validité : à partir du 01/07/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49874/CO/3270000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES ENTREPRISES DE TRAVAIL ADAPTE ET LES ATELIERS SOCIAUX

Convention collective de travail conclue le 11/12/1998, déposée le 18/12/1998 et enregistrée le 26/01/1999.

- champ d'application :
 - ateliers protégés agréés par le 'Vlaams Fonds voor de Sociale Integratie van Personen met een Handicap'
- objet : rétablir la tension salariale de certaines catégories de travailleurs occupés dans les 'ondernemingen voor beschutte tewerkstelling'
- durée de validité : à partir du 01/07/1998, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49875/CO/3270000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'IMPRIMERIE, DES ARTS GRAPHIQUES ET DES JOURNAUX

Convention collective de travail conclue le 17/12/1998, déposée le 21/12/1998 et enregistrée le 26/01/1999.

- champ d'application :
 - Commission paritaire des imprimeries, des arts graphiques et des journaux, à l'exclusion du secteur des quotidiens belges
- objet : prépension à 58 ans
- prolongation de la convention numéro 044942 du 17/04/1997
- durée de validité : du 01/01/1999 au 30/06/1999
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49876/CO/1300000.

PARITAIR COMITE VOOR DE BESCHUTTE WERKPLAATSEN EN DE SOCIALE WERKPLAATSEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 11/12/1998, neergelegd op 18/12/1998 en geregistreerd op 26/01/1999.

- toepassingsgebied :
 - beschutte werkplaatsen die erkend zijn door het Vlaams Fonds voor de Sociale Integratie van Personen met een Handicap
- onderwerp : toekennen van een jaarlijkse premie aan de werknemers die ressorteren onder de cao van 21/11/1997 betreffende de functieclassificatie
- uitvoering van overeenkomst nummer 048987 van 25/06/1998
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/07/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49873/CO/3270000.

PARITAIR COMITE VOOR DE BESCHUTTE WERKPLAATSEN EN DE SOCIALE WERKPLAATSEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 11/12/1998, neergelegd op 18/12/1998 en geregistreerd op 26/01/1999.

- toepassingsgebied :
 - beschutte tewerkplaatsen die erkend zijn door het "Vlaams Fonds voor Sociale Integratie van Personen met een Handicap"
- onderwerp : oprichting van een fonds voor bestaanzekerheid en vaststelling van zijn statuten
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/07/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49874/CO/3270000.

PARITAIR COMITE VOOR DE BESCHUTTE WERKPLAATSEN EN DE SOCIALE WERKPLAATSEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 11/12/1998, neergelegd op 18/12/1998 en geregistreerd op 26/01/1999.

- toepassingsgebied :
 - beschutte werkplaatsen die erkend zijn door het Vlaams Fonds voor de Sociale Integratie van Personen met een Handicap'
- onderwerp : herstel van de loonspanning van sommige categorieën van werknemers tewerkgesteld in ondernemingen voor beschutte tewerkstelling
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/07/1998, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49875/CO/3270000.

PARITAIR COMITE VOOR HET DRUKKERIJ-, GRAFISCHE KUNST- EN DAGBLADBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 17/12/1998, neergelegd op 21/12/1998 en geregistreerd op 26/01/1999.

- toepassingsgebied :
 - Paritair Comité voor het drukkerij-, grafische kunst- en dagbladbedrijf, met uitsluiting van de sector van de Belgische dagbladen
- onderwerp : brugpensioen op 58 jaar
- verlenging van overeenkomst nummer 044942 van 17/04/1997
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 30/06/1999
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49876/CO/1300000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'IMPRIMERIE, DES ARTS GRAPHIQUES ET DES JOURNAUX

Convention collective de travail conclue le 17/12/1998, déposée le 21/12/1998 et enregistrée le 26/01/1999.

- champ d'application :
 - Secteur des quotidiens belges
- objet : prépension à 58 ans
- prolongation de la convention numéro 045514 du 26/06/1997
- durée de validité : du 01/01/1999 au 30/06/1999
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49877/CO/1300000.

COMMISSION PARITAIRE DE L'IMPRIMERIE, DES ARTS GRAPHIQUES ET DES JOURNAUX

Convention collective de travail conclue le 17/12/1998, déposée le 21/12/1998 et enregistrée le 26/01/1999.

- champ d'application :
 - Commission paritaire des imprimeries, des arts graphiques et des journaux, à l'exclusion du secteur des quotidiens belges
- objet : heures supplémentaires
- durée de validité : du 01/01/1999 au 30/06/1999
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49878/CO/1300000.

SOUS-COMMISSION PARITAIRE POUR LA CARROSSERIE

Convention collective de travail conclue le 08/12/1998, déposée le 21/12/1998 et enregistrée le 26/01/1999.

- objet : cotisation spéciale au fonds social
- remplacement de la convention numéro 046464 du 16/10/1997
- durée de validité : du 01/07/1998 au 30/09/1999
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49879/CO/1490200.

COMMISSION PARITAIRE POUR LA MARINE MARCHANDE

Convention collective de travail conclue le 18/12/1998, déposée le 21/12/1998 et enregistrée le 26/01/1999.

- champ d'application :
 - les marins et shoregangers, inscrits au Pool belge des marins de la marine marchande qui tombent sous l'application de ceux qui sont visés à l'article 3 de la c.c.t. du 05/05/1997
- hors du champ d'application :
 - travailleurs visés à l'article 2^{quater} de l'arrêté-loi du 07.02.1945 concernant la sécurité sociale des marins de la marine marchande
- objet : approbation des montants fixés par le conseil d'administration en exécution de l'article 13 des statuts du fonds professionnel
- remplacement de la convention numéro 049410 du 21/10/1998
- durée de validité : à partir du 01/01/1999, pour une durée indéterminée
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49880/CO/3160000.

COMMISSION PARITAIRE POUR LES EMPLOYES DU COMMERCE INTERNATIONAL, DU TRANSPORT ET DES BRANCHES D'ACTIVITE CONNEXES

Convention collective de travail conclue le 11/12/1998, déposée le 21/12/1998 et enregistrée le 26/01/1999.

- objet : fixation de la cotisation des employeurs au fonds social pour l'année 1999
- durée de validité : du 01/01/1999 au 31/12/1999
- force obligatoire demandée : oui
- numéro d'enregistrement : 49881/CO/2260000.

PARITAIR COMITE VOOR HET DRUKKERIJ-, GRAFISCHE KUNST- EN DAGBLADBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 17/12/1998, neergelegd op 21/12/1998 en geregistreerd op 26/01/1999.

- toepassingsgebied :
 - Sector van de Belgische dagbladen
- onderwerp : brugpensioen op 58 jaar
- verlenging van overeenkomst nummer 045514 van 26/06/1997
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 30/06/1999
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49877/CO/1300000.

PARITAIR COMITE VOOR HET DRUKKERIJ-, GRAFISCHE KUNST- EN DAGBLADBEDRIJF

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 17/12/1998, neergelegd op 21/12/1998 en geregistreerd op 26/01/1999.

- toepassingsgebied :
 - Paritair Comité voor het drukkerij-, grafische kunst- en dagbladbedrijf, met uitsluiting van de sector van de Belgische dagbladen
- onderwerp : de overuren
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 30/06/1999
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49878/CO/1300000.

PARITAIR SUBCOMITE VOOR HET KOETSWERK

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 08/12/1998, neergelegd op 21/12/1998 en geregistreerd op 26/01/1999.

- onderwerp : buitengewone bijdrage aan het sociaal fonds
- vervanging van overeenkomst nummer 046464 van 16/10/1997
- geldigheidsduur : van 01/07/1998 tot 30/09/1999
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49879/CO/1490200.

PARITAIR COMITE VOOR DE KOOPVAARDIJ

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 18/12/1998, neergelegd op 21/12/1998 en geregistreerd op 26/01/1999.

- toepassingsgebied :
 - de zeelieden en shoregangers, ingeschreven in de Belgische Pool der Zeelieden die onder de toepassing vallen van zij die bedoeld worden in art. 3 van de c.a.o. van 05/05/1997
- niet van toepassing op :
 - werknemers bedoeld in artikel 2^{quater} van de besluitwet van 07.02.1945 betreffende de maatschappelijke veiligheid van de zeelieden ter koopvaardij en hun werkgever
- onderwerp : goedkeuring van de bedragen vastgesteld door de raad van beheer in uitvoering van artikel 13 van de statuten van het bedrijfsfonds
- vervanging van overeenkomst nummer 049410 van 21/10/1998
- geldigheidsduur : m.i.v. 01/01/1999, voor onbepaalde duur
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49880/CO/3160000.

PARITAIR COMITE VOOR DE BEDIENDEN UIT DE INTERNATIONALE HANDEL, HET VERVOER EN DE AANVERWANTE BEDRIJFSTAKKEN

Collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 11/12/1998, neergelegd op 21/12/1998 en geregistreerd op 26/01/1999.

- onderwerp : vaststelling van de werkgeversbijdrage aan het sociaal fonds voor het jaar 1999
- geldigheidsduur : van 01/01/1999 tot 31/12/1999
- algemeen verbindend verklaring gevraagd : ja
- registratienummer : 49881/CO/2260000.

**GOVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION
GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C - 99/29085]

**Administration générale de l'Enseignement et de la Recherche scientifique
Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique
Service général des Hautes Ecoles et de l'Enseignement artistique de niveau supérieur
Vacance de postes**

Les emplois suivants doivent être attribués à titre temporaire et à durée déterminée dans l'établissement d'enseignement supérieur artistique de type long de la Communauté française repris ci-dessous :

Institut supérieur d'Architecture de la Communauté française « La Cambre » à Ixelles,
place Eugène Flagey 19, 1050 Bruxelles

Fonction	Matière	Charge
1. Chargé de cours	Technologie de la construction – connaissance théorique et pratique des problèmes de l'architecture contemporaine requise	3/10 unité
2. Chargé de cours	Théorie et histoire de l'architecture contemporaine – formation en architecture – expérience confirmée requise dans l'enseignement de l'architecture	1/10 unité
3. Chargé de cours	Philosophie et esthétique – formation universitaire en sociologie, philosophie et esthétique – expérience confirmée requise dans l'enseignement de l'architecture	3/10 unité
4. Assistant	Projet d'architecture – expérience pédagogique dans l'enseignement du projet d'architecture	1/4 unité
5. Assistant	Projet d'architecture	1/4 unité
6. Assistant	Projet d'architecture	1/4 unité

Les candidats doivent être porteurs d'un titre de capacité en rapport avec la fonction à conférer (ces titres ont été fixés par l'article 10 de la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur, modifié par la loi du 18 février 1977, (publiée au *Moniteur belge* du 12 mars 1977).

Les candidat(e)s sont prié(e)s de faire parvenir leur demande en double exemplaire et par lettre recommandée à l'adresse ci-dessous :

Ministère de la Communauté française,
Direction générale de l'Enseignement non obligatoire et de la Recherche scientifique,
Service général des Hautes Ecoles et de l'Enseignement artistique de niveau supérieur,
Quartier Arcades, Bloc D, 6e étage, bureau 6508,
Cité administrative de l'Etat,
boulevard Pachéco 19, bte 0, 1010 Bruxelles,

dans un délai de quinze jours de calendrier à dater de la publication de cet avis. Le dossier doit contenir :

- un certificat récent de bonnes conduite, vie et mœurs, avec mention de la nationalité;
- un curriculum vitae détaillé;
- une copie des diplômes certifiée conforme par l'Administration communale.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

MINISTERE
DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[99/31073]

Avis d'enquête publique
Projet de plan communal de développement. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 24 du 4 février 1999, p. 3391, il faut lire le texte comme suit :

ANDERLECHT. — Le dossier de base du plan communal de développement est mis à l'enquête du 8 février au 9 mars 1999.

Ledit plan est déposé à l'intention du public à l'hôtel communal, Service de l'Urbanisme, rue Van Lint 6, 2e étage, du lundi au vendredi de 9 à 12 heures, en plus le lundi de 13 h 30 m à 15 h 30 m et de 18 à 20 heures.

Les réclamations et observations sont à adresser entre les dates précitées au collège des bourgmestre et échevins.

Quiconque peut dans les mêmes délais demander à être entendu par la Commission de concertation.

MINISTERIE
VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[99/31073]

Bericht van openbaar onderzoek
Ontwerp van gemeentelijk ontwikkelingsplan. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 24 van 4 februari 1999, bl. 3391, moet men het bericht lezen als volgt :

ANDERLECHT. — Het basisdossier van het gemeentelijk ontwikkelingsplan wordt in onderzoek gesteld van 8 februari tot en met 9 maart 1999.

Het plan ligt ter inzage van het publiek op het gemeentehuis, Dienst Stedenbouw, Van Lintstraat 6, 2e verdieping, alle werkdagen van 9 tot 12 uur, en 's maandags van 13 u. 30 m. tot 15 u. 30 m. en van 18 tot 20 uur.

Bezwaren en opmerkingen dienen schriftelijk gericht, tussen die data, tot het college van burgemeester en schepenen.

Eenieder kan binnen dezelfde periode vragen om gehoord te worden door de Overlegcommissie.

PUBLICATIONS LEGALES ET AVIS DIVERS
WETTELIJKE BEKENDMAKINGEN EN VERSCHILLENDE BERICHTEN

Chambres législatives — Wetgevende Kamers

CHAMBRE DES REPRESENTANTS DE BELGIQUE

[C - 99/19118]

Réunions publiques des commissions

Ordre du jour

Mardi 9 et mercredi 10 février 1999

Commission de la Justice

1. Projet de loi relatif à la réforme des cantons judiciaires - Transmis par le Sénat.

(Votes.)

(Rapporteur : M. Jean Barzin.)

Amendements de MM. Dallons, Moriau, Simonet, Reynders, Mme Herzet, MM. Verwilghen, Van Hoorebeke, Dewael, Verherstraeten, Bourgeois, Van Belle et du gouvernement.

Proposition de loi jointe :

- Proposition de loi (MM. Servais Verherstraeten, Thierry Giet et André du Bus de Warnaffe) étendant la compétence *ratione summae* du juge de paix.

2. Proposition de loi (MM. Jacques Vandenhautte, Claude Eerdeken, Pierre Beaufays, Herman De Croo et Robert Delathouwer et Mmes Jacqueline Herzet et Suzette Verhoeven) visant à instituer un mécanisme de type préventif dans le but de lutter contre la pratique des mariages de convenance.

(Continuation, clôture et votes.)

(Rapporteur : M. Renaat Landuyt.)

Amendements de MM. Delathouwer, Van Belle, Verwilghen, Vandenhautte, Barzin et du gouvernement.

3. Projet de loi relatif à la protection pénale des mineurs.

Amendements de Mme Herzet, MM. Barzin et Duquesne.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Mme Jacqueline Herzet) modifiant la durée de la prescription pour certains crimes commis contre des mineurs d'âge.

- Proposition de loi (Mme Jacqueline Herzet) relative à la répression de certains actes de violences commis sur la personne de mineurs d'âge.

- Proposition de loi (Mme Jacqueline Herzet et M. Didier Reynders) modifiant la loi du 4 octobre 1867 sur les circonstances atténuantes en vue d'interdire la correctionnalisation de certains crimes commis sur la personne d'enfants mineurs.

BELGISCHE KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

[C - 99/19118]

Openbare commissievergaderingen

Dagorde

Dinsdag 9 en woensdag 10 februari 1999

Commissie voor de Justitie

1. Wetsontwerp betreffende de hervorming van de gerechtelijke kantons - Overgezonden door de Senaat.

(Stemmingen.)

(Rapporteur : de heer Jean Barzin.)

Amendementen van de heren Dallons, Moriau, Simonet, Reynders, Mevr. Herzet, de heren Verwilghen, Van Hoorebeke, Dewael, de heren Verherstraeten, Bourgeois, Van Belle en van de regering.

Toegevoegd wetsvoorstel :

- Wetsvoorstel (de heren Servais Verherstraeten, Thierry Giet en André du Bus de Warnaffe) tot uitbreiding van de bevoegdheid *ratione summae* van de vrederechter.

2. Wetsvoorstel (de heren Jacques Vandenhautte, Claude Eerdeken, Pierre Beaufays, Herman De Croo en Robert Delathouwer, Mevr. Jacqueline Herzet en Mevr. Suzette Verhoeven) tot instelling van een preventieve regeling ter bestrijding van de schijnhuwelijken.

(Voortzetting, sluiting en stemmingen.)

(Rapporteur : de heer Renaat Landuyt.)

Amendementen van de heren Delathouwer, Van Belle, Verwilghen, Vandenhautte, Barzin en van de regering.

3. Wetsontwerp betreffende de strafrechtelijke bescherming van minderjarigen.

Amendementen van de heer Barzin, Mevr. Herzet en de heer Duquesne.

Toegevoegde wetsvoorstellen :

- Wetsvoorstel (Mevr. Jacqueline Herzet) houdende wijziging van de verjaringstermijn voor bepaalde misdaden gepleegd op de persoon van een minderjarige.

- Wetsvoorstel (Mevr. Jacqueline Herzet) houdende bestraffing van bepaalde gewelddaden gepleegd op minderjarigen.

- Wetsvoorstel (Mevr. Jacqueline Herzet en de h. Didier Reynders) tot wijziging van de wet van 4 oktober 1867 op de verzachtende omstandigheden teneinde de correctionalisering van bepaalde misdrijven gepleegd op de persoon van minderjarige kinderen te verbieden.

- Proposition de loi (Mme Jacqueline Herzet) visant à insérer un article 386*quater* dans le Code pénal.

- Proposition de loi (Mme Jacqueline Herzet) tendant à compléter l'article 380*quinquies* du Code pénal en vue de protéger plus efficacement les mineurs contre la distribution de publicités à caractère pornographique.

- Proposition de loi (Mme Jacqueline Herzet) modifiant l'article 21*bis* du titre préliminaire du Code d'instruction criminelle en vue de prévoir un délai de prescription de trente ans pour certains faits graves commis sur des mineurs d'âge.

(Continuation, clôture et votes.)

(Rapporteur : M. Renaat Landuyt.)

Mardi 9 février 1999

Commission de Révision de la Constitution
et de la Réforme des institutions

1. Proposition (M. Stefaan De Clerck et consorts) de révision de l'article 150 de la Constitution.

(Continuation, clôture et votes.)

(Rapporteurs : MM. Robert Delathouwer et Olivier Maingain.)

2. Proposition de loi (MM. Didier Reynders, Stefaan De Clerck, Claude Eerdeken, Renaat Landuyt, André du Bus de Warnaffe, Patrick Dewael, Olivier Deleuze, Mme Annemie Van de Casteele et M. Jef Tavernier) modifiant la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie, ainsi que la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale.

(Rapporteurs : MM. Robert Delathouwer et Olivier Maingain.)

3. Projet de loi instituant une procédure d'évaluation législative - Transmis par le Sénat.

Mardi 9 février 1999

Comité d'avis chargé de Questions européennes

(Réunion commune avec la délégation du Sénat.)

La réforme institutionnelle de l'Union européenne.

(Rapport d'initiative de MM. Mark Eyskens (Ch) et Charles-Ferdinand Nothomb (S)).

(Continuation - Examen des amendements sur l'Appel du 14 octobre 1998.)

Mardi 9 février 1999

Commission de l'Economie, de la Politique scientifique, de l'Education, des Institutions scientifiques et Culturelles nationales, des Classes moyennes et de l'Agriculture

1. Question de M. Maurice Minne au Ministre de l'Agriculture et des Petites et Moyennes Entreprises, sur "les récents dégâts agricoles en Brabant wallon".

2. Projet de loi portant des dispositions budgétaires et diverses.
(Votes.)

3. Projet de loi relative aux professions comptables et fiscales.

(Continuation.)

(Rapporteur : M. Chris Moors.)

4. Projet de loi relative à la discipline professionnelle des experts-comptables et des conseils fiscaux.

(Continuation.)

(Rapporteur : M. Chris Moors.)

Mercredi 10 février 1999

1. Question de M. Marc van den Abeelen au Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Economie et des Télécommunications, chargé du Commerce extérieur, sur "la complexité de la réglementation relative aux ascenseurs et la sécurité des utilisateurs".

2. Projet de loi portant des dispositions budgétaires et diverses.

3. Projet de loi complétant l'article 2 de la loi du 14 juillet 1998 portant obligation d'information quant aux taux d'intérêts débiteurs dus sur les comptes ouverts auprès des établissements de crédit ou d'autres personnes morales.

(Continuation.)

(Rapporteuse : Mme Simonne Creyf.)

- Wetsvoorstel (Mevr. Jacqueline Herzet) tot invoeging van een artikel 86*quater* in het Strafwetboek.

- Wetsvoorstel (Mevr. Jacqueline Herzet) tot aanvulling van artikel 380*quinquies* van het Strafwetboek met het oog op een doeltreffender bescherming van de minderjarigen tegen de verspreiding van reclame van pornografische aard.

- Wetsvoorstel (Mevr. Jacqueline Herzet) tot wijziging van artikel 21*bis* van de voorafgaande titel van het Wetboek van Strafvordering om voor sommige op minderjarigen gepleegde ernstige feiten de verjaringstermijn vast te stellen op dertig jaar.

(Voortzetting, sluiting en stemmingen.)

(Rapporteur : de h. Renaat Landuyt.)

Dinsdag 9 februari 1999

Commissie voor de Herziening van de Grondwet
en de Hervorming der Instellingen

1. Voorstel (de heer Stefaan De Clerck cs.) tot herziening van artikel 150 van de Grondwet.

(Voortzetting, sluiting en stemmingen.)

(Rapporteurs : de heren Robert Delathouwer en Olivier Maingain.)

2. Wetsvoorstel (de heren Didier Reynders, Stefaan De Clerck, Claude Eerdeken, Renaat Landuyt, André du Bus de Warnaffe, Patrick Dewael, Olivier Deleuze, Mevr. Annemie Van de Casteele en de heer Jef Tavernier) tot wijziging van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden alsmede van de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd.

(Rapporteurs : de heren Robert Delathouwer en Olivier Maingain.)

3. Wetsontwerp houdende instelling van een procedure voor de evaluatie van de wetgeving - Overgezonden door de Senaat.

Dinsdag 9 februari 1999

Adviescomité voor Europese Aangelegenheden

(Gemeenschappelijke vergadering met de delegatie van de Senaat.)

De institutionele hervorming van de Europese Unie.

(Initiatiefverslag van de heren Mark Eyskens (K) en Charles-Ferdinand Nothomb (S)).

(Voortzetting - Bespreking van de amendementen op het Appel van 14 oktober 1998.)

Dinsdag 9 februari 1999

Commissie voor het Bedrijfsleven, het Wetenschapsbeleid, het Onderwijs, de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen, de Middenstand en de Landbouw

1. Vraag van de heer Maurice Minne tot de Minister van Landbouw en Kleine en Middelgrote Ondernemingen, over "de recente schade in de landbouw in Waals-Brabant".

2. Wetsontwerp houdende budgettaire en diverse bepalingen.
(Stemmingen.)

3. Wetsontwerp betreffende de boekhoudkundige en fiscale beroepen.

(Voortzetting.)

(Rapporteur : de heer Chris Moors.)

4. Wetsontwerp betreffende de beroepstucht voor accountants en belastingconsulenten.

(Voortzetting.)

(Rapporteur : de heer Chris Moors.)

Woensdag 10 februari 1999

1. Vraag van de heer Marc van den Abeelen tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Economie en Telecommunicatie, belast met Buitenlandse Handel, over "de complexiteit van de regelgeving voor liften en de veiligheid van de liftgebruiker".

2. Wetsontwerp houdende budgettaire en diverse bepalingen.

3. Wetsontwerp tot aanvulling van artikel 2 van de wet van 14 juli 1998 houdende verplichting om informatie te verstrekken, over de debetrente op de bij kredietinstellingen of andere rechtspersonen geopende rekeningen.

(Voortzetting.)

(Rapporteur : Mevr. Simonne Creyf.)

4. Projet de loi modifiant la loi du 10 juillet 1997 relative aux dates de valeur des opérations bancaires.

(Continuation.)

(Rapporteuse : Mme Simonne Creyf.)

5. Projet de loi relatif à l'organisation du marché de l'électricité.

(Continuation, clôture et votes.)

(Rapporteuse : Mme Simonne Creyf.)

Amendements de MM. Van Dienderen et Deleuze, MM. van den Abeelen et consorts et MM. Hotermans et consorts.

Mardi 9 février 1999

Commission de l'Infrastructure, des Communications
et des Entreprises publiques

1. Question de M. Frans Lozie au Secrétaire d'Etat à la Sécurité, à l'Intégration sociale et à l'Environnement, sur "l'éducation en matière de circulation routière centrée sur les poids lourds et l'appareillage technique de sécurité de ceux-ci".

2. Question de M. Joseph Arens au Secrétaire d'Etat à la Sécurité, à l'Intégration sociale et à l'Environnement, sur "la validité des permis de conduire obtenus dans les pays ne faisant pas l'objet d'un accord bilatéral avec la Belgique".

Mercredi 10 février 1999

1. Interpellation n° 2225 de M. Joseph Arens au Ministre des Transports, sur "les dommages de guerre".

2. Question de Mme Gisèle Gardeyn-Debever au Ministre des Transports, sur "la communication interne à la SNCB lors d'accidents à des passages à niveau".

3. Questions jointes :

- Question de M. Joseph Arens au Ministre des Transports, sur "l'élargissement des cadres de la SNCB".

- Question de M. Julien Van Aperen au Ministre des Transports, sur "le manque de personnel à la SNCB et ses conséquences sur le service à la clientèle".

4. Interpellation n° 2233 de M. Patrick Dewael au Ministre des Transports, sur "les investissements de la SNCB dans la province du Limbourg".

5. Question de M. Julien Van Aperen au Ministre des Transports, sur "l'aménagement d'une cave à vin dans le bâtiment de la direction de la SNCB".

6. Question de M. Joos Wauters au Ministre des Transports, sur "le nouvel horaire des trains à partir de mai 1999".

7. Projet de loi portant des dispositions budgétaires et diverses.

Amendement du gouvernement.

8. Proposition de loi (MM. Marceau Mairesse et Jean-Jacques Viseur) portant diverses mesures en vue de réprimer le trafic frauduleux des épaves de véhicules.

9. Proposition de loi (M. Jacques Vandenhoute) visant à interdire à certains types d'avions l'utilisation nocturne de l'aéroport de Bruxelles-National.

Mardi 9 février 1999

Commission des Affaires sociales

1. Interpellation n° 2223 de M. Pierre Chevalier au Ministre de la Santé publique et des Pensions, sur "la cotisation de solidarité et les conséquences éventuelles de l'arrêt du Conseil d'Etat".

2. Projet de loi portant des dispositions budgétaires et diverses.

Amendement du gouvernement.

Proposition de loi jointe :

- Proposition de loi (Mme Greta D'Hondt) portant un plan pluri-annuel d'augmentation des suppléments d'âge pour les enfants à partir de 18 ans.

3. Question de Mme Annemie Van de Casteele à la Ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'Egalité des chances entre hommes et femmes, sur "l'application du régime de l'interruption de carrière aux travailleurs âgés de plus de 50 ans dans les hôpitaux".

4. Question de Mme Anne Van Haesendonck à la Ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'Egalité des chances entre hommes et femmes, sur "l'information des travailleurs au sujet des conséquences du choix d'un travail à temps partiel".

5. Question de M. Filip Anthuenis à la Ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'Egalité des chances entre hommes et femmes, sur "le remboursement des aides Maribel".

4. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 10 juli 1997 betreffende de valutadatum van bankverrichtingen.

(Voortzetting.)

(Rapporteur : Mevr. Simonne Creyf.)

5. Wetsontwerp betreffende de organisatie van de electriciteitsmarkt.

(Voortzetting, sluiting en stemmingen.)

(Rapporteur : Mevr. Simonne Creyf.)

Amendementen van de heren Van Dienderen en Deleuze, de heren van den Abeelen cs. en de heren Hotermans cs.

Dinsdag 9 februari 1999

Commissie voor de Infrastructuur, het Verkeer
en de Overheidsbedrijven

1. Vraag van de heer Frans Lozie tot de Staatssecretaris voor Veiligheid, Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu, over "de verkeers-opvoeding specifiek rond vrachtwagens en de technische veiligheids-uitrusting van vrachtwagens".

2. Vraag van de heer Joseph Arens tot de Staatssecretaris voor Veiligheid, Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu, over "de geldigheid van de rijbewijzen verkregen in landen welke geen bilateraal akkoord terzake hebben afgesloten met België".

Woensdag 10 februari 1999

1. Interpellatie nr. 2225 van de heer Joseph Arens tot de Minister van Vervoer, over "de oorlogsschade".

2. Vraag van Mevr. Gisèle Gardeyn-Debever tot de Minister van Vervoer, over "de interne communicatie bij de NMBS bij ongevallen op overwegen".

3. Samengevoegde vragen :

- Vraag van de heer Joseph Arens tot de Minister van Vervoer, over "de uitbreiding van het personeelskader van de NMBS".

- Vraag van de heer Julien Van Aperen tot de Minister van Vervoer, over "het tekort aan NMBS-personeel en de gevolgen daarvan voor de dienstverlening".

4. Interpellatie nr. 2233 van de heer Patrick Dewael tot de Minister van Vervoer, over "de investeringen van de NMBS in de provincie Limburg".

5. Vraag van de heer Julien Van Aperen tot de Minister van Vervoer, over "de aanleg van een wijnkelder in het directiegebouw van de NMBS".

6. Vraag van de heer Joos Wauters tot de Minister van Vervoer, over "de nieuwe dienstregeling van de treinen vanaf mei 1999".

7. Wetsontwerp houdende budgettaire en diverse bepalingen.

Amendement van de regering.

8. Wetsvoorstel (de heren Marceau Mairesse en Jean-Jacques Viseur) houdende diverse maatregelen tot bestraffing van de bedrieglijke handel in autowrakken.

9. Wetsvoorstel (de heer Jacques Vandenhoute) tot instelling van een verbod op nachtvluchten van en naar de nationale luchthaven van Zaventem voor bepaalde types van vliegtuigen.

Dinsdag 9 februari 1999

Commissie voor de Sociale Zaken

1. Interpellatie nr. 2223 van de heer Pierre Chevalier tot de Minister van Volksgezondheid en Pensioenen, over "de solidariteitsbijdrage en de mogelijke gevolgen van de uitspraak van de Raad van State".

2. Wetsontwerp houdende budgettaire en diverse bepalingen.

Amendement van de regering.

Toegevoegd wetsvoorstel :

- Wetsvoorstel (Mevr. Greta D'Hondt) houdende een meerjarenplan voor de verhoging van de leeftijdsbijslagen voor kinderen van 18 jaar en ouder.

3. Vraag van Mevr. Annemie Van de Casteele tot de Minister van Tewelkstelling en Arbeid, belast met het Beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen, over "de toepassing van het stelsel van de loopbaanonderbreking op de werknemers van meer dan 50 jaar in de ziekenhuizen".

4. Vraag van Mevr. Anne Van Haesendonck tot de Minister van Tewelkstelling en Arbeid, belast met het Beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen, over "de voorlichting van werknemers over de gevolgen van de keuze van een deeltijdse arbeid".

5. Vraag van de heer Filip Anthuenis tot de Minister van Sociale Zaken, over "de terugbetaling van de Maribel-steun".

6. Question de M. Gerolf Annemans à la Ministre de l'Emploi et du Travail, chargée de la Politique d'Égalité des chances entre hommes et femmes, sur "le rapport d'évaluation de l'arrêté royal n° 34 du 20 juillet 1967 relatif à l'occupation de travailleurs de nationalité étrangère".

7. Projet de loi relatif au plan d'action belge pour l'emploi 1998 et portant des dispositions diverses.

Amendements de MM. Bacquelaïne et consorts, Delizée, Mairesse, Bonte, Lenssens, Mmes D'Hondt et Burgeon, MM. Wauters et Detienne, M. Lenssens et consorts, M. Delizée et du gouvernement.

Avis du Conseil d'Etat.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (MM. Daniel Bacquelaïne, Didier Reynders, Louis Michel et Jacques Simonet) instaurant le titre-service.

- Proposition de loi (M. Luc Willems) relative au chèque de consommation.

- Proposition de loi (MM. Thierry Detienne et Joos Wauters) modifiant l'article 4 de la loi du 16 novembre 1972 concernant l'inspection du travail en vue de garantir l'inviolabilité du domicile des bénéficiaires d'allocations de chômage.

- Proposition de loi (MM. Thierry Detienne et Joos Wauters) renforçant les droits sociaux des travailleurs à temps partiel.

(Clôture et votes.)

(Rapporteuse : Mme Anne Van Haesendonck.)

Mardi 9 et mercredi 10 février 1999

Commission des Finances et du Budget

1. Projets de loi joints :

- Projet de loi relatif au contentieux en matière fiscale - Amendé par le Sénat.

- Projet de loi relatif à l'organisation judiciaire en matière fiscale - Amendé par le Sénat.

2. Projet de loi relatif à l'éventuelle cession par la Société fédérale de Participations de ses actions de l'Office central de Crédit hypothécaire - Amendé par le Sénat.

3. Projet de loi portant des dispositions fiscales diverses.

Mardi 9 février 1999

Commission de la Santé publique, de l'Environnement et du Renouveau de la Société

1. Question de M. Vincent Decroly au Secrétaire d'Etat à la Sécurité, à l'Intégration sociale et à l'Environnement, sur "le traitement différencié qu'il réserve aux coordinations pour l'accueil des réfugiés selon qu'elles sont flamandes ou francophones".

2. Interpellation n° 2234 de M. Richard Biefnot au Ministre de la Santé publique et des Pensions, sur "les pratiques douteuses, en matière de prescriptions médicales, de certains médecins généralistes".

3. Question de M. Frans Lozie au Ministre de la Santé publique et des Pensions, sur "les mesures conservatoires prises à la suite de la condamnation d'un vétérinaire par le tribunal correctionnel de Courtrai".

4. Projet de loi modifiant l'article 7, § 2bis, 3°, de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits, inséré par la loi du 10 décembre 1997 interdisant la publicité pour les produits du tabac - Transmis par le Sénat.

(Rapporteurs : MM. André Frédéric et Jan Van Erps.)

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (M. Roger Hotermans) modifiant l'article 7 de la loi du 24 janvier 1977 relative à la protection de la santé des consommateurs en ce qui concerne les denrées alimentaires et les autres produits.

- Proposition de loi (M. Jacques Lefevre) relative à la lutte contre le tabagisme chez les jeunes.

5. Proposition de loi (Mme Pierrette Cahay-André et consorts) relative à la création d'un Comité national de l'allaitement maternel.

(Continuation.)

(Rapporteur : M. Joos Wauters.)

6. Proposition de loi (M. Hubert Brouns) instituant un Fonds pour la défense des intérêts des patients.

6. Vraag van de heer Gerolf Annemans tot de Minister van Tewerkstelling en Arbeid, belast met het Beleid van gelijke kansen voor mannen en vrouwen, over "het evaluatieverslag van het koninklijk besluit nr. 34 van 20 juli 1967 betreffende de tewerkstelling van de werknemers van vreemde nationaliteit".

7. Wetsontwerp betreffende het Belgisch actieplan voor de werkgelegenheid 1998 en houdende diverse bepalingen.

Amendementen van de heer Bacquelaïne cs., van de heren Delizée, Mairesse, Bonte, Lenssens, Mevr. D'Hondt, Mevr. Burgeon, de heren Wauters, Detienne, Lenssens cs., Delizée, Lenssens cs. en van de regering.

Advies van de Raad van State.

Toegevoegde wetsvoorstellen :

- Wetsvoorstel (de heren Daniël Bacquelaïne, Didier Reynders, Louis Michel en Jacques Simonet) tot invoering van de dienstencheque.

- Wetsvoorstel (de heer Luc Willems) betreffende de handelscheque.

- Wetsvoorstel (de heren Thierry Detienne en Joos Wauters) tot wijziging van artikel 4 van de wet van 16 november 1972 betreffende de arbeidsinspectie teneinde de onschendbaarheid te waarborgen van de woning van de rechthebbenden op werkloosheidsuitkeringen.

- Wetsvoorstel (de heren Thierry Detienne en Joos Wauters) tot versterking van de sociale rechten van deeltijdse werknemers.

(Sluiting en stemmingen.)

(Rapporteur : Mevr. Anne Van Haesendonck.)

Dinsdag 9 en woensdag 10 februari 1999

Commissie voor de Financiën en de Begroting

1. Samengevoegde wetsontwerpen :

- Wetsontwerp betreffende de beslechting van fiscale geschillen - Gewijzigd door de Senaat.

- Wetsontwerp betreffende de rechterlijke inrichting in fiscale zaken - Gewijzigd door de Senaat.

2. Wetsontwerp betreffende de mogelijke overdracht door de Federale Participatiemaatschappij van haar aandelen van het Centraal Bureau voor Hypothecair Krediet - Geamendeerd door de Senaat.

3. Wetsontwerp houdende diverse fiscale bepalingen.

Dinsdag 9 februari 1999

Commissie voor de Volksgezondheid, het Leefmilieu en de Maatschappelijke Hernieuwing

1. Vraag van de heer Vincent Decroly tot de Staatssecretaris voor Veiligheid, Maatschappelijke Integratie en Leefmilieu, over "de verschillende behandelingen door de Minister van de coördinatie voor de opvang van vluchtelingen naargelang ze nederlandsstalig of franstalig zijn".

2. Interpellatie nr. 2234 van de heer Richard Biefnot tot de Minister van Volksgezondheid en Pensioenen, over "de bedenkelijke praktijken op het vlak van medische voorschriften in hoofde van bepaalde huisartsen".

3. Vraag van de heer Frans Lozie tot de Minister van Volksgezondheid en Pensioenen, over "de bewarende maatregelen na een veroordeling van een veearts door de correctionele rechtbank in Kortrijk".

4. Wetsontwerp tot wijziging van artikel 7, § 2bis, 3°, van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten, ingevoegd door de wet van 10 december 1997 houdende verbod op de reclame voor tabaksproducten - Overgezonden door de Senaat.

(Rapporteurs : de heren André Frédéric en Jan Van Erps.)

Toegevoegde wetsvoorstellen :

- Wetsvoorstel (de heer Roger Hotermans cs.) tot wijziging van artikel 7 van de wet van 24 januari 1977 betreffende de bescherming van de gezondheid van de verbruikers op het stuk van de voedingsmiddelen en andere producten.

- Wetsvoorstel (de heer Jacques Lefevre) betreffende de bestrijding van het overmatig tabaksgebruik bij de jongeren.

5. Wetsvoorstel (Mevr. Pierrette Cahay-André cs.) betreffende de oprichting van een Nationaal comité voor de borstvoeding.

(Voortzetting.)

(Rapporteur : de h. Joos Wauters.)

6. Wetsvoorstel (de heer Hubert Brouns) tot oprichting van een Fonds voor de belangenbehartiging van patiënten.

Mardi 9 février 1999

Commission des Relations extérieures

1. Interpellation n° 2224 de M. Geert Versnick au Premier Ministre, sur "la dotation belge au programme antidrogue des Nations unies".
(La réponse sera fournie par le Secrétaire d'Etat à la Coopération au Développement.)
2. Projet de loi relatif à la coopération internationale belge.

(Continuation.)

(Rapporteur : M. Albert Gehlen.)

Amendements de MM. Borginon, Duquesne, Versnick, De Croo, Moriau et consorts, Detienne, Vanoost et Gehlen et consorts.

Mardi 9 février 1999

Commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique

1. Question de M. Francis Van den Eynde au Premier Ministre, sur "certaines déclarations du directeur du Centre pour l'Egalité des chances et la lutte contre le racisme".
2. Question de M. Karel Van Hoorebeke au Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, sur "son refus de recevoir une délégation de l'association des « personnes sans papiers »".
3. Question de M. Karel Van Hoorebeke au Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, sur "le rapport final de la commission chargée de l'évaluation des instructions en matière d'éloignement".
4. Interpellation n° 2227 de M. Vincent Decroly au Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, sur "l'expulsion, par la Belgique, de ressortissants de Sierra Leone vers la Guinée".
5. Question de M. Jacques Vandenhoute au Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, sur "les contrats de sécurité dans la Région de Bruxelles-Capitale".
6. Question de M. Pieter De Crem au Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, sur "les effectifs de la police locale".

Projet de loi portant des dispositions budgétaires et diverses.

8. Projet de loi modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques.

Mercredi 10 février 1999

Sous-commission de la Commission des Relations extérieures

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (MM. Lode Vanoost et Vincent Decroly) modifiant la loi du 5 août 1991 relative à l'importation, à l'exportation et au transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente.

Amendements de MM. Vanoost et Decroly.

- Proposition de loi (M. Alfons Borginon) modifiant l'article 14 de la loi du 5 août 1991 relative à l'importation, à l'exportation et au transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente, en vue du renforcement du contrôle exercé par le Parlement.

- Proposition de loi (Mme Suzette Verhoeven) modifiant l'article 14 de la loi du 5 août 1991 relative à l'importation, à l'exportation et au transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente.

- Proposition de loi (M. Dirk Van der Maelen) modifiant la loi du 5 août 1991 relative à l'importation, à l'exportation et au transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente.

- Proposition de loi (M. Geert Versnick) modifiant la loi du 5 août 1991 relative à l'importation, à l'exportation et au transit d'armes, de munitions et de matériel devant servir spécialement à un usage militaire et de la technologie y afférente.

- Proposition de loi (MM. Lode Vanoost et Vincent Decroly) modifiant la loi du 4 juillet 1962 relative à la statistique publique.

(Rapporteurs : MM. Patrick Moriau et Lode Vanoost.)

Auditions de membres du Comité de coordination interdépartemental pour la lutte contre les transferts illégaux d'armes (CITI).

Dinsdag 9 februari 1999

Commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen

1. Interpellatie nr. 2224 van de heer Geert Versnick tot de Eerste Minister, over "de Belgische dotatie aan het VN-antidrogprogramma".
(Het antwoord zal worden verstrekt door de Staatssecretaris voor Ontwikkelingssamenwerking.)

2. Wetsontwerp betreffende de Belgische internationale samenwerking.

(Voortzetting.)

(Rapporteur : de heer Albert Gehlen.)

Amendementen van de heren Borginon, Duquesne, Versnick, De Croo, Moriau cs., Detienne, Vanoost en Gehlen cs.

Dinsdag 9 februari 1999

Commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt

1. Vraag van de heer Francis Van den Eynde tot de Eerste Minister, over "bepaalde uitspraken van de directeur van het Centrum voor Gelijkheid van Kansen en Racismebestrijding".

2. Vraag van de heer Karel Van Hoorebeke tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken, over "zijn weigering om een afvaardiging van de vereniging "mensen zonder papieren" te ontvangen".

3. Vraag van de heer Karel Van Hoorebeke tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken, over "het eindverslag van de commissie belast met de evaluatie van de instructies inzake de verwijdering".

4. Interpellatie nr. 2227 van de heer Vincent Decroly tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken, over "de uitzetting door België van onderdanen van Sierra Leone naar Guinee".

5. Vraag van de heer Jacques Vandenhoute tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken, over "de veiligheidscontracten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest".

6. Vraag van de heer Pieter De Crem tot de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken, over "de capaciteitssterkte van de lokale politie".

7. Wetsontwerp houdende budgettaire en diverse bepalingen.

8. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen.

Woensdag 10 februari 1999

Subcommissie van de Commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen
Samengevoegde wetsvoorstellen :

- Wetsvoorstel (de heren Lode Vanoost en Vincent Decroly) tot wijziging van de wet van 5 augustus 1991 betreffende de in-, uit- en doorvoer van wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel en daaraan verbonden technologie.

Amendementen van de heren Vanoost en Decroly.

- Wetsvoorstel (de heer Alfons Borginon) tot wijziging van artikel 14 van de wet van 5 augustus 1991 betreffende de in-, uit- en doorvoer van wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel en daaraan verbonden technologie, met het oog op de versterking van de controlemogelijkheden van het Parlement.

- Wetsvoorstel (Mevr. Suzette Verhoeven) tot wijziging van artikel 14 van de wet van 5 augustus 1991 betreffende de in-, uit- en doorvoer van wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel en daaraan verbonden technologie.

- Wetsvoorstel (de heer Dirk Van der Maelen) tot wijziging van de wet van 5 augustus 1991 betreffende de in-, uit- en doorvoer van wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel en daaraan verbonden technologie.

- Wetsvoorstel (de heer Geert Versnick) tot wijziging van de wet van 5 augustus 1991 betreffende de in-, uit- en doorvoer van wapens, munitie en speciaal voor militair gebruik dienstig materieel en daaraan verbonden technologie.

- Wetsvoorstel (de heren Lode Vanoost en Vincent Decroly) tot wijziging van de wet van 4 juli 1962 betreffende de openbare statistiek.

(Rapporteurs : de heren Patrick Moriau en Lode Vanoost.)

- Hoorzitting met leden van het Interdepartementaal Coördinatiecomité voor de bestrijding van de illegale wapenhandel (ICIW).

Mercredi 10 février 1999

Commission chargée
des problèmes de droit commercial et économique

1. Projet de loi portant des dispositions budgétaires et diverses.
(Vote.)
(Rapporteur : M. André Frédéric.)
 2. Projet de loi modifiant la loi du 27 juin 1921 accordant la personnalité civile aux associations sans but lucratif et aux établissements d'utilité publique.
(Continuation.)
(Rapporteur : M. Servais Verherstraeten.)
- Amendements de MM. Willems, Verherstraeten, Vandenbossche, Frédéric, Mairesse et du gouvernement.

Woensdag 10 februari 1999

Commissie belast met de problemen
inzake Handels- en Economisch Recht

1. Wetsontwerp houdende budgettaire en diverse bepalingen.
(Stemming.)
(Rapporteur : de heer André Frédéric.)
 2. Wetsontwerp tot wijziging van de wet van 27 juni 1921 waarbij aan de verenigingen zonder winstoogmerk en de instellingen van openbaar nut rechtspersoonlijkheid wordt verleend.
(Voortzetting.)
(Rapporteur : de h. Servais Verherstraeten.)
- Amendementen van de heren Willems, Verherstraeten, Vandenbossche, Frédéric, Mairesse en van de regering.

SENAT DE BELGIQUE

[S - C - 99/19117]

Séances plénières

Ordre du jour

Mercredi 10 février 1999

- A 14 heures :
1. Procédure d'évocation.
Projet de loi relative aux élections sociales.
 2. Projet de loi portant certaines mesures en matière d'élections sociales.
 3. Projet de loi portant assentiment à l'Accord de coopération entre l'Etat et la Communauté flamande en matière d'assistance aux victimes.
 4. Projet de loi portant assentiment à l'Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Communauté française et la Région wallonne en matière d'assistance aux victimes.
 5. Procédure d'évocation.
Projet de loi modifiant l'article 1410, § 2, du Code judiciaire et l'article 2071 du Code civil.
 6. Proposition de loi modifiant la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, en ce qui concerne la convocation par procès-verbal dans les affaires en matière de jeunesse (de M. Fred Erdman et consorts).

Jeudi 11 février 1999

- a) le matin à 10 heures :
1. Projet de loi portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et la République tunisienne relative à l'entraide judiciaire en matière civile et commerciale, signée à Tunis le 27 avril 1989.
 2. Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre les Gouvernements de la République française, de la République fédérale d'Allemagne, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Royaume d'Espagne et du Royaume de Belgique relatif au programme AIRBUS A330/A340 et aux Annexes 1 et 2, signés à Madrid le 26 juillet 1995.
 3. Projet de loi portant assentiment à l'Accord européen sur les grandes lignes internationales de chemin de fer (AGC), et aux Annexes I et II, faits à Genève le 31 mai 1985.
 4. Projet de loi portant assentiment à l'Accord européen sur les grandes lignes de transport international combiné et les installations connexes (AGTC), et aux annexes I, II, III et IV, faits à Genève le 1er février 1991.
 5. Projet de loi portant assentiment au Protocole à l'Accord de coopération et d'union douanière entre la Communauté économique européenne et la République de Saint-Marin à la suite de l'adhésion de la République d'Autriche, de la République de Finlande et du Royaume de Suède à l'Union européenne, et à l'Acte final, faits à Bruxelles le 30 octobre 1997.
 6. Projet de loi portant assentiment au Memorandum d'Accord concernant la Coopération au Développement entre le Royaume de Belgique et la République d'Afrique du Sud, signé à Bruxelles le 16 mars 1995.

BELGISCHE SENAAT

[S - C - 99/19117]

Plenaire vergaderingen

Agenda

Woensdag 10 februari 1999

- Te 14 uur :
1. Evocatieprocedure.
Wetsontwerp betreffende de sociale verkiezingen.
 2. Wetsontwerp houdende sommige maatregelen inzake sociale verkiezingen.
 3. Wetsontwerp houdende goedkeuring van het Samenwerkingsakkoord tussen de Staat en de Vlaamse Gemeenschap inzake slachtofferzorg.
 4. Wetsontwerp houdende goedkeuring van het Samenwerkingsakkoord tussen de federale Staat, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest inzake slachtofferzorg.
 5. Evocatieprocedure.
Wetsontwerp tot wijziging van artikel 1410, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek en artikel 2071 van het Burgerlijk Wetboek.
 6. Wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, met betrekking tot de oproeping bij procesverbaal in jeugdzaken (van de heer Fred Erdman cs.).

Donderdag 11 februari 1999

- a) 's ochtends te 10 uur :
1. Wetsontwerp houdende instemming met de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Tunesische Republiek betreffende wederzijdse rechtshulp in burgerlijke zaken en in handelszaken, ondertekend te Tunis op 27 april 1989.
 2. Wetsontwerp houdende instemming met de Overeenkomst tussen de Regeringen van de Franse Republiek, de Bondsrepubliek Duitsland, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland, het Koninkrijk Spanje en het Koninkrijk België betreffende het programma AIRBUS A330/A340, en met de Bijlagen 1 en 2, ondertekend te Madrid op 26 juli 1995.
 3. Wetsontwerp houdende instemming met de Europese overeenkomst inzake de belangrijke internationale spoorlijnen (AGC), en met de Bijlagen I en II, gedaan te Genève op 31 mei 1985.
 4. Wetsontwerp houdende instemming met de Europese Overeenkomst inzake belangrijke lijnen voor het internationaal gecombineerd vervoer en bijbehorende voorzieningen (AGTC), en met de bijlagen I, II, III en IV, gedaan te Genève op 1 februari 1991.
 5. Wetsontwerp houdende instemming met het Protocol bij de Overeenkomst tot instelling van samenwerking en een douane-unie tussen de Europese Economische Gemeenschap en de Republiek San Marino naar aanleiding van de toetreding van de Republiek Oostenrijk, de Republiek Finland en het Koninkrijk Zweden tot de Europese Unie, en met de Slotakte, gedaan te Brussel op 30 oktober 1997.
 6. Wetsontwerp houdende instemming met het Memorandum van Overeenkomst over de Ontwikkelingssamenwerking tussen het Koninkrijk België en de Republiek Zuid-Afrika, ondertekend te Brussel op 16 maart 1995.

7. Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre le gouvernement du Royaume de Belgique et le gouvernement de la République algérienne démocratique et populaire relatif aux transports routiers internationaux et de transit de voyageurs et de marchandises, et Protocole, signé à Bruxelles le 29 mars 1994.

8. Projet de loi portant assentiment à l'Accord entre l'Union économique belgo-luxembourgeoise et la République de Lituanie concernant l'encouragement et la protection réciproques des investissements, signé à Bruxelles le 15 octobre 1997.

9. Projet de loi portant assentiment au Protocole pour la répression des actes illicites de violence dans les aéroports servant à l'aviation civile internationale, complémentaire à la Convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile, faite à Montréal le 23 septembre 1971, fait à Montréal le 24 février 1988.

10. Projet de loi portant assentiment au Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance de 1979, relatif à la lutte contre les émissions d'oxydes d'azote ou leurs flux transfrontières, et à l'Annexe technique, faits à Sofia le 31 octobre 1988.

11. Projet de loi portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et le Royaume du Maroc sur l'assistance aux personnes détenues et le transfèrement des personnes condamnées, signée à Bruxelles le 7 juillet 1997.

12. Projet de loi modifiant le Code judiciaire en vue de la protection du milieu marin dans les espaces marins sous juridiction de la Belgique.

13. Demande d'explications de Mme Martine Dardenne au Secrétaire d'Etat à la Sécurité et Secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale et à l'Environnement, sur "le centre ouvert de réfugiés de Florennes".

14. Proposition de loi insérant un article 171bis dans le Code civil relatif aux mariages blancs (de Mme Anne-Marie Lizin) (pour mémoire);

b) l'après-midi à 15 heures :

1. Prise en considération de propositions.
2. Questions orales.

A partir de 16 h 30 m :

a) Scrutin pour la présentation d'une liste double pour une place vacante de conseiller à la Cour de cassation.

b) Votes nominatifs sur l'ensemble des points à l'ordre du jour dont la discussion est terminée.

3. Demande d'explications de M. Francis Poty au Ministre des Finances, sur "les conditions d'exonération fiscale sur les comptes et livrets d'épargne en relation avec les dates valeurs de ceux-ci".

7. Wetsontwerp houdende instemming met de Overeenkomst tussen de regering van het Koninkrijk België en de regering van de Democratische Volksrepubliek Algerije betreffende het internationale wegvervoer en het transitvervoer van personen en goederen, en het Protocol, ondertekend te Brussel op 29 maart 1994.

8. Wetsontwerp houdende instemming met de Overeenkomst tussen de Belgisch-Luxemburgse Economische Unie en de Republiek Litouwen inzake de wederzijdse bevordering en bescherming van investeringen, ondertekend te Brussel op 15 oktober 1997.

9. Wetsontwerp houdende instemming met het Protocol tot bestrijding van wederrechtelijke daden van geweld op luchthavens voor de internationale burgerluchtvaart bij het op 23 september 1971 te Montreal tot stand gekomen Verdrag tot bestrijding van wederrechtelijke gedragingen tegen de veiligheid van de burgerluchtvaart, gedaan te Montreal op 24 februari 1988.

10. Wetsontwerp houdende instemming met het Protocol bij het Verdrag van 1979 betreffende grensoverschrijdende luchtverontreiniging over lange afstand inzake de beheersing van emissies van stikstofoxiden of van de grensoverschrijdende stromen van deze stikstofverbindingen, en met de Technische Bijlage, gedaan te Sofia op 31 oktober 1988.

11. Wetsontwerp houdende instemming met de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en het Koninkrijk Marokko inzake bijstand aan gedetineerde personen en overbrenging van gevonniste personen, ondertekend te Brussel op 7 juli 1997.

12. Wetsontwerp tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek met het oog op de bescherming van het mariene milieu in de zeegebieden onder de rechtsbevoegdheid van België.

13. Vraag om uitleg van Mevr. Martine Dardenne aan de Staatssecretaris voor Veiligheid en Staatssecretaris voor Maatschappelijke integratie en Leefmilieu, over "het open vluchtelingencentrum van Florennes".

14. Wetsvoorstel houdende invoeging in het Burgerlijk Wetboek van een artikel 171bis betreffende de schijnhuwelijken (van Mevr. Anne-Marie Lizin) (pro memorie);

b) 's namiddags te 15 uur :

1. Inoverwegingneming van voorstellen.
2. Mondelinge vragen.

Vanaf 16 u. 30 m. :

a) Geheime stemming over de voordracht van een dubbeltal voor een openstaand ambt van raadsheer in het Hof van Cassatie.

b) Naamstemmingen over het geheel van de afgehandelde agenda-punten.

3. Vraag om uitleg van de heer Francis Poty aan de Minister van Financiën, over "de valuterings op spaarrekeningen en spaarboekjes waarvan de rente onder bepaalde voorwaarden van belasting is vrijgesteld".

Institutions régionales — Gewestelijke instellingen

VLAAMS PARLEMENT

[S - C - 99/35178]

Plenaire vergaderingen

Agenda

Dinsdag 9 februari 1999

Van 14 u. 30 m. af :

Ontwerpen van decreet - Beraadslagingen.

1. Ontwerp van decreet tot machtiging van de Vlaamse regering om een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid op te richten voor de uitvoering van opdrachten met betrekking tot de werving en selectie van overheidspersoneel.

(Gemeenschaps- en gewestaangelegenheden.)

2. Ontwerp van decreet houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord van 8 oktober 1998 tussen de federale Staat en de Vlaamse Gemeenschap inzake de begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik.

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

3. Ontwerp van decreet betreffende de aanpassing van het onderwijs voor sociale promotie en de vervanging van de wet van 5 maart 1965 op het schriftelijk onderwijs.

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

4. Ontwerp van decreet tot bekrachtiging van het besluit van de Vlaamse regering van 1 december 1998 tot bepaling van de ontwikkelingsdoelen voor het buitengewoon basisonderwijs type 2.

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

5. Ontwerp van decreet houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord van 9 december 1997 tussen de federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de wijze van omslag van de kosten van de gewestelijke ontvangers en de wijze van de inhouding van de bijdrage in die kosten door de besturen.

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

6. Ontwerp van decreet tot machtiging van de Vlaamse regering om mee te werken aan de oprichting van de naamloze vennootschap "Reproductiefonds Vlaamse Musea".

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

Woensdag 10 februari 1999

Van 10 uur af :

Voorstel van decreet en voorstel van resolutie. — Beraadslaging.

Voorstel van decreet van de heren Paul Dumez, Robert Voorhamme, Joachim Coens, André Van Nieuwkerke, Johan De Roo en Freddy De Vilder houdende het beleid en het beheer van de zeehavens.

(Gewestaangelegenheid.)

Voorstel van resolutie van de heren Johan Malcorps en Jos Stassen betreffende de bevordering van de samenwerking tussen de zeehavens van de Hamburg-Le Havre-Range.

(Gewestaangelegenheid.)

Van 14 uur af :

Actuele vragen (Regl. art. 82).

Eventueel : Voortzetting van de agenda van de morgenvergadering.

Voorstellen van resolutie - Besprekingen.

1. Voorstel van resolutie van de heren André Denys en Marino Keulen betreffende de integratie van kunstwerken op rotondes.

(Gemeenschaps- en gewestaangelegenheden.)

1. Voorstel van resolutie van de heren John Taylor, Stefaan Platteau, Carlos Lisabeth, Herman De Reuse, Jean-Marie Bogaert en Mevr. Cecile Verwimp-Sillis betreffende de procedures met betrekking tot de oprichting van serviceflats voor bejaarden langs de Bevak NV Serviceflats Invest.

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

Verzoekschrift - Verslag.

Verzoekschrift met betrekking tot de wijze waarop de feestdag van de Vlaamse Gemeenschap aan bod komt op de VRT.

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

Van 16 uur af :

Hoofdelijke stemmingen :

1. over het ontwerp van decreet tot machtiging van de Vlaamse regering om een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid op te richten voor de uitvoering van opdrachten met betrekking tot de werving en selectie van overheidspersoneel.

(Gemeenschaps- en gewestaangelegenheden.);

2. over het ontwerp van decreet houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord van 8 oktober 1998 tussen de federale Staat en de Vlaamse Gemeenschap inzake de begeleiding en behandeling van daders van seksueel misbruik.

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

3. over het ontwerp van decreet betreffende de aanpassing van het onderwijs voor sociale promotie en de vervanging van de wet van 5 maart 1965 op het schriftelijk onderwijs.

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

4. over het ontwerp van decreet tot bekrachtiging van het besluit van de Vlaamse regering van 1 december 1998 tot bepaling van de ontwikkelingsdoelen voor het buitengewoon basisonderwijs type 2.

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

5. over het ontwerp van decreet houdende goedkeuring van het samenwerkingsakkoord van 9 december 1997 tussen de federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, het Waals Gewest en de Duitstalige Gemeenschap betreffende de wijze van omslag van de kosten van de gewestelijke ontvangers en de wijze van de inhouding van de bijdrage in die kosten door de besturen.

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

6. over het ontwerp van decreet tot machtiging van de Vlaamse regering om mee te werken aan de oprichting van de naamloze vennootschap "Reproductiefonds Vlaamse Musea".

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

7. over het voorstel van decreet van de heren Paul Dumez, Robert Voorhamme, Joachim Coens, André Van Nieuwkerke, Johan De Roo en Freddy De Vilder houdende het beleid en het beheer van de zeehavens.

(Gewestaangelegenheid.);

8. over het voorstel van resolutie van de heren André Denys en Marino Keulen betreffende de integratie van kunstwerken op rotondes.

(Gemeenschaps- en gewestaangelegenheden.)

9. over het voorstel van resolutie van de heren John Taylor, Stefaan Platteau, Carlos Lisabeth, Herman De Reuse, Jean-Marie Bogaert en Mevr. Cecile Verwimp-Sillis betreffende de procedures met betrekking tot de oprichting van serviceflats voor bejaarden langs de Bevak NV Serviceflats Invest.

(Gemeenschapsaangelegenheid.)

10. over de met redenen omklede moties :

- van de heren Didier Ramoudt, Julien Demeulenaere en Jean-Marie Bogaert tot besluit van de op 19 januari 1999 door de heer Didier Ramoudt in commissie gehouden interpellatie tot de heer Steve Stevaert, minister vice-president van de Vlaamse regering, Vlaams minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening, over de schaderegeling ten aanzien van de slachtoffers van het vliegtuigongeval van 26 juli 1997 op de airshow in Oostende.

(Gewestaangelegenheid.)

- van Mevr. Cecile Verwimp-Sillis en de heer Johan Malcorps tot besluit van de op 19 januari 1999 door Mevr. Cecile Verwimp-Sillis in commissie gehouden interpellatie tot de heer Steve Stevaert, minister vice-president van de Vlaamse regering, Vlaams minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening, over de bouwvergunning voor een afvalverbrandingsoven in Drogenbos.

(Gewestaangelegenheid.);

- van de heer Johan Sauwens tot besluit van de op 19 januari 1999 door de heer Johan Sauwens in commissie gehouden interpellatie tot de heer Steve Stevaert, minister vice-president van de Vlaamse regering, Vlaams minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening, over de Noord-Zuidverbinding tussen Overpelt en Helchteren.

(Gewestaangelegenheid.)

- van de heer Johan Sauwens tot besluit van de op 19 januari 1999 door de heer Johan Sauwens in commissie gehouden interpellatie tot de heer Steve Stevaert, minister vice-president van de Vlaamse regering, Vlaams minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening, over de vergunning voor de bouw van een slotklooster op het koninklijk domein van Opgrimbie.

(Gewestaangelegenheid.)

Hoofdelijke stemmingen kunnen ook na 17 uur worden gehouden.

[S - C - 99/35177]

Openbare commissievergaderingen

Agenda

Dinsdag 9 februari 1999

Commissie ad hoc Bijzondere Jeugdzorg

Quinten Metsijszaal - 2e verdieping

Te 10 uur :

1. Ontwerp van maatschappelijke beleidsnota bijzondere jeugdzorg.

Voortzetting van de bespreking.

De Commissie vergadert eveneens op vrijdag 12 februari 1999, om 14 uur

Woensdag 10 februari 1999

Werkgroep Gelijke Kansen voor Mannen en Vrouwen

Quinten Metsijszaal - 2e verdieping

Te 12 u. 30 m. en te 14 uur :

Gedachtewisseling met Mevr. Lydia Maximus over de activiteiten van de Raad van Europa betreffende de vrouwenemancipatie.

Benoeming van een verslaggever.

Donderdag 11 februari 1999

Commissie voor Financiën en Begroting

Peter Paul Rubenszaal - 2e verdieping

Te 10 uur :

1. Gedachtewisseling over een ontwerp van besluitvormingsszenario voor bijzondere financiële transacties aangegaan door Vlaamse overheidsdiensten en -instellingen. Advies van het Rekenhof van 21 december 1998.

Voortzetting van de bespreking.

3. Gedachtewisseling over het doelmatigheidsonderzoek door het Rekenhof : verslag over het onderzoek naar subsidies in de Vlaamse Gemeenschap.

Benoeming van een verslaggever en bespreking.

Donderdag 11 februari 1999

Commissie voor Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken en Vervoer

Quinten Metsijszaal - 2e verdieping

Te 10 uur :

1. Interpellatie van de heer Francis Vermeiren tot de heer Steve Stevaert, minister vice-president van de Vlaamse regering, Vlaams minister van Openbare Werken, Vervoer en Ruimtelijke Ordening, over de plannen voor de realisatie van een gewestelijk expresnet rond Brussel tegen 2005 en de gevolgen hiervan voor Vlaams-Brabant.

2. Voorstel van resolutie van de heren Frans Wymeersch en Pieter Huybrechts betreffende de nieuwe containerterminal en de ontwikkeling van de Waaslandhaven.

Benoeming van een verslaggever, bespreking en eventueel stemming.

3. Voorstel van decreet van de heer Patrick Lachaert houdende wijziging van artikel 73 van het decreet betreffende de ruimtelijke ordening, gecoördineerd op 22 oktober 1996.

Benoeming van een verslaggever, bespreking en eventueel stemming.

Donderdag 11 februari 1999

Commissie voor Welzijn, Gezondheid en Gezin

Jeroen Bosezaal - 2e verdieping

Te 10 en te 14 uur :

Voorstel van decreet van de heer Guy Swennen en Mevr. Sonja Becq cs. houdende de organisatie van de zorgverzekering.

Voorstel van decreet van Mevr. Yolande Avontroodt en de heren André Denys, Dirk Van Mechelen en Etienne De Groot houdende invoering van een zorgverzekering voor zorgbehoevenden.

Voortzetting van de bespreking.

De Commissie vergadert eveneens op vrijdag 12 februari 1999, om 10 uur.

Donderdag 11 februari 1999

Commissie voor Cultuur en Sport

James Ensorzaal - 2e verdieping

Te 10 uur :

1. Voorstel van decreet van Mevr. Kathy Lindekens, Mevr. Mieke Van Hecke, de heren Marino Keulen, Jos Stassen en Lieven Dehandschutter houdende oprichting van een Vlaams Fonds voor de Letteren.

Voortzetting van de bespreking en stemming.

Te 14 uur :

2. Voorstel van decreet van de heren Joachim Coens en André Van Nieuwkerke, Mevr. Mieke Van Hecke en de heer Peter Vanvelthoven houdende erkenning en subsidiëring van de Vlaamse sportfederaties.

Voortzetting van de bespreking en eventueel stemming.

Commissie voor Werkgelegenheid en Economische Aangelegenheden

Donderdag 11 februari 1999

Pieter Bruegelzaal - 3e verdieping

Te 10 uur :

1. Voorstel van decreet van de heer Luk Van Nieuwenhuysen houdende wijziging van het decreet van 27 juni 1985 op de Sociaal-Economische Raad van Vlaanderen.

Benoeming van een verslaggever, bespreking en eventueel stemming.

Te 14 uur :

3. Interpellatie van de heer Jean-Marie Bogaert tot de heer Theo Kelchtermans, Vlaams minister van Leefmilieu en Tewerkstelling, over de evaluatie van de werkoosheidscijfers in Vlaanderen.

4. Ontwerp van decreet met betrekking tot de private arbeidsbemiddeling in het Vlaamse Gewest.

Voorstel van decreet van de heer Eddy Schuermans cs. houdende bepalingen inzake arbeidsbemiddeling en een erkenningsregeling voor particuliere bureaus voor arbeidsbemiddeling tegen betaling.

Hoorzitting met een aantal deskundigen uit de sportsector.

Voortzetting van de bespreking en eventueel stemming.

Donderdag 11 februari 1999

Commissie voor Leefmilieu en Natuurbehoud

Antoon Van Dyckzaal - 2e verdieping

Te 10 u. 15 m. :

1. Vraag om uitleg van de heer Johan Malcorps tot de heer Theo Kelchtermans, Vlaams minister van Leefmilieu en Tewerkstelling, over het rechterlijk verbod om de ISVAG-oven te Wilrijk terug te starten.

2. Ontwerp Milieubeleidsvereenkomst afgedankte voertuigen.

Benoeming van een verslaggever, toelichting en bespreking.

3. Voorstel van decreet van de heer Johan Malcorps houdende de milieuhinder.

Benoeming van een verslaggever, bespreking en eventueel stemming.

Te 14 uur :

Hoorzitting over de stand van zaken en de perspectieven inzake mestverwerking met vertegenwoordigers van de N.V. Danis, CVBA Biopower en N.V. MAV.

Donderdag 11 februari 1999

Commissie voor Mediabeleid

Valerius De Saedeleerzaal - 2e verdieping

Te 14 uur :

1. Vraag om uitleg van Mevr. Vera Dua tot de heer Eric Van Rompuy, Vlaams minister van Economie, KMO, Landbouw en Media, over mogelijke zendtijd voor de moslimgemeenschap.

2. Voorstel van decreet van de heer Michel Doomst houdende wijziging van de artikelen 78 en 79 van de decreten betreffende de radio-omroep en de televisie, gecoördineerd op 25 januari 1995.

Voortzetting van de bespreking en eventueel stemming.

3. Voorstel van resolutie van Mevr. Marijke Dillen en de heer Jan Penris betreffende de organisatie van een Week van de televisie.

Benoeming van een verslaggever, bespreking en eventueel stemming.

4. Voorstel van resolutie van Mevr. Marijke Dillen en de heer Jan Penris betreffende maatregelen tot het houden van een wetenschappelijk onderzoek naar het aandeel van Nederlandstalige programma's op de openbare televisieomroep en Nederlandstalige muziek op de radiozenders.

Benoeming van een verslaggever, bespreking en eventueel stemming.

5. Voorstel van decreet van Mevr. Marijke Dillen en de heren Filip Dewinter en Jan Penris houdende wijziging van de decreten betreffende de radio-omroep en de televisie, gecoördineerd op 25 januari 1995.

Benoeming van een verslaggever, bespreking en eventueel stemming.

Donderdag 11 februari 1999

Commissie Mobiliteit

Hans Memlingzaal - 2e verdieping

Te 14 uur :

Voortzetting van de bespreking van de synthesenota's over de luiken :

- bereikbaarheid;
- basismobiliteit;
- verkeersleefbaarheid;
- verkeersveiligheid.

Donderdag 11 februari 1999

Subcommissie voor Financiën en Begroting

Constant Permekezaal - 2e verdieping

Te 14 u. 30 m. :

1. Boek van het Rekenhof 1998. - 10e Boek met opmerkingen en informatie voorgelegd aan het Vlaams Parlement. Dienst voor de Scheepvaart - pp. 223-224 en 480.

Benoeming van een verslaggever en bespreking.

2. Boek van het Rekenhof 1998. - 10e Boek met opmerkingen en informatie voorgelegd aan het Vlaams Parlement. Vlaamse Landmaatschappij - pp. 210 en 463-468.

Benoeming van een verslaggever en bespreking.

3. Boek van het Rekenhof 1998. - 10e Boek met opmerkingen en informatie voorgelegd aan het Vlaams Parlement. Geïntegreerde economische boekhouding en budgettaire rapportering van de Vlaamse Openbare Instellingen (VOI's) - pp. 245-255.

Voortzetting van de bespreking.

Vrijdag 12 februari 1999

Commissie voor Welzijn, Gezondheid en Gezin

Jeroen Boschzaal - 2e verdieping

Te 10 uur :

Voorstel van decreet van de heer Guy Swennen en Mevr. Sonja Becq cs. houdende de organisatie van de zorgverzekering.

Voorstel van decreet van Mevr. Yolande Avontroodt en de heren André Denys, Dirk Van Mechelen en Etienne De Groot houdende invoering van een zorgverzekering voor zorgbehoevenden.

Voortzetting van de bespreking en eventueel stemming.

Vrijdag 12 februari 1999

Commissie ad hoc Bijzondere Jeugdzorg

Valerius De Saedeleerzaal - 2e verdieping

Te 14 uur :

Ontwerp van maatschappelijke beleidsnota bijzondere jeugdzorg.

Voortzetting van de bespreking.

ASSEMBLEE DE LA COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE BRUXELLES-CAPITALE

[99/31061]

Commission publique

Commission mixte de concertation entre l'Assemblée de la Commission communautaire française et les milieux de population d'origine étrangère de la Région de Bruxelles-Capitale

Mercredi 20 février 1999, à 12 heures

(Maison des Parlementaires — Salle 1)

Ordre du jour :

1. Formation professionnelle :

Audition de M. Michel Peffer, directeur général de l'I.B.F.F.P.

Audition de M. Hamdi Kheddada, responsable du service psycho-social du centre FAC.

Discussion.

2. Divers.

Avis divers – Verschillende berichten

Banque Nationale de Belgique – Nationale Bank van België

boulevard de Berlaimont 14, 1000 Bruxelles — de Berlaimontlaan 14, 1000 Brussel
R.C. Bruxelles 22300 — T.V.A. 203.201.340 — H.R. Brussel 22300 — BTW 203.201.340

Encours au 05/02/99 — Stand per 05/02/99
En millions d'euro — In miljoenen euro

[C - 99/40006]

Actif		Activa
Avoirs et créances en or	2 132	Goud en goudvorderingen
Créances en devises sur des non-résidents de la zone euro	-	Vorderingen op niet-ingezetenen van het eurogebied, luidende in vreemde valuta
Créances sur le FMI	2 364	Vorderingen op het IMF
Comptes auprès de banques, titres, prêts et autres actifs en devises	7 904	Tegoeden bij banken, beleggingen in waarde-papieren, externe leningen en overige externe activa
Créances en devises sur des résidents de la zone euro	26	Vorderingen op ingezetenen van het eurogebied, luidende in vreemde valuta
Créances en euro sur des non-résidents de la zone euro	9	Vorderingen op niet-ingezetenen van het eurogebied, luidende in euro
Concours aux contreparties du secteur financier de la zone euro	-	Kredietverlening aan tegenpartijen uit de financiële sector binnen het eurogebied
Opérations principales de refinancement	8 924	Basis-herfinancieringstransacties
Opérations de refinancement à plus long terme	329	Langerlopende herfinancieringstransacties
Cessions temporaires de réglage fin	-	« Fine-tuning »-transacties met wederinkoop
Cessions temporaires à des fins structurelles	-	Structurele transacties met wederinkoop
Facilité de prêt marginal	-	Marginale beleningsfaciliteit
Appels de marge versés	-	Kredieten uit hoofde van margestortingen
Autres concours	-	Overige leningen
Titres en euro émis par des résidents de la zone euro	3 795	Waardepapieren uitgegeven door ingezetenen van het eurogebied, luidende in euro
Créances Intra-SEBC	-	Intra-ESCB vorderingen
Participation dans le capital de la BCE	143	Deelneming in het kapitaal van de ECB
Créances équivalent au transfert de réserves externes	1 433	Vorderingen overeenkomend met de transfer van externe reserves
Créances liées à l'émission de promesses en garantie de certificats de dette émis par la BCE	-	Vorderingen ingevolge de uitgifte van promessen als zekerheidstelling voor door de ECB uitgegeven schuldbewijzen
Autres créances dans le SEBC (nettes)	54 785	Overige vorderingen in het ESCB (netto)
Autres actifs	1 557	Overige activa
	83 401	
Passif		Passiva
Billets en circulation	10 984	Bankbiljetten in omloop
Engagements en euro envers les contreparties du secteur financier de la zone euro	-	Verplichtingen aan tegenpartijen uit de financiële sector binnen het eurogebied, luidende in euro
Comptes courants (y compris les réserves obligatoires)	5 694	Rekeningen-courant (met inbegrip van reserveverplichtingen)
Facilité de dépôt	-	Depositofaciliteit
Reprises de liquidités en blanc	-	Termijndeposito's
Cessions temporaires de réglage fin	-	« Fine-tuning »-transacties met wederinkoop
Appels de marge reçus	-	Deposito's uit hoofde van margestortingen
Engagements en euro envers d'autres résidents de la zone euro	-	Verplichtingen aan overige ingezetenen van het eurogebied, luidende in euro
Engagements envers des administrations publiques	97	Overheid
Autres engagements	77	Overige verplichtingen
Engagements en euro envers des non-résidents de la zone euro	60 545	Verplichtingen aan niet-ingezetenen van het eurogebied, luidende in euro
Engagements en devises envers des résidents de la zone euro	-	Verplichtingen aan ingezetenen van het eurogebied, luidende in vreemde valuta
Engagements en devises envers des non-résidents de la zone euro	637	Verplichtingen aan niet-ingezetenen van het eurogebied, luidende in vreemde valuta
Contrepartie des droits de tirage spéciaux alloués par le FMI	584	Tegenwaarde toegewezen bijzondere trekingsrechten in het IMF
Dettes Intra-SEBC	-	Intra-ESCB schulden
Dettes liées à l'émission de promesses en garantie de certificats de dette émis par la BCE	-	Schulden ingevolge de uitgifte van promessen als zekerheidstelling voor door de ECB uitgegeven schuldbewijzen
Autres dettes dans le SEBC (nettes)	-	Overige schulden in het ESCB (netto)
Autres passifs	1 430	Overige passiva
Comptes de réévaluation	2 321	Herwaarderingsrekeningen
Capital et réserves	1 032	Kapitaal en reserves
	83 401	

Mme le Secrétaire — Mevr. de Secretaris
M. DE WACHTER

Le Gouverneur - De Gouverneur
A. VERPLAETSE

16FACULTE POLYTECHNIQUE DE MONS

Thèse de doctorat en sciences appliquées

M. Sélim Datoussaïd défendra, en séance publique, le jeudi 25 février 1999, à 10 heures, à la salle académique, boulevard Dolez 31, à Mons, sa thèse de doctorat intitulée : « Optimisation du comportement dynamique et cinématique de systèmes multicorps à structure cinématique complexe ». (19110)

UNIVERSITE DE LIEGE

Faculté des sciences

Doctorat en sciences

M. Jacques Georis, licencié en biochimie, présentera le jeudi 25 février 1999, à 14 h 45, à l'auditoire 202, bâtiment des petits amphithéâtres au Sart Tilman, l'examen en vue de l'obtention du grade académique de docteur en sciences.

Cette épreuve consistera en la défense publique d'une dissertation intitulée : « Etude de l'adaptation sélective aux hautes températures d'une xylanase mésophile ». (19111)

Loi du 29 mars 1962 (articles 9 et 21)
Wet van 29 maart 1962 (artikelen 9 en 21)

Gemeente Ravels

Bijzonder plan van aanleg — Bericht openbaar onderzoek

Het college van burgemeester en schepenen maakt bekend dat de gemeenteraad op 11 januari 1999 het bijzonder plan van aanleg « Raaf-tuinen » voorlopig goedgekeurde en besliste dit te onderwerpen aan een openbaar onderzoek.

Het dossier, bestaande uit een plan van de bestaande toestand, een bestemmingsplan, de stedenbouwkundige voorschriften en een toelichting, ligt voor eenieder ter inzage bij de afdeling bouwdienst van de gemeente, Gemeentelaan 60, 2381 Ravels (Weelde) gedurende een termijn van dertig dagen, hetzij van zondag 1 maart 1999 tot en met woensdag 31 maart 1999, dag waarop het openbaar onderzoek wordt beëindigd te 12 uur.

Al wie omtrent dit bijzonder plan van aanleg bezwaren of opmerkingen wenst te maken, moet deze schriftelijk aan het college van burgemeester en schepenen overmaken uiterlijk op woensdag 31 maart 1999 of mondeling enkel de laatste dag van het openbaar onderzoek vóór 12 uur.

Ravels, 2 februari 1999. (2584)

Stad Menen

Bijzonder plan van aanleg — Bericht van onderzoek

Het college van burgemeester en schepenen van de stad Menen, brengt ter kennis aan de bevolking dat, overeenkomstig de bepalingen van artikel 21 van de wet van 29 maart 1962, houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw en de latere wijzigingen, volgend bijzonder plan van aanleg, voorlopig aangenomen in de gemeenteraad d.d. 29 januari 1999, ter inzage ligt van het publiek op de stedelijke technische dienst, Grote Markt 6, te Menen, bureau nr. 4, en dit vanaf 11 februari 1999 tot en met 15 maart 1999.

B.P.A. 2 a Guido Gezellelaan.

Al wie bezwaren of opmerkingen te maken heeft nopens dit B.P.A. moet dit schriftelijk ter kennis brengen aan het schepencollege, uiterlijk tegen 15 maart 1999.

Menen, 1 februari 1999. (2585)

Annonces – Aankondigingen

SOCIETES – VENNOOTSCHAPPEN

Evras, société anonyme,
avenue de la Chenaie 46, 1180 Bruxelles (Uccle)

R.C. Bruxelles 408780 – T.V.A. 417.723.174

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 18 février 1999, à 13 heures.

Ordre du jour :

1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (2476)

« Milioni Import-Export », société anonyme,
rue J. Destrée 96, 6001 Marcinelle

R.C. Charleroi 174356 – T.V.A. 447.743.981

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 18 février 1999, à 17 heures. — Ordre du jour : 1. Rapport de gestion du conseil d'administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation des résultats. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. Pour assister à l'assemblée, dépôt des titres au siège social, cinq jours francs avant la réunion. (2477)

Immobilière Riga, société anonyme,
square Riga 30, 1030 Bruxelles

R.C. Bruxelles 518766

Chers actionnaires,

Nous vous prions de bien vouloir assister à l'assemblée générale ordinaire qui se tiendra le 18 février 1999, à 11 heures, au siège social.

Ordre du jour :

1. Adoption des comptes annuels.
 2. Décision concernant les résultats.
 3. Décharge aux administrateurs.
 4. Divers.

Il convient, conformément à l'article 20 des statuts, de déposer les titres au porteur cinq jours avant l'assemblée, au siège social. (2478) Le conseil d'administration.

Trevi, naamloze vennootschap,
Krommebeekstraat 14, 8930 Menen

H.R. Kortrijk 127176 – BTW 447.717.158

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 18 februari 1999, te 18 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Goedkeuring bezoldiging bestuurders. 6. Varia. (2479)

**« Safimo », naamloze vennootschap,
Temselaan 20, 1853 Strombeek-Bever**

H.R. Brussel 394864 – BTW 403.360.642

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de buitengewone algemene vergadering der aandeelhouders die zal gehouden worden op 18 februari 1999, op het kantoor van notaris Ludovic Du Faux, te Moeskroen, Stationstraat 80, om 17 u. 30 m.

Agenda :

1. Jaarverslagen van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten respectievelijk op 31 december 1996 en op 31 december 1997.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Verplaatsing van de zetel.
6. Ontslag en benoeming van bestuurders.

(2480) De raad van bestuur.

**Dadipark, naamloze vennootschap,
Moorsledestraat 6, 8890 Moorslede**

H.R. Kortrijk 120443 – BTW 439.425.341

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 18 februari 1999, te 9 u. 30 m. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten. (2481)

**Maraston, société anonyme,
drève du Triège de la Bruyère 7, à 1420 Braine-l'Alleud**

R.C. Nivelles 63151 – T.V.A. 437.917.287

Assemblée générale ordinaire le 26 février 1999, à 11 heures, au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport des comptes annuels et comptes des résultats. 2. Affectation des résultats. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. Pour assister à l'assemblée, se conformer aux statuts. (2483)

**Avallon, société anonyme,
avenue Prince d'Orange 28A, à 1180 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 493501 – T.V.A. 431.200.434

L'assemblée générale ordinaire se réunira au siège social, le 26 février 1999, à 18 heures. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels au 30 septembre 1998. 2. Affectation des résultats. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Réélections statutaires. 5. Divers. (2484)

**« Warehouses Estates Belgium », en abrégé « W.E.B. »,
société en commandite par actions,
6041 Gosselies, avenue Jean Mermoz 29**

R.C. Charleroi 144480 – T.V.A. 426.715.074

Les associés sont convoqués à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra devant le notaire Sylvain Linker, à Jumet (chaussée de Gilly 65), le vendredi 26 février 1999, à 9 h 30, et qui aura pour ordre du jour :

1. Lecture des rapports de la gérance et du reviseur d'entreprises ainsi que du projet de fusion par absorption de la S.A. « Immowa » par la S.C.A. « Warehouses Estates Belgium », établis conformément aux articles 174/2 à 174/4 des LCSC.

2. Proposition d'approuver le projet de fusion et proposition de décider de procéder à la fusion par absorption de l'ensemble du patrimoine comprenant tant les droits et obligations, de la société anonyme « Immowa », société absorbée, ayant son siège situé avenue Jean Mermoz 29, à 6041 Gosselies, le tout conformément aux modalités et aux conditions déterminées dans le projet de fusion précité.

3. Proposition de constater la dissolution sans mise en liquidation de la société absorbée.

4. Proposition d'augmenter le capital par suite de la décision de fusion, à concurrence de BEF 138 425, par apport du capital de la S.A. « Immowa », société absorbée, pour porter le capital social de la société absorbante, de BEF 200 482 710 à BEF 200 621 135, par la création de 136 parts de capital nouvelles sans désignation de valeur nominale, jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes et participant aux bénéfices à partir du 1^{er} septembre 1998, sauf le dividende relatif à l'exercice précédent.

5. Attribution de parts sociales nouvelles de la société absorbante sans désignation de valeur nominale.

6. Proposition de constater l'augmentation de capital et le transfert du patrimoine de la société absorbée à la société absorbante.

7. Proposition de modifier l'article 7 des statuts pour le mettre en concordance avec les résolutions qui précèdent, en y ajoutant un historique du capital.

8. Proposition de décharge aux administrateurs de la S.A. « Immowa », société absorbée.

9. Démission du commissaire-reviseur, M. Guy Boulanger, dont les bureaux sont à Bois-de-Villers, rue Gaston Ragon 26, et proposition de nomination d'un nouveau commissaire-reviseur, à savoir la société civile sous forme de société coopérative à responsabilité limitée « Deloitte & Touche Reviseur d'entreprises », immatriculée au registre des sociétés civiles sous le n° B025, représentée par James Fulton.

10. Coordination des statuts et pouvoirs à conférer à la gérance pour l'exécution des décisions qui précèdent.

Les actionnaires sont invités à déposer, en l'étude, trois jours francs avant l'assemblée, leurs titres ou de venir avec la preuve de la détention de leurs titres lors de l'assemblée.

Les documents relatifs à la fusion projetée sont disponibles en l'étude du notaire Linker ou au siège social de la société où tout détenteur de titres pourra venir les consulter. (2486)

**Lesavinvest, société anonyme,
7331 Saint-Ghislain (ex-Baudour), rue Louis Caty 1**

R.C. Mons 133937 – T.V.A. 434.783.197

Les actionnaires sont convoqués à l'assemblée générale extraordinaire qui se tiendra en l'étude de Me Marcel Lerclercq, notaire à Quaregnon (rue de Pâturages 13), le jeudi 18 février 1999, à 10 heures, et qui aura pour ordre du jour :

1. Augmentation du capital de cinq cent mille francs (500 000 francs) pour le porter à deux millions cinq cent mille francs (2 500 000 francs) par la création de cinq cents (500) actions nouvelles, du même type et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes, sauf qu'elles ne participeront aux bénéfices de la société qu'à partir de ce jour. Ces actions nouvelles seront immédiatement souscrites en espèces au prix de mille francs (1 000 francs) chacune et entièrement libérées à la souscription.

2. Droit de souscription préférentielle consacré par l'article 34bis, paragraphe 1 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales.

3. Souscription et libération des actions nouvelles.

4. Proposition de constater la réalisation effective de l'augmentation du capital.

5. Modification de l'article cinq des statuts pour le mettre en concordance avec le nouveau montant du capital, en y ajoutant un historique de la formation du capital.

6. Pouvoirs à conférer au conseil d'administration pour l'exécution des résolutions à prendre sur les objets qui précèdent.

Les actionnaires sont invités à venir avec la preuve de la détention de leurs titres lors de l'assemblée. (2487)

**A.B.T. & S., société anonyme,
rue Van Oost 34, 1030 Bruxelles 3**

R.C. Bruxelles 533709 — T.V.A. 440.886.675

Assemblée Générale le 18/02/99 à 11.00 H. — Ordre du jour : - Approbation comptes annuels au 30/09/1998. - Décharge aux administrateurs. - Affectation du résultat. (40170)

**A.B.T. & S., naamloze vennootschap,
Van Ooststraat 34, 1030 Brussel**

H.R. Brussel 533709 — BTW 440.886.675

Algemene Vergadering van 18/02/99 om 11.00 u. — Dagorde : Goedkeuring jaarrekening per 30/09/1998. Kwijting aan de bestuurders. Bestemming van het resultaat. (40170)

**Agrimex, naamloze vennootschap,
Secr. Van De Venlaan 13, 2390 Vosselaar**

H.R. Turnhout 60715 — BTW 435.340.552

Jaarvergadering op 17/02/99 om 18.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30/09/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (40171)

**Alamo Groves, société anonyme,
avenue du Bois de Sapins 2, 1200 Bruxelles 20**

R.C. Bruxelles 569632 — T.V.A. 448.417.439

Une assemblée générale extraordinaire se tiendra le 22/02/99 à 14 heures, steenweg naar Ninove, 125 à 1670 Pepingen. — Ordre du jour : 1. Révocation d'un administrateur. 2. Nomination. 3. Divers. (40172)

**AMC Machinebouw, naamloze vennootschap,
Schurhovenveld 3073, 3800 Sint-Truiden**

H.R. Hasselt 96899 — BTW 461.188.874

De jaarvergadering zal gehouden worden op 19/02/99 om 18.00 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking en goedkeuring jaarrekening per 30/09/1998. Kwijting aan de bestuurders. 3. Ontslagen en benoemingen. (40173)

**Benelux Logistiek, naamloze vennootschap,
Industriezone Maalbeek,
R. Pelgrimslaan 101, 1702 Groot-Bijgaarden**

H.R. Brussel 592944 — BTW 455.423.512

Oproeping voor de jaarvergadering op 18/02/99 om 17 uur, op de zetel van de vennootschap. — Agenda : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30/09/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag. Zich gedragen naar de statuten. (40174)

**Bouwmaterialen Alf. Lambrechts, naamloze vennootschap,
Berlaarsesteenweg 32-34, 2500 Lier**

H.R. Mechelen 1232 — BTW 404.031.922

De heren aandeelhouders worden verzocht de jaarlijkse algemene vergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel, op 23/02/99, te 17 uur. — Agenda : 1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening. 2. Kwijting aan de bestuurders. 3. Toewijzing van het resultaat. 4. Rondvraag. Om toegelaten te worden tot de vergadering, zich schikken naar de statuten. (40175)

**Care Plus, société anonyme, en liquidation,
chaussée de Bruxelles 414, 1190 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 455424 — T.V.A. 425.310.554

Assemblée générale ordinaire le 17/02/99 à 12 heures au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport du Conseil d'Administration. 2. Approbation des comptes annuels. 3. Affectation du résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Rapport du liquidateur. 6. Situation à fin d'exercice. 7. Divers. Se conformer aux statuts. (40176)

**Constellation International Airlines, société anonyme,
rue Georges Moureau 174, 1070 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 597654 — T.V.A. 418.426.623

L'Assemblée générale annuelle se tiendra le 19/02/99 à 11 heures, Excelsiorlaan 47, 1930 Zaventem. — Ordre du jour : 1. Approbation des comptes annuels au 31/10/1998. 2. Rapport de gestion du conseil d'administration. 3. Décharge aux administrateurs. 4. Divers. (40177)

**De Statie, commanditaire vennootschap op aandelen,
Amersveldestraat 132, 8830 Hooglede**

H.R. Kortrijk 110547

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 20/02/99 16 uur. — Agenda : 1. Goedkeuring jaar- en resultatenrekening per 30/09/1998. 2. Aanwending resultaat. 3. Verslag van de commissaris-revisor. 4. Wedde zaakvoerder. 5. Statutaire ontlasting zaakvoerder en commissaris revisor. 6. Allerlei. (40178)

**Debomat, naamloze vennootschap,
Zwaarveld 14, 9220 Hamme**

H.R. Dendermonde 40669 — BTW 429.999.317

Jaarvergadering op 22/02/99 om 10 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30/09/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (40179)

**Dentinvest, naamloze vennootschap,
Victor Govaerslaan 16, 2170 Merksem (Antwerpen)**

H.R. Antwerpen 282610
—

Jaarvergadering op 24/02/99 om 18.00 u., op de zetel. — Dagorde :
1. Goedkeuring verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening
per 30/09/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Décharge verlenen aan de
raad van bestuur. 5. Allerlei. Zich schikken naar de statuten. (40180)

**Devi Consulting, naamloze vennootschap,
Ruitersweg 23, 8520 Kuurne**

H.R. Kortrijk 120231 — BTW 439.301.617
—

Jaarvergadering op 19/02/99 om 17.00 u., ten maatschappelijke
zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaar-
rekening per 31/08/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuur-
ders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (40181)

**Dimanche, société anonyme,
Route de Mariembourg 10, 5670 Nismes (commune de Viroinval)**

R.C. Dinant 20070 — T.V.A. 415.068.146
—

Les actionnaires sont priés d'assister à l'assemblée générale extraor-
dinaire qui se tiendra le 18 février 1999 à 11 heures en l'étude du notaire
Vincent Dandoy, Chaussée de Roly, 4, 5660 Mariembourg. — Ordre du
jour : - Modification des articles suivants : 3 (siège); 4 (objet / rapport
du conseil d'administration, état résumant la situation active et passive
de la société); 6 (capital); 8 (nature des titres); 10 (administration,
surveillance); 11 (Assemblée générales); 12 (écritures sociales, bilan,
répartition); Titres VII : Dispositions générales. - Suppression articles 7
(souscription, libération) et 13 (dissolution, liquidation). - Renouvelle-
ment du mandat des administrateurs et désignation d'un nouvel
administrateur-délégué. - Divers. - Pouvoirs. (40182)

**Elescom, naamloze vennootschap,
Guido Gezellestraat 48, 8020 Oostkamp**

H.R. Brugge 53841 — BTW 420.322.873
—

De aandeelhouders worden verzocht de buitengewone algemene
vergadering bij te wonen die zal plaatshebben op 22 februari 1999 om
10 uur, ter studie van Meester François Blontrock, notaris te
8000 Brugge, Duinenabdijstraat 13, met volgende agenda :

1. Verslag van de bedrijfsrevisor en bijzonder verslag van de raad van
bestuur in toepassing van artikel 34, §2 vennootschappenwet met
betrekking tot de kapitaalverhoging door middel van een niet -
geldelijke inbreng.

2. Kapitaalverhoging met vijfenveertig miljoen Belgische frank
(45.000.000 BEF) om het kapitaal van de vennootschap te brengen van
zevenenveertig miljoen vijfhonderd duizend Belgische frank
(47.500.000 BEF) op tweeënnegentig miljoen vijfhonderd duizend
Belgische frank door inbreng in natura van een schuld aan de,
naamloze vennootschap, LUMINOVA, groot vijfenveertig miljoen
Belgische frank (45.000.000 BEF) door het creëren van zeven duizend
driehonderd 7.300) nieuwe aandelen zonder nominale waarde, die
vanaf hun volstorting dezelfde rechten en voordelen zullen genieten
als de bestaande aandelen.

3. Wijziging van artikel 5 der statuten.

4. Toevoeging in artikel 11 van de statuten van een nieuw laatste lid
met de volgende tekst : "Wanneer evenwel op een algemene vergade-
ring van de aandeelhouders van de vennootschap wordt vastgesteld
dat de vennootschap niet meer dan twee aandeelhouders heeft, mag de
raad van bestuur uit slechts twee leden bestaan tot de dag van de
gewone algemene vergadering, die volgt op de vaststelling, door alle
middelen, dat er meer dan twee aandeelhouders zijn."

5. Toevoeging aan artikel 12, derde lid van de statuten met volgende
tekst : "In het geval de raad van bestuur conform artikel 11, laatste lid
van onderhavige statuten slechts uit twee bestuurders is samengesteld
wordt evenwel geen doorslaggevende stem verleend aan de voorzitter
van de raad van bestuur.

6. Schrappen van het achtste tot tiende lid van artikel 12 om het te
vervangen door volgende tekst : "Indien de bestuurders bij een
verrichting die de goedkeuring van de raad van bestuur behoeft, een
tegenstrijdig belang van vermogensrechtelijke aard hebben, dient de
wettelijk voorziene procedure te worden gevolgd."

7. Toevoeging in artikel 12 van de statuten van een nieuwe achtste
lid met de volgende tekst : "In uitzonderlijke gevallen wanneer de
dringende noodzakelijkheid en het belang van de vennootschap zulks
vereisen, kunnen de besluiten van de raad van bestuur worden
genomen bij éénparig schriftelijk akkoord van de bestuurders. Deze
procedure kan echter niet worden gevolgd voor de vaststelling van de
jaarrekening."

8. Toevoeging aan artikel 29, vierde lid van de statuten van volgende
tekst : ", tenzij de vennootschap beantwoordt aan de criteria 12, § 2 van
de Wet van 17 juli 1975 betreffende de boekhouding en de jaarrekening
van de ondernemingen."

9. Andere aanpassing van de statuten aan recente wetswijzigingen.

10. Beslissing betreffende coördinatie. (40183)

**Finvestra, naamloze vennootschap,
Strijdhoflaan 45, 2600 Berchem**

H.R. Antwerpen 280399 — BTW 442.097.690
—

Jaarvergadering op 19/02/99 om 14.00 u., ten maatschappelijke
zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaar-
rekening per 30/09/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuur-
ders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (40184)

**Foronex International, naamloze vennootschap,
Ooigemstraat 9, 8710 Wielsbeke**

H.R. Kortrijk 105640 — BTW 417.233.424
—

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen
bijwonen die zal gehouden worden op 17/02/99, te 15 uur, ten maat-
schappelijke zetel. — Agenda : 1. Bespreking en goedkeuring jaar-
rekening. 2. Bestemming resultaat. 3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Varia. Zich schikken naar de statuten. (40185)

**Gcp, naamloze vennootschap,
Naamssesteenweg 52, 3001 Leuven (Heverlee)**

H.R. Leuven 100629 — BTW 464.353.945
—

De Buitengewone algemene vergadering zal gehouden worden op
19/02/99 om 15 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Ontslag
van een afgevaardigd bestuurder. 2. Eventuele benoemingen. 3. Varia.
Zich richten naar de statuten. (40186)

**Ghesquiere Wevelgem Airlines, naamloze vennootschap,
Laagweg 128, 8940 Wervik**

H.R. Ieper 35488 — BTW 452.807.876
—

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op
16/02/99 om 18.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde :
1. Bespreking van de jaarrekening per 30/09/1998. 2. Goedkeuring van
de jaarrekening per 30/09/1998. 3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar
de statuten. (40187)

**Gheysen & Verpoort, naamloze vennootschap,
Moeskroenstraat 624, 8930 Menen**

H.R. Kortrijk 117873 — BTW 436.931.847

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 23/02/99 om 14 uur. — Dagorde : Verslag van de raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening. Bestemming van het resultaat. Kwijting aan bestuurders. Statutaire benoemingen. Mededeling in toepassing van artikel 60 van de Venn. W. Varia. (40188)

**Hansar International, société anonyme,
rue Belliard 205, 1040 Bruxelles**

R.C. Bruxelles 481429 — T.V.A. 428.706.049

Assemblée générale ordinaire le 22/02/99 à 11.00 H., au siège social. — Ordre du jour : 1. Rapport Conseil d'Administration. 2. Approbation comptes annuels au 30/09/1998. 3. Affectation résultat. 4. Décharge aux administrateurs. 5. Divers. (40189)

**Home Support, naamloze vennootschap,
Fleurussstraat 4, 9000 Gent**

H.R. Gent 165513 — BTW 447.509.005

Jaarvergadering op 23/02/99 om 10.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30/09/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Herbenoeming raad van bestuur. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (40190)

Hôtel de la Tour Notger, en liquidation, à Thuin

Les coopérateurs sont priés d'assister aux assemblées générales de clôture de liquidation qui se tiendront le 23 février 1999 à 14h30 et à 15 h - rue du village 58 à 6536 Donstiennes ayant à l'ordre du jour : Présentation des comptes de la liquidation, nomination d'un commissaire vérificateur. Convocation et fixation de l'ordre du jour de la deuxième assemblée générale. Rapport des liquidateurs. Rapport du commissaire vérificateur. Approbation des comptes annuels 95 à 98. Répartition de l'actif net. Décharge aux liquidateurs. Désignation du lieu de conservation des archives. Cloture définitive. (40191)

**Houtworm, naamloze vennootschap,
Industrieterrein Kanaal Noord 1460, 3960 Bree**

H.R. Tongeren 83795 — BTW 450.180.562

Jaarvergadering op 17/02/99 om 18.00 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30/09/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Benoeming bestuurders. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (40192)

**Ico, naamloze vennootschap,
De Laetstraat 6, 2845 Niel**

H.R. Antwerpen 269307 — BTW 436.825.741

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 19/02/99 te 18 uur op de zetel van de vennootschap. — Agenda : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring der voorgelegde jaarrekening per 30/09/1998. 3. Resultaatbestemming. 4. Emolumenten bestuurders. 5. Kwijting aan de bestuurders voor de uitoefening van hun mandaat. 6. Benoemingen en ontslagen. 7. Varia. Zich schikken naar de statuten. (40193)

**Idator, naamloze vennootschap,
Kelderijstraat 18, 9052 Zwijnaarde-Gent**

H.R. Gent 182315 — BTW 433.323.744

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 22/02/99 om 10.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30/09/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (40194)

**Immo B.D., naamloze vennootschap,
Karreveldlaan 36, 1080 Sint-Jans-Molenbeek**

H.R. Brussel 530981 — BTW 432.194.485

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering op 23/02/99 om 14 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30/09/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Ontslag - Benoeming bestuurder. (40195)

**Immo Van Pee, naamloze vennootschap,
Houthalenseweg 70, 3520 Zonhoven**

H.R. Hasselt 26186

Jaarvergadering op 19/02/99 om 15.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30/09/1998 en bestemming resultaat. 3. Kwijting bestuurders. 4. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (40196)

**Immobilienmaatschappij Stavast, naamloze vennootschap,
Bezelaerstraat 6, 2830 Willebroek**

H.R. Mechelen 69653

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 19/02/99 te 11 uur op de zetel van de vennootschap. — Agenda : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring der voorgelegde jaarrekening per 31/08/1998. 3. Resultaatbestemming. 4. Emolumenten bestuurders. 5. Kwijting aan de bestuurders voor de uitoefening van hun mandaat. 6. Benoemingen en ontslagen. 7. Varia. Zich schikken naar de statuten. (40197)

**Jabema, naamloze vennootschap,
Stationsstraat 121, 2440 Geel**

H.R. Turnhout 63635 — BTW 438.965.283

Jaarvergadering op 19/02/99, ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30/09/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (40198)

**L.N.S., naamloze vennootschap,
Lochtemansweg 23, Industrieterrein Zuid, 3580 Beringen**

H.R. Hasselt 84257 — BTW 434.113.305

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap, op 19/02/99, om 17 uur. — Dagorde : 1. Verslagen van bestuurders. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan bestuurders. 5. Allerlei. (40199)

**Molecule, naamloze vennootschap,
Pareelstraat 7, 8570 Anzegem-Vichte**
H.R. Kortrijk 105842 — BTW 425.917.793

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op zaterdag 20 februari 1998 om 11 uur in de zetel van de vennootschap. — Dagorde : 1. Lezing jaarverslag. 2. Lezing verslag commissaris-revisor. 3. Goedkeuring van de jaarrekening per 30/09/1998. 4. Bestemming van het resultaat. 5. Kwijting aan de bestuurders en commissaris-revisor. 6. Vaststelling einde mandaat bestuurders. Benoeming bestuurders. 7. Allerlei. (40200)
De raad van bestuur.

**Novan, naamloze vennootschap,
Lochtemansweg 23 Industrieterrein, 3580 Beringen**
H.R. Hasselt 100097 — BTW 427.042.302

Jaarvergadering op 19/02/99 om 20.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30/09/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting de bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (40201)

**Oxus, naamloze vennootschap,
Moeskroenstraat 624, te 8930 Menen**
H.R. Kortrijk 14136 — BTW 405.462.176

De jaarvergadering zal gehouden worden op de zetel, op 23/02/99, te 16 uur. — Dagorde : Verslag van de raad van bestuur. Goedkeuring van de jaarrekening. Bestemming van het resultaat. Kwijting aan bestuurders. Statutaire benoemingen. Mededeling in toepassing van art. 60 van de Venn. Wet. Varia. (40202)

**Pauwels en C°, naamloze vennootschap, in vereffening,
Voskenslaan 228 2de ver., 9000 Gent**
H.R. Gent 175476 — BTW 435.738.846

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 21/02/99 om 14.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30/09/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de vereffenaar. 5. Rondvraag. Zich schikken naar de statuten. (40203)

**Restaurant Oud Genck, naamloze vennootschap,
Winterslagstraat 51-53, 3600 Genk**
H.R. Tongeren 75278 — BTW 452.112.347

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 23/02/99 om 10.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Bespreking van de jaarrekening per 31/12/1998. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Rondvraag. Zich richten naar de statuten. (40204)

**Schoenmakerij Shoe Service, naamloze vennootschap,
Markt 1, 3590 Diepenbeek**
H.R. Hasselt 68846 — BTW 432.262.682

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarlijkse algemene vergadering, die zal gehouden worden op 17/02/99 om 20.00 uur ten maatschappelijke zetel en met volgende agenda :

1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Décharge aan de raad van bestuur. Zich richten naar de statuten. (40205)

**Schrootbedrijf A. De Rooy en zoon, naamloze vennootschap,
Wijnegembaan 2A, 2900 Schoten**
H.R. Antwerpen 167035 — BTW 403.713.010

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 22/02/99, te 20 uur, ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30/09/1998. 3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 4. Ontslag en benoeming bestuurders. 5. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (40206)

**Siglo 21, naamloze vennootschap,
Diestsesteenweg 249, 3010 Leuven**
H.R. Leuven 70757 — BTW 432.750.652

Jaarvergadering op 23/02/99 om 18.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/10/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Benoemingen. 6. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (40207)

**Sobstraal, naamloze vennootschap,
Fabriekstraat 85, 1800 Vilvoorde**
H.R. Brussel 468254 — BTW 426.276.396

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op 22/02/99 om 11 uur. — Agenda : 1. Jaarverslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 30/09/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. Om tot de algemene vergadering toegelaten te worden dienen de aandeelhouders hun aandelen minstens vijf dagen voor de vergadering te deponeren op de maatschappelijke zetel of bij een Belgische financiële instelling, die hen een bewijs van neerlegging bezorgt. (40208)

**Studio Claerhout, naamloze vennootschap,
St-Denijslaan 96, 9000 Gent**
H.R. Gent 159390 — BTW 441.907.848

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op maandag 22/02/99 om 19.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30/09/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting aan de bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (40209)

**Symaco, naamloze vennootschap,
Moeskroenstraat 677, 8930 Rekkem (Menen)**
H.R. Kortrijk 86069 — BTW 412.454.490

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de gewone jaarvergadering, die zal gehouden worden ten maatschappelijke zetel, op 19/02/99, om 10 uur. Agenda : 1. Verslag raad van bestuur en commissaris-revisor; 2. Goedkeuring jaarrekening per 30/09/1998 en bestemming resultaat. 3. Kwijting aan bestuurders en commissaris-revisor. 4. Rondvraag. Neerlegging der aandelen ten minste vijf dagen voor de vergadering op de maatschappelijke zetel. (40210)

**Tente, naamloze vennootschap,
Industriezone 9, 9770 Kruishoutem**
H.R. Oudenaarde 35744 — BTW 418.270.136

Jaarvergadering op 18/02/99 om 10.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 31/12/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (40211)

**Tradibrik, naamloze vennootschap,
Oudenaardse Steenweg 373, 9420 Erpe-Mere**

H.R. Aalst 41032 — BTW 456.242.072

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de algemene vergadering die plaats heeft op zaterdag 20/02/99 om 10 uur, ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Goedkeuring van de jaarrekening per 30/09/1998. 2. Bestemming van het resultaat. 3. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 4. Rondvraag. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (40212)

**Van Laere V.P.E., naamloze vennootschap,
Uitbreidingslaan 4, 9160 Lokeren**

H.R. Sint-Niklaas 42880 — BTW 428.111.775

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de algemene vergadering op 22/02/99 om 15 uur ten maatschappelijke zetel. — Agenda : 1. Verslag van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de balans- en resultatenrekening per 30/09/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders. 5. Benoeming extern accountant. De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten, neerlegging der aandelen ten minste vijf dagen voor de vergadering ten maatschappelijke zetel. (40213)

**Vandeputte Hubert, naamloze vennootschap,
Breulstraat 122, 8890 Moorslede**

H.R. Ieper 29294 — BTW 425.258.094

Jaarvergadering op 19/02/99 om 17.00 u., op de zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30/09/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (40214)

**Vervoer Transmet, naamloze vennootschap,
Leuvensesteenweg 212, 3370 Boutersem**

H.R. Leuven 5699 — BTW 448.357.358

Jaarvergadering op 17/02/99 om 10.00 u., ten maatschappelijke zetel. — Dagorde : 1. Verslag raad van bestuur. 2. Goedkeuring jaarrekening per 30/09/1998. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Allerlei. Zich richten naar de statuten. (40215)

**Vincent, société anonyme,
Domaine de Belle-Vue 86/87, 6940 Septon (Durbuy)**

R.C. Marche-en-Famenne 18986 — T.V.A. 456.351.247

De aandeelhouders worden verzocht de algemene vergadering te willen bijwonen, op 19/02/99 om 20.00 uur. — Agenda : 1. Verslagen van de raad van bestuur. 2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30/09/1998. 3. Bestemming van het resultaat. 4. Ontlasting van bestuurders. 5. Varia. (40216)

**Airborne, naamloze vennootschap,
Leeuwerikendreef 9, 2970 Schilde**

H.R. Antwerpen 282964 — BTW 443.750.947

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 19 februari 1999, te 18 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 september 1998.

3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (70312)

**Debeco, naamloze vennootschap,
Technologiepark 3, 9052 Zwijnaarde**

H.R. Gent 167209 — BTW 448.797.719

De jaarvergadering zal gehouden worden op 19 februari 1999, om 19 uur, op de maatschappelijke zetel. Agenda : 1. onderzoek, bespreking en goedkeuring van de jaarrekening per 30 september 1998. 2. Resultaatbestemming. 3. Kwijting bestuurders. Zich schikken naar de statuten. (70313)

**Burgalux, naamloze vennootschap,
Staatsbaan 4, 8610 Kortemark**

H.R. Oostende 46974 — BTW 442.202.907

Gewone jaarvergadering op maandag 22 februari 1999, om 19 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Goedkeuring jaarrekening 30 september 1998.
3. Bestemming resultaat.
4. Kwijting bestuurders.
5. Rondvraag.

Om deel te nemen aan de vergadering gelieve zich te schikken naar de statutaire voorschriften. (70314)

**Firma Paul Vander Cruysse, naamloze vennootschap,
Evendijk Oost 89, 8370 Blankenberge**

H.R. Brugge 25780 — BTW 407.172.247

Algemene vergadering op donderdag 25 februari 1999, om 20 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Goedkeuring jaarrekening dd. 30 september 1998;
2. Décharge raad van bestuur;
3. Benoemingen raad van bestuur;
4. Diversen. (70315)

**Delmakor, naamloze vennootschap,
Kortrijkse Heerweg 211, 8540 Deerlijk**

H.R. Kortrijk 131871 — BTW 451.925.374

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering bij te wonen die zal gehouden worden op 23 februari 1999, om 11 uur, op de zetel van de vennootschap.

Agenda :

1. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 30 september 1998.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.

3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Bezoldigingen.
5. Benoeming bestuurder(s).
6. Toepassing artikel 103 S.W.H.V.
7. Rondvraag.

Zich houden naar de statutaire beschikkingen.
(70316) De raad van bestuur.

**Dema-Shop Declercq Marc, naamloze vennootschap,
Brugsebaan 4B, 8850 Ardoois**

H.R. Brugge 65520 — BTW 426.954.705

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 24 februari 1999, te 19 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Onderzoek en goedkeuring van de jaarrekening per 30 september 1998 en toewijzing van het resultaat.
3. Kwijting aan bestuurders.
4. Bezoldigingen.
5. Intresten lopende rekening.
6. Ontslag en benoeming bestuurders.
7. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de algemene vergadering moeten de aandeelhouders hun deelbewijzen neerleggen op de zetel, ten laatste vijf dagen voor de algemene vergadering.

De raad van bestuur. (70317)

**Ducabyl, naamloze vennootschap,
A. Rodenbachstraat 19, 8908 Ieper**

H.R. Ieper 33264 — BTW 442.605.654

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 18 februari 1999 om 18 uur op de maatschappelijke zetel met volgende agenda : 1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 september 1998. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Om toegelaten te worden tot de jaarvergadering moeten de aandeelhouders hun deelbewijzen neerleggen op de zetel ten laatste vijf dagen voor de vergadering. De raad van bestuur. (70318)

**Dumoplan, naamloze vennootschap,
Felix D'Hoopstraat 180, 8700 Tielt**

H.R. Brugge 84795

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de zetel van de vennootschap op de jaarvergadering van 25 februari 1999, om 17 uur.

Agenda :

1. Verslag raad van bestuur.
2. Lezing jaarrekening per 30 september 1998.
3. Goedkeuring van de stukken.
4. Kwijting bestuurders.
5. Aanwending resultaat.
6. Allerlei.

(70319) De raad van bestuur.

**Elgato, naamloze vennootschap,
A. Rodenbachstraat 19, 8908 Ieper**

H.R. Ieper 33265

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 18 februari 1999, om 17 uur, op de maatschappelijke zetel met volgende agenda : 1. Bespreking en goedkeuring jaarrekening afgesloten op 30 september 1998. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Ontslag en benoeming bestuurders. 6. Rondvraag. Om toegelaten te worden tot de jaarvergadering moeten de aandeelhouders hun deelbewijzen neerleggen op de zetel ten laatste vijf dagen voor de vergadering.

(70320) De raad van bestuur.

**Europot, naamloze vennootschap
Skaldenstraat 102, 9042 Desteldonk**

H.R. Gent 168104 — BTW 449.377.838

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 20 februari 1999, te 11 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 september .
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Ontslag en benoeming bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (70321)

**L.Everaert & zonen, naamloze vennootschap,
Deinsteeweg 123, 8700 Tielt (Aarsele)**

H.R. Kortrijk 73679 — BTW 405.184.836

Algemene vergadering dd. 20 februari 1999, om 10 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 31 december 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (70322)

**Focofin, naamloze vennootschap,
Rijksweg 1, 8520 Kuurne**

H.R. Kortrijk 125211 — BTW 441.140.162

Wij nodigen alle aandeelhouders uit tot de jaarvergadering op vrijdag 19 februari 1999, om 18 u. 30 m., te Deurle, Lindenstraat 15.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 30 september 1998.
3. Kwijting aan de bestuurders.
4. Ontslag en benoeming van bestuurders.
5. Vergoeding van de bestuurders.
6. Allerlei.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (70323)

**Fracht International, naamloze vennootschap,
Industrieterrein, 2280 Grobbendonk**

H.R. Turnhout 39178-BTW 413.637.296

Gewone algemene vergadering op 22 februari 1999, te 17 uur.

Agenda :

1. Verslag van de bestuurders.
2. Goedkeuring jaarrekening.
3. Aanwending van de resultaten.
4. Kwijting aan bestuurders.
5. Herbenoeming bestuurders.
6. Rondvraag.

Om toegelaten te worden tot de jaarvergadering, zich schikken naar de statuten. (70324)

**Van Hoyweghen- De Ridder, naamloze vennootschap,
Kerkstraat 55, 9200 Dendermonde**

H.R. Dendermonde 35555 — BTW 421.769.856

De aandeelhouders worden uitgenodigd de jaarvergadering die zal gehouden worden op 23 februari 1999, te 20 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Artikel 60 S.W.H.V.
2. Verslag van de raad van bestuur.
3. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 september 1998.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (70325)

**Immopro, naamloze vennootschap,
Heikantstraat 16, 3670 Meeuwen-Gruitrode**

H.R. Tongeren 83146 — BTW 438.879.072

Jaarvergadering op de maatschappelijke zetel op 25 februari 1999, om 10 uur. — Agenda : 1. Bespreking jaarrekening. 2. Goedkeuring jaarrekening. 3. Kwijting bestuurders. 4. Eventueel ontslag, kwijting, benoeming en vergoeding bestuurders. 5. Varia. Zich richten naar de statuten.

(70326)

De raad van bestuur.

**Laru, naamloze vennootschap,
Azalealaan 14, 3930 Hamont-Achel**

H.R. Hasselt 55583 — BTW 420.396.614

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 19 februari 1999, te 16 uur.

Agenda :

1. Bespreking van de jaarrekening, afgesloten per 31 december 1998.
2. Goedkeuring van de jaarrekening.
3. Bestemming resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

Zich schikken naar de statuten. (70327)

**Leybo, naamloze vennootschap,
Genkerhei 10, 3600 Genk**

H.R. Tongeren 69647

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op 26 februari 1999, te 19 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 september 1998.
3. Bestemming van het resultaat.
4. Kwijting te verlenen aan de bestuurders.
5. Rondvraag.

De aandeelhouders worden verzocht zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (70328)

**Maertens, naamloze vennootschap,
Lieven Gevaertlaan 1, 8870 Izegem**

H.R. Kortrijk 102631 — BTW 423.533.969

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de zetel van de vennootschap op 19 februari 1999, om 17 uur, met als agenda :

1. Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 september 1998.
2. Kwijting aan de bestuurders.
3. Bezoldigingen.
4. Benoemingen.

De aandeelhouders worden verzocht zich te gedragen naar de statuten.

(70329)

De raad van bestuur.

**Marlo, naamloze vennootschap,
Parklaan 63 bus 3, 9100 Sint-Niklaas**

Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, Sint-Niklaas 127
NN 436.270.465

De aandeelhouders worden uitgenodigd op de jaarvergadering die zal plaatshebben op 25 februari 1999, te 20 uur, op de zetel van de vennootschap.

Agenda :

- 1) Bespreking en goedkeuring van de jaarrekening afgesloten per 30 september 1998;
- 2) Kwijting aan de bestuurders;
- 3) Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de statuten. (70330)

**Euro Square, naamloze vennootschap,
Louizalaan 305, 1050 Brussel**

H.R. Brussel 526889 — BTW 438.673.986

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de jaarvergadering die wordt gehouden op dinsdag 16 februari 1999, om 10 uur, op de maatschappelijke zetel.

Agenda :

1. Verslagen in het kader van artikel 60 S.W.H.V.
2. Lezing van het jaarverslag.
3. Bespreking van de jaarrekening afgesloten op 30 september 1998.
4. Goedkeuring van de jaarrekening.

5. Kwijting aan de bestuurders.
6. Bezoldiging aan de bestuurders.
7. Diversen.

Om aan de vergadering deel te nemen worden de aandeelhouders verzocht zich te gedragen naar de bepalingen van de statuten. (70331)
De raad van bestuur.

**Tecba, naamloze vennootschap,
te 2020 Antwerpen, Vijverlaan 5**

H.R. Antwerpen 215756 — BTW 418.969.526

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot het bijwonen van de gewone algemene vergadering van vrijdag 19 februari 1999, dewelke zal gehouden worden te 11 uur, in de Vijverlaan 5, te 2020 Antwerpen met volgende agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 30 september 1998.
3. Aanwending van het resultaat.
4. Décharge aan de bestuurders.
5. Diverse.

De aandeelhouders dienen hun aandelen te deponeren op de maatschappelijke zetel van de vennootschap ten minste vijf dagen voor de algemene vergadering. De raad van bestuur. (70332)

**Themashoe, naamloze vennootschap,
Kanonstraat 20, 8500 Kortrijk**

H.R. Kortrijk 110030 — BTW 428.670.813

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op de zetel van de vennootschap op 19 februari 1999, om 10 uur.

Agenda :

1. Lezing jaarverslag.
2. Bespreking jaarrekening per 30 september 1998.
3. Goedkeuring van de jaarrekening en bestemming van het resultaat.
4. Kwijting aan de bestuurders.
5. Benoemingen.
6. Eventuele beslissingen art.103 e.v. Ven.wetten.
7. Rondvraag. (70333)

**Vandatrans, naamloze vennootschap,
Bikschootestraat 19, 8920 Langemark**

H.R. Ieper 33001 — BTW 441.218.257

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering op 17 februari 1999, om 14 uur, op de maatschappelijke zetel met volgende agenda : 1. Bespreking en goedkeuring jaarrekening op 30 september 1998. 2. Verslag raad van bestuur. 3. Bestemming resultaat. 4. Kwijting bestuurders. 5. Rondvraag. Om toegelaten te worden tot de jaarvergadering moeten de aandeelhouders hun deelbewijzen neerleggen op de zetel ten laatste vijf dagen voor de vergadering. De raad van bestuur. (70334)

**Delicatessen Vasty, naamloze vennootschap,
Lostraat 216, 1760 Roosdaal**

De algemene vergadering heeft plaats ten kantore Verschelden & Partners, Accountants, Molenkouterstraat 75, 9308 Aalst op 19 februari 1999, te 9 uur.

Dagorde :

1. Verslag van de raad van bestuur.
2. Goedkeuring van de jaarrekening per 31 december 1998.

3. Resultaatsbestemming.
4. Kwijting aan bestuurders voor het gevoerde beleid.
5. Ontslagen en benoemingen.

Om te kunnen deelnemen aan de vergadering moeten de aandeelhouders inzake deponering zich schikken naar de statuten. (70335)

**Vercatex, naamloze vennootschap,
Pitantiestraat 90, 8792 Waregem (Desselgem)**

H.R. Kortrijk 118562 — BTW 436.035.586

De aandeelhouders worden verzocht de jaarvergadering te willen bijwonen die zal gehouden worden op 24 februari 1999, te 11 uur, op de maatschappelijke zetel zijnde, Pitantiestraat 90, Desselgem (Waregem).

Agenda :

1. Verslag van de raad van bestuur en Commissaris-Revisor;
2. Goedkeuring van de jaarrekening afgesloten op 30 september 1998;
3. Bestemming van het resultaat;
4. Kwijting aan de bestuurders en commissaris-revisor;
5. Ontslagen en benoemingen bestuurders en commissaris-revisor;
6. Allerlei.

De aandeelhouders worden gevraagd zich te schikken naar de statuten. (70336)

**VH-Beheer, commanditaire vennootschap op aandelen,
Heerle 11A, 2275 Lille**

Register van de burgerlijke vennootschappen die de vorm van een handelsvennootschap hebben aangenomen, Turnhout, nr. 340 — NN 452.148.672

De aandeelhouders worden uitgenodigd tot de jaarvergadering die zal gehouden worden op de maatschappelijke zetel op vrijdag 19 februari 1999, om 16 uur.

Agenda :

1. Beraadslaging artikel 60 SWHV.
2. Verslag van de zaakvoerders.
3. Goedkeuring jaarrekening afgesloten op 30 september 1998.
4. Bestemming van het resultaat.
5. Kwijting aan de zaakvoerders.
6. Rondvraag.

De aandeelhouders dienen zich te schikken naar de bepalingen van de statuten. (70337)

**Oriente, naamloze vennootschap,
Oude Leeuwenrui 48, 2000 Antwerpen**

H.R. Antwerpen 233337 — BTW 423.535.355

De aandeelhouders worden verzocht de bijzondere algemene vergadering bij te wonen op 19 februari 1999, om 17 uur, op de zetel van de vennootschap, vergadering die zal bijeenkomen met volgende agenda-punten :

- Ontslag bestuurders.
- Benoeming bestuurders.

(70338)

De raad van bestuur.

**Administrations publiques
et Enseignement technique**

Openbare Besturen en Technisch Onderwijs

PLACES VACANTES – OPENSTAANDE BETREKKINGEN

Centre public d'aide sociale de Jette

Le C.P.A.S. procède à la constitution d'une réserve de recrutement (h/f) pour une période de deux ans de licenciés en droit.

Les candidats doivent :

adresser leur candidature par lettre recommandée à Mme la présidente du C.P.A.S. de Jette, rue de l'Eglise Saint-Pierre 47-49, 1090 Bruxelles, pour le 28 février 1999 au plus tard (le cachet de la poste faisant foi);

verser ou virer un droit d'inscription d'un montant de BEF 400 au compte n° 091-0008897-02 du C.P.A.S. de Jette, rue de l'Eglise Saint-Pierre 47-49, 1090 Bruxelles, au plus tard le 28 février 1999 avec la mention de l'emploi postulé ainsi que le nom du candidat.

Est exempté du paiement d'un droit d'inscription le candidat qui au moment de son inscription est chômeur complet, indemnisé ou non, et le candidat dont les moyens d'existence sont inférieurs ou égaux aux moyens d'existence définis en vertu de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence.

Les étudiants en dernière année du cycle d'études en question peuvent également présenter l'examen.

Les conditions générales et particulières auxquelles les candidats doivent répondre seront transmises dès que les conditions d'inscription précitées seront remplies.

Pour tout renseignement complémentaire éventuel, le service du personnel du C.P.A.S. de Jette (tél. 02/427 37 01) se tient à votre disposition. (2488)

Openbaar Centrum voor maatschappelijk welzijn van Jette

Het O.C.M.W. gaat over tot de samenstelling van een wervingsreserve (m/v) voor een periode van twee jaar van licentiaat in de rechten.

De kandidaten dienen :

hun kandidatuur bij aangetekend schrijven te richten aan Mevr. de voorzitter van het O.C.M.W.-Jette, Sint-Pieterskerkstraat 47-49, 1090 Brussel, vóór 28 februari 1999 ten laatste (de poststempel zal als bewijs dienen);

een inschrijvingsrecht te storten of over te schrijven ten bedrage van BEF 400 op rekening nr. 091-0008897-02 van het O.C.M.W. van Jette, Sint-Pieterskerkstraat 47-49, 1090 Brussel, ten laatste op 28 februari 1999 met vermelding van de gesolliciteerde betrekking en van de naam van de kandidaat.

De kandidaat die op het ogenblik van zijn inschrijving een al dan niet uitkeringsgerechtigde volledige werkloze is en de kandidaat waarvan de bestaansmiddelen lager of gelijk zijn aan de bestaansmiddelen zoals voorzien bij de wet van 7 augustus 1976 tot instelling van het recht op het bestaansminimum wordt vrijgesteld van het inschrijvingsrecht.

De laatste jaarsstudenten van desbetreffende studie cyclus mogen eveneens het examen voor leggen.

De algemene en bijzondere voorwaarden waaraan de kandidaten moeten beantwoorden zullen overgemaakt worden zodra voormelde inschrijvingsvoorwaarden vervuld zijn.

Voor meer bijkomende inlichtingen staat de personeelsdienst van het O.C.M.W. van Jette (tel. 02/427 37 01) ter uwer beschikking. (2488)

**Actes judiciaires
et extraits de jugements**

**Gerechtelijke akten
en uittreksels uit vonnissen**

**Publication faite en exécution de l'article 488bis e, § 1^{er}
du Code civil**

**Bekendmaking gedaan overeenkomstig artikel 488bis e, § 1
van het Burgerlijk Wetboek**

*Désignation d'administrateur provisoire
Aanstelling voorlopig bewindvoerder*

Justice de paix du canton d'Auderghem

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Auderghem du 15 janvier 1999, Mme Alsteens, Emma, veuve, née le 10 février 1912, domiciliée et résidant à 1160 Bruxelles, avenue Guillaume Detroch 11, a été déclarée incapable de gérer ses biens, et pourvue d'une administratrice provisoire de ses biens, étant : Mme Dandelot, Jeannine, domiciliée à 1160 Auderghem, avenue de Beaulieu 8, bte 5.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Vandendbranden, A. (60624)

Par ordonnance du juge de paix du canton d'Auderghem du 22 janvier 1999, M. Bauweleers, Roger, divorcé, né le 9 février 1944, domicilié à 1060 Saint-Gilles, rue de Bosnie 133, bte 11, résidant à 1170 Bruxelles, chaussée de La Hulpe 169 (La Cambre), a été déclaré incapable de gérer ses biens, et pourvu d'une administratrice provisoire de ses biens, étant : Mme Van Laethem, Danielle, avocate à 1930 Zaventem, Willem Lambertstraat 2b.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Vandendbranden, A. (60625)

Justice de paix du canton de Fléron

Suite à la requête déposée le 8 janvier 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Fléron rendue le 21 janvier 1999, Mme Flechet, Annie, née le 10 juin 1919 à Visé, domiciliée rue de Bois de Breux 53, à 4020 Jupille-sur-Meuse, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de M. Flechet, Léon, pensionné, domicilié à Alleur, rue de l'Enclos 35, son frère.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Joseph Leruth. (60626)

Suite à la requête déposée le 28 décembre 1998, par ordonnance du juge de paix du canton de Fléron rendue le 21 janvier 1999, M. Averta, Antonio, né le 13 octobre 1919 à Sambiasse (Italie), domicilié avenue de la Résistance 27B, à 4630 Soumagne, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de M. Mazzei, Salvatore, domicilié à Soumagne, rue des Deux Tilleuls 96, son neveu.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Joseph Leruth. (60627)

Justice de paix du canton de Grâce-Hollogne

Suite à la requête déposée le 7 janvier 1999, par ordonnance du juge de paix du canton de Grâce-Hollogne rendue le 22 janvier 1999, Mme Lefebvre, Oscarine, née le 22 janvier 1921, domiciliée rue Rouyer 86, à 4460 Grâce-Hollogne, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de Me Spadazzi, Speranza Louisa, domiciliée rue Joseph Heusdens 55, à 4460 Grâce-Hollogne.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint, (signé) Dosseray, Simon. (60628)

Justice de paix du second canton de Huy

Conformément aux dispositions de la loi du 18 juillet 1991, par ordonnance de M. le juge de paix du second canton de Huy rendue le 26 janvier 1999, Me Murielle Paquot, avocat à 4280 Hannut, rue de Tirlemont 4, a été désigné en qualité d'administrateur provisoire des biens de Mme Henry, Blanche Céline Ghislaine, née le 29 mai 1917 à Ouffet, pensionnée, veuve, domiciliée rue J. Wauters 128, à 4470 Saint-Georges-sur-Meuse, résidant à la maison de retraite « Les Jolis Bois », rue G. Berotte 57, à 4470 Saint-Georges-sur-Meuse, incapable de gérer ses biens.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint, (signé) Fleussu, Nicole. (60629)

Justice de paix du premier canton de Huy

Suite à la requête déposée le 4 janvier 1999, par ordonnance du juge de paix du premier canton de Huy rendue le 25 janvier 1999, Mme Vandionant, Dina, née le 15 mars 1919 à Ampsin, domiciliée résidence « Les Crépalles », rue des Crépalles 2, à 4500 Huy, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvue d'un administrateur provisoire en la personne de M. Demaret, Jean-Michel, né le 14 avril 1958, domicilié rue Entre-deux-Saisons 11, à 4540 Amay.

Pour extrait conforme : le greffier en chef, (signé) Gendebien, Liliane. (60630)

Justice de paix du troisième canton de Liège

Suite à la requête déposée le 19 janvier 1999, par ordonnance du juge de paix du troisième canton de Liège rendue le 25 janvier 1999, M. Paugin, Joseph, né le 17 mars 1946 à Liège, domicilié rue Vinave 7, 4431 Loncin, résidant Hôpital Volière, Montagne Sainte-Walburge 4A, 4000 Liège, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Herbiet, Jacques, avocat, domicilié avenue Blonden 33, 4000 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) Parizel, Myriam. (60631)

Suite à la requête déposée le 19 janvier 1999, par ordonnance du juge de paix du troisième canton de Liège rendue le 25 janvier 1999, M. Fleury, Thierry, né le 15 juin 1962, né le 15 février 1962 à Ougrée, domicilié place Jean d'Ardenne 3A, 4130 Esneux, résidant Hôpital Volière, Montagne Sainte-Walburge 4A, 4000 Liège, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Herbiet, Jacques, avocat, domicilié avenue Blonden 33, 4000 Liège.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint délégué, (signé) Parizel, Myriam. (60632)

Justice de paix du canton de Mouscron

Par ordonnance du 26 janvier 1999 du juge de paix du canton de Mouscron, la nommée Hoornaert, Mireille, domiciliée à 7700 Mouscron, avenue de la Bourgogne 180, mais résidant en fait à 7712 Herseaux, rue J. Beaucarne, Home Saint-Joseph 10-11, a été déclarée incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire, étant : Me Vloebergs, Martine, dont les bureaux sont à 7500 Tournai, rue Rogier 45.

Pour extrait conforme : le greffier, (signé) G. Bausier. (60633)

Justice de paix du canton de Soignies

Par ordonnance du juge de paix du canton de Soignies en date du 27 janvier 1999, sur requête déposée au greffe le 19 janvier 1999, le nommé Bruyère, Willy, né à Cuesmes le 5 mars 1914, étant domicilié à 7063 Neufvilles, Maison Marie Immaculée, Grand Chemin 61, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Mme Agnès Pierard, avocat, dont le cabinet est sis à 7060 Soignies, chemin du Tour 36.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Jacques Patart. (60634)

Justice de paix du canton de Virton

Par ordonnance du juge de paix du canton de Virton en date du 27 janvier 1999, le nommé Lambinet, Gilbert, célibataire, né à Virton le 2 mai 1932, domicilié à Virton, rue des Houplons 1, a été déclaré incapable de gérer ses biens et a été pourvu d'un administrateur provisoire en la personne de Me Philippe Cambier, notaire de résidence à Virton, Faubourg d'Arival 68.

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) P. Gonry. (60635)

Justice de paix du canton de Seneffe

Par ordonnance du 21 janvier 1999, prononcée par le juge de paix du canton de Seneffe, siégeant en chambre du conseil, Me Nathalie Baudoir, avocat à 7170 Bois d'Haine, rue Léon Debelle 53, a été désignée en qualité d'administrateur provisoire de Mme Luba Lingurski, née à Haine-Saint-Paul le 17 juillet 1967, résidant à Manage, rue Jules Empain 43, domiciliée à La Louvière, rue du Hocquet 190, cette dernière étant hors d'état de gérer ses biens.

Pour extrait conforme : le greffier adjoint, (signé) Nykon, Martine. (60636)

Vrederegerecht van het kanton Kontich

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Kontich, verleend op 26 januari 1999, werd Muyschondt, Johan, geboren op 20 november 1960, gedomicilieerd en met huidige verblijfplaats Broeders Alexianen, Provinciesteenweg 408, Boechout, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder : Vermeulen, Leo, advocaat, wonende te Kontich, Antwerpsesteenweg 28.

Voor eensluidend uittreksel : de griffier, (get.) Lily Herbots. (60637)

Vrederecht van het eerste kanton Oostende

Bij beschikking van de vrederechter van het eerste kanton Oostende, verleend op 28 januari 1999, werd D'Hondt, Linda, geboren te Heist op 14 mei 1959, wonende te 8400 Oostende, Jacob Besagestraat 39, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Vermeire, Veerle, wonende te 8400 Oostende, Gentstraat 12.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 26 januari 1999.

Oostende, 28 januari 1999.

De hoofdgriffier, (get.) Wybo, Marleen. (60638)

Vrederecht van het kanton Sint-Kwintens-Lennik

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Kwintens-Lennik, verleend op 26 januari 1999, werd De Cock, Walter, geboren op 5 februari 1943, gedomicilieerd te 1080 Brussel, Werkhuizenstraat 17, en verblijvende te 1602 Vlezenbeek, Inkendaalstraat 1, Ziekenhuis De Bijtjes, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Van Eeckhoudt, Marc, advocaat, Dr. Schweitzerplein 18, te 1082 Brussel.

Het verzoekschrift werd ter griffie neergelegd op 29 december 1998.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Vera De Gendt. (60643)

Vrederecht van het kanton Sint-Truiden

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 26 januari 1999, werd Houben, René, geboren te Stokkem op 27 juli 1954, arbeider, wonende te 3520 Zonhoven, Dwarsstraat 9, verblijvende te P.C. Ziekeren, Halmaalweg 2, te 3800 Sint-Truiden, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Lambeets, Geert, advocaat te 3800 Sint-Truiden, Leopold II-straat 47.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 24 december 1998.

Sint-Truiden, 27 januari 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Marina Derwael. (60639)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 27 januari 1999, werd Hayen, Luc, geboren te Leuven op 29 juli 1947, invalide, wonende te 3800 Sint-Truiden, Sint-Gangulfusplein 22/103, deels niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en beslist:

a) dat de betrokkene onbekwaam is om meer handelingen te stellen dan deze die het louter ontvangen van zijn lopende inkomsten betreft en de aanwending daarvan tot delging van de lopende leef- en onderhoudskosten van hemzelf, inbegrepen zijn verblijfkosten in welkdanig ziekenhuis en de daarbij horende verpleging;

b) dat de betrokkene dienvolgens onbekwaam is om elke meerdere handeling te stellen, buiten het voornoemde zeer strikte beheer; dat dit meerdere zal worden waargenomen door de bewindvoerder, dit zowel in functie van elk roerend als onroerend patrimonium, inzake welkdanige daad van verder beheer of beschikking ook, het aangaan van schulden hetzij leningen uiteraard inclusief;

c) dat de bewindvoerder toezicht zal uitoefenen op de wijze waarop de betrokkene de handelingen waartoe hij nog bekwaam is, confert hiervoor, uitoefent, om bij elementen van ongepast of onverantwoord beheer, daarvan aan ons kennisgeving te doen, om vervolgens te kunnen handelen als naar recht;

d) dat de betrokkenen, lastens zijn maandelijkse ontvangsten, minstens 5 % dient te sparen, inzonderheid teneinde in de kosten van het beheer te kunnen voorzien, en wat dient georganiseerd in verplicht overleg met de bewindvoerder.

Voegt toe als voorlopig bewindvoerder: Nagels-Coune, Trudo, advocaat te 3800 Sint-Truiden, Terbiest 83.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 24 december 1998.

Sint-Truiden, 27 januari 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Marina Derwael. (60640)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 28 januari 1999, werd Jeurissen, Ingeborg Elisabeth, geboren te Genk op 10 mei 1959, invalide, wonende te 3800 Sint-Truiden, Lepelstraat 30, niet in staat verklaard zelf haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Smeets, Marie, advocaat te 3800 Sint-Truiden, Leopold II-straat 9.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 18 januari 1999.

Sint-Truiden, 28 januari 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Marina Derwael. (60641)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 25 januari 1999, werd Weltens, Erik, geboren te Hamont op 14 augustus 1954, arbeider, wonende te 3990 Peer, Elvenweg 1B, verblijvende te P.C. Ziekeren, Halmaalweg 2, te 3800 Sint-Truiden, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Jenne, Luc, advocaat te 3800 Sint-Truiden, Beekstraat 9.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 5 januari 1999.

Sint-Truiden, 27 januari 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Marina Derwael. (60642)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 25 januari 1999, werd Moonen, Hendrik, geboren te Poppel op 31 augustus 1934, wonende te 3800 Sint-Truiden, Halmaalweg 2, niet in staat verklaard zijn goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Lambeets, Geert, advocaat te 3800 Sint-Truiden, Leopold II-straat 47.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 7 januari 1999.

Sint-Truiden, 27 januari 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Marina Derwael. (60644)

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Sint-Truiden, verleend op 25 januari 1999, werd Peten, Maria, geboren te Steenokkerzeel op 28 augustus 1923, wonende te 3800 Sint-Truiden, Halmaalweg 2, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Smeets, Marie, advocaat te 3800 Sint-Truiden, Leopold II-straat 9.

Er werd vastgesteld dat het verzoekschrift neergelegd werd op 12 januari 1999.

Sint-Truiden, 27 januari 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) Marina Derwael. (60645)

Vrederecht van het kanton Ronse

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Ronse, verleend op 1 februari 1999, werd Debuyscher, Maria H.G., geboren te Ronse op 9 september 1909, gedomicilieerd te 9600 Ronse, Zonnestraat 132, met huidige verblijfplaats Kliniek der Zusters van Barmhartigheid, Hogerlucht 6, kamer 118, te 9600 Ronse, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Derouck, Denis, haarkapper, wonende te 1070 Anderlecht, steenweg op Bergen 242.

Voor eensluidend uittreksel: de griffier, (get.) H. Verschuren. (60646)

Vrederecht van het kanton Wolvertem

Bij beschikking van 22 januari 1999 van de vrederechter van het kanton Wolvertem, werd Mevr. Verdickt, Godelieve, geboren op 4 september 1937, en wonende te 1850 Grimbergen, Poddegemstraat 183, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopig bewindvoerder: Mr. Pas, Veerle, advocaat, met kantoor te Londerzeel, Gildenstraat 52.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) De Donder, N. (60647)

*Mainlevée d'administration provisoire
Opheffing voorlopig bewind*

Justice de paix du canton de Grâce-Hollogne

Par ordonnance du juge de paix du canton de Grâce-Hollogne, en date du 29 janvier 1999, il a été constaté que la mission de Me Spadazzi, Speranza L., juge de paix suppléant, avocat à 4460 Grâce-Hollogne, rue J. Heusdens 55, désignée en qualité d'administrateur provisoire de M. Masillon, Robert, né à Jemeppe le 19 septembre 1916, célibataire, domicilié à la maison de repos « Le Château de Ramioul », à 4400 Ivoz-Ramet, chaussée de Ramioul 184, a pris fin, par suite au décès de celle-ci, survenu à Ivoz-Ramet le 19 octobre 1998.

Pour extrait conforme: le greffier adoint, (signé) S. Dosseray. (60648)

Justice de paix du troisième canton de Schaerbeek

Par ordonnance de M. le juge de paix du troisième canton de Schaerbeek en date du 2 février 1999, il a été mis fin à l'état d'incapacité de gestion de ses biens de Mme Claire Ferire, née à Braine-le-Château le 11 juillet 1932, domiciliée à Schaerbeek, rue Monrose 3, mais résidant actuellement à la Maison de Repos « Albert de Latour », à Schaerbeek, rue Thomas Vinçotte 36.

Cette personne retrouve sa capacité intégrale à dater du 2 février 1999.

Il a été mis fin au mandat conféré par la susdite ordonnance à l'administrateur provisoire, Mme Patricia Meerstx, domiciliée à Schaerbeek, avenue Frans Courtens 86.

Pour extrait certifié conforme: le greffier en chef, (signé) Christiane Vanden Wijngaert. (60649)

Vrederecht van het kanton Genk

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Genk, verleend op 8 januari 1998, werd Martens, Helena, geboren te Kinrooi op 15 juni 1913, gedomicilieerd te 3600 Genk, Boekweitstraat 34, doch verblijvende in het Verpleegtehuis Heiderust, te Genk, weg naar As 58, niet in staat verklaard haar goederen te beheren en kreeg toegevoegd als voorlopige bewindvoerder, Mr. David Vandenhoudt, advocaat te Genk, er kantoorhoudende Grotestraat 122.

Bij beschikking van de vrederechter van het kanton Genk dd. 2 februari 1999, werd een einde gesteld aan de opdracht van Mr. David Vandenhoudt, advocaat te Genk, er kantoorhoudende Grotestraat 122, ingevolge het overlijden van de beschermde persoon, Martens, Helena, te Genk, op 22 januari 1999.

Genk, 2 februari 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) Thijs, Lode. (60650)

Vrederecht van het zevende kanton Gent

Bij beschikking van de vrederechter van het zevende kanton Gent, verleend op 29 januari 1999, werd een einde gesteld aan de opdracht van Heggerickx, Georges, gepensioneerd, wonende te 9000 Gent, aan de Kaarderijstraat 59, als voorlopig bewindvoerder over Van Hoecke, Gilberta Philomena Antonia, geboren te Gent op 16 december 1910, huidige verblijfplaats: Algemeen Ziekenhuis « Jan Palfijn », te 9000 Gent, Henri Dunantlaan 5, gedomicilieerd te 9031 Drogenen, in het Rust- en Verzorgingstehuis « Leie Home », aan de Kloosterstraat 9, ingevolge het overlijden van de beschermde persoon op 5 januari 1999 te Gent.

Gent, 1 februari 1999.

Voor eensluidend uittreksel: de hoofdgriffier, (get.) A. De Bruycker. (60651)

*Remplacement d'administrateur provisoire
Vervanging voorlopig bewindvoerder*

Justice de paix du premier canton de Charleroi

Par ordonnance du juge de paix du premier canton de Charleroi, siégeant en chambre du conseil, Me de Biourge, Renaud, avocat, dont le cabinet est sis à 6000 Charleroi, rue de la Science 13/13, a été désigné en qualité d'administrateur provisoire des biens de Quettier, Raymonde, née à Beaumont le 22 février 1910, résidant actuellement à 6041 Ransat, chaussée de Gilly 366, Home Beau Séjour, incapable de gérer ses biens, en remplacement de Me Frère, Marie-Anne, avocat, dont le cabinet est sis à 6042 Lodelinsart, rue de l'Etang 90.

Charleroi, le 2 janvier 1999.

Pour extrait conforme: le greffier en chef, (signé) Franz Balleriaux. (60652)

Justice de paix du canton de Grivegnée

Par ordonnance en date du 26 janvier 1999, M. le juge de paix du canton de Grivegnée a mis fin à l'ordonnance du 6 octobre 1994 qui avait désigné M. Crahay, Jean, domicilié Bois des Chevreuils 18, à 4130 Esneux (Tilff), administrateur provisoire des biens de son fils: M. Crahay, Régis, célibataire, né à Rocourt le 23 juin 1976, domicilié Bois des Chevreuils 18, à 4130 Tilff, et a nommé un autre administrateur en la personne de Me Houben, Marcel, avocat, dont les bureaux sont sis rue Vinave 32, à 4032 Grivegnée (Liège).

Pour extrait conforme: le greffier adjoint principal, (signé) Foges, Nicole. (60653)

Justice de paix du canton de Jette

Par ordonnance du juge de paix du canton de Jette en date du 20 janvier 1999, suite à la requête du 30 décembre 1999, la nommée Istce, Ariane, née le 29 avril 1968, domiciliée à 1083 Ganshoren, avenue des Neuf Provinces 36, a été déclarée incapable de gérer ses biens et pourvu d'un administrateur provisoire, étant: Mme Carine Van

Damme-Valvekens, avocat et juge suppléant, ayant son cabinet à 1030 Bruxelles, rue Pierre Theunis 1, bte 71, en remplacement de M. Vanden Broeck, Philippe, démissionnaire.

Pour extrait certifié conforme : le greffier, (signé) Veronica Hubrich. (60654)

Justice de paix du canton de Soignies

Par ordonnance du juge de paix du canton de Soignies rendue d'office le 25 janvier 1999, M. Pierre Lecomte, domicilié à 7090 Hennuyères, rue de Virginal 11, a été désigné en remplacement de son père, M. Frédéric Lecomte, décédé, domicilié en son vivant à 7060 Soignies, rue du Steenkerque 3, en qualité d'administrateur provisoire des biens de Mme Elvire Gaube, célibataire, née à Soignies le 15 avril 1935, domiciliée à 7060 Soignies, Résidence Saint-François, rue de la Station 22, déclaré incapable d'en assumer la gestion, en vertu d'une ordonnance rendue le 31 mars 1998 par le susdit juge de paix du canton de Soignies (dont un extrait a été publié au *Moniteur belge* du 18 avril 1998, page 11777, sous le n° 60069).

Pour extrait certifié conforme : le greffier en chef, (signé) Jacques Patart. (60655)

Vrederegerecht van het kanton Wolveterm

Bij beschikking van 27 januari 1998 werd Mr. D'Hollander, Jean, advocaat, met kantoor te 1780 Wemmel, De Limburg Stirumlaan 62, aangesteld als voorlopig bewindvoerder van de heer Craps, Thierry, geboren te Watermaal-Bosvoorde op 4 september 1959, en wonende te Schaarbeek, Helmetsesteenweg 33, doch verblijvende in het Sint-Alexius, te Grimbergen, en dit ter vervanging van Mevr. Tille, Renée, wonende te 1030 Schaarbeek (Brussel), rue Fernand Séverin 25.

Voor eensluidend uittreksel : de hoofdgriffier, (get.) De Donder, N. (60656)

**Publication prescrite par l'article 793
du Code civil**

**Bekendmaking voorgeschreven bij artikel 793
van het Burgerlijk Wetboek**

*Acceptation sous bénéfice d'inventaire
Aanvaarding onder voorrecht van boedelbeschrijving*

Tribunal de première instance de Liège

L'an mil neuf cent nonante-neuf, le deux février, au greffe du tribunal de première instance de Liège, a comparu : Me Herbiet, Jacques, avocat à Liège, avenue Blondin 33, agissant en sa qualité d'administrateur provisoire des biens de Mme Piette, Marcelle, et désigné par ordonnance du 7 juillet 1995, autorisé à accepter sous bénéfice d'inventaire par ordonnance de la justice de paix du troisième canton de Liège, ordonnance du 21 janvier 1999, qui est produite en copie et qui restera annexée au présent acte pour et au nom de Piette, Marcelle, née à Liège le 13 mai 1938, domiciliée à la Résidence Quentin, place Xavier Neujean 9, à Liège, lequel comparant a déclaré ès qualités, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de De Pauw, Rose Fernande, née à Gand le 31 mars 1914, de son vivant domiciliée à Liège, rue Saint-Gilles 123, et décédée le 15 décembre 1998 à Oupeye.

Conformément aux prescriptions du dernier alinéa de l'article 793 du Code civil, le comparant déclare faire élection de domicile en l'étude de Me Herbiet, avocat à Liège, avenue Blondin 33.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître leurs droits, par avis recommandé, au domicile élu dans les trois mois de la présente insertion.

Le greffier-chef de service, (signature illisible). (2489)

Tribunal de première instance de Namur

L'an mil neuf cent nonante-neuf, le deux février, au greffe du tribunal de première instance de Namur et par devant nous, Jacqueline Tholet, greffier, a comparu : Mlle Praile, Sophie, domiciliée à Profondeville, rue Franz Pelouse 20, laquelle comparante, a déclaré en langue française, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de Mme Burton, Anne-Marie, en son vivant domiciliée à Floreffe, rue Célestin Hastir 28, et décédée à Namur en date du 29 janvier 1999.

Dont acte requis par la comparante, qui après lecture, signe avec nous greffier.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois, à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à Me Balthazar, notaire, avenue François Bovesse 24, à 5100 Jambes.

Namur, le 2 février 1999.

Le greffier, (signé) Jacqueline Tholet. (2490)

L'an mil neuf cent nonante-neuf, le deux février, au greffe du tribunal de première instance de Namur et par devant nous, Jacqueline Tholet, greffier, a comparu : Mme Fadeur, Josiane, domiciliée à Charleroi, rue Motte 85/123, agissant en sa qualité de mère et tutrice légale des biens de son enfant mineur : Wathélet, Frédérique, née le 2 février 1987 à Sambreville, et ce dûment autorisée par le conseil de famille tenu sous la présidence de M. le juge de paix P.Y. Massart, du canton de Gembloux, en date du 14 janvier 1999, laquelle comparante, a déclaré en langue française, agissant comme dit ci-dessus, accepter sous bénéfice d'inventaire la succession de M. Robert Wathélet, en son vivant domicilié à Forville, rue de la Station, et décédé en date du 10 septembre 1998.

Dont acte requis par la comparante, qui après lecture, signe avec nous, greffier.

Les créanciers et légataires sont invités à faire connaître, par avis recommandé, leurs droits dans un délai de trois mois, à compter de la date de la présente insertion.

Cet avis doit être adressé à Me Caprasse, domicilié à 5060 Auvelais, rue des Auges 40.

Namur, le 2 février 1999.

Le greffier, (signé) Jacqueline Tholet. (2491)

Rechtbank van eerste aanleg te Tongeren

Ten jare negentienhonderd negenennegentig, op twee februari, ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg van het gerechtelijk arrondissement Tongeren, voor ons Els Nassen, eerstaanwezend adjunct-griffier is de heer Wim De Gendt, advocaat, Belg, geboren te Aalst op 3 juli 1962, kantoorhoudende te Bree, Kloosterpoort 2, handelend in zijn hoedanigheid van volmachtdrager namens :

1. Leurs, Hendrik Joannes Christiaan, arbeider, geboren te Gruitrode op 20 januari 1947, echtgenoot van Mevr. Daniels, Hubertina, wonende te 3960 Bree, Caubergstraat 55, handelend in zijn hoedanigheid van wettige voogd over zijn verlengd minderjarige zus :

Leurs, Jacqueline Jozefina Maria, zonder beroep, geboren te Gruitrode op 6 augustus 1943, gedomicilieerd te 3960 Bree, Dorpsstraat 9, doch verblijvende te 3960 Bree, Home « De Poort », Passtraat 13, daartoe gemachtigd bij beslissing van de familieraad, gehouden voor de heer vrederechter van het kanton Bree, d.d. 13 oktober 1998;

2. Segers, Gertruda Maria Catharina, huishoudster, geboren te Bree-Beek op 28 januari 1954, weduwe van de heer Leurs, Jan Jozef Maria, wonende te Bree, Caubergstraat 61, handelend in haar hoedanigheid van moeder-voogdes van haar minderjarige kinderen :

1. Leurs, Jeroen Bjorn Willem, student, geboren te Maaseik op 9 april 1983, wonende te 3960 Bree, Caubergstraat 61,

2. Leurs Kristof Jeroen Bjorn Jan Willem, student, geboren te Maaseik op 20 maart 1984, en wonende te Bree, Caubergstraat 61,

daartoe gemachtigd bij beslissing van de familieraad gehouden voor de vrederechter van het kanton Bree, d.d. 13 oktober 1998, die ons in het Nederlands verklaart de nalatenschap van wijlen Bongaerts, Maria Coletta, geboren te Tongerlo op 12 juni 1909, in laatst leven wonende te Bree, Dorpsstraat 9, overleden op 26 augustus 1998 te Bree, te aanvaarden onder voorrecht van boedelbeschrijving;

en dit in naam en voor rekening van :

1. Leurs, Jacqueline Jozefina Maria, zonder beroep, geboren te Gruitrode op 6 augustus 1943, wonende te 3960 Bree, Dorpsstraat 9;

2. Leurs, Jeroen Bjorn Jan Willem, student, geboren te Maaseik op 9 april 1983;

3. Leurs, Kristof Jeroen Bjorn Jan Willem, student, geboren te Maaseik op 20 maart 1984, en wonende te Bree, Caubergstraat 61.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, bij aangetekend schrijven hun rechten te doen gelden binnen de drie maanden te rekenen vanaf de datum van de opnemingsakte in het *Belgisch Staatsblad*.

Dat aangetekend schrijven moet verzonden worden aan notaris Bart Van Der Meersch, notaris met standplaats te Bree, Oude Straat 36.

Waarvan akte, opgemaakt op verzoek van de verschijner en door deze, na voorlezing, ondertekend samen met ons eerstaanwezend adjunct-griffier.

(Get.) Wim De Gendt; Els Nassen.

De griffier, (get.) Nassen. (2492)

Rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde

Bij akte, verleden ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, op 2 februari 1999, heeft Decooman, André, geboren te Hennuyeres op 16 oktober 1935, wonende te 1540 Herne, Edingsesteenweg 91, handelend in eigen naam, verklaard onder voorrecht van boedelbeschrijving de nalatenschap te aanvaarden van wijlen De Dobbeleer, Marie Emilie Nathalie, geboren te Brussel op 28 oktober 1912, in leven laatst wonende te 9400 Nederhasselt, Van der Schuerenstraat 43, en overleden te Ninove op 16 oktober 1998.

De schuldeisers en legatarissen worden verzocht, binnen de drie maanden te rekenen van de datum van opnemingsakte in het *Belgisch Staatsblad*, hun rechten bij aangetekend schrijven te doen kennen ter studie van Mr. A. Van Laer, notaris te 1540 Herne, Heldenplein 10.

Dendermonde, 2 februari 1999.

De afgevaardigd adjunct-griffier, (get.) E. Verschuieren. (2493)

Faillite – Faillissement

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 6 oktober 1998 van de rechtbank van koophandel te Brussel werd het faillissement van de B.V.B.A. Disco Bambi Neeroeteren, met zetel te 1731 Asse, Pontbeeklaan 37, BTW 436.813.566, gesloten verklaard wegens ontoereikend actief.

De rechtbank heeft de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) B. Asscherickx. (2494)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 2 février 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.P.R.L. JNP Communication, en liquidation, rue Vondel 2, 1030 Bruxelles, R.C. Bruxelles 270584, activité principale : communication.

Juge-commissaire : M. Henry Courtin.

Curateur : Me Pol A. Massart, avenue du Général De Gaulle 51, bte 1, à 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 10 mars 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) P.A. Massart.

(Pro deo) (2496)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 2 februari 1999 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de B.V.B.A. JNP Communication, in vereffening, Vondelstraat 2, 1030 Brussel, H.R. Brussel 270584, voornaamste activiteit : communicatie.

Rechter-commissaris : de heer Henry Courtin.

Curator : Mr. Pol A. Massart, Generaal De Gaullelaan 51, bus 1, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuldvorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 10 maart 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) P.A. Massart.

(Pro deo) (2496)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 1^{er} février 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.C. Designed By, avenue Albert 233, 1190 Bruxelles, R.C. Bruxelles 548894, activité principale : décoration.

Juge-commissaire : M. Henry Courtin.

Curateur : Me Pol A. Massart, avenue du Général De Gaulle 51, bte 1, à 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 10 mars 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) P.A. Massart.

(Pro deo) (2497)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 1 februari 1999 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de C.V. Designed By, Albertlaan 233, 1190 Brussel, H.R. Brussel 548894, voornaamste activiteit : decoratie.

Rechter-commissaris : de heer Henry Courtin.

Curator : Mr. Pol A. Massart, Generaal De Gaullelaan 51, bus 1, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 10 maart 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) P.A. Massart.

(Pro deo) (2497)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 1^{er} février 1999 a été déclarée ouverte, sur citation, la faillite de la S.A. Quality Enterprise, avenue Mutsaard 75, bte 36, 1020 Bruxelles, R.C. Bruxelles 528530, T.V.A. 439.031.205, activité principale : importation et exportation de biens et d'équipements.

Juge-commissaire : M. Henry Courtin.

Curateur : Me Pol A. Massart, avenue du Général De Gaulle 51, bte 1, à 1050 Bruxelles.

Les créanciers doivent produire leurs créances au greffe du tribunal de commerce, palais de justice, place Poelaert, à 1000 Bruxelles, dans le délai de trente jours à dater du prononcé du jugement.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mercredi 10 mars 1999, à 14 heures, à la salle A.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) P.A. Massart.

(Pro deo) (2498)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 1 februari 1999 werd geopend verklaard, op dagvaarding, het faillissement van de N.V. Quality Enterprise, Mutsaardlaan 75, bus 36, 1020 Brussel, H.R. Brussel 528530, BTW 439.031.205, voornaamste activiteit : uitvoer en invoer van goederen en uitrustingen.

Rechter-commissaris : de heer Henry Courtin.

Curator : Mr. Pol A. Massart, Generaal De Gaullelaan 51, bus 1, 1050 Brussel.

De schuldeisers worden uitgenodigd de verklaring van hun schuld-vorderingen te doen ter griffie van de rechtbank van koophandel, gerechtsgebouw, Poelaertplein, te 1000 Brussel, binnen de termijn van dertig dagen te rekenen vanaf de datum van uitspraak van het vonnis.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht der schuldvorderingen : op woensdag 10 maart 1999, te 14 uur, in zaal A.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) P.A. Massart

(Pro deo) (2498)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du 26 janvier 1999 du tribunal de commerce de Bruxelles, la faillite de la S.C. Segroma, ayant son siège social à 1210 Saint-Josse-ten-Noode, boulevard Saint Lazare 4, a été clôturée faute d'actif.

Le tribunal a déclaré la faillie non excusable.

Pour copie conforme : le curateur, (signé) Jean-Pierre Walravens.

(2499)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis d.d. 26 januari 1999, gewezen door de rechtbank van koophandel te Brussel werd gesloten verklaard het faillissement van Segrome C.V., Sint-Lazaruslaan 4, te 1210 Sint-Joost-ten-Node, bij gebrek aan activa.

De rechtbank heeft de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend afschrift : de curator, (get.) Jean-Pierre Walravens.

(2499)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Faillite : S.P.R.L. Eco-Parts, sise à 1030 Bruxelles, chaussée de Louvain 631, R.C. Bruxelles A92341.

Curateur : Me J.P. Domont.

Juge-commissaire : M. Michel Thays.

Le tribunal de commerce de Bruxelles a prononcé le 18 janvier 1999 un jugement de clôture faute d'actif dans la procédure de faillite. Le failli étant déclaré non excusable.

Le curateur, (signé) J.P. Domont. (Pro deo) (2500)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Faillissement : B.V.B.A. Eco-Parts, te 1030 Brussel, Leuvensesteenweg 631, H.R. Brussel A92341.

Curator : Mr. J.P. Domont.

Rechter-commissaris : de heer Michel Thays.

De rechtbank van koophandel te Brussel heeft op 18 januari 1999 een vonnis van sluiting van de verrichtingen van het faillissement wegens gebrek aan activa uitgesproken. De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator : (get.) J.P. Domont. (Pro deo) (2500)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Faillite : Kontantinou Spiridon, sise à 1020 Bruxelles, rue Fransman 34, R.C. Bruxelles 530453.

Curateur : Me J.P. Domont.

Juge-commissaire : M. Henry Courtin.

Le tribunal de commerce de Bruxelles a prononcé le 18 janvier 1999 un jugement de clôture faute d'actif dans la procédure de faillite. Le failli étant déclaré non excusable.

Le curateur, (signé) J.P. Domont. (Pro deo) (2501)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Faillissement : Konstantinou Spiridon, te 1020 Brussel, Fransmanstraat 34, H.R. Brussel 530453.

Curator : Mr. J.P. Domont.

Rechter-commissaris : de heer Henry Courtin.

De rechtbank van koophandel te Brussel heeft op 18 januari 1999 een vonnis van sluiting van de verrichtingen van het faillissement wegens gebrek aan activa uitgesproken. De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator : (get.) J.P. Domont. (Pro deo) (2501)

Tribunal de commerce de Bruxelles

Faillite : René Herbet, sise à 1030 Bruxelles, place Princesse Elisabeth 3, R.C. Bruxelles 580603.

Curateur : Me J.P. Domont.

Juge-commissaire : M. Michel Thays.

Le tribunal de commerce de Bruxelles a prononcé le 18 janvier 1999 un jugement de clôture faute d'actif dans la procédure de faillite. Le failli étant déclaré non excusable.

Le curateur, (signé) J.P. Domont. (Pro deo) (2502)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Faillissement : Rene Herbet, te 1030 Brussel, Elisabethplein 3, H.R. Brussel 580603.

Curator : Mr. J.P. Domont.

Rechter-commissaris : de heer Michel Thays.

De rechtbank van koophandel te Brussel heeft op 18 januari 1999 een vonnis van sluiting van de verrichtingen van het faillissement wegens gebrek aan activa uitgesproken. De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De curator : (get.) J.P. Domont. (Pro deo) (2502)

Tribunal de commerce de Charleroi

Par jugement du 1^{er} février 1999, la première chambre du tribunal de commerce de Charleroi, a déclaré en état de faillite, sur avenue, la S.P.R.L. Build Invest Management, dont le siège est sis rue Terne Crama 4, à Ham-sur-Heure, R.C. Charleroi 175388, T.V.A. 448.392.693, et a fixé provisoirement l'époque de cessation des paiements de la société faillie au 20 janvier 1999.

Le même jugement nomme en qualité de juge-commissaire M. Alpi, et comme curateur, Me Françoise Blampain, avocat, boulevard Audent 33, à Charleroi.

Il ordonne aux créanciers de faire au greffe du tribunal de commerce de Charleroi la déclaration de leur créance avant le 23 février 1999, fixe la clôture du procès-verbal de vérification des créances au 23 mars 1999, à 8 h 30 m, en la chambre du conseil de la première chambre commerciale de Charleroi. Le pro deo a été accordé. L'huissier commis est l'huissier O. Genin.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) F. Blampain. (Pro deo) (2504)

Le tribunal de commerce de Charleroi, par jugement en date du 2 février 1999, a déclaré, sur avenue, la faillite de M. Karl Defer, boulanger, né à Lobbes le 25 juillet 1969, domicilié à 7140 Morlanwelz (Carnières), rue Royale 93, R.C. Charleroi 167932, T.V.A. 653.486.624.

Le même jugement dispose comme suit :

Juge-commissaire : M. Michel Jacob.

Curateur : Me Halbreçq, Jean, avocat à 6540 Lobbes, rue de l'Abbaye 26.

Date provisoire de cessation des paiements : 2 février 1999.

Déclarations de créances à déposer avant le 23 février 1999 au greffe du tribunal de commerce de Charleroi, avenue Général Michel, 6000 Charleroi.

Procès-verbal de vérification des créances : le 23 mars 1999, à 8 h 15 m.

Huissier-commis : Me Anne-Marie Deffernez.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) J. Halbreçq. (Pro deo) (2505)

Tribunal de commerce de Nivelles

Par jugement du tribunal de commerce de Nivelles du 1^{er} février 1999, a été déclarée ouverte, la faillite de la S.C. Extrade A.N.D., en liquidation, dont le siège social est sis rue des Combattants 49, à 1301 Bierges, R.C. Nivelles 61458, T.V.A. 436.226.717.

Nature de l'activité exercée : inconnue.

Date de cessation des paiements fixée au 25 octobre 1993.

Curateur : Me Bernard Vanham, dont le cabinet est sis rue de Charleroi 2, à 1400 Nivelles,

Juge-commissaire : M. Marcel Delhaye.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixée au 8 mars 1999, et se tiendra au siège du tribunal de commerce de Nivelles, rue de Soignies 21, à 1400 Nivelles.

Délai de dépôt des créances : trente jours à dater du jugement déclaratif.

Le curateur, (signé) B. Vanham. (Pro deo) (2506)

Par jugement du tribunal de commerce de Nivelles du 1^{er} février 1999, a été déclarée ouverte, la faillite de la S.P.R.L. Taxis Jolibois, dont le siège social est sis chaussée de Bruxelles 472, à 1410 Waterloo, R.C. Nivelles 52413, T.V.A. 427.136.035.

Nature de l'activité exercée : transport de personnes.

Curateur : Me Bernard Vanham, dont le cabinet est sis rue de Charleroi 2, à 1400 Nivelles,

Juge-commissaire : M. Marcel Delhaye.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances a été fixée au 8 mars 1999, et se tiendra au siège du tribunal de commerce de Nivelles, rue de Soignies 21, à 1400 Nivelles.

Délai de dépôt des créances : trente jours à dater du jugement déclaratif.

Le curateur, (signé) B. Vanham. (Pro deo) (2507)

Tribunal de commerce de Mons

Par jugement du tribunal de commerce de Mons du 14 décembre 1998, la faillite de la S.C. Trec, rue du Grand Trait 146C, à La Bouverie, R.C. Mons 123809, déclarée par jugement du 4 septembre 1995, a été clôturée.

La société n'a pas été déclarée excusable.

Le curateur, (signé) Etienne Descamps. (2508)

Par jugement du tribunal de commerce de Mons en date du 1^{er} février 1999, a été déclarée la faillite de la S.P.R.L. Garage Saint-Georges, dont le siège social est chaussée de Beumont 392, à 7022 Harmignies, ayant exploité un garage de réparation de voitures, rue Valenciennoise 2, à 7000 Mons, R.C. Mons 118871, T.V.A. 437.488.707.

Date de cessation des paiements : provisoirement le 1^{er} février 1999.

Curateur : Me Pierre-Henry Bataille, avocat, dont les bureaux sont rue du Rossignol 6, à 7000 Mons.

Les déclarations de créances doivent parvenir au greffe du tribunal de commerce de Mons, palais de justice (extension), place du Parc 32, à 7000 Mons, au plus tard le 3 mars 1999.

Clôture du procès-verbal des créances fixée au tribunal de commerce de Mons le 25 mars 1999, à 9 heures.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) P.H. Bataille. (Pro deo) (2509)

Par jugement du tribunal de commerce de Mons en date du 1^{er} février 1999, a été déclarée la faillite de la S.C.R.I.S. Albemo Cuisines, dont le siège social est chaussée Roi Baudouin 48A, à 7030 Saint-Symphorien, ayant exercé l'activité de vente et placement de cuisines équipées, R.C. Mons 135886, T.V.A. 459.100.208.

Date de cessation des paiements : provisoirement le 1^{er} février 1999.

Curateur : Me Pierre-Henry Bataille, avocat, dont les bureaux sont rue du Rossignol 6, à 7000 Mons.

Les déclarations de créances doivent parvenir au greffe du tribunal de commerce de Mons, palais de justice (extension), place du Parc 32, à 7000 Mons, au plus tard le 3 mars 1999.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances fixée au tribunal de commerce de Mons le 25 mars 1999, à 9 heures.

Pour extrait conforme : le curateur, (signé) P.H. Bataille.

(Pro deo) (2510)

Tribunal de commerce de Dinant

Par jugement du tribunal de commerce de Dinant du 2 février 1999, M. Francis Habran, né à Liège le 18 novembre 1949, domicilié à 5530 Yvoir, rue de l'Hôtel de Ville 4, mais en instance d'inscription pour 5530 Yvoir, rue d'Evrehailles 8, exploitant à Godinne, avenue Dr Therasse, un commerce de détail en fruits et légumes, en fromages, en produits laitiers, de charcuterie sauf les produits de viandes réglementés, R.C. Dinant 46716, T.V.A. 722.292.484, a été déclaré en faillite, sur aveu.

Curateur : Jean-Marc Bouillon, avocat à 5500 Dinant, rue Daoust 38.

Juge-commissaire : M. Fr. Hicguet, juge consulaire.

Les créances doivent être déposées dans les trente jours à compter du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Dinant.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée au 23 mars 1999, à 9 h 30 m, en l'auditoire du tribunal de commerce, palais de justice, 1^{er} étage, à Dinant.

Le curateur, (signé) J.-M. Bouillon. (Pro deo) (2511)

Par jugement du tribunal de commerce de Dinant du 2 février 1999, M. Michel Lambert, né à Namur le 28 avril 1967, domicilié à 5550 Vresse-sur-Semois, rue Albert Raty 117, y exploitant une entreprise d'exploitation forestière, d'aménagement et d'entretien de plaines de jeux, de sport, de parcs et jardins, ainsi qu'un négoce de produits de l'exploitation forestière, de bois sciés et de matériaux de construction, R.C. Dinant 41324, T.V.A. 722.400.273, a été déclaré en faillite, sur aveu.

Curateur : Jean-Marc Bouillon, avocat à 5500 Dinant, rue Daoust 38.

Juge-commissaire : M. Fr. Hicguet, juge consulaire.

Les créances doivent être déposées dans les trente jours à compter du jugement, au greffe du tribunal de commerce de Dinant.

La clôture du procès-verbal de vérification des créances est fixée au 23 mars 1999, à 9 h 30 m, en l'auditoire du tribunal de commerce, palais de justice, 1^{er} étage, à Dinant.

Le curateur, (signé) J.-M. Bouillon. (Pro deo) (2512)

Tribunal de commerce de Liège

Par jugement du tribunal de commerce de Liège du 1^{er} février 1999, a été déclarée, sur citation, la faillite de M. Galere, Luc Alfred, de nationalité belge, né à Grivegnée le 28 juillet 1959, domicilié à 4020 Liège, rue des Venes 391, R.C. Liège 201246, avec date du début des opérations commerciales le 3 juillet 1998, pour l'exploitation d'une entreprise de constructions, de réfection et d'entretien des routes..., installation d'échafaudages, de rejointoyage et de nettoyage de façades..., ayant fait radier son inscription au registre de commerce le 27 novembre 1998 avec effet au 26 novembre 1998, T.V.A. 603.723.248.

La date de la cessation des paiements a été reportée au 1^{er} août 1998.

Clôture du procès-verbal de vérification des créances : le mardi 16 mars 1999, à 9 h 30 m, salle des faillites, cabinet du greffier en chef, palais de justice, 1^{er} étage.

Juge-commissaire : M. Henri Freson.

Curateur : Me Francis Schroeder, rue des Augustins 26, à 4000 Liège, tél. : 04/223 58 38, fax : 04/222 34 20.

Le curateur, (signé) F. Schroeder. (Pro deo) (2513)

Par jugement du 2 février 1999, le tribunal de commerce de Liège a clôturé, pour insuffisance d'actif, la faillite prononcée en date du 16 mars 1998 à charge de la S.C.S. L'Artisan Plafonneur, Oostendorp & Cie.

La société faillie ayant été déclarée inexécutable.

Le curateur désigné était Me Eric Biar, avocat, rue de Campine 157, à 4000 Liège.

Le curateur, (signé) Me Eric Biar. (Pro deo) (2514)

Rechtbank van koophandel te Antwerpen

Bij vonnis van 2 februari 1999 werd het faillissement van T.F.F. N.V., in vereffening, Hovensesteenweg 127, 2530 Boechout, H.R. Antwerpen 84423, BTW 407.233.417, gesloten bij vereffening en de gefailleerde werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

De curator, Mr. Van Meensel, Eric, Paleisstraat 12-14, 2018 Antwerpen-1. (2515)

Bij vonnis in datum van 2 februari 1999 is N.E.S. Trade B.V.B.A., Uilenbaan 9A, 2160 Wommelgem, H.R. Antwerpen 301077, BTW 451.729.493, tussenpersoon in de handel, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : Mevr. Van Bladel, Katrien.

Curator : Mr. Van De Vyver, Jan, Eglantierlaan 1, bus 27, 2020 Antwerpen-2.

Datum van de staking van betaling : 2 februari 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 4 maart 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 april 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Van De Vyver, Jan. (Pro deo) (2516)

Bij vonnis in datum van 2 februari 1999 is Garage Christoffel B.V.B.A., Sint-Bernardsesteenweg 692, 2660 Hoboken (Antwerpen), H.R. Antwerpen 141467, BTW 404.942.237, uitbating van een garage en stalling van motorvoertuigen, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : Mevr. Van Bladel, Katrien.

Curator : Mr. Van Ingelghem, Daniel, Vrijheidstraat 30-32, bus 14, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 2 februari 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 4 maart 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 april 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Van Ingelghem, Daniel. (Pro deo) (2517)

Bij vonnis in datum van 2 februari 1999 is D & D N.V., Brandenkensweg 9, 2627 Schelle, H.R. Antwerpen 321336, BTW 425.596.705, groothandel in houten meubelen en producten van de beddenijverheid, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Riske, Eduard.

Curator : Mr. Van De Velde, Geertrui, Wijngaardlaan 39, 2900 Schoten.

Datum van de staking van betaling : 2 februari 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 4 maart 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 april 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Van De Velde, Geertrui. (Pro deo) (2518)

Bij vonnis in datum van 2 februari 1999 is Van Der Horst, Ewald Theodorus Emiel, geboren te Deurne op 19 juli 1968, wonende te 2060 Antwerpen, Maasstraat 13, en handeldrijvende te 2060 Antwerpen, Schijnpoortweg 55, onder de benaming « Kattenmarkt », H.R. Antwerpen 324862, BTW 628.303.642, rommelmarkt, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Adriaens, Michel.

Curator : Mr. Van Raemdonck, Marc, Mechelsesteenweg 166, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 2 februari 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 4 maart 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 april 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Van Raemdonck, Marc. (Pro deo) (2519)

Bij vonnis in datum van 2 februari 1999 is Jacky B.V.B.A., Mechelsesteenweg 123, 2550 Kontich, H.R. Antwerpen 320323, BTW 459.492.760, tuinbouwbedrijf, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Dejosse, Fernand Richard Leo.

Curator : Mr. Van Den Berghe, Jan, Adm. De Boisotstraat 20, 2000 Antwerpen.

Datum van de staking van betaling : 2 februari 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 4 maart 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 april 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Van Den Berghe, Jan. (Pro deo) (2520)

Bij vonnis in datum van 2 februari 1999 is Autobank B.V.B.A., Abdijstraat 70, 2020 Antwerpen-2, H.R. Antwerpen 311674, BTW 455.888.221, groothandel in nieuwe en tweedehandse motorvoertuigen, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Careme, Paul-Emile.

Curator : Mr. Van Den Cloot, Alain, Frankrijklei 115, 2000 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 2 februari 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 4 maart 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 april 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Van Den Cloot, Alain. (Pro deo) (2521)

Bij vonnis in datum van 2 februari 1999 is Cuylaerts, Mario, geboren te Brecht op 19 april 1976, wonende en handeldrijvende te 2980 Zoersel, De Schaaf 19, onder de benaming « Cuylaerts M. Bestratingswerken », H.R. Antwerpen 318353, BTW 686.426.636, onderneming voor het bouwen, herstellen en onderhouden van wegen, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Careme, Paul-Emile.

Curator : Mr. Van Goethem, Inge, Plantin & Moretuslei 174, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 2 februari 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 4 maart 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 april 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Van Goethem, Inge. (Pro deo) (2522)

Bij vonnis in datum van 2 februari 1999 is Heikens Milieu Beheer B.V.B.A., Kerkhofstraat 13, 2960 Brecht, H.R. Antwerpen 323032, BTW 460.602.025, groothandel in diverse recuperatieproducten, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Geerts, Paul.

Curator : Mr. Vroman, Jean, Van Eycklei 20, bus 2, 2018 Antwerpen-1.

Datum van de staking van betaling : 2 februari 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 4 maart 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 april 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Vroman, Jean. (Pro deo) (2523)

Bij vonnis in datum van 2 februari 1999 is Bo-Fix B.V.B.A., Klein Veerle 103, 2960 Brecht, H.R. Antwerpen 282060, BTW 443.327.315, groothandel, import en export in elektrische machines, toestellen en materieel, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Eysenbrandts, Daniel.

Curator : Mr. Aertsen, Maria, Kasteelweg 1B, 2990 Wuustwezel.

Datum van de staking van betaling : 2 februari 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 4 maart 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 april 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curator, Aertsen, Maria. (Pro deo) (2524)

Bij vonnis in datum van 2 februari 1999 is Eurostore B.V.B.A., Nieuwe Weg 1, Haven 1053, 2070 Burcht-Zwijndrecht, H.R. Antwerpen 245187, BTW 426.923.526, montage van metalen constructies, bruggen en vakwerk, op bekentenis, failliet verklaard.

Rechter-commissaris : de heer Eysenbrandts, Daniel.

Curatoren : Mr. Wouters, Louis, Maria Theresialei 11/13, 2018 Antwerpen; Mr. Vroome, David, Frankrijklei 72, 2000 Antwerpen.

Datum van de staking van betaling : 2 februari 1999.

Indienen van de schuldvorderingen ter griffie : vóór 4 maart 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvorderingen : 7 april 1999, te 9 uur, zaal 18, rechtbank van koophandel te Antwerpen, gerechtsgebouw, Stockmansstraat, 2000 Antwerpen.

De curatoren, Wouters, Louis; Vroome, David. (2525)

Rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas

De rechtbank van koophandel te 9100 Sint-Niklaas, Kazernestraat 12, vierde kamer, heeft bij vonnis van 2 februari 1999, ingevolge dagvaarding, in staat van faillissement verklaard Evinso B.V.B.A., waarvan de zetel gevestigd is te Beveren-Waas, Kasteeldreef 79, H.R. Sint-Niklaas 57445, tussenpersoon in de handel, BTW 460.158.793.

Rechter-commissaris : Philippe Van Haute.

Tijdstip ophouden van betaling : 1 februari 1999.

Curator : Colpaert, Johan, advocaat te 9100 Sint-Niklaas, Truweelstraat 147.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koophandel, Kazernestraat 12, te 9100 Sint-Niklaas, vóór 9 maart 1999.

Sluiting proces-verbaal van de schuldvorderingen : 17 maart 1999, om 15 uur, Kazernestraat 12, Sint-Niklaas.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Colpaert, Johan.

(Pro deo) (2526)

Bij vonnis van de vierde kamer van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, d.d. 2 februari 1999, werd gesloten verklaard bij gebrek aan actief het faillissement van Mevr. Nancy Lhair, brood- en banketbakkerij, geboren te Antwerpen op 10 januari 1969, wonende te 9100 Nieuwkerken-Waas, Nieuwkerkenstraat 247, H.R. Sint-Niklaas 55880, failliet verklaard bij vonnis van de vierde kamer van de rechtbank van koophandel te Dendermonde, afdeling Sint-Niklaas, d.d. 3 december 1998.

De gefailleerde werd verschoonbaar verklaard.

Curator : Mr. Lieven D'Hooghe, advocaat te 9100 Sint-Niklaas, Vijfstraten 57.

Voor uittreksel : de curator, (get.) Lieven D'Hooghe. (2528)

Rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende

Bij vonnis van 1 februari 1999 van de rechtbank van koophandel te Brugge, afdeling Oostende, werd Gerard Decoster, geboren te Gistel op 15 juli 1940, wonende te 8432 Leffinge, Dorpstraat 41, H.R. Oostende 24769, voor groothandel in veevoerders, kunstmeststoffen, brandstoffen, in inlandse granen, loonmaalterij, kleinhandel in bloemen en sierplanten, artikelen voor kleine huisdieren en sierdieren, granen, zaad en gereedschap, onderneming voor het goederenvervoer langs de weg, met uitbating te Leffinge, Dorpstraat 41, BTW 529.041.166, op beken-tenis, failliet verklaard.

Staking van betalingen : voorlopig op 1 februari 1999.

De aangiften van schuldvorderingen moeten ingediend worden ter griffie van bovenvermelde rechtbank : vóór 1 maart 1999.

Sluiting proces-verbaal van nazicht van de ingediende schuldvor-deringen : op 8 maart 1999, om 11 uur.

Rechter-commissaris : de heer Luc Devisch.

Curator : Mr. Christine Vermeire, advocaat te Oostende, Groen-dreef 8.

De curator, (get.) Chr. Vermeire. (2527)

Rechtbank van koophandel te Tongeren

Bij vonnis van 2 februari 1999 heeft de rechtbank van koophandel te Tongeren het faillissement Paso Belgium, in vereffening, P.V.B.A., gevestigd te 3690 Zutendaal, Kinenhofstraat 3, H.R. Tongeren 57982, gesloten verklaard bij gebrek aan toereikend actief. De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Vanbuul, Michel; Ruyschaert, Felix; Bernaerts, Mark. (Pro deo) (2529)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Tongeren, d.d. 2 februari 1999, werd het faillissement van B.V.B.A. Toba, in vereffening, Munsterenstraat 16, te 3600 Genk, gesloten verklaard bij vereffening.

Dit vonnis zegt voor recht dat er geen redenen voorhanden zijn om gefailleerde verschoonbaar te verklaren.

Dit vonnis zegt voor recht dat in toepassing van artikel 83 Faill. W. de gefailleerde rechtspersoon ophoudt te bestaan.

Dit vonnis zegt tevens voor recht dat de opdracht van de curatoren een einde heeft genomen en geeft hen algemene kwijting.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) A.M. & J. Scheepers. (2530)

Door vonnis van de rechtbank van koophandel te Tongeren, van 2 februari 1999, werd in staat van faillissement verklaard, ingevolge dagvaarding, Materne Supermarkt B.V.B.A., met maatschappelijke zetel te 3830 Wellen, Overbroekstraat 10, H.R. Hasselt 71236, handel in allerlei voedingswaren, BTW 446.762.204.

Tijdstip ophouden van betaling : 26 januari 1999.

Curatoren : Mrs. Philippe en Cécile Noelmans, Moerenstraat 33, 3700 Tongeren; Mr. Hubert Berghs, Dijkbeemdenweg 25, 3520 Zonhoven; Mr. Herman Driessen, Sint-Katharinaplein 15, 3500 Hasselt.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koop-handel, Kielenstraat 22, 3700 Tongeren, vóór 2 maart 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderin-gen : 8 maart 1999, om 10 uur, ter griffie van de rechtbank van koophandel te 3700 Tongeren, Kielenstraat 22, eerste verdieping.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Philippe en Cécile Noelmans, advocaten te Tongeren. (Pro deo) (2531)

Door vonnis van de rechtbank van koophandel te Tongeren, van 2 februari 1999, werd in staat van faillissement verklaard, ingevolge dagvaarding, Tom N.V., met maatschappelijke zetel te 3830 Wellen, Overbroekstraat 6, H.R. Hasselt 57695, nijverheid voor het bereiden van vlees en bereide vleeswaren, BTW 425.992.524.

Tijdstip ophouden van betaling : 2 februari 1999.

Curatoren : Mrs. Philippe en Cécile Noelmans, Moerenstraat 33, 3700 Tongeren; Mr. Hubert Berghs, Dijkbeemdenweg 25, 3520 Zonhoven; Mr. Herman Driessen, Sint-Katharinaplein 15, 3500 Hasselt.

Indienen van de schuldvorderingen : griffie rechtbank van koop-handel, Kielenstraat 22, 3700 Tongeren, vóór 2 maart 1999.

Sluiting van het proces-verbaal van nazicht van de schuldvorderin-gen : 8 maart 1999, om 10 uur, ter griffie van de rechtbank van koophandel te 3700 Tongeren, Kielenstraat 22, eerste verdieping.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) Philippe en Cécile Noelmans, advocaten te Tongeren. (Pro deo) (2532)

De rechtbank van koophandel te Tongeren heeft bij vonnis van 2 februari 1999 het faillissement van Beunckens, Marc Alain, geboren te Hasselt op 9 december 1961, wonende en handeldrijvende te Wellen, Langenakker 20/1, H.R. Tongeren 74242, vervoer van goederen - 500 kg., BTW 729.321.521, gesloten verklaard.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) J. Maurissen; A. Gerkens; J. Vandeborne, advocaten te Bilzen. (Pro deo) (2533)

De rechtbank van koophandel te Tongeren heeft bij vonnis van 2 februari 1999 het faillissement van Gero Discount B.V.B.A., waarvan de zetel gevestigd is te Heers, Luikersteenweg 348, H.R. Tongeren 49528, handel in sanitaire toestellen, BTW 418.556.186, gesloten verklaard.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel : de curatoren, (get.) J. Maurissen; A. Gerken; J. Vandeborne, advocaten te Bilzen. (Pro deo) (2534)

Rechtbank van koophandel te Turnhout

Bij vonnis van 2 februari 1999 werd de genaamde FTI : Food-Processing-Technology International N.V., Welvaartstraat 18, 2200 Herentals, H.R. Turnhout 69748, fabricage van machines en toebehoren voor de voedingsnijverheid, BTW 447.841.278, failliet verklaard, op bekenenis.

Rechter-commissaris : Mevr. Deleu.

Curator : advocaat Van Cauwenbergh, Karel Oomsstraat 30, 2300 Turnhout.

Tijdstip van ophouding van betaling : 2 februari 1999.

Indiening van schuldvorderingen : vóór 2 maart 1999.

Proces-verbaal nazicht schuldvorderingen : op 16 maart 1999, te 10 uur.

De curator, (get.) Van Cauwenbergh. (Pro deo) (2535)

Bij vonnis van 2 februari 1999 werd de genaamde Bockling Sign Group N.V., Hoge Mauw 31, 2370 Arendonk, H.R. Turnhout 82869, groothandel in elektrische apparaten voor huishouding en verlichting, BTW 461.166.209, failliet verklaard, op dagvaarding.

Rechter-commissaris : Mevr. Deleu.

Curator : advocaat Van Cauwenbergh, Karel Oomsstraat 30, 2300 Turnhout.

Tijdstip van ophouding van betaling : 2 februari 1999.

Indiening van schuldvorderingen : vóór 2 maart 1999.

Proces-verbaal nazicht schuldvorderingen : op 16 maart 1999, te 10 uur.

De curator, (get.) Van Cauwenbergh. (Pro deo) (2536)

Bij vonnis van 2 februari 1999 werd de genaamde Mega Projects B.V.B.A., Korte Vianenstraat 14, 2300 Turnhout, H.R. Turnhout 81333, organisatie van bedrijfsevenementen, inrichten van vertoningen, BTW 459.800.586, failliet verklaard, op bekenenis.

Rechter-commissaris : de heer Drooghmans.

Curator : advocaat Van Deun, steenweg op Turnhout 87/1, 2360 Oud-Turnhout.

Tijdstip van ophouding van betaling : 2 februari 1999.

Indiening van schuldvorderingen : vóór 2 maart 1999.

Proces-verbaal nazicht schuldvorderingen : op 16 maart 1999, te 10 uur.

De curator, (get.) Van Deun. (Pro deo) (2537)

Bij vonnis van 2 februari 1999 werd de genaamde Witvrouwen, Paul, geboren 11 juli 1962, Bergstraat 4, 2280 Grobbendonk, H.R. Turnhout 68378, kleinhandel in bloemen en planten en sierglaswerk, BTW 701.367.507, failliet verklaard, op bekenenis.

Rechter-commissaris : de heer Drooghmans.

Curator : advocaat Buts, Tongerlostraat 10, 2260 Oevel-Westerlo.

Tijdstip van ophouding van betaling : 2 februari 1999.

Indiening van schuldvorderingen : vóór 2 maart 1999.

Proces-verbaal nazicht schuldvorderingen : op 16 maart 1999, te 10 uur.

De curator, (get.) Buts. (Pro deo) (2538)

Bij vonnis van 2 februari 1999 werd de genaamde International Car Company N.V., « I.C.C. », Hoogbuul 43, 2250 Olen, H.R. Turnhout 73012, kleinhandel in nieuwe motorvoertuigen, BTW 451.172.140, failliet verklaard, op dagvaarding.

Rechter-commissaris : Mevr. Deleu.

Curator : advocaat Van Cauwenbergh, Karel Oomsstraat 30, 2300 Turnhout.

Tijdstip van ophouding van betaling : 2 februari 1999.

Indiening van schuldvorderingen : vóór 2 maart 1999.

Proces-verbaal nazicht schuldvorderingen : op 16 maart 1999, te 10 uur.

De curator, (get.) Van Cauwenbergh. (Pro deo) (2539)

Rechtbank van koophandel te Kortrijk

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, tweede kamer, d.d. 26 januari 1999, werd, op dagvaarding, in staat van faillissement verklaard de heer Geert Catteeuw, geboren te Izegem op 12 mei 1960, wonende te 8790 Waregem, Zultseweg 150, hebbend zijn handelsuitbatingen te 8790 Waregem, Zultseweg 150, m.n. « Salons Ambassade », 8660 De Panne, Zeedijk 9, m.n. « Tea Room - Restaurant Promenade » :

H.R. Kortrijk 133656, onderneming voor het inrichten van feesten en tentoonstellingen; onderneming voor het inrichten van banketten voor huwelijken, rouwplechtigheden en alle andere aangelegenheden, drankgelegheid, restauratiehouder;

H.R. Veurne 37321, drankgelegheid, restauratiehouder, verbruiksalon.

Rechter-commissaris : de heer Stefaan Depaepe, rechter in handelszaken in deze rechtbank.

Curator : Mr. Claude Van Welden, advocaat, Leopoldstraat 34/4, 8550 Zwevegem.

Stelt het tijdstip van de ophouding van de betalingen vast op heden, in uitvoering van artikel 12 van de wet op de faillissementen.

De schuldeisers moeten hun verklaring van schuldvordering indienen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, paleis van justitie, Burgemeester Nolfstraat 10A, 8500 Kortrijk, vóór 17 februari 1999.

De sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen zal plaatshebben op woensdag 17 maart 1999, te 9 u. 45 m., ter rechtbank van koophandel te Kortrijk.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) Claude Van Welden, advocaat. (2540)

Bij vonnis d.d. 29 januari 1999, van de derde kamer van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, werd het faillissement open verklaard van de N.V. Viaene-Duyck, met maatschappelijke zetel te 8500 Kortrijk, Budastraat 2, H.R. Kortrijk 34316, kleinhandel in schoeisel, marokijnwaren en reisartikelen, BTW 405.379.826.

Rechter-commissaris : de heer F. Deschepper, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. Lieve Gadeyne, advocaat te 8800 Roeselare, Heropbouwstraat 182.

Staking van de betalingen : 29 januari 1999, cf. art. 12 van de Faillissementswet.

De schuldeisers moeten hun verklaring van schuldvordering indienen op de griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, paleis van justitie, Burgemeester Nolfstraat 10A, vóór 22 februari 1999.

De sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen zal plaatshebben op woensdag 17 maart 1999, om 10 uur, eveneens in de rechtbank van koophandel te Kortrijk.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) L. Gadeyne.
(Pro deo) (2541)

Bij vonnis d.d. 29 januari 1999, van de derde kamer van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, werd het faillissement open verklaard van de N.V. Retro & Design Equipment, met maatschappelijke zetel te 8500 Kortrijk, Liefdeweg 2A (voorheen te 8800 Roeselare, H. Horriestraat 30/11), H.R. Kortrijk 131594, groothandel in meubelen, verhuur van divers materieel, BTW 451.924.681.

Rechter-commissaris : de heer F. Deschepper, rechter in handelszaken.

Curator : Mr. Lieve Gadeyne, advocaat te 8800 Roeselare, Heropbouwstraat 182.

Staking van de betalingen : 29 januari 1999, cf. art. 12 van de Faillissementswet.

De schuldeisers moeten hun verklaring van schuldvordering indienen op de griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, paleis van justitie, Burgemeester Nolfstraat 10A, vóór 22 februari 1999.

De sluiting van het proces-verbaal van onderzoek naar de echtheid van de schuldvorderingen zal plaatshebben op woensdag 17 maart 1999, om 10 u. 15 m., eveneens in de rechtbank van koophandel te Kortrijk.

Voor gelijkvormig uittreksel : de curator, (get.) L. Gadeyne.
(Pro deo) (2542)

De rechtbank van koophandel te Kortrijk, vierde kamer, heeft bij vonnis d.d. 1 februari 1999, de heer El Mofadal Zoljani, wonende te 8500 Kortrijk, Oudenaardsesteenweg 126 (handeldrijvende onder de benaming « Oosterse Bakkerij », te 8500 Kortrijk, Sint-Antoniustraat 48-50, in staat van faillissement verklaard.

De gefailleerde :

is geboren op 1 januari 1952 te Rob Beiret (Marokko);

H.R. Kortrijk 139509;

had als voornaamste handelsactiviteit bakkerij, banketbakkerij, kleinhandel in producten van de brood- en banketbakkerij onder de benaming « Oosterse Bakkerij »;

had als handelsbenaming : « Oosterse Bakkerij »;

had als hoofdvestiging : Sint-Antoniustraat 48-50, te 8500 Kortrijk;

had als BTW 524.595.497.

De rechtbank stelde bij zelfde vonnis het tijdstip der ophouding van de betalingen vast op 1 februari 1999.

Rechter-commissaris : de heer Jos Renard, consulaire rechter in de rechtbank van koophandel te Kortrijk.

Als curator werd aangesteld : Mr. Herman Willaert, advocaat te 8501 Bissegem, Meensesteenweg 289.

De schuldeisers dienen hun verklaring van schuldvordering neer te leggen ter griffie van de rechtbank van koophandel te Kortrijk, Burgemeester Nolfstraat 10A, te 8500 Kortrijk, vóór 22 februari 1999.

De sluiting van het proces-verbaal van verificatie van deze schuldvorderingen zal plaatshebben op woensdag 10 maart 1999, om 10 uur, in de raadkamer van de rechtbank van koophandel te Kortrijk.

Voor eensluidend uittreksel : de curator, (get.) Herman Willaert.
(2543)

Rechtbank van koophandel te Leuven

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Leuven d.d. 2 februari 1999 werd het faillissement N.V. Redatrans, met maatschappelijke zetel te 3290 Diest, Industriepark Webbekom, H.R. Leuven 78416, expeditiekantoor, gesloten verklaard.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De griffier, (get.) W. Coosemans. (2544)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Leuven d.d. 2 februari 1999 werd het faillissement Schots, Edward, wonende te 3010 Kessel-Lo, Sneppenstraat 96, H.R. Leuven 82780, kuisonderneming, gesloten verklaard.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De griffier, (get.) W. Coosemans. (2545)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Leuven d.d. 2 februari 1999 werd het faillissement Thirion, Patrick, wonende te 3401 Landen, Handelsstraat 13, H.R. Leuven 61750, drankgelegenheid, feestzaal, gesloten verklaard.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De griffier, (get.) W. Coosemans. (2546)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Leuven d.d. 2 februari 1999 werd het faillissement B.V.B.A. Yellow Yellow, met maatschappelijke zetel te 3012 Wilsede, Watervloedstraat 20, H.R. Leuven 92631, organisatie van event service, gesloten verklaard.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De griffier, (get.) W. Coosemans. (2547)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Leuven d.d. 2 februari 1999 werd het faillissement Moors, Koen, wonende te 3290 Diest, Felix Moonsstraat 30, groot- en kleinhandel in computers en computermateriaal en software, kleinhandel in kantoorbenodigdheden, -machines en -meubilair, H.R. Leuven 85964, gesloten verklaard.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De griffier, (get.) W. Coosemans. (2548)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Leuven d.d. 2 februari 1999 werd het faillissement Dewaelheyns, Inge Maria, wonende te 3471 Hoeleden, Lindestraat 90, en met uitbating te 3300 Tienen, Veemarkt 41, kleinhandel in producten van de suikerbakkerij, damesconfectie, H.R. Leuven 87095, gesloten verklaard.

De gefailleerde werd verschoonbaar verklaard.

De griffier, (get.) W. Coosemans. (2549)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Leuven d.d. 2 februari 1999 werd het faillissement C.V. Beverly, met maatschappelijke zetel te 3270 Scherpenheuvel, Diestsestraat 8, H.R. Leuven 71290, drankgelegenheid, inrichten van schouwspelen, plaatsingsbureau voor diverse artiesten, gesloten verklaard.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De griffier, (get.) W. Coosemans. (2550)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Leuven d.d. 2 februari 1999 werd het faillissement N.V. Maison Boon Hecking, met maatschappelijke zetel te 3000 Leuven, Vaartstraat 35, H.R. Leuven 27329, groot- en kleinhandel in wijn en alcoholische dranken, wijn in vaten, gesloten verklaard.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De griffier, (get.) W. Coosemans. (2551)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Leuven d.d. 2 februari 1999 werd het faillissement N.V. J.B. Management, met maatschappelijke zetel te 3140 Keerbergen, Vliegghavenlaan 100, besturen, beheren en adviseren van ondernemingen, H.R. Leuven 76995, gesloten verklaard.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De griffier, (get.) W. Coosemans. (2552)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Leuven d.d. 2 februari 1999 werd het faillissement Walterus, Eric, wonende te 3300 Tienen, Vierde Lancierselaan 70/2, H.R. Leuven 95063, drankgelegenheid, kleine restauratie, onder de benaming « Stadscafé Tienen », gesloten verklaard.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De griffier, (get.) W. Coosemans. (2553)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Leuven d.d. 2 februari 1999 werd het faillissement Maes, Willy, wonende te 3140 Keerbergen, Spuibekweg 25, H.R. Leuven 68912, marketing consultant, gesloten verklaard.

De gefailleerde werd verschoonbaar verklaard.

De griffier, (get.) W. Coosemans. (2554)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Leuven d.d. 2 februari 1999 werd het faillissement B.V.B.A. Bulktrans, met maatschappelijke zetel te 3020 Herent, Bijlokstraat 44, H.R. Leuven 89586, montage van metalen constructies, leggen van kabels, vervoer langs de weg, gesloten verklaard.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De griffier, (get.) W. Coosemans. (2555)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Leuven d.d. 2 februari 1999 werd het faillissement Smolders, Viviane, wonende te 3200 Aarschot, Perzikstraat 16, doch verblijvende te 3460 Bekkevoort, Oude Leuvensebaan 17, H.R. Leuven 82330, drankgelegenheid, kleine restauratie, gesloten verklaard.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De griffier, (get.) W. Coosemans. (2556)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Leuven d.d. 2 februari 1999 werd het faillissement Schurmans, Gustaaf, wonende te 3400 Landen, Braakkouterstraat 2, en thans te 2660 Hoboken, Sint-Bernaardsesteenweg 946, H.R. Leuven 74958, kleinhandel in elektrische toestellen, verlichtingsartikelen en elektriciteitswerken, gesloten verklaard.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De griffier, (get.) W. Coosemans. (2557)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Leuven d.d. 2 februari 1999 werd het faillissement B.V.B.A. Opdebeek-Leysen, met maatschappelijke zetel te 3200 Aarschot, A. Reyerslaan 5/6, H.R. Leuven 85331, groothandel in groenten en fruit, gesloten verklaard.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De griffier, (get.) W. Coosemans. (2558)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Leuven d.d. 2 februari 1999 werd het faillissement B.V.B.A. Alverbouw, met maatschappelijke zetel te 3128 Baal, Nobbelstraat 179A, H.R. Leuven 82764, onderneming voor rioleringswerken, onderneming voor het bouwen van stellingen en het invoegen en reinigen van gevels, onderneming voor het plaatsen van afsluitingen, chaps, houten- en parketvloeren, gesloten verklaard.

De gefailleerde werd niet verschoonbaar verklaard.

De griffier, (get.) W. Coosemans. (2559)

Faillissement : B.V.B.A. Torry, maatschappelijke zetel : Sint-Truidensesteenweg 143, 3434 Linter, uitbatingszetel : Meilandlaan 113, 3550 Heusden-Zolder, H.R. Leuven 57588, BTW 432.580.122.

Vonnis rechtbank van koophandel te Leuven d.d. 2 februari 1999.

Rechter-commissaris : J. Stroobant.

Curator : D. De Maeseneer, Naamsestraat 39, bus 1, 3000 Leuven.

Indienen schuldvorderingen ter griffie rechtbank van koophandel te Leuven : vóór 26 februari 1999.

Nazicht schuldvorderingen zelfde griffie : 8 maart 1999, om 14 u. 15 m.

De curator, (get.) D. De Maeseneer. (2560)

Faillissement : B.V.B.A. World Wide Copy, Honsdonkstraat 55, 3120 Tremelo, H.R. Leuven 91939, BTW 455.762.121.

Vonnis rechtbank van koophandel te Leuven d.d. 2 februari 1999.

Rechter-commissaris : Ch. Menten.

Curator : D. De Maeseneer, Naamsestraat 39, bus 1, 3000 Leuven.

Indienen schuldvorderingen ter griffie rechtbank van koophandel te Leuven : vóór 26 februari 1999.

Nazicht schuldvorderingen zelfde griffie : 8 maart 1999, om 15 uur.

De curator, (get.) D. De Maeseneer. (Pro deo) (2561)

Faillissement : B.V.B.A. World Travel Representation Benelux, Speelbergplein 9, 3051 Sint-Joris-Weert, H.R. Leuven 83885, BTW 448.998.647.

Vonnis rechtbank van koophandel te Leuven d.d. 2 februari 1999.

Rechter-commissaris : J. Stroobant.

Curator : D. De Maeseneer, Naamsestraat 39, bus 1, 3000 Leuven.

Indienen schuldvorderingen ter griffie rechtbank van koophandel te Leuven : vóór 26 februari 1999.

Nazicht schuldvorderingen zelfde griffie : 8 maart 1999, om 14 uur.

De curator, (get.) D. De Maeseneer. (Pro deo) (2562)

Rechtbank van koophandel te Mechelen

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Mechelen, tweede kamer, d.d. 25 januari 1999, werd het faillissement van de B.V.B.A. Fresh 2000, met zetel gevestigd te 2220 Heist-op-den-Berg, Palmbosstraat 19, gesloten verklaard bij gebrek aan actief. De gefaalde werd verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend afschrift: de curator, (get.) Carl Keirsmaekers. (2563)

Rechtbank van koophandel te Hasselt

De tweede kamer van de rechtbank van koophandel te Hasselt heeft bij vonnis van 28 januari 1999 het faillissement, na vereffening, gesloten verklaard van Van Poppel, Paulina, wonende te Sint-Truiden, Prins Albertlaan 7, H.R. Hasselt 66726, failliet verklaard op 13 maart 1997.

De rechtbank heeft de gefailleerde niet verschoonbaar verklaard en heeft de curatoren ontlast van hun opdracht.

Voor eensluidend uittreksel: de curatoren, (get.) Lieve & Johan Dehaese. (2564)

Rechtbank van koophandel te Oudenaarde

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde, d.d. 28 januari 1999, werd het faillissement van de B.V.B.A. Brutys, met maatschappelijke zetel te 9600 Ronse, Couple Voie 87, bus 1, gesloten verklaard na vereffening.

De gefailleerde vennootschap werd hierbij niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel: de curator, (get.) Carla Van den Berghe, advocaat, Hoogstraat 38, 9700 Oudenaarde. (2565)

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Oudenaarde, d.d. 28 januari 1999, werd het faillissement van de B.V.B.A. Trading Jombo, met maatschappelijke zetel te 9770 Kruishoutem, Nazarethstraat 76, gesloten verklaard, na vereffening.

De gefailleerde vennootschap werd niet verschoonbaar verklaard.

Voor eensluidend uittreksel: de curator, (get.) Carla Van den Berghe, advocaat, Hoogstraat 38, 9700 Oudenaarde. (2566)

Faillite rapportée – Intrekking faillissement

Tribunal de commerce de Bruxelles

Par jugement du tribunal de commerce de Bruxelles du 21 janvier 1999 a été rapportée la faillite de la S.P.R.L. Abel, ayant son siège social publié à 1070 Bruxelles, avenue Eugène Ysaye 105, mais son siège social effectif à 1070 Bruxelles, avenue des Résédas 25, R.C. Bruxelles 490017, T.V.A. 427.153.158.

Curateur: Me Vincent Terlinden, avocat à 1050 Bruxelles, avenue Louise 349, bte 17.

Pour extrait conforme: le curateur, (signé) Vincent Terlinden. (2495)

Rechtbank van koophandel te Brussel

Bij vonnis van de rechtbank van koophandel te Brussel, d.d. 21 januari 1999, werd het faillissement ingetrokken van de B.V.B.A. Abel, met gepubliceerd hoofdzetel te 1070 Anderlecht, Eugène Ysayelaan 105, maar met werkelijk hoofdzetel te 1070 Anderlecht, Resedaan 25, H.R. Brussel 490017, BTW 427.153.158.

Curator: Mr. Vincent Terlinden, advocaat te 1050 Brussel, Louisaan 349, bus 17.

Voor eensluidend uittreksel: de curator, (get.) Vincent Terlinden. (2495)

Régime matrimonial – Huwelijksvermogensstelsel

Par requête en date du 18 janvier 1999, les époux, Frédéric François De Smet, licencié en chimie, né à Saint-Josse-ten-Noode le 6 juillet 1971, Ange Fany Lucette Myriam Hanson, psychologue, née à Braine-le-Comte le 8 février 1974, mariés sous le régime légal aux termes de leur contrat de mariage reçu par le notaire Xavier Bricout, à Soignies, le 9 juillet 1998, ont introduit devant le tribunal de première instance de Mons, une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial, dressé par le notaire Xavier Bricout, de résidence à Soignies, le 18 janvier 1998, tendant à l'ameublissement de biens propres par Mme Ange Hanson au profit du patrimoine commun.

(Signé) X. Bricout, notaire. (2567)

Par requête en date du 26 octobre 1998, les époux Alain Ghislain Dewavre, menuisier, né à Soignies le 10 janvier 1967, et Christine Marie Alberte Decreme, employée, née à Soignies le 25 janvier 1967, mariés sous le régime légal à défaut de contrat de mariage, ont introduit devant le tribunal de première instance de Mons une requête en homologation du contrat modificatif de leur régime matrimonial, dressé par le notaire Xavier Bricout, de résidence à Soignies, le 26 octobre 1998, tendant à l'ameublissement de biens propres par M. Alain Dewavre, au profit du patrimoine commun.

(Signé) X. Bricout, notaire. (2568)

Bij vonnis der rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde, in date 26 januari 1999, werd de akte gehomologeerd verleden voor notaris Anne Vander Donckt, te Dendermonde, op 20 november 1998, houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel van scheiding van goederen naar het wettelijk stelsel van de heer Van Severen, Luc Frans Anna Maria, geboren te Dendermonde op 16 mei 1961, architect, en zijn echtgenote, Mevr. Vandeveld, Karine Adrienne, geboren te Oostende op 18 februari 1963, licentiate, samenwonende te 9200 Dendermonde, Lodewijk Dosfelstraat 30, bij welke akte het onroerend goed, zijnde een woonhuis met afhangen en grond, staande en gelegen te Dendermonde, Lodewijk Dosfelstraat 30, bekend ten kadaster onder Dendermonde, eerste afdeling, sectie C, nrs. 40/W/2 en 40/X/2, samen voor een grootte van vier aren achtenzeventig centiaren, evenals de hypothecaire schuld jegens de naamloze vennootschap Generale Bank, door de heer Luc Van Severen, in de gemeenschap werd ingebracht.

Dendermonde, 1 februari 1999.

(Get.) A. Vander Donckt, notaris. (2570)

Op 17 december 1998 hebben de heer Beyers, Jan Alfons Theo Anna, bakker, en zijn echtgenote, Mevr. Nouws, Nicole Louisa Arthur, huisvrouw, samenwonende te 2990 Wuustwezel, Alois Blommaertstraat 23, ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen een verzoekschrift d.d. 24 november 1998 neergelegd strekkende tot homologatie van de akte, verleden voor notaris Herman Verschraegen, te Wuustwezel, op 24 november 1998, waarbij zij hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

(Get.) Herman Verschraegen, notaris. (2571)

Op 24 december 1998 hebben de heer Schrauwen, Guido Gaston Rosa, zelfstandige installateur, en zijn echtgenote, Mevr. Vermeiren, Maria Theresia Adrianus, huisvrouw, samenwonende te 2990 Wuustwezel, Hoogstraatseweg 135, ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen een verzoekschrift d.d. 7 december 1998 neergelegd strekkende tot homologatie van de akte, verleden voor notaris Herman Verschraegen, te Wuustwezel, op 7 december 1998, waarbij zij hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

(Get.) Herman Verschraegen, notaris. (2572)

Bij verzoekschrift d.d. 1 december 1998, hebben de echtgenoten de heer Van Schoor, Werner Lucien Elodie, geneesheer, geboren te Beveren-Waas op vier augustus negentienhonderd tweeënzestig, en zijn echtgenote, Mevr. De Bouw, Martine Alice August, meewerkende echtgenote, geboren te Kruibeke op zeventien juni negentienhonderd viereenzestig, wonende te 9120 Haasdonk, gemeente Beveren, Perstraat 2;

gehuwd onder het wettelijk stelsel der gemeenschap, bij gebrek aan een huwelijkscontract, zonder wijzigingen;

bij akte verleden voor ondergetekende notaris Wim Verstraeten, op één december negentienhonderd achtennegentig, een wijziging gebracht aan hun huwelijksvoorwaarden betreffende de aanbedeling van het gemeenschappelijk vermogen, zonder het stelsel te wijzigen;

de rechtbank van eerste aanleg te Dendermonde om homologatie verzocht van de akte wijziging huwelijksvermogensstelsel, opgemaakt door notaris Wim Verstraeten, te Vrasene, gemeente Beveren, op 1 december 1998.

De wijzigingsakte bevat inbreng door de heer Werner Van Schoor van een eigen onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen, zonder wijziging van het stelsel zelf.

Voor het verlijden van de akte wijziging, houdende verandering van de samenstelling van de vermogens, werd geen boedelbeschrijving van hun roerende en onroerende goederen, alsook geen regeling wederzijdse rechten opgemaakt.

Voor de verzoekers, (get.) Wim Verstraeten, notaris. (2573)

Bij verzoekschrift de dato 1 februari 1999, hebben de heer Vandekerckhove, Johan José Anita, zelfstandig renovatiewerker, en zijn echtgenote, Mevr. Samyn, Monique Aldegonde, samenwonend te Wingene (Zwevezele), Meiboomstraat 2, gehuwd onder het wettelijk stelsel, bij ontstentenis van huwelijkscontract, voor de rechtbank van eerste aanleg te Brugge een vraag ingediend tot homologatie van de akte verleden voor notaris Karel Vanbeylen, te Zwevezele, op 1 februari 1999, houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel naar het stelsel van scheiding van goederen.

Voor de echtgenoten Johan Vandekerckhove-Samyn, Monique, (get.) Karel Vanbeylen, notaris te Zwevezele. (2575)

Bij vonnis uitgesproken in raadkamer van de rechtbank van eerste aanleg van Antwerpen van zevententwintig november 1998, werd de akte gehomologeerd verleden voor notaris Jan Van Bael, te Antwerpen, op 20 april 1998, houdende wijziging van het huwelijksvermogensstelsel tussen de heer Gustave Alphonse De Dycker, bio-ingenieur, en zijn echtgenote, Mevr. Maria Theresia Lutgardis Lenière, huisvrouw, samenwonende te Schoten, Nachtegalenlei 50.

(Get.) Jan Van Bael, notaris. (2576)

Bij verzoekschrift van 10 december 1998 hebben de heer Deblier, Willy en Mevr. Boonen, Heidi, wonende te Hasselt, Breestraat 130, aan de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt de homologatie aangevraagd van de akte wijziging huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Peter Berben, te Neerpelt, op 10 december 1998. Deze wijziging betreft de inbreng door de echtgenoot van een eigen onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen van het wettelijk stelsel.

(Get.) P. Berben, notaris. (2577)

Bij verzoekschrift van 11 december 1998 hebben de heer De Graaf, Henricus en Mevr. Claes, Joana, wonende te Achel, Bremstraat 21, aan de rechtbank van eerste aanleg te Hasselt de homologatie aangevraagd van de akte wijziging huwelijksvermogensstelsel, verleden voor notaris Peter Berben, te Neerpelt, op 11 december 1998. Deze wijziging betreft de inbreng door de echtgenoten van een eigen onroerend goed in het gemeenschappelijk vermogen van het wettelijk stelsel.

(Get.) P. Berben, notaris. (2578)

Bij verzoekschrift van 22 december 1998, nedergelegd ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Brussel, op 1 februari 1999, hebben de heer Goossens, Michel Judocus, vertegenwoordiger, en zijn echtgenote, Mevr. Bellemans, Marie Rose, bediende, samenwonende te 1570 Tollembeek (thans Galmaarden), Modrielaan 3, voor de burgerlijke rechtbank van eerste aanleg te Brussel een verzoekschrift ingediend tot homologatie van de akte houdende wijziging van hun huwelijksvermogensstelsel, opgemaakt bij akte verleden voor notaris An-Katrien Van Laer, te Herne, op 22 december 1998.

Het wijzigend contract bevat aanneming van het stelsel van scheiding van goederen.

Voor de verzoekers, (get.) A.K. Van Laer, notaris. (2579)

Bij vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Gent, derde burgerlijke kamer, de dato 8 oktober 1998, werd de akte verleden voor notaris Philippe De Keukelaere, te Eeklo, de dato 3 juli 1998, houdende wijziging aan het huwelijksvermogensstelsel, te weten aanneming van het wettelijk stelsel met inbreng van een onroerend goed, uitbreiding en toebedeling van het gemeenschappelijk vermogen, tussen de echtgenoten de heer Wulffaert, Jan Maurits Gabriël Marie, zelfstandige, geboren te Eeklo op achtentwintig juli negentienhonderd tweeënzestig, en zijn echtgenote, Mevr. De Ruyter, Ann, boekhoudster, geboren te Gent op vijfentwintig oktober negentienhonderd viereenzestig, beiden wonende te 9900 Eeklo, Kriekmoerstraat 103, gehomologeerd.

Voor de echtgenoten Wulffaert, Jan-De Ruyter, Ann, (get.) Philippe De Keukelaere, notaris. (2587)

Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

Op 12 januari 1999 hebben de heer Aeyels, Jan Wilfried, ingenieur, en zijn echtgenote, Twisk, Patricia Mimi Martine, huisvrouw, samenwonende te 2610 Wilrijk (Antwerpen), Kleine Doornstraat 48, ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen een verzoekschrift d.d. 21 december 1998 neergelegd strekkende tot homologatie van de akte, verleden voor notaris Ilse Janssens, te Kontich, op 21 december 1998, waarbij zij hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

Antwerpen, 26 januari 1999.

De griffier, (get.) M. Schoeters.

Voor eensluidend uittreksel afgeleverd aan verzoekers.

Antwerpen, 26 januari 1999.

De griffier, (get.) M. Schoeters. (2569)

Op 7 januari 1999 hebben de heer Weyts, Nic Annita Leopold, bankbediende, en zijn echtgenote, Smout, Ann Maria Maurice, bediende, samenwonende te 2140 Borgerhout (Antwerpen), Stuivekenskerkestraat 26, bus 1, ter griffie van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen een verzoekschrift d.d. 16 december 1998 neergelegd strekkende tot homologatie van de akte, verleden voor notaris René Van Kerkhoven, te Broechem (Ranst), op 16 december 1998, waarbij zij hun huwelijksvermogensstelsel wijzigden.

Antwerpen, 26 januari 1999.

De griffier, (get.) M. Schoeters.

voor eensluidend uittreksel afgeleverd aan verzoekers.

Antwerpen, 26 januari 1999.

De griffier, (get.) M. Schoeters. (2574)

Succession vacante – Onbeheerde nalatenschap

Rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen

Op eenentwintig september negentienhonderd achtennegentig verleende de eerste B kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen een vonnis waarbij Mr. Koen Maenhout, advocaat, kantoorhoudende te 2018 Antwerpen, Justitiestraat 26, werd aangesteld als curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Elza Virginia Meyskens, geboren te Sinaai op 5 september 1913, weduwe van Petrus Maria Braeckman, laatst wonende te Antwerpen, district Antwerpen, Geelhandplaats 1, bus 5, en overleden te Antwerpen, district Antwerpen, op 20 juni 1997.

Antwerpen, 1 februari 1999.

De griffier, (get.) M. Van Herwegen. (2580)

Op eenentwintig september negentienhonderd achtennegentig verleende de eerste B kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen een vonnis waarbij gerechtsdeurwaarder Hendrik Jaspers, kantoorhoudende te Antwerpen, Kipdorp 42a, werd aangesteld als curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Jeanne Emelie Maria Verheyleweghen, geboren te Antwerpen op 3 april 1921, weduwe van Jan Baptist Francx, laatst wonende te Antwerpen, district Borgerhout, Van Geertstraat 91, en overleden te Antwerpen, district Antwerpen, op eenentwintig juni negentienhonderd zevennegentig.

Antwerpen, één februari negentienhonderd negenennegentig.

De griffier, (get.) Marleen Van Herwegen. (2581)

Op achttien januari negentienhonderd negenennegentig verleende de eerste B kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen een vonnis waarbij Mr. Aernaudts, Linda, advocaat en plaatsvervangend rechter te Antwerpen, kantoorhoudende te 2018 Antwerpen, Justitiestraat 18a, werd aangesteld als curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Victor Albert Cools, geboren te Wijnegem op 14 oktober 1925, laatst wonende te Schilde, Vennebosstraat 10, en overleden te Knokke-Heist op 2 juli 1998.

Antwerpen, 1 februari 1998.

De griffier, (get.) M. Van Herwegen. (2582)

Rechtbank van eerste aanleg te Gent

Bij beschikking behandeld en uitgesproken in raadkamer door de derde burgerlijke kamer van de rechtbank van eerste aanleg te Gent op 12 maart negentienhonderd achtennegentig, werd op vordering van de heer procureur des Konings te Gent, advocaat Daniël Van Den Bossche, kantoorhoudende te 9000 Gent, Jan Verspeyenstraat 14, benoemd tot curator over de onbeheerde nalatenschap van wijlen Van Steenacker, Jozef Camiel, geboren te Hoboken op 17 januari 1921, in leven laatst wonende te 9090 Melle, Brusselsesteenweg 533, en overleden te Melle op 16 januari negentienhonderd zesennegentig.

Voor eensluidend uittreksel: de adjunct-griffier, (get.) H. Matthijs. (2583)

ANNEXE au *Moniteur belge* du 9 février 1999 – BIJLAGE tot het *Belgisch Staatsblad* van 9 februari 1999

**Publication faite en exécution de l'article 34bis
des lois coordonnées sur les sociétés commerciales**

**Bekendmaking gedaan in uitvoering van het artikel 34bis
van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen**

**Société anonyme ImmoBilia,
établie à 1060 Saint-Gilles, rue Saint-Bernard 47**

R.C. Bruxelles 552737 – T.V.A. 445.961.161

L'assemblée générale des actionnaires, tenue le 4 février 1999 devant le notaire Denis Deckers, a décidé d'augmenter le capital social de max. 2 800 000 francs, par émission de max. 280 actions nouvelles, sans désignation de valeur nominale, du même type et jouissant des mêmes droits et avantages que les actions existantes. Ces actions seront souscrites en espèces, au prix de 10 000 francs par action.

Conformément à l'article 7 des statuts et à l'article 34bis des L.C.S.C., chaque actionnaire dispose d'un droit de souscription préférentielle. Ce droit est proportionnel au nombre d'actions déjà détenues.

Le délai de souscription est de quinze jours, du 13 février 1999 au 27 février 1999. Les actionnaires qui veulent exercer leur droit de préférence sont invités à se présenter au siège social avec leur actions et à indiquer le nombre d'actions qu'ils désirent souscrire, à titre irréductible ou réductible. Chaque action devra être libérée entièrement, soit de 10 000 francs, à verser sur le compte financier n° 088-2196006-18 de la société auprès du Crédit Communal.

Les actions non souscrites après ce délai de souscription seront offertes à des tiers.
(2586)

Le conseil d'administration.